



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

XLVII<sup>e</sup> Année

Tome II N<sup>os</sup> 1-2 - Juillet-août 1972

LE TRESOR MONETAIRE  
DE  
LUTTRE-LIBERCHIES

Exposition

BIBLIOTHEQUE ROYALE ALBERT Ier  
CABINET DES MEDAILLES  
MONT DES ARTS, BRUXELLES

*Du 16 septembre au 14 octobre 1972*

*De 9 h 30 à 16 h 30. Entrée libre*

*Fermé les dimanches et jours fériés*

Sur la grande voie romaine Bavai-Cologne, un site s'était révélé particulièrement fécond depuis qu'on y avait entrepris des fouilles, en 1954 : c'est le lieu-dit «les Bons Villers» à Liberchies (commune de Luttre, arrondissement de Charleroi). Les trouvailles qu'on y fit confirmèrent l'hypothèse qu'il s'agissait là des ruines du vicus de Geminicum, cité par les itinéraires romains.

C'est là que, en 1969 et en 1970, M. Pierre Claes, fondateur et président du cercle archéologique «Pro Geminico», fit l'extraordinaire trouvaille qui fait l'objet de cette exposition : un ensemble de 368 pièces d'or de l'époque romaine, dont la plus ancienne remonte à l'an 63 (règne de Néron) et la plus récente date de l'an 166 (Marc-Aurèle).

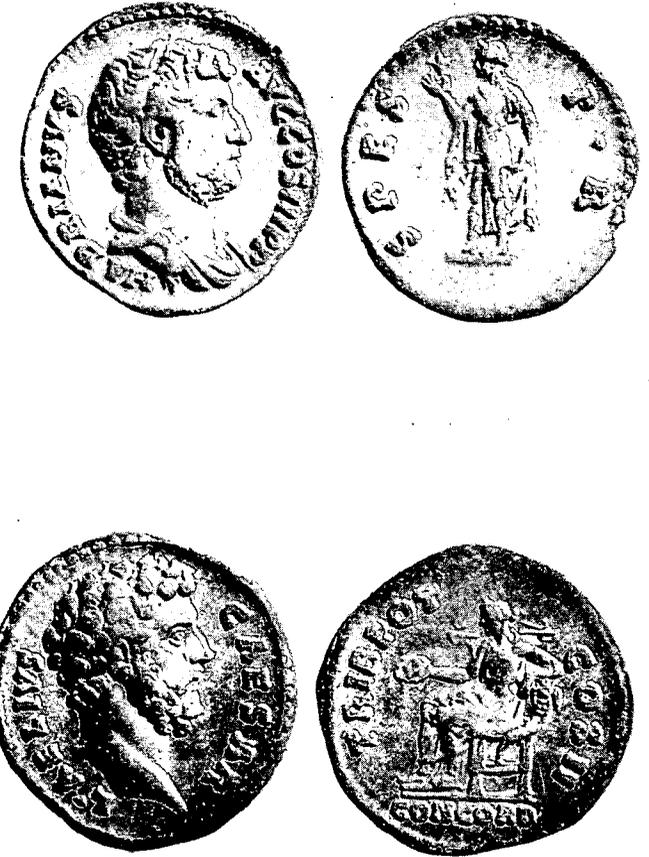
Grâce à la libéralité de la Banque nationale de Belgique, ce trésor est conservé intégralement au cabinet des Médailles de la Bibliothèque royale Albert Ier.

En Belgique, on n'avait guère fait qu'une découverte de cette importance, celle du trésor de Mespelare (Fl. or.), en 1607, mais dont seules une cinquantaine de pièces ont été plus ou moins bien décrites. En dehors du trésor de Rome (via Po, 1929), qui contenait 378 pièces, ce sera le plus grand trésor romain conservé dans son entier dans un musée.

Le trésor de Liberchies comprend un «aureus» inédit, une dizaine de variantes non décrites et un nombre important de monnaies dont le cabinet des Médailles ne possédait encore aucun exemplaire. Outre son importance numismatique, ce trésor est d'un grand intérêt pour l'histoire économique de l'Empire romain au deuxième siècle de notre ère.

L'exposition présentera, outre les 368 pièces groupées chronologiquement, par empereurs et par ateliers monétaires, un certain nombre d'objets découverts à l'occasion des différentes campagnes de fouille du site de Geminicum. Elle sera complétée par des photos et des plans du site, par des agrandissements photographiques de monnaies et par une carte des trésors monétaires romains découverts en Belgique.

L'a.s.b.l. «Pro Geminico» édite à cette occasion une monographie qui comprendra, entre autres, une étude sur le poids de la livre romaine et une liste, par communes, de toutes les monnaies romaines en or trouvées en Belgique; un catalogue, en fin d'ouvrage, donne la description détaillée et la reproduction photographique de toutes les pièces du trésor. L'ouvrage est précédé d'une importante introduction archéologique sur le site de l'antique Geminicum. Le catalogue sera vendu, pendant la durée de l'exposition, au prix de souscription de 400 F.



Illustrations : «aurei» de Hadrien et Aelius (Echelle 2/1).





# Bulletin

de la

# Banque Nationale de Belgique

XLVII<sup>e</sup> Année

Tome II N<sup>os</sup> 1-2 - Juillet-août 1972

## **SOMMAIRE :**

- III Accord relatif à diverses mesures de politique monétaire.**
- IX Réduction des plafonds de réescompte et de visa des banques.**
- XI Les marges de fluctuation entre monnaies communautaires.**
- XLIII La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1971.**
  - 1 Statistiques.**
  - 131 Législation économique.**
  - 137 Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.**

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.

Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

## ACCORD RELATIF A DIVERSES MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

### Justification.

1. Au cours des dernières semaines, la Banque Nationale de Belgique a été amenée, en application des accords internationaux auxquels le pays est partie, à acquérir des montants importants de devises étrangères. Entre le 12 juin et le 10 juillet 1972, ses avoirs en monnaies étrangères se sont accrus de plus de 15 milliards. Depuis lors, le marché est resté vendeur. L'éventualité d'une poursuite de ce mouvement ne peut être ignorée.

2. Il importe d'éviter que sur les liquidités internes créées ou qui seraient encore créées au départ des relations avec l'étranger, ne s'ajoute un développement monétaire induit construit au départ de celles-ci par le crédit. La Banque Nationale estime qu'à l'heure actuelle des liquidités d'un montant de l'ordre d'une dizaine de milliards devraient être retirées, par stérilisation, de la circulation bancaire. Ce montant devrait évoluer en fonction, d'une part, des effets de mesures qui seraient prises le cas échéant en matière de change, et, d'autre part, des volumes de devises qui seraient présentées par le marché et que la Banque Nationale serait tenue d'acquérir ou que celle-ci céderait au marché.

3. Il importe de veiller à ce que les effets de mesures de stérilisation ne soient pas énervés :

— par une contraction parallèle des concours apportés par les banques au secteur public; une telle contraction contraindrait en effet celui-ci à recourir de manière directe ou médiate aux avances de la Banque Nationale;

— par un recours équivalent des banques aux facultés de réescompte ou d'avances auprès de la Banque Nationale. Aussi, le montant de ces lignes fera l'objet d'un réexamen.

4. Les effets induits de la création monétaire au départ des cessions ou acquisitions de devises par le marché étant ainsi neutralisés, il se recommande que, dans l'expansion normale de leurs activités de crédit au rythme du développement de l'économie interne, les banques maintiennent un équilibre entre

la satisfaction des besoins des entreprises et particuliers et ceux du secteur public. A l'heure actuelle, et pour l'ensemble des banques cet équilibre se traduit par l'affectation à l'acquisition d'effets et de fonds publics belges libellés en francs belges de la moitié environ de leurs dépôts en francs belges.

5. Les banques ont à maintes reprises formulé le vœu que les objectifs de politique monétaire fassent l'objet d'une concertation et qu'il soit recouru de préférence à des mesures concertées plutôt qu'à des dispositifs réglementaires. C'est pourquoi, il est proposé aux banques de rechercher la réalisation des objectifs poursuivis par la voie d'un gentlemen's agreement.

L'appui qu'il est proposé de prendre sur l'adhésion volontaire plutôt que sur des dispositions réglementaires implique l'adhésion de chacune des principales banques du pays aux règles ci-après.

6. Vu l'urgence, il est suggéré aux banques d'adhérer au dispositif d'accord ci-après, étant entendu que, dans le respect des objectifs poursuivis, la Banque Nationale de Belgique et la Commission bancaire sont prêtes à examiner ultérieurement tout autre dispositif qui leur serait proposé par les banques.

En tout état de cause, une concertation continue sera maintenue et pourra avoir lieu à l'initiative soit de la Banque Nationale de Belgique, soit de la Commission bancaire, soit des banques.

7. A l'heure actuelle, les liquidités internes créées au départ des relations avec l'étranger alimentent les trésoreries des entreprises et se reflètent dans les dépôts bancaires.

Si l'évolution de la conjoncture intérieure devait le justifier, la Banque Nationale de Belgique demanderait l'extension des présentes mesures de politique monétaire à d'autres catégories d'intermédiaires financiers.

## **Accord.**

A l'invitation de la Banque Nationale de Belgique et de la Commission bancaire, les banques suivantes déclarent adhérer, chacune en ce qui la concerne, au présent accord :

Bank of America N.T. & S.A.  
Bank van Roeselare  
Banque belge pour l'Industrie  
Banque belgo-zaïroise  
Banque du Benelux  
Banque de Bruxelles  
Banque de Commerce

Banque Degroof et Cie  
Banque Ippa  
Banque Lambert  
Banque Nationale de Paris  
Banque de Paris et des Pays-Bas Belgique  
Banque Sud-belge  
Caisse privée  
Continental Bank  
Crédit Commercial de Mons  
Crédit général de Belgique  
Crédit Lyonnais  
Crédit du Nord belge  
Manufacturers Hanover Trust Company  
The First National Bank of Chicago  
First National City Bank  
First National City Bank (Belgium)  
Kredietbank  
Morgan Guaranty Trust Company  
Nagelmackers Fils et Compagnie, Banquiers  
Société française de Banque et de Dépôts  
Société Générale de Banque  
Westminster Foreign Bank

#### CHAPITRE I. — Constitution d'une réserve monétaire.

*Article 1<sup>er</sup>.* — Les banques adhérentes constituent ensemble une réserve monétaire globale.

Sur base de la situation au 17 juillet 1972, cette réserve est fixée à 10 milliards de francs belges.

Sans préjudice de l'application de l'article 2, cette réserve est versée à hauteur de

- 40 p.c. le 28 juillet 1972;
- 60 p.c. le 7 août 1972;
- 80 p.c. le 14 août 1972;
- 100 p.c. le 21 août 1972.

*Art. 2.* — Le montant de la réserve à constituer en vertu de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et le montant des versements à effectuer conformément à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 3, pourront être majorés ou réduits en liaison avec les apports ou acquisitions par le marché de devises étrangères à dater du 17 juillet 1972 et compte tenu des effets que produiraient les mesures prises le cas échéant en matière de change.

Les majorations ou réductions du montant de la réserve globale à constituer sont notifiées par la Banque Nationale de Belgique aux banques adhérentes.

*Art. 3. — § 1<sup>er</sup>. —* Chaque banque adhérente contribue à la formation de la réserve globale de la manière suivante :

1) 1 p.c. du montant moyen de ses engagements nets en comptes francs belges convertibles au sens de la réglementation du change, avec comme maximum 1 p.c. du volume moyen de ces engagements aux fins des mois d'octobre et novembre 1971, janvier et février 1972;

2) 100 p.c. de l'accroissement du montant moyen de ces engagements nets en comptes francs belges convertibles par rapport à leur montant moyen, au cours de la période de référence visée au 1);

3) 0,75 p.c. du montant moyen de ses engagements visés au paragraphe 2, avec comme maximum 0,75 p.c. du volume moyen de ces engagements au cours de la période de référence visée au 1);

4) le solde de la réserve globale à constituer est réparti entre les banques adhérentes au prorata de l'accroissement du montant moyen de leurs engagements visés au paragraphe 2 par rapport au montant moyen de ces mêmes engagements aux fins des mois d'octobre et novembre 1971, janvier et février 1972.

— Au cas où l'application simultanée des dispositions visées aux 1), 2) et 3) de l'alinéa précédent conduirait à constituer une réserve globale d'un montant supérieur à celui fixé en vertu des articles 1 et 2, l'adaptation nécessaire se fera d'abord en modifiant le pourcentage prévu au 3); si nécessaire, l'adaptation portera ensuite sur le pourcentage prévu au 2) et enfin sur celui du 1).

§ 2. — Les engagements visés au 3) et au 4) du § 1<sup>er</sup> sont les engagements en francs belges à vue ou à des termes n'excédant pas 2 ans et résultant de dépôts, de valeurs à payer à court terme ou d'engagements envers des banques, maisons mères, succursales et filiales (y compris les emprunts au jour le jour non couverts par des sûretés réelles), sous déduction :

a) des carnets de dépôts;

b) des engagements nets en comptes francs belges convertibles;

c) des actifs en francs belges sur des banques, maisons mères, succursales et filiales en Belgique (y compris les prêts au jour le jour autres que ceux couverts par des sûretés réelles ou par la garantie de l'Etat).

§ 3. — Le montant de l'accroissement visé au 2) et au 4) du § 1<sup>er</sup> — et le montant des engagements visés au 1) et au 3) s'il est inférieur à la moyenne de la période de référence mentionnée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1) — se calculent sur base de la moyenne des montants journaliers de ces engagements au cours de la période du jeudi au mercredi précédant la date de la notification. Les banques adhérentes notifient le mercredi de chaque semaine à la Banque Nationale de Belgique et à la Commission bancaire le montant moyen au cours de cette période de leurs engagements nets en comptes francs belges convertibles et de leurs engagements visés au § 2.

Toutefois, pour le versement à effectuer le 28 juillet, seront pris en considération les engagements nets en comptes francs belges convertibles à la date du 30 juin 1972 et les engagements visés au § 2 à la date du 31 mai 1972.

*Art. 4.* — La Banque Nationale de Belgique notifie le jeudi de chaque semaine à chaque banque adhérente le montant journalier moyen que la réserve à constituer par cette banque doit atteindre pendant la période de 7 jours prenant cours le lundi de la semaine suivante. Toutefois, la première période s'étendra du 28 juillet au 6 août 1972.

*Art. 5.* — La réserve est formée en avoirs à vue en francs belges entretenus en compte spécial auprès de la Banque Nationale de Belgique.

Elle est portée dans les situations mensuelles modèle A sous une rubrique distincte : 2bis) b) Banque Nationale de Belgique : réserve monétaire.

*Art. 6.* — La Banque Nationale de Belgique et la Commission bancaire agissant conjointement peuvent :

a) admettre que dans des cas spéciaux et notamment en cas de mouvements importants sur le montant des dépôts ou des crédits d'une banque, le respect de la réserve à constituer soit vérifié temporairement sur une période supérieure à une semaine;

b) admettre dans des circonstances exceptionnelles des dérogations aux obligations de réserve incombant à une banque. Ces dérogations ne peuvent avoir pour effet d'accroître le montant de la réserve à constituer par les autres banques adhérentes.

## CHAPITRE II. — **Maintien des structures en effets et fonds publics.**

*Art. 7.* — Les banques adhérentes s'engagent :

a) à maintenir en portefeuille un volume d'effets et de fonds publics belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes équivalant au montant global moyen que ces portefeuilles atteignaient pendant la période comprise entre le 15 juin et le 15 juillet 1972, étant entendu qu'en cas de réduction de leur passif exigible en deçà du niveau que celui-ci atteignait en moyenne au cours de cette même période, elles ne seront tenues que de conserver par rapport à leur passif ainsi réduit, la quotité que leurs effets et fonds publics représentaient par rapport à la moyenne de ce même passif exigible au cours de cette même période;

b) à affecter cinquante pour-cent au moins de l'accroissement de leur passif exigible, par rapport au montant moyen qu'il atteignait pendant la période comprise entre le 15 juin et le 15 juillet 1972, à l'acquisition ou à la souscription de titres en francs belges, émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes, autres que les titres émis par les institutions publiques de crédit.

*Art. 8.* — Par passif exigible, il y a lieu d'entendre pour l'application de l'article précédent, le total des engagements en francs belges à vue ou à des termes n'excédant pas deux ans, constitués par des dépôts à vue ou à terme, par des autres valeurs à payer à court terme ainsi que par des engagements envers des banques, maisons mères, succursales et filiales (y compris les emprunts au jour le jour non couverts par des sûretés réelles), sous déduction :

a) des actifs en francs belges sur des banques, maisons mère, succursales et filiales en Belgique (y compris les prêts au jour le jour autres que ceux couverts par des sûretés réelles ou par la garantie de l'Etat);

b) du montant de la réserve monétaire à constituer en vertu du chapitre I<sup>er</sup>.

*Art. 9.* — Le respect des engagements prévus à l'article 7 se vérifiera sur base de la moyenne des montants journaliers au cours du mois d'octobre 1972 des portefeuilles d'effets et de fonds publics et du passif exigible. Il est pris acte de la déclaration des banques adhérentes qu'elles entendent ne pas réduire le montant moyen mensuel de leur portefeuille visé à l'article 7, a), et accroître en moyenne leurs placements en effets et fonds publics au rythme de l'augmentation moyenne de leur passif exigible.

*Art. 10.* — La Commission bancaire pourra, dans des cas spéciaux, accorder des dérogations particulières aux dispositions du présent chapitre.

#### CHAPITRE III. — **Dispositions diverses.**

*Art. 11.* — Les moyennes des montants journaliers prévus aux articles 3, §§ 3, 4, 7 et 9 sont calculés sur base des jours-calendrier.

*Art. 12.* — Les reviseurs sont chargés de faire mensuellement rapport à la Commission bancaire sur l'application du présent accord.

*Art. 13.* — Le présent accord est conclu pour une durée expirant le 31 octobre 1972. Au cours de la seconde quinzaine du mois d'octobre ou à une date plus rapprochée si les objectifs à poursuivre venaient à se modifier ou si les modalités d'application devaient être revues, son abrogation, sa modification ou sa reconduction éventuelle fera l'objet d'une concertation entre la Banque Nationale de Belgique, la Commission bancaire et les banques adhérentes.

## REDUCTION DES PLAFONDS DE REESCOMPTE ET DE VISA DES BANQUES

Dans le texte de l'accord relatif à diverses mesures de politique monétaire, reproduit ci-avant, il est dit qu'il importe de veiller à ce que les effets des mesures de stérilisation ne soient pas éternisés par un recours équivalent des banques aux facultés de réescompte ou d'avances auprès de la Banque Nationale.

A cette fin, le coefficient des plafonds de réescompte et de visa des banques est abaissé, à partir du 28 juillet 1972, date de l'entrée en vigueur de l'accord susmentionné, de 9 à 8 p.c. des moyens d'action des banques et une réduction proportionnelle est appliquée aux plafonds forfaitaires <sup>(1)</sup>. En chiffres absolus, il s'agit au total d'une diminution de 5,3 milliards des plafonds, ceux-ci étant ramenés de 48 à 42,7 milliards <sup>(2)</sup>.

<sup>(1)</sup> Les modalités et le fonctionnement du régime des plafonds de réescompte et de visa ont été décrits dans les numéros de mai 1969 et 1970, de janvier et de mars 1971 et de janvier 1972 du *Bulletin*.

<sup>(2)</sup> Le tableau XVIII-4 fournit des indications chiffrées sur la hauteur de ces plafonds et sur leur utilisation.

# LES MARGES DE FLUCTUATION ENTRE MONNAIES COMMUNAUTAIRES

Les marges de fluctuation actuellement appliquées entre monnaies communautaires trouvent leur fondement juridique dans une Résolution du Conseil des Communautés Européennes et des Représentants des Gouvernements des Etats membres, formellement adoptée le 21 mars 1972. Les banques centrales, chargées de l'application de cette décision, ont conclu entre elles les arrangements techniques nécessaires et le nouveau régime des marges est entré en vigueur le 24 avril 1972.

Les considérations qui suivent n'ont pas la prétention d'analyser la portée économique ou politique des décisions prises, ni de formuler un jugement sur le fonctionnement passé ou futur du nouveau régime. Elles poursuivent l'objectif plus limité de faciliter la compréhension des mécanismes mis en œuvre, en apportant quelques précisions d'ordre essentiellement technique à leurs modalités de fonctionnement.

Cette préoccupation est justifiée par l'intense curiosité que le nouveau régime a suscitée pour la terminologie et l'arithmétique des fluctuations des cours du change. La presse a déjà familiarisé le public avec « le serpent dans le tunnel », expression qui donne du nouveau régime des marges une représentation condensée, mais quelque peu énigmatique.

On s'attachera tout d'abord à définir la notion de marges de fluctuation et à dresser un bref historique des marges en vigueur antérieurement au 24 avril 1972. Suit un essai de description de la technique du nouveau régime, accompagné d'exemples concrets et d'illustrations graphiques qui feront apparaître le serpent dans le tunnel. On s'efforcera, enfin, d'apporter des éléments de réponse à diverses questions que l'on pourrait se poser au sujet des conséquences pratiques du rétrécissement des marges.

## RAPPEL DES NOTIONS DE BASE

## 1. Les marges de fluctuation : de quoi s'agit-il ?

Sur le marché des changes d'un pays, la monnaie nationale s'échange contre des monnaies étrangères, à des prix appelés cours du change.

On peut concevoir deux types de régimes pour l'établissement des cours du change : les cours variables ou flottants et les cours fixes.

Si les cours du change variaient en permanence, sans limites, les monnaies seraient dites « flottantes ». Pareil régime, comme l'expérience l'a montré récemment, introduit un élément d'incertitude tel dans les relations commerciales et financières internationales que celles-ci peuvent s'en trouver sérieusement perturbées. La nécessité de soumettre les cours du change à une certaine discipline s'impose dès lors aux autorités monétaires.

Le premier élément d'une telle discipline consiste à définir une parité pour la monnaie nationale <sup>(1)</sup>. Cette parité a été habituellement exprimée jusqu'à présent par le poids d'or d'une unité de monnaie nationale <sup>(2)</sup> : de la comparaison des différents poids d'or ainsi déterminés, on peut déduire la parité réciproque des monnaies, deux à deux, exprimée dans ces monnaies <sup>(3)</sup>.

*Exemple :*

Si la parité-or du franc belge est de 0,0182639 gr. d'or fin et si la parité-or du florin est de 0,252265 gr. d'or fin, la parité réciproque du florin et du franc belge, exprimée en francs belges, est de

$$\frac{0,252265}{0,0182639} = 13,812.$$

Exprimée en florins, cette même parité est de

$$\frac{0,0182639}{0,252265} = 0,0724.$$

Pour simplifier, nous utiliserons par la suite le terme « parité-or » pour désigner le contenu-or d'une monnaie et le terme « parité » pour désigner le cours du change entre deux monnaies reflétant leur parité réciproque.

<sup>(1)</sup> L'expression « cours central » ou « cours-pivot » désigne une parité de fait lorsque, pour des raisons d'ordre juridique, une parité n'est pas fixée en droit.

<sup>(2)</sup> Rien n'exclut qu'à l'avenir un autre élément de référence, par exemple le droit de tirage spécial, serve à la définition des parités des monnaies.

<sup>(3)</sup> Alors qu'un pays détient l'initiative pour déterminer la parité-or de sa monnaie, il n'est pas maître des parités réciproques de sa monnaie par rapport à chacune des autres monnaies, puisque ces parités dépendent chaque fois de deux parités-or.

Il serait concevable que toutes les transactions de change soient obligatoirement effectuées aux parités des monnaies échangées. Les autorités monétaires devraient alors être prêtes en toutes circonstances à acheter et vendre la monnaie nationale contre devises à un cours unique par devise, correspondant à la parité. L'élimination totale des marges de fluctuation entre monnaies communautaires, qui figure parmi les conditions de réalisation de l'union économique et monétaire, mène nécessairement à ce régime.

Dans le contexte des relations internationales qui ont prévalu jusqu'à présent, il a été convenu de laisser le marché établir les cours des monnaies étrangères dans certaines limites autour de leurs parités exprimées en monnaies nationales. Les marges de fluctuation des cours du change sont précisément les écarts maxima, au-dessus et au-dessous de la parité, à concurrence desquels les cours d'une monnaie étrangère peuvent s'écarter de cette parité.

Ces marges sont généralement exprimées en pourcentage de la parité; elles déterminent les cours extrêmes, supérieur et inférieur, entre lesquels les cours peuvent s'établir librement sur le marché. Les marges « au-dessus » et « au-dessous » de la parité sont normalement de même ampleur, mais peuvent être légèrement différentes <sup>(1)</sup>.

Les marges déterminent non seulement l'écart instantané que le cours entre deux monnaies peut présenter par rapport à leur parité, mais aussi l'amplitude de fluctuation potentielle de ce cours, dans le temps, pour autant que la parité demeure inchangée.

Les agents économiques qui effectuent des opérations de change s'intéressent, en effet, non seulement au niveau des cours du change, à un moment donné, mais aussi, et peut-être surtout, à la possibilité de variation de ces cours d'un jour à l'autre. Or, entre deux moments quelconques, le cours d'une monnaie peut fluctuer à l'intérieur des marges; au maximum, si l'intervalle de temps est suffisant, ce cours peut passer de son point extrême supérieur à son point extrême inférieur, ou vice versa, c'est-à-dire parcourir à la fois la marge « au-dessus » et la marge « au-dessous ». L'amplitude de fluctuation maximum équivaut donc au cumul de ces deux marges.

## **2. Historique des marges en vigueur avant le 24 avril 1972.**

Lorsque la charte fondamentale du système monétaire international fut élaborée, en 1944, à Bretton Woods, les marges de fluctuation des cours entre monnaies des membres furent fixées à 1 p.c. de chaque côté des parités. Cepen-

<sup>(1)</sup> Le régime des marges entre monnaies communautaires en vigueur depuis le 24 avril 1972 comporte une différence mathématique (+ 2,2753 et - 2,2247) destinée à assurer que le cours limite supérieur d'une monnaie A sur la place B soit l'inverse exact du cours limite inférieur de la monnaie B sur la place A. Le total de ces deux marges est égal à 4,50 p.c.

dant, après le rétablissement de la convertibilité des principales monnaies européennes et la mise en vigueur de l'Accord Monétaire Européen, le régime des marges adopté par les pays membres de cet Accord eut pour effet d'établir un niveau de marges différent pour les cours du dollar et pour les cours des autres monnaies.

Pour expliquer cette différence, il convient de rappeler qu'à l'époque, soit à la fin de 1958, le dollar jouissait d'un prestige et d'une stabilité sans égal, et qu'il possédait seul le statut de monnaie convertible en or. Ces qualités en faisaient un instrument désigné pour les interventions sur les marchés des changes.

Or, le seul fait pour un ensemble de pays de limiter les fluctuations des cours du dollar dans certaines marges suffit à limiter les variations potentielles des cours entre leurs propres monnaies. Personne, en effet, n'achètera une monnaie *A* contre une monnaie *B* s'il constate qu'il a intérêt à « passer par le dollar », c'est-à-dire à acheter du dollar contre la monnaie *B* et revendre ensuite ce dollar contre la monnaie *A*. Cette opération d'arbitrage se répétera normalement jusqu'à ce que le cours de *A* par rapport à *B* s'établisse au niveau où le détour par une autre monnaie ne présente aucun avantage, ni dans un sens, ni dans l'autre. Dans la pratique, cet effet s'obtient de façon quasi instantanée : les cours tendent à s'adapter avant même que des opérations effectives d'arbitrage se soient nouées <sup>(1)</sup>.

Dès lors, l'écart effectif du cours de la monnaie *A*, exprimé en monnaie *B*, par rapport à la parité *A/B* peut se déduire des écarts effectifs observés, respectivement sur les places *A* et *B*, entre les cours du dollar et les parités du dollar :

— si ces écarts sont de sens opposé, le cours *A/B* s'écartera de la parité *A/B* de la somme arithmétique des écarts observés pour le dollar;

— s'ils sont de même sens, le cours *A/B* s'écartera de la parité *A/B* de la différence entre les écarts observés pour le dollar <sup>(2)</sup>.

Il suffit donc qu'un écart maximum soit maintenu entre les cours du dollar et les parités du dollar sur les places *A* et *B* pour que le cours *A/B* soit nécessairement maintenu dans un écart maximum par rapport à la parité *A/B*, équivalant à la somme des marges appliquées au dollar respectivement sur les places *A* et *B*. En d'autres termes, les marges « déclarées » pour le dollar entraînent l'apparition de marges « dérivées » pour les autres monnaies entre elles.

Le fonctionnement de l'arbitrage fut mis à profit pour simplifier le système d'interventions dans le cadre de l'Accord Monétaire Européen. La plupart des

<sup>(1)</sup> Les opérateurs dans le marché des changes se sont, de ce fait, accoutumés à ne citer des cours que pour le dollar, les cours des autres monnaies entre elles pouvant en être automatiquement déduits.

<sup>(2)</sup> Ces propriétés sont illustrées par le graphique 1 et les commentaires qui figurent aux pp. XVII à XX.

pays membres de cet Accord adoptèrent le dollar comme monnaie d'intervention unique et se bornèrent à déclarer des marges pour les cours de cette monnaie. Ces marges furent généralement fixées à environ 0,75 p.c. de chaque côté de la parité. Les fluctuations des cours des autres monnaies se trouvaient de ce fait automatiquement limitées, par l'effet de l'arbitrage, à l'intérieur de marges « dérivées » d'environ 1,50 p.c. de chaque côté de leurs parités (1).

Ce régime des marges, qui n'avait pas connu d'accidents majeurs entre 1959 et 1971, s'est profondément altéré dans le courant de l'année 1971, lorsqu'il est apparu que le dollar avait perdu la stabilité qui constituait l'une des principales justifications de son choix comme monnaie d'intervention unique.

Lors de la crise du mois de mai 1971, les autorités allemandes et néerlandaises décidèrent de cesser leurs interventions en dollars et de suspendre temporairement leurs obligations relatives au maintien des parités respectives du Deutsche Mark et du florin en termes de toutes autres monnaies : dès lors, aucune marge n'était plus observée à Francfort et Amsterdam (ni sur aucune autre place en ce qui concerne le Deutsche Mark et le florin) et les deux monnaies en cause étaient devenues « flottantes ».

Lorsque, le 15 août 1971, le dollar fut déclaré inconvertible en or et autres instruments de réserve, l'autre principale justification de son choix comme monnaie d'intervention unique avait disparu. Il eût été logique, pour les pays membres de l'Accord Monétaire Européen, et plus particulièrement pour ceux d'entre eux membres de la Communauté, d'abandonner les marges déclarées pour le dollar et de transformer les marges dérivées rendues inopérantes en marges déclarées, applicables entre leurs monnaies et assorties de moyens de financement effectifs pour en assurer le respect.

Les Etats membres du Benelux présentèrent des propositions à cet effet au Conseil des Communautés Européennes; faute d'accord au niveau communautaire, ces Etats décidèrent d'appliquer leurs propositions entre eux et de maintenir le cours florin/franc belge dans les limites de 1,50 p.c. de chaque côté de la parité, par des interventions en francs belges et en florins, appuyées par des lignes de crédit réciproques entre les deux banques centrales.

En dehors de la relation franc belge/florin et de la relation franc français/dollar (seule maintenue dans les anciennes marges de 0,75 p.c. de chaque côté de la parité), les autres cours entre les principales monnaies pouvaient désormais évoluer sans rapport avec leurs parités. Avec les deux exceptions mentionnées, le système monétaire international était entré dans un régime de flottement généralisé des monnaies, faute d'accord pour mettre sur pied un mécanisme d'intervention qui ne fût plus basé sur le seul dollar.

L'Accord de Washington du 18 décembre 1971 eut pour effet de rétablir le dollar dans sa fonction de monnaie d'intervention généralisée, sur base de

(1) Une décision des Administrateurs du Fonds Monétaire International permit de légitimer cette pratique au regard de la charte de Bretton Woods.

parités-or redéfinies <sup>(1)</sup> et de marges de fluctuation déclarées élargies à 2,25 p.c. de chaque côté des parités en termes de dollar.

Le rétablissement d'une monnaie d'intervention généralisée entraînait la réapparition de marges dérivées pour les cours des monnaies autres que le dollar. Déterminées par la somme des marges déclarées pour le dollar, sur deux places quelconques, ces marges dérivées s'établissaient donc à 4,50 p.c. Par rapport au régime antérieur à mai 1971, toutes les marges se trouvaient triplées, à l'exception des marges applicables au cours florin/franc belge, maintenues à 1,50 p.c. de part et d'autre de la parité.

L'élargissement des marges par l'effet de l'Accord de Washington, se répercutait nécessairement sur l'amplitude de fluctuation maximum des cours dans le temps :

— pour les cours du dollar, elle s'élevait désormais à deux fois 2,25 p.c., soit 4,50 p.c.;

— pour les cours des monnaies autres que le dollar, elle s'élevait désormais à deux fois 4,50 p.c., soit 9 p.c. <sup>(2)</sup>, avec l'exception rappelée ci-dessus pour le cours florin/franc belge, dont l'amplitude de fluctuation maximum demeurerait à son niveau antérieur de deux fois 1,50 p.c., soit 3 p.c.

Des fluctuations potentielles de 9 p.c. entre monnaies communautaires s'apparentaient encore davantage au flottement des monnaies qu'à un régime de taux de change fixes. Elles étaient incompatibles avec le bon fonctionnement de la Communauté, pour laquelle la stabilité et la sécurité des rapports de change entre pays membres représentent une nécessité capitale.

Il importait donc de réduire les marges entre monnaies communautaires résultant de l'Accord de Washington. Cet Accord ayant créé des conditions politiques plus propices au sein de la Communauté, les études techniques nécessaires furent rapidement menées à bien et aboutirent à la décision de réduire les marges de fluctuation entre monnaies communautaires à 2,25 p.c. de chaque côté de leurs parités, soit au même niveau que les marges applicables au dollar.

### **3. Illustration des rapports de change après l'Accord de Washington.**

La compréhension des implications du rétrécissement des marges entre monnaies communautaires peut être facilitée par l'illustration préalable des

<sup>(1)</sup> Les nouvelles parités-or furent provisoirement exprimées sous la forme de cours centraux.

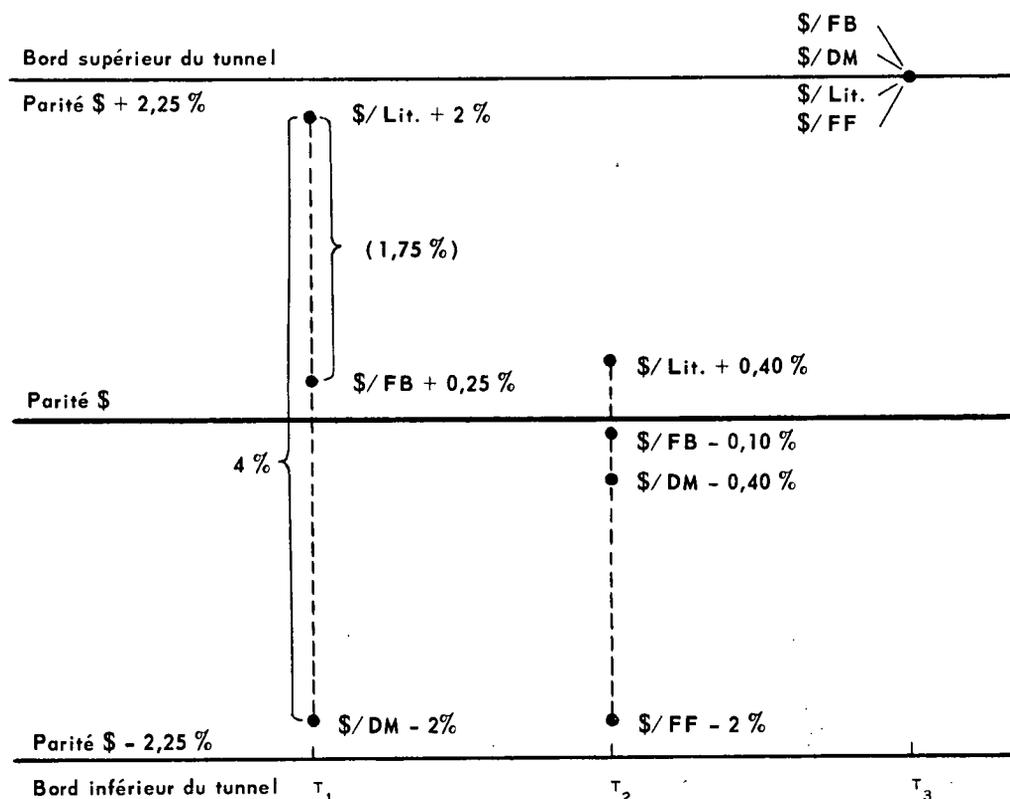
<sup>(2)</sup> Une variation maximum de 9 p.c. aurait pu se produire, dans le cours *A/B*, à la condition qu'au cours d'une période déterminée, le dollar fût passé de son cours extrême supérieur à son cours extrême inférieur sur l'un des deux marchés et eût parcouru le chemin inverse sur l'autre marché.

conditions dans lesquelles les rapports de change s'établissaient au lendemain de l'Accord de Washington. De cette illustration découlent clairement les trois techniques possibles du rétrécissement des marges, dont il sera question plus loin, ainsi que les raisons qui ont conduit à préférer l'une d'elles, qui correspond au « serpent dans le tunnel ». De cette géométrie rébarbative, certains enseignements pratiques peuvent être tirés, qui introduisent les réflexions de portée plus générale auxquelles sera consacrée la troisième partie de cette étude.

Le graphique 1 illustre les cotations du dollar, sur les différentes places de la Communauté, et la manière dont on peut en déduire les rapports de change qui s'établissent, à chaque moment, entre les monnaies communautaires <sup>(1)</sup>.

Graphique 1.

Régime postérieur à l'Accord de Washington et antérieur au rétrécissement des marges entre monnaies communautaires



<sup>(1)</sup> Le graphique 1 illustre le régime en vigueur après l'Accord de Washington et avant le rétrécissement des marges entre monnaies communautaires (soit entre le 18 décembre 1971 et le 24 avril 1972). Il fait abstraction du régime particulier applicable au cours florin/franc belge pendant cette période. Les exemples donnés sont théoriques et ne reposent sur aucune relation effectivement observée sur les marchés au cours de cette période.

La ligne centrale représente les parités du dollar, exprimées dans chaque monnaie communautaire; deux lignes extrêmes, formant un « tunnel », représentent les écarts maxima autorisés pour les cotations du dollar, de chaque côté de ces parités. Le tunnel a donc une largeur correspondant au cumul de la marge « au-dessus » et de la marge « au-dessous » (2,25 p.c. + 2,25 p.c. = 4,50 p.c.).

Par un raccourci de langage commode et d'usage fréquent, nous appellerons « écart entre deux monnaies », ce qui constitue, à proprement parler, l'écart entre le cours de ces deux monnaies entre elles sur le marché et leur parité. Ce même écart est évidemment positif pour la monnaie relativement plus appréciée et négatif pour la monnaie relativement plus dépréciée.

*Exemple :*

Si le cours du florin à Bruxelles s'établit à 13,95 francs belges, il est à 1 p.c. au-dessus de la parité florin/franc belge (13,812 francs belges) : on dit que l'écart « entre le franc belge et le florin » est de 1 p.c., en faveur de ce dernier, ou encore que le florin fait une prime de 1 p.c. à Bruxelles.

Au même moment, le franc belge est nécessairement coté à 0,0717 florin à Amsterdam, soit à 1 p.c. au-dessous de la parité franc belge/florin (0,0724 florin) : le franc belge fait une décote de 1 p.c. à Amsterdam. La prime à Bruxelles et la décote à Amsterdam expriment le même écart de deux points de vue différents.

Le graphique 1 fait apparaître :

1) les écarts, en pourcentage, des cotations du dollar, dans chacune des autres monnaies, par rapport aux parités du dollar exprimées dans ces mêmes monnaies (distance verticale, à un moment donné, entre chaque point et la ligne centrale);

2) les écarts, en pourcentage, des cours de deux monnaies communautaires par rapport à la parité de ces mêmes monnaies (distance verticale, à un moment donné, entre deux points).

Son interprétation appelle les commentaires suivants :

1) une monnaie communautaire forte occupe, au temps  $T_1$ , la partie inférieure du graphique (le dollar est coté sous sa parité  $P$ ) et une monnaie communautaire faible, la partie supérieure (le dollar est coté au-dessus de sa parité  $P$ ); d'une manière générale, lorsqu'une monnaie communautaire figure dans la portion supérieure du graphique, cela signifie que le dollar est coté, vis-à-vis de cette monnaie, au-dessus de sa parité;

2) le fonctionnement de l'arbitrage est illustré par le fait que l'écart entre deux monnaies quelconques peut être déduit des écarts qu'elles présentent par rapport au dollar.

*Exemples :*

— au temps  $T_1$ , le dollar se trouve à 2 p.c. au-dessus de sa parité à Milan et à 2 p.c. sous sa parité à Francfort : dès lors, le Deutsche Mark sera nécessairement coté à 4 p.c. au-dessus de sa parité à Milan et inversement, la lire sera cotée à 4 p.c. au-dessous de sa parité vis-à-vis du Deutsche Mark; plus brièvement, on dira qu'un écart de 4 p.c. sépare la lire du Deutsche Mark;

— au même temps  $T_1$ , le dollar accuse une prime de 0,25 p.c. à Bruxelles et une prime de 2 p.c. à Milan : l'écart entre le franc belge et la lire se situe nécessairement à 2 p.c. - 0,25 p.c. = 1,75 p.c., représentant la prime du franc belge à Milan, sur sa parité en liras, et la décote de la lire à Bruxelles par rapport à sa parité exprimée en francs belges;

— au temps  $T_2$ , le cours du dollar est voisin de sa parité par rapport à trois des monnaies considérées (lire, franc belge et Deutsche Mark). Ces faibles écarts se retrouveront dans les écarts de ces monnaies entre elles, écarts qui peuvent être mesurés, comme au temps  $T_1$ , par la distance verticale qui sépare les points. Il convient de souligner que ce groupement s'observe non seulement par rapport au dollar, mais aussi par rapport à tout autre instrument de mesure commun, par exemple le franc français; le choix du dollar comme instrument de mesure commun correspond à une habitude commode, liée au statut particulier de cette monnaie mais ne reflète aucune nécessité. Par rapport au dollar, les écarts chiffrés s'établissent comme suit :

le \$ est à  $P + 0,40$  p.c. par rapport à la lire  
(ou lire à  $P \$ - 0,40$  p.c.);

le \$ est à  $P - 0,10$  p.c. par rapport au franc belge  
(ou FB à  $P \$ + 0,10$  p.c.);

le \$ est à  $P - 0,40$  p.c. par rapport au Deutsche Mark  
(ou DM à  $P \$ + 0,40$  p.c.);

le \$ est à  $P - 2$  p.c. par rapport au franc français  
(ou FF à  $P \$ + 2$  p.c.).

Le tableau ci-après donne sur ces bases la position de chaque monnaie par rapport à chacune des autres :

	Dollar	Milan	Bruxelles	Francfort	Paris
\$ .....	—	$P + 0,40$ p.c.	$P - 0,10$ p.c.	$P - 0,40$ p.c.	$P - 2,00$ p.c.
lire .....	$P - 0,40$ p.c.	—	$P - 0,50$ p.c.	$P - 0,80$ p.c.	$P - 2,40$ p.c.
FB .....	$P + 0,10$ p.c.	$P + 0,50$ p.c.	—	$P - 0,30$ p.c.	$P - 1,90$ p.c.
DM .....	$P + 0,40$ p.c.	$P + 0,80$ p.c.	$P + 0,30$ p.c.	—	$P - 1,60$ p.c.
FF .....	$P + 2,00$ p.c.	$P + 2,40$ p.c.	$P + 1,90$ p.c.	$P + 1,60$ p.c.	—

Les écarts de la lire, du franc belge et du Deutsche Mark sont groupés par rapport au dollar dans une zone de  $+ 0,40$  p.c. à  $- 0,40$  p.c., soit d'une

ampleur de 0,80 p.c. Ceux qui les séparent du franc français le sont dans une zone de + 1,60 p.c. à + 2,40 p.c., soit d'une même ampleur de 0,80 p.c.

— au temps  $T_s$ , le dollar a atteint son cours supérieur d'intervention ( $P + 2,25$  p.c.) sur toutes les places envisagées; il est donc très ferme partout. Comme les cours du dollar y présentent le même écart, en signe et en ampleur, par rapport aux parités du dollar dans les monnaies envisagées, les cours de ces dernières entre elles s'établiront très exactement au niveau de leurs parités respectives.

## CHAPITRE II

### LES TECHNIQUES DE RETRECISSEMENT DES MARGES

Le graphique 1 fait clairement apparaître que la condition d'une réduction des marges entre monnaies communautaires est remplie lorsque la distance verticale entre les deux points les plus éloignés l'un de l'autre, à un moment donné, ne dépasse pas la nouvelle marge convenue et par conséquent reste inférieure à la largeur totale du tunnel. La réduction des marges entre monnaies communautaires à 2,25 p.c. implique que les points soient à chaque moment groupés sur une distance maximum égale à 2,25 p.c., soit la moitié de la largeur du tunnel. Par exemple, au temps  $T_1$ , du graphique 1, l'écart de 4 p.c. entre la lire et le Deutsche Mark aurait dû être ramené à 2,25 p.c.

Ce résultat peut être atteint de trois manières : par la réduction de la largeur du tunnel, par la fixation d'un niveau communautaire du dollar et par l'intervention en monnaies communautaires et en dollars.

#### 1. Réduction de la largeur du tunnel.

Les marges pour le dollar auraient été fixées non plus à 2,25 p.c. de chaque côté de la parité, mais bien à 1,125 p.c. : par arbitrage, les marges « dérivées » se seraient établies à 2,25 p.c. La largeur du tunnel aurait été réduite de moitié. Dans son principe, la technique appliquée depuis la mise en vigueur de l'Accord Monétaire Européen serait restée inchangée.

L'application de cette technique n'aurait pas doté la Communauté d'un régime de change spécifique : elle aurait maintenu la différence de niveau entre les marges appliquées aux cours du dollar et les marges appliquées aux cours des monnaies communautaires entre elles; elle aurait maintenu le dollar dans sa fonction de monnaie d'intervention unique.

Par ailleurs, cette procédure se heurtait à l'objection fondamentale d'aller directement à l'encontre des objectifs poursuivis par l'élargissement des marges applicables au dollar, convenu à Washington. Les décisions prises par la Communauté, le 21 mars 1972, stipulaient expressément que la réduction des marges entre monnaies communautaires devait s'effectuer « tout en utilisant pleinement les marges de fluctuation admises par le Fonds Monétaire International sur le plan mondial » (1).

## 2. Fixation d'un niveau communautaire du dollar.

Au lieu de réduire la largeur du tunnel à titre permanent, on aurait pu envisager de fixer périodiquement, par concertation entre les banques centrales, la fraction de cette largeur pouvant être exploitée pour les cotations du dollar. Cette « fraction utile » du tunnel aurait pu être déplacée, selon l'opportunité, dans les limites de la largeur totale du tunnel, mais la distance verticale maximum, à un moment donné, entre les points du graphique 1 n'aurait jamais dépassé 2,25 p.c.

Dans un tel régime, les interventions se seraient encore faites exclusivement en dollars, mais les cours d'intervention obligatoires auraient été variables et déterminés par concertation entre banques centrales. En fait, la concertation aurait consisté à fixer la médiane entre les deux cours d'intervention obligatoires en dollars, c'est-à-dire un « niveau communautaire du dollar » représentant en quelque sorte une parité de fait momentanée du dollar, par rapport à chacune des monnaies de la Communauté. Les interventions en dollars auraient été effectuées à 1,125 p.c. de chaque côté de cette parité momentanée.

Le graphique 2 illustre cette technique sur la base de diverses hypothèses :

— au temps  $T_1$ , le niveau communautaire du dollar est fixé de manière à coïncider avec sa parité dans les monnaies communautaires : les cours d'intervention obligatoires en dollars se situent dès lors à 1,125 p.c. de chaque côté des parités du dollar;

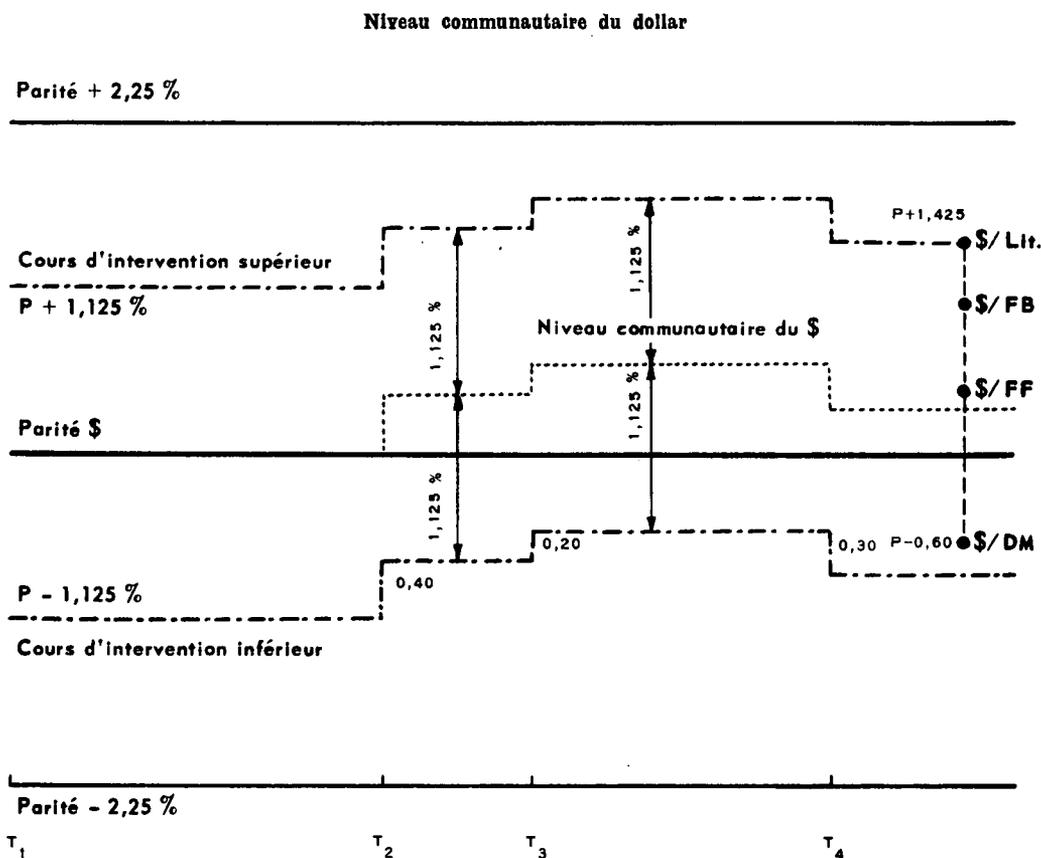
— le dollar s'étant raffermi dans l'ensemble, il est décidé de relever le niveau communautaire du dollar de 0,40 p.c. A partir du temps  $T_2$ , le cours d'intervention supérieur du dollar se situe, sur chaque place communautaire, à 1,125 p.c. + 0,40 p.c., soit à + 1,525 p.c. de la parité du dollar et le cours d'intervention inférieur, à - 1,125 p.c. + 0,40 p.c., soit à - 0,725 p.c. de la parité du dollar. La marge dérivée pour les monnaies communautaires (distance verticale maximum entre deux points) équivaut donc à 1,525 p.c. + 0,725 p.c. = 2,25 p.c.;

(1) Résolution du Conseil et des Représentants des Gouvernements des Etats membres, 21 mars 1972, point III, alinéa 1.

— un nouveau raffermissement du dollar entraîne, au temps  $T_3$ , le relèvement de 0,20 p.c. du niveau communautaire du dollar, portant les cours d'intervention obligatoires en dollars respectivement à + 1,725 p.c. et - 0,525 p.c. (total 2,25 p.c.);

— la tendance se renverse et il est jugé opportun, au temps  $T_4$ , d'abaisser le niveau communautaire du dollar de 0,30 p.c.; les cours d'intervention obligatoires en dollars s'établissent alors à + 1,425 p.c. et - 0,825 p.c. (total 2,25 p.c.).

Graphique 2.



Cette technique avait été jugée la plus appropriée lorsque les banques centrales de la Communauté avaient décidé, en avril 1971, de procéder à une réduction des marges de fluctuation des cours entre monnaies communautaires de 1,5 à 1,2 p.c. de chaque côté de la parité. Elle se recommandait par sa simplicité. A l'époque, le dollar était encore convertible en or. D'autre part, le rétrécissement envisagé était modeste : quel que fût l'emplacement donné au niveau communautaire du dollar, les cours d'intervention associés à ce niveau ne pouvaient jamais être très éloignés (0,30 p.c. au maximum) des cours d'intervention applicables en l'absence d'un rétrécissement des marges. Ce rétrécissement, qui devait entrer en vigueur en juin 1971, ne fut cependant jamais appli-

qué : la décision dut être suspendue, en mai 1971, en raison du flottement du Deutsche Mark et du florin.

Il ne paraissait guère opportun d'adopter systématiquement le même procédé, alors que le dollar était devenu inconvertible. De surcroît, dans les circonstances nouvelles, comportant une réduction de moitié des marges dérivées issues de l'Accord de Washington, les cours d'intervention associés au niveau communautaire du dollar pouvaient s'éloigner très sensiblement (à la limite, de 2,25 p.c.) des cours d'intervention en dollars applicables en l'absence d'une réduction des marges. Dès lors, la réalisation d'un consensus permanent entre banques centrales au sujet de l'emplacement approprié du niveau communautaire du dollar devenait considérablement plus délicate. Des conflits d'intérêts auraient pu surgir. Dans certaines circonstances, à défaut d'accord pour une modification rapide de ce niveau, des interventions obligatoires en dollars auraient pu se produire, à l'intérieur du tunnel, sans être justifiées par l'objectif poursuivi, à savoir le respect des marges entre monnaies communautaires : en effet, il aurait suffi que, sur une place de la Communauté, le dollar atteigne le cours d'intervention prescrit par le niveau communautaire en vigueur, sans avoir atteint son cours d'intervention opposé sur aucune autre, pour que des interventions obligatoires en dollars eussent été provoquées, alors que l'écart extrême entre deux monnaies communautaires demeurait inférieur à 2,25 p.c.

*Exemple :*

Le graphique 2 montre, pendant la période débutant au temps  $T_0$ , qu'en l'absence d'une modification du niveau communautaire du dollar, la Banca d'Italia aurait dû vendre du dollar à  $P + 1,425$  p.c., alors que :

— les marges applicables au dollar n'obligent à intervenir qu'à  $P + 2,25$  p.c.;

— l'écart entre les deux monnaies communautaires en position extrême — la lire et le Deutsche Mark — ne s'élève qu'à 2,025 p.c.

Les inconvénients d'un défaut de souplesse dans les déplacements du niveau communautaire du dollar seraient devenus d'autant plus sensibles qu'avec le rétrécissement progressif des marges, la gamme des emplacements possibles de ce niveau, au sein du tunnel, se serait graduellement étendue.

### 3. Intervention en monnaies communautaires et en dollars.

#### a) *Le serpent dans le tunnel.*

Au lieu de retenir le dollar comme monnaie d'intervention unique et d'intervenir d'une manière telle que, par arbitrage, les cours des monnaies communautaires entre elles s'établissent dans les limites voulues, il était possible d'appliquer une méthode plus directe.

En effet, au départ des nouvelles marges convenues (2,25 p.c.) pour les cours des monnaies communautaires entre elles, deux cours extrêmes, supérieur et inférieur, pouvaient être établis et annoncés, pour chaque monnaie communautaire, comme auparavant pour le seul dollar. Des interventions devaient alors être effectuées dans la monnaie dont le cours aurait effectivement atteint la limite de 2,25 p.c.

C'est, en définitive, la méthode retenue par les banques centrales. Elle évite des interventions obligatoires en dollars à d'autres cours que ceux qui résultent des marges de 2,25 p.c. pour le dollar. Elle évite aussi l'écueil de la fixation et du déplacement d'un niveau communautaire du dollar. Elle place la surveillance des marges applicables aux monnaies communautaires sur le même plan que celle des marges applicables au dollar.

Elle exige certes des dispositions nouvelles en matière de financement des interventions entre banques centrales et de règlement des soldes résultant de ces interventions. Ces dispositions ont fait l'objet d'arrangements techniques entre banques centrales, qui se résument en octroi de crédits réciproques de montants illimités mais de durée relativement courte, et en règlement des dettes et créances, en principe sur base de la composition des réserves du débiteur.

La méthode retenue illustre clairement que les décisions prises par la Communauté comportent des engagements qui s'ajoutent à ceux qui découlent de l'Accord de Washington. Sur le plan des marges de fluctuation, le dollar et les monnaies communautaires reçoivent, par l'effet de ces engagements superposés, un traitement égal.

Les interventions en monnaies communautaires, aux cours extrêmes situés à 2,25 p.c. de chaque côté des parités de ces monnaies entre elles, empêchent que la distance verticale entre deux points correspondant à des cotations effectives puisse, à un moment donné, dépasser 2,25 p.c. Dans le graphique 1, cette condition était réalisée au temps  $T_3$ , mais non aux temps  $T_1$  et  $T_2$ . Comme il est concevable que cette condition se réalise à des niveaux variables dans le tunnel — soit dans sa moitié supérieure, soit dans sa moitié inférieure, soit dans une position intermédiaire —, l'image d'un « serpent » de 2,25 p.c. dans le tunnel de 4,50 p.c. se dégage : le serpent reflète la gamme variable des cours du dollar qui, à chaque instant, sont compatibles avec des marges de 2,25 p.c. tant pour le dollar que pour les monnaies communautaires.

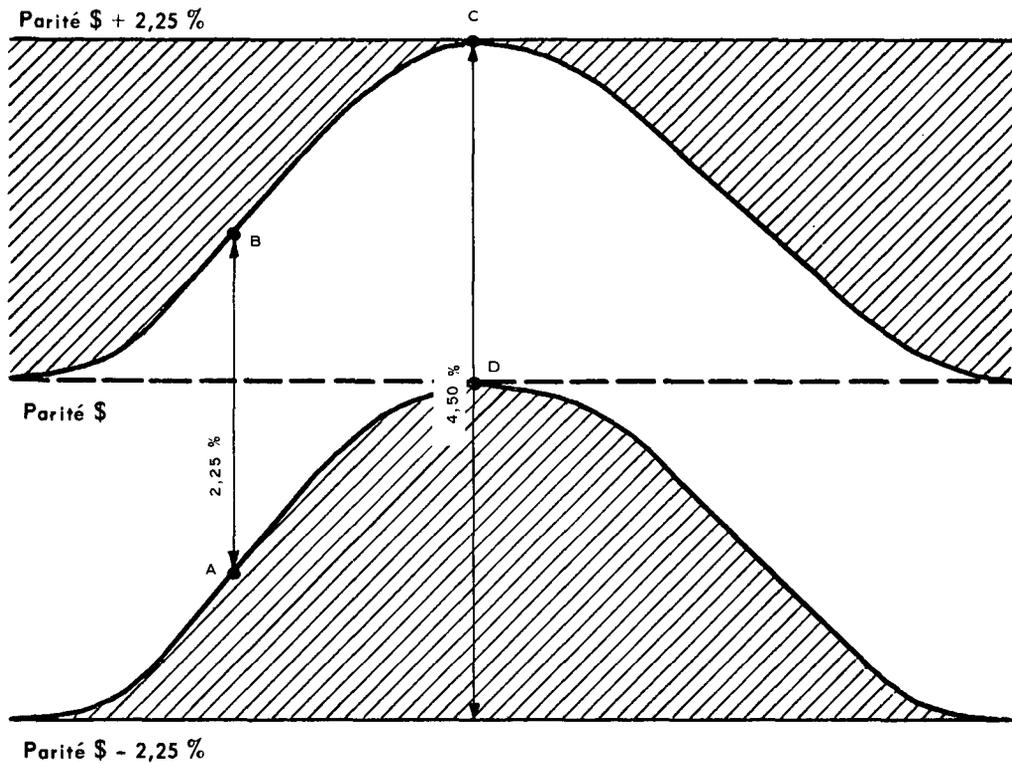
Le graphique 3 montre l'évolution possible du serpent communautaire dans le tunnel dollar. L'évolution reflétée dans le graphique présente néanmoins des aspects exceptionnels à deux égards.

En premier lieu, le serpent est supposé enregistrer de fortes oscillations : initialement logé dans la moitié inférieure du tunnel, il franchit toute la largeur de celui-ci pour occuper sa moitié supérieure, et revient ensuite à son emplacement initial. De telles oscillations traduisent un mouvement général des cours

du dollar sur les places de la Communauté : lorsque le serpent se déplace vers le haut, le dollar marque une tendance dominante à l'appréciation; un déplacement du serpent vers la partie inférieure reflète une tendance dominante à la dépréciation du dollar.

Graphique 3.

Le serpent dans le tunnel



En second lieu, le graphique 3 représente un serpent d'épaisseur constante, à sa tension maximum, ce qui suppose qu'en permanence, deux monnaies communautaires au moins aient atteint l'écart maximum de 2,25 p.c. Or, il arrivera fréquemment que l'écart entre la monnaie communautaire la plus appréciée et la monnaie communautaire la plus dépréciée demeure inférieur à 2,25 p.c.

Dans ces conditions, le serpent cesse de ressembler à un serpent : ses flancs peuvent se rapprocher ou s'éloigner l'un de l'autre, selon que l'écart entre les deux monnaies communautaires en position extrême tend à se rétrécir ou, au contraire, à se creuser. La représentation graphique de l'évolution effective des cours donnerait alors l'image d'une « bande communautaire » d'épaisseur variable. D'une manière générale, pour des raisons de commodité, l'expression « bande communautaire » sera appliquée dans la suite de cet exposé au regroupement des monnaies communautaires dans un écart inférieur à 2,25 p.c. et le

terme « serpent » sera en principe réservé à l'hypothèse dans laquelle cet écart est effectivement atteint entre deux monnaies communautaires au moins <sup>(1)</sup>.

b) *Les hypothèses d'intervention.*

**Le cas des monnaies communautaires en général.**

Le graphique 3 indique clairement dans quelles circonstances et dans quelles monnaies les banques centrales devront intervenir :

1) L'intervention en dollars n'est obligatoire que pour le pays dont la monnaie atteint un des bords du tunnel. Même si, à ce moment, la bande communautaire atteint son épaisseur maximum (2,25 p.c.), il est impossible qu'une autre monnaie communautaire atteigne en même temps le bord opposé du tunnel, puisque la bande restera toujours plus étroite que le tunnel. En d'autres termes, le dollar ne peut atteindre simultanément ses cours extrêmes opposés sur deux places communautaires.

Par conséquent, à un moment donné, les interventions de la Communauté en dollars ne s'effectueront que dans un sens déterminé, soit à la vente (bande communautaire dans la moitié supérieure du tunnel), soit à l'achat (bande communautaire dans la moitié inférieure du tunnel) <sup>(2)</sup>.

2) Les interventions en monnaies communautaires ne sont obligatoires que pour les banques centrales dont les monnaies occupent un flanc du serpent et, dans ce cas, s'effectuent dans la monnaie (éventuellement les monnaies) qui occupe le flanc opposé : au graphique 3, cette situation est représentée par les monnaies *A* et *B*, ou *C* et *D*.

Sur le marché de la monnaie qui atteint le flanc inférieur du serpent (par exemple *A*), la banque centrale intervient à l'achat de la monnaie faible (soit *B*). Sur le marché de la monnaie qui atteint le flanc supérieur du serpent (par exemple *B*), la banque centrale intervient par la vente de la monnaie forte (soit *A*). Ces deux types d'intervention peuvent se produire simultanément et s'additionnent pour former l'endettement de la banque centrale *B* envers la banque centrale *A*.

Si plusieurs monnaies occupent un flanc du serpent, la banque centrale dont la monnaie occupe le flanc opposé peut être amenée à intervenir à l'achat de plusieurs monnaies ou, selon le cas, à la vente de plusieurs monnaies. Par

<sup>(1)</sup> Cette convention de terminologie est faite pour des raisons de pure commodité. Dans la littérature et le langage relatifs à ce domaine, les expressions « bande communautaire » et « serpent » sont utilisées indifféremment.

<sup>(2)</sup> Il n'en irait autrement qu'en cas de dérogation aux règles habituelles d'intervention. De telles dérogations peuvent toujours être consenties moyennant concertation. Par une décision des Ministres de l'Economie et des Finances des Etats membres de la Communauté Economique Européenne, en date du 26 juin 1972, la Banca d'Italia a été autorisée à intervenir en dollars à l'intérieur des limites d'intervention, et ce jusqu'au 30 septembre 1972.

contre, il n'est pas concevable qu'une même banque centrale se trouve amenée à intervenir simultanément en sens opposé dans deux monnaies différentes. Les interventions ne concernent que les monnaies en position extrême, c'est-à-dire les monnaies par rapport auxquelles aucune autre (parmi les monnaies communautaires et le dollar) ne peut être plus dépréciée, s'il s'agit d'une monnaie faible, ou plus appréciée, s'il s'agit d'une monnaie forte.

3) Une monnaie peut occuper en même temps le bord du tunnel et le flanc du serpent (monnaie *C*, dans le graphique 3). La banque centrale émettrice de cette monnaie peut de ce fait être amenée à intervenir simultanément en dollar et en monnaie communautaire, dans le même sens (vente de dollar et de la monnaie *D*).

Comme le serpent a une épaisseur de 2,25 p.c., son flanc opposé au bord du tunnel coïncide avec la ligne centrale du graphique, c'est-à-dire la parité du dollar dans toutes les monnaies communautaires. Sur le marché de la monnaie qui occupe ce flanc « intérieur » du serpent, des interventions s'effectuent en monnaie communautaire (achat de la monnaie *C*) et le dollar est coté à sa parité.

4) Enfin, aucune intervention n'est obligatoire si aucune monnaie n'occupe ni le bord du tunnel (dollar à moins de 2,25 p.c. de sa parité correspondante), ni le flanc du serpent, réduit de ce fait à une bande communautaire (toutes monnaies communautaires à moins de 2,25 p.c. de leurs parités respectives).

Les monnaies non communautaires sont maintenues dans des marges de 2,25 p.c. applicables aux cours du dollar exclusivement. Ces monnaies continuent donc à exploiter librement, c'est-à-dire sans lien avec d'autres monnaies que le dollar, l'espace compris dans le tunnel. Les cours de ces monnaies sur les places de la Communauté sont donc maintenus par arbitrage à l'intérieur de marges « dérivées » de 4,50 p.c. de chaque côté des parités et peuvent encore fluctuer à concurrence de 9 p.c. dans le temps, exactement comme pouvaient le faire les monnaies communautaires immédiatement avant le rétrécissement des marges introduit le 24 avril 1972.

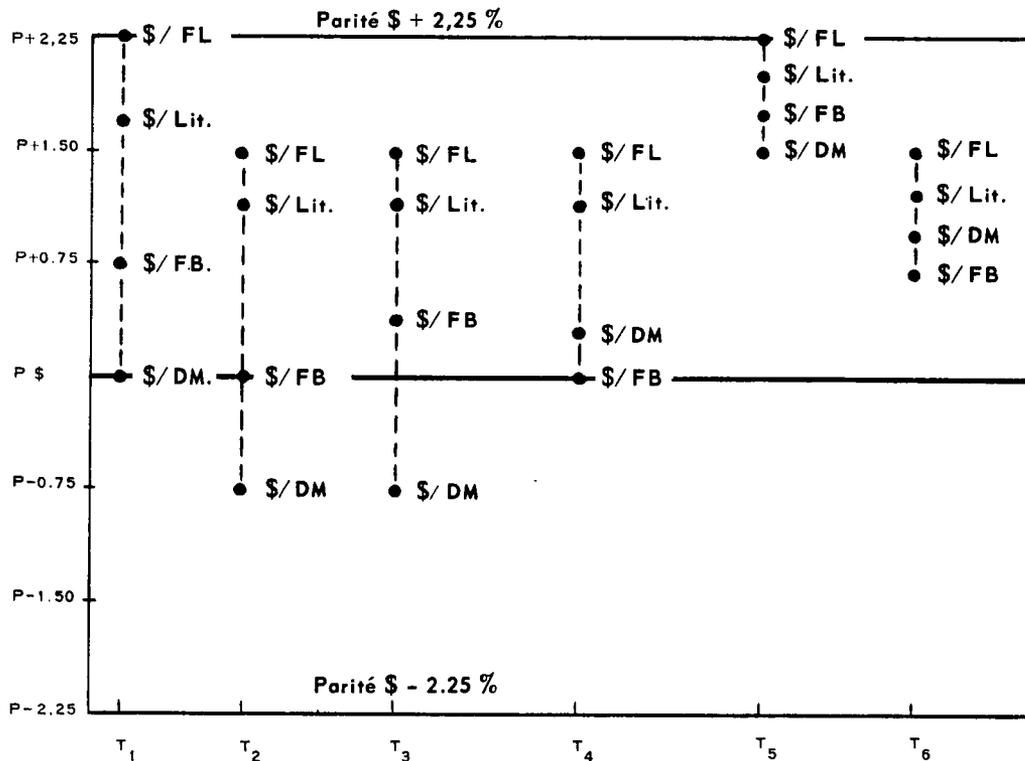
#### **Le régime particulier des monnaies du Benelux.**

Les monnaies du Benelux sont maintenues entre elles dans des marges plus étroites — 1,50 p.c. de chaque côté de la parité — que les marges appliquées aux cours des autres monnaies communautaires. Ce régime particulier n'affecte en rien la substance des constatations techniques relevées ci-dessus : seule l'arithmétique doit être adaptée.

Le graphique 4 illustre la solidarité particulière qui devra lier le florin et le franc belge, au sein de la bande communautaire; comme dans les graphiques précédents, l'alignement vertical des points représentant les cotations du dollar permet de déterminer les écarts qui séparent les diverses monnaies.

Graphique 4.

Régime particulier des monnaies du Benelux



$T_1$  : le dollar et le Deutsche Mark font une prime de 2,25 p.c. par rapport au florin; le franc belge fait une prime de 1,50 p.c. par rapport au florin.

La Nederlandsche Bank devra vendre du dollar (à  $P + 2,25$  p.c.), du franc belge (à  $P + 1,50$  p.c.) et du Deutsche Mark (à  $P + 2,25$  p.c.). La Banque Nationale de Belgique devra acheter du florin à  $P - 1,50$  p.c. et la Deutsche Bundesbank du florin, à  $P - 2,25$  p.c.

Ce cas montre que si l'une des deux monnaies du Benelux atteint le bord du tunnel (florin dans le cas présent), l'autre ne peut s'en éloigner de plus de 1,50 p.c. : celle-ci ne pourra donc être à la parité avec le dollar, contrairement à une autre monnaie communautaire (dans l'exemple, le Deutsche Mark); elle s'en écartera nécessairement de 0,75 p.c. au moins.

$T_2$  : la prime du dollar par rapport au florin est ramenée à 1,50 p.c.; celles du Deutsche Mark et du franc belge sont inchangées, respectivement à 2,25 et 1,50 p.c.

La Nederlandsche Bank pourra s'abstenir de vendre du dollar, mais devra intervenir comme au temps  $T_1$ , en francs belges et en Deutsche Mark. La Banque Nationale de Belgique et la Deutsche Bundesbank devront intervenir comme au temps  $T_1$ .

$T_3$  : la prime du franc belge par rapport au florin a diminué; celle du Deutsche Mark est inchangée à 2,25 p.c.

La Nederlandsche Bank et la Deutsche Bundesbank devront intervenir respectivement par la vente de Deutsche Mark et par l'achat de florins.

$T_4$  : la bande communautaire est ramenée à une épaisseur de 1,50 p.c., mais les deux monnaies du Benelux occupent les extrêmes de cette bande.

Seules les interventions de la Nederlandsche Bank et de la Banque Nationale de Belgique seront nécessaires respectivement par la vente de francs belges à  $P + 1,50$  p.c. et par l'achat de florins à  $P - 1,50$  p.c.

$T_5$  : l'écart extrême entre les monnaies communautaires est de 0,75 p.c., mais le florin occupe le bord supérieur du tunnel.

Aucune intervention n'est nécessaire en monnaies communautaires, mais la Nederlandsche Bank devra vendre du dollar.

$T_6$  : la bande communautaire ne touche aucun bord du tunnel et ne dépasse pas 0,75 p.c.

Aucune intervention n'est nécessaire, ni en dollars, ni en monnaies communautaires, ni en monnaies du Benelux.

### c) *La signification du serpent.*

Si le tunnel était connu depuis longtemps, le serpent illustre incontestablement un élément nouveau dans les rapports de change, dont la portée doit être clairement établie.

La signification de ce serpent doit être envisagée d'un double point de vue, statique et dynamique <sup>(1)</sup>.

A un moment donné, les monnaies communautaires doivent rester groupées dans un écart maximum de 2,25 p.c., lui-même logé à l'intérieur du tunnel de 4,50 p.c. La localisation du serpent à l'intérieur du tunnel peut s'effectuer aisément en observant les cours du dollar, sur les marchés de la Communauté, et leur distance par rapport aux parités correspondantes du dollar.

Si les cours du dollar doivent nécessairement rester groupés, à l'intérieur du tunnel, les cours de chaque monnaie communautaire, par rapport à toutes les autres et par rapport au dollar, ne peuvent pas davantage exploiter à tout moment la double marge de 4,50 p.c. applicable à cette monnaie.

<sup>(1)</sup> Sauf indication contraire, les raisonnements avancés dans la présente section au sujet du serpent s'appliquent de même à toute bande communautaire.

*Exemple :*

Si le cours du franc belge se situe à 2,25 p.c. au-dessus de sa parité en liras, il est impossible qu'au même moment, le cours du franc belge se situe à 2,25 p.c. au-dessous de sa parité en Deutsche Mark : l'écart entre la lire et le Deutsche Mark serait alors de 4,50 p.c., ce qui est exclu par le niveau des marges applicables entre ces deux dernières monnaies. Dans l'hypothèse envisagée, le cours du franc belge ne peut descendre au-dessous de la parité ni par rapport aux monnaies communautaires ni par rapport au dollar.

L'habitude prise d'analyser le groupement des monnaies sur base des cours du dollar présente l'avantage d'illustrer les implications du rétrécissement des marges pour l'ensemble des monnaies communautaires vis-à-vis du dollar. Elle ne doit pas faire oublier que d'autres présentations sont possibles : on trouvera en annexe l'exposé et l'illustration graphique d'une approche différente de l'image classique du serpent dans le tunnel.

Le graphique 3 montre comment, dans le temps, le serpent peut évoluer entre la moitié supérieure et la moitié inférieure du tunnel.

Les flancs du serpent illustrent les cours du dollar par rapport aux monnaies communautaires qui sont en position extrême. Lorsque le serpent se déplace, la pente imprimée à ses flancs représente l'évolution des cours du dollar, sur ces marchés. Tant que le serpent demeure à son épaisseur maximum, les interventions en monnaies communautaires et l'arbitrage qu'elles permettent maintiennent constante la distance de 2,25 p.c. entre les cours du dollar sur ces marchés : le sens de l'évolution de ces cours sera dicté par la tendance nette qui se dégage de l'offre et de la demande de dollars, sur les marchés en question. Une demande nette entraînera une hausse solidaire des cours du dollar, c'est-à-dire un déplacement du serpent vers le haut; une offre nette entraînera une baisse solidaire des cours du dollar, c'est-à-dire un déplacement du serpent vers le bas.

Lorsque le serpent rejoint un des bords du tunnel, des interventions en dollars deviennent nécessaires et se substituent à la variation des cours pour équilibrer la demande nette de dollars, si c'est le bord supérieur du tunnel qui est atteint, et l'offre nette de dollars, si c'est le bord inférieur du tunnel qui est atteint.

On observera que seules les interventions des banques centrales en dollars entraînent une sortie ou une entrée nette de réserves pour l'ensemble de la Communauté. En effet, les interventions en monnaies communautaires ne peuvent conduire qu'à des transferts de réserves entre pays membres, réglant à la fois le déficit de l'un et l'excédent de l'autre. En ce sens, on peut dire que les interventions nettes en dollars, au cours d'une période déterminée, reflètent le solde global de la balance des paiements sur base des règlements officiels de la Communauté considérée comme un ensemble.

Si le solde net de la Communauté est formé par l'addition de soldes de même signe pour tous les pays membres, les interventions s'effectuent en dollars exclusivement et sur tous les marchés. Dans cette hypothèse, la bande communautaire est réduite à une ligne qui coïncide avec un des bords du tunnel. Si, par contre, le solde net de la Communauté se dégage de la compensation de soldes nationaux de signe opposé, les interventions s'effectuent en monnaies communautaires dans la mesure des compensations possibles et en dollars pour le surplus.

### CHAPITRE III

#### **LES CONSEQUENCES DU RETRECISSEMENT DES MARGES POUR LE FONCTIONNEMENT DES MARCHES DES CHANGES ET POUR LA COMPOSITION DES RESERVES**

Le rétrécissement des marges entre monnaies communautaires et la technique retenue pour assurer le respect de ces marges constituent, à n'en pas douter, une innovation importante dans les relations monétaires internationales. Il s'en faut de beaucoup, cependant, que le régime nouveau ne bouleverse les données de fonctionnement des marchés des changes et des paiements internationaux.

Tout en demeurant confinées aux aspects techniques du système, les réflexions qui suivent tentent de faire la part entre ce qui demeure inchangé et ce qui constitue un apport spécifique du rétrécissement des marges et des interventions en monnaies communautaires.

##### **1. Rapports entre les interventions et l'arbitrage.**

Rien n'est changé, faut-il le rappeler, à la convertibilité des monnaies entre elles et, par conséquent, aux mécanismes de l'arbitrage. Le fait que les monnaies, y compris le dollar, s'échangent librement dans le marché, assure des compensations entre les offres et demandes d'origines diverses, pour une même monnaie, et dégage en définitive, sur les marchés des changes, une demande globale nette ou une offre globale nette pour cette monnaie. Ce sont ces positions nettes qui, à chaque instant, déterminent l'évolution relative des cours des différentes monnaies. Si, entre deux monnaies quelconques, cette évolution est suffisamment divergente pour créer un écart de 2,25 p.c. par rapport à leur parité, des interventions seront déclenchées.

Le fait que les interventions puissent désormais être effectuées dans une diversité de monnaies conduit parfois à établir un rapprochement entre le régime

nouveau et certains aspects des relations de change qui avaient amené la création de l'Union Européenne de Paiements. Cette comparaison doit être interprétée avec prudence. Certes, comme à l'époque, les banques centrales pourront intervenir par l'achat ou la ventes d'actifs dans plusieurs monnaies différentes, et non exclusivement en dollars. Toutefois, la liberté et la priorité laissées aux marchés pour réaliser toutes compensations multilatérales, tant en monnaies communautaires qu'en dollars, continuent à distinguer fondamentalement le régime actuel du régime antérieur au rétablissement de la convertibilité des monnaies.

Les interventions en monnaies communautaires constituent cependant un fait nouveau dont les marchés devront tenir compte : le dollar cessera d'être, en toutes circonstances, l'intermédiaire principal des arbitrages. Si, par exemple, un écart de 2,25 p.c. s'est formé entre le Deutsche Mark et la lire, et donne lieu à des interventions obligatoires dans ces monnaies, il ne sera pas possible, aussi longtemps que cet écart subsistera, que le cours du dollar à Francfort s'écarte de plus ou de moins de 2,25 p.c. du cours du dollar à Milan. L'arbitrage maintiendra les cours du dollar et des autres monnaies, à Francfort et à Milan, dans un écart constant de 2,25 p.c. correspondant à celui qui sépare le Deutsche Mark et la lire.

Dans une certaine mesure, le comportement des marchés des changes peut être affecté par les dispositions convenues en ce qui concerne les interventions à l'intérieur des marges. En effet, ces interventions, qui ont toujours un caractère facultatif, devront désormais s'effectuer en étroite concertation avec les banques centrales partenaires, sous peine de nuire à certaines d'entre elles dont les monnaies pourraient, du fait de telles interventions, se rapprocher d'un des flancs du serpent, ou même l'atteindre. En conséquence, les banques centrales ne disposeront plus de la même latitude qu'auparavant pour procéder à des interventions destinées à régulariser l'évolution des cours à l'intérieur des marges.

## **2. Relations entre les monnaies d'intervention et l'orientation géographique des paiements.**

L'offre et la demande globales d'une monnaie, sur le marché des changes, sont liées aux paiements effectués entre le pays émetteur de cette monnaie et le reste du monde. Ces paiements s'effectuent au titre de transactions courantes et de mouvements de capitaux de toute nature, y compris les variations enregistrées dans les positions extérieures des banques et des entreprises. Les interventions de la banque centrale sur le marché des changes sont essentiellement destinées à couvrir le solde net de l'ensemble de ces paiements, par un prélèvement sur les réserves officielles si ces paiements sont déficitaires pour le pays en cause, par addition à ces réserves si ces paiements sont excédentaires. Ces interventions reflètent ce qu'il est convenu d'appeler le solde de la balance des paiements sur base des règlements officiels. Quel que soit le régime adopté en matière de marges de fluctuation et de monnaie d'intervention, un lien nécessaire unit la force ou la faiblesse d'une monnaie, le solde des paiements extérieurs

du pays en cause, le volume des interventions de la banque centrale et la variation consécutive des réserves officielles de change.

En ce sens, il ne serait guère justifié de prétendre que le système puisse amener une banque centrale à effectuer des interventions qui ne correspondraient pas à la situation des paiements extérieurs du pays en cause.

Il n'y a pas lieu, par ailleurs, d'établir un lien entre la monnaie d'intervention par laquelle un déficit ou un excédent se dégage et la découpe géographique du solde des paiements extérieurs. Les interventions seront déclenchées dans les monnaies qui, à un moment donné, occupent les extrêmes dans l'échelle d'appréciation ou de dépréciation des monnaies. Le fait qu'un écart extrême apparaisse entre ces monnaies ne dépend pas des relations de paiement bilatérales entre les deux pays émetteurs, mais du solde des paiements extérieurs de chacun de ces pays avec le reste du monde.

L'absence de lien entre la monnaie d'intervention et l'orientation géographique des paiements extérieurs est intuitivement confirmée lorsque l'on réalise qu'un pays peut se trouver en équilibre global sur le marché des changes, c'est-à-dire dispensé de toute intervention, tout en enregistrant simultanément un excédent à l'égard d'une zone géographique, compensé par un déficit à l'égard d'une autre. Dans un pays qui disposerait de recettes excédentaires en provenance de la zone dollar et effectuerait des dépenses excédentaires au sein de la Communauté, l'offre et la demande de monnaie nationale sur le marché des changes tendraient à s'équilibrer et l'arbitrage acheminerait les recettes excédentaires en dollars vers le système bancaire des pays dont les monnaies sont, au contraire, demandées sur le marché considéré.

### **3. Place respective des différentes monnaies.**

Aucune monnaie, parmi celles auxquelles les mêmes marges de fluctuation s'appliquent, n'a vocation, a priori, à servir plus fréquemment qu'une autre de monnaie d'intervention. Certes, dans la mesure où les pays membres de la Communauté parviennent à réaliser entre eux une plus grande convergence des situations et des politiques économiques et monétaires, et où, à l'inverse, les Etats-Unis poursuivent des objectifs axés de façon prioritaire sur les exigences de la conjoncture interne, il se pourrait que le dollar occupe, plus souvent que les autres monnaies, une position extrême dans l'échelle d'appréciation ou de dépréciation des monnaies.

On peut se demander si l'adoption d'un même niveau de marges de fluctuation pour les cours du dollar et ceux des monnaies communautaires entre elles est susceptible d'entraîner une modification dans la part d'utilisation des différentes monnaies, par les agents économiques, dans les paiements internationaux et dans la détention d'encaisses.

Il ne semble pas que le rétrécissement des marges doive conduire par lui-même à une redistribution rapide et très importante du rôle joué par les diffé-

rentes monnaies. Le dollar conserve par ailleurs un attrait spécifique lié à l'importance du marché monétaire de cette monnaie.

Sous cette réserve, il paraît légitime de penser que les interventions en monnaies communautaires conduiront les marchés à s'accoutumer progressivement aux transactions dans ces monnaies et inciteront les banques commerciales, voire plus généralement les agents économiques, à en détenir des montants plus importants. Les banques centrales, elles-mêmes, pourraient en détenir des montants modestes certes, mais moins insignifiants que par le passé. Il a déjà été observé que le dollar cesserait d'être en toutes circonstances le pivot principal de l'arbitrage. Le rétrécissement des marges et la technique des interventions en monnaies communautaires viennent à l'appui d'autres facteurs qui, dans le contexte nouveau des relations monétaires internationales, pourraient tendre à diminuer le rôle prépondérant du dollar.

Cette tendance s'accroîtra sans doute dans l'avenir, au fur et à mesure que des progrès seront réalisés dans la voie de l'unification économique et monétaire de la Communauté.

#### 4. Composition des réserves de change.

L'inconvertibilité du dollar, l'Accord de Washington et le rétrécissement des marges entre monnaies communautaires se conjuguent pour diminuer très sensiblement l'autonomie d'action dont les banques centrales de la Communauté pouvaient encore disposer pour influencer la composition de leurs réserves de change.

L'effet du rétrécissement des marges à cet égard découle à la fois des dispositions adoptées pour le règlement des soldes d'intervention en monnaies communautaires et du recours à une monnaie d'intervention variable, imposée par des circonstances dont le contrôle échappe en grande partie à la banque centrale qui intervient.

Les interventions en monnaies communautaires donnent lieu, en principe, à des règlements dans les divers instruments de réserve détenus par le débiteur, dans la proportion où il les détient. Cette règle permet au débiteur de maintenir intacte la répartition de ses réserves en divers éléments. Elle impose au créancier de recevoir des règlements composés différemment selon l'identité du débiteur.

Par ailleurs, il n'appartient pas au débiteur de choisir son créancier, ni au créancier de choisir son débiteur : cette relation bilatérale est déterminée par les monnaies d'intervention effectivement utilisées, à savoir celles qui se trouvent, à un moment donné, occuper les deux extrêmes dans l'échelle d'appréciation ou de dépréciation des monnaies. Cette conjoncture est fortuite pour chacun des partenaires considérés séparément : chaque pays demeure certes responsable de sa propre balance des paiements, mais ne saurait être responsable de celle des autres.

C'est donc le hasard de la monnaie d'intervention « opérationnelle », à un moment donné, qui détermine les modalités d'augmentation des réserves du créancier. Le même hasard affecte la diminution des réserves du débiteur, selon que la monnaie d'intervention « opérationnelle » est le dollar ou une monnaie communautaire.

Le système d'intervention et de règlement présente à cet égard un aspect quelque peu paradoxal. D'une part, au niveau de chaque pays membre de la Communauté, les modalités de variation des réserves sont imprévisibles et sans rapport avec l'orientation géographique des flux de paiements. D'autre part, au niveau de la Communauté dans son ensemble, tout déficit ou excédent global se traduit avec certitude par des interventions en dollars et une variation des réserves en dollars. En conséquence, les modalités de variation des réserves des pays membres dépendent, en partie, du solde global de la balance des règlements officiels de la Communauté. A la limite, les situations extrêmes suivantes peuvent se présenter :

— la banque centrale d'un pays membre de la Communauté peut accumuler du dollar, même si ce pays enregistre un déficit envers la zone des pays tiers à la Communauté : tel sera le cas si, au même moment, ce pays est, comme la Communauté, en excédent global <sup>(1)</sup>;

— la banque centrale d'un pays membre peut vendre du dollar, même si ce pays est en excédent par rapport à la zone des pays tiers à la Communauté : tel sera le cas si, au même moment, ce pays est, comme la Communauté, en déficit global;

— la banque centrale d'un pays membre peut accumuler une monnaie communautaire et obtenir de ce fait un règlement partiel en éléments de réserve rattachés à l'or, même si l'excédent de ce pays s'explique par ses relations de paiements avec la zone des pays tiers à la Communauté. Il suffit qu'au même moment la Communauté soit en déficit global : en effet, dans cette hypothèse, le serpent rejoint le bord supérieur du tunnel, et la monnaie d'un pays membre en excédent occupe le flanc inférieur du serpent, ce qui implique des interventions en monnaies communautaires;

— la banque centrale d'un pays membre peut vendre une monnaie communautaire et, par la suite, effectuer le règlement de ces interventions partiel-

<sup>(1)</sup> Ce cas est illustré, dans le tableau suivant, pour une communauté supposée formée de deux pays, *A* et *B* :

	Orientation géographique des paiements		Total = soldes d'intervention
	intracommunautaires	extracommunautaires	
<i>A</i> .....	+ 100	- 50	+ 50
<i>B</i> .....	- 100	+ 100	0
Communauté ...	0	+ 50	+ 50

Les paiements extérieurs globaux de *B* sont équilibrés : *B* n'intervient pas. *A* achète du dollar, malgré son déficit envers la zone extracommunautaire, parce que ses paiements extérieurs globaux se soldent par un excédent équivalant à celui de la Communauté.

lement en éléments de réserve rattachés à l'or, même si le déficit de ce pays s'explique par ses relations de paiements avec la zone des pays tiers à la Communauté. Il suffit qu'au même moment, la Communauté soit en excédent global : le serpent rejoint le bord inférieur du tunnel, et la monnaie d'un pays membre en déficit occupe le flanc supérieur du serpent, ce qui implique des interventions en monnaies communautaires.

Cette perte d'autonomie des pays membres de la Communauté, à l'égard de la composition de leurs réserves de change, devrait conduire à envisager favorablement l'amorce du processus de mise en commun des réserves que l'union économique et monétaire implique.

La création éventuelle d'un Fonds Européen de Coopération Monétaire pourrait être mise à profit pour atténuer les conséquences fortuites des arrangements actuellement en vigueur, par exemple en assurant le partage communautaire des risques relatifs aux interventions nouvelles en dollars, puisque aussi bien celles-ci reflètent une position d'ensemble de la Communauté vis-à-vis du reste du monde.

##### 5. Effets d'entraînement des cours.

Il est difficile d'apprécier dans quelle mesure le rétrécissement des marges est susceptible d'affecter le volume des interventions. Ce rétrécissement fait suite, à brève distance, à un élargissement substantiel <sup>(1)</sup>. Ce double mouvement laisse encore, jusqu'à nouvel ordre, un élargissement net, puisque les marges applicables aux cours des monnaies communautaires, qui s'élevaient à 1,50 p.c. de chaque côté des parités avant la crise de mai 1971, s'établissent à présent à 2,25 p.c.

De toute évidence, d'autres facteurs que le niveau des marges entrent en jeu, et de façon prépondérante, pour déterminer le volume des interventions. Il convient de se garder d'attribuer trop d'importance aux effets propres d'une mesure qui relève de la technique cambiste et non du processus d'ajustement des déséquilibres de paiements.

On peut cependant soutenir que, dans certaines circonstances, le rétrécissement des marges est susceptible d'augmenter le volume des interventions d'une banque centrale en bloquant le cours d'une monnaie, sur son marché, à un niveau apparemment peu adapté.

Le cas envisagé ici est illustré, au graphique 3, par la position de la monnaie *D*. Le pays émetteur de cette monnaie enregistre un excédent qui se traduit par l'achat de la monnaie *C* à son cours extrême inférieur. Toutefois, étant donné

(1) Sauf en ce qui concerne la relation franc belge/florin.

la position du serpent dans le tunnel, l'arbitrage empêche le dollar de descendre au-dessous de la parité sur le marché de la monnaie *D*. En d'autres termes, pour un pays en excédent, le dollar y est cher, ou, ce qui revient au même, la monnaie *D* est bon marché pour un détenteur de dollars. La position du serpent exerce un effet d'entraînement sur le cours du dollar.

Dans le cas cité, le pays émetteur de la monnaie *D* peut estimer que le cours du dollar sur son marché exerce par lui-même une action déstabilisatrice sous la forme d'une aggravation de son excédent, qui ne se serait pas produite si le cours du dollar avait pu descendre jusqu'au cours extrême inférieur sur son marché. Les causes de ces effets pervers sont de deux ordres.

En premier lieu, le blocage du cours du dollar maintient un accès relativement bon marché à la monnaie nationale. Les exportations peuvent s'en trouver stimulées et les importations, freinées, encore qu'une telle conséquence implique une élasticité élevée des opérations du commerce extérieur. Certains afflux de capitaux peuvent aussi être encouragés dans la mesure où le bénéfice d'appréciation escompté sur un placement dans le pays en cause se trouve rehaussé par le cours d'entrée relativement favorable.

En second lieu, le blocage du cours du dollar réduit le risque habituel afférent aux entrées de capitaux en quête de rémunération. En effet, ce risque se mesure au degré de dépréciation possible de la monnaie dans laquelle s'effectue le placement. Dans le cas particulier, ce risque est limité à 2,25 p.c. pour les placements effectués au départ du dollar, alors qu'il eut été de 4,50 p.c. si les entrées de capitaux avaient initialement apprécié la monnaie du placement, par rapport au dollar, jusqu'à son cours extrême supérieur <sup>(1)</sup>.

Les mêmes observations peuvent être faites, mutatis mutandis, pour un pays membre de la Communauté qui se trouverait isolé dans une situation déficitaire, alors que la Communauté se trouve elle-même en excédent.

Si de telles situations d'isolement peuvent effectivement se produire, il n'y a guère lieu de penser qu'elles doivent donner lieu à des difficultés insurmontables.

Elles ne se présenteraient normalement que pour le cours d'une seule monnaie. Dans l'exemple invoqué ci-dessus, le cours du dollar est bloqué à la parité, mais l'emplacement du serpent indique que les cours des autres monnaies communautaires se situent au-dessous de la parité, l'une de ces monnaies au moins (monnaie *C*, au graphique 3) étant cotée à son cours extrême inférieur.

<sup>(1)</sup> Les implications du rétrécissement des marges pour la flexibilité de la politique des taux d'intérêt ont été examinées de façon approfondie par M.H. Lambert et P. de Fontenay, dans « Implications of Proposals for Narrowing the Margins of Exchange Rate Fluctuation Between the E.E.C. Currencies », *I.M.F. Staff Papers*, novembre 1971, pp. 655-659.

D'autre part, ces situations comportent leurs propres limites. Si, par exemple, le blocage du cours du dollar, sur un marché, entraînait d'importants afflux de capitaux sur ce marché, ces mouvements finiraient sans doute par modifier la politique qui avait eu initialement ce blocage pour conséquence.

Par ailleurs, les arrangements conclus entre banques centrales n'excluent pas la possibilité d'actions communautaires en vue de stabiliser ou même de déplacer la position du serpent dans le tunnel.

\*  
\*\*

La description qui précède du régime des marges actuellement en vigueur dans la Communauté appelle en conclusion trois observations fondamentales.

En premier lieu, l'application d'un même niveau des marges de fluctuation pour le dollar et pour les monnaies communautaires et l'apparente symétrie qui en résulte ne doivent pas faire oublier les différences fondamentales qui séparent l'Accord de Washington et les décisions communautaires. Si, dans les deux cas, le but poursuivi consiste dans la restauration d'une certaine stabilité des taux de change, les moyens mis en œuvre pour atteindre ce résultat diffèrent considérablement. Ils diffèrent dans le domaine cambiste, puisque les Etats-Unis n'assurent pas, par leur propre intervention, le maintien des marges applicables au dollar <sup>(1)</sup>. Ils diffèrent davantage encore dans les domaines plus fondamentaux desquels dépendent le bon fonctionnement du processus d'ajustement et l'équilibre des balances de paiements.

Par ailleurs, il importe de souligner le caractère transitoire des arrangements actuels. Les décisions communautaires constituent une première étape dans la voie de l'unification économique et monétaire; d'autres étapes suivront, parmi lesquelles figure l'institution d'un Fonds Européen de Coopération Monétaire, qui pourrait jouer un rôle capital dans le fonctionnement harmonieux du régime de change spécifique de la Communauté. L'Accord de Washington a ouvert la voie d'une réforme profonde du système monétaire international, qui, tout en conservant les principes fondamentaux établis à Bretton Woods, devra moderniser les rapports monétaires internationaux et, en particulier, instaurer un meilleur partage des avantages et des charges du système entre tous les pays participants.

Enfin, il peut être utile de rappeler que la description présentée ci-dessus s'est intentionnellement bornée aux aspects techniques du régime de change actuel de la Communauté. Le fonctionnement de ce régime ne dépend pas de la technique seule. Il dépend d'un ensemble de circonstances, de conditions, d'attitudes et de politiques qui dépassent le cadre de cette étude. Encore convenait-il d'encourager la connaissance des aspects techniques des mécanismes mis en œuvre.

\*  
\*\*

(<sup>1</sup>) Notons que récemment, cependant, les autorités américaines ont pris l'initiative de pratiquer des interventions de faible ampleur en monnaies européennes.

**PRESENTATION UNIFORME DES MARGES APPLICABLES AU DOLLAR  
ET AUX MONNAIES COMMUNAUTAIRES**

Les graphiques 1 à 4 sont conformes à la présentation habituelle des variations des cours du change à l'intérieur des marges. L'abscisse représente les parités du dollar, dans les différentes monnaies communautaires; en conséquence, le graphique comporte des ordonnées positives et négatives, qui illustrent les fluctuations de chaque monnaie communautaire rapportées à une valeur centrale fixe, à savoir la parité du dollar.

Cette présentation, certes commode, a cependant l'inconvénient de masquer les fluctuations du dollar lui-même; celles-ci doivent être déduites de la variation collective des cours des autres monnaies par rapport à la ligne centrale fixe. D'autre part, cette présentation peut induire en erreur dans la mesure où l'image du serpent fluctuant à l'intérieur du tunnel peut donner l'impression que les monnaies communautaires subiraient, sous le nouveau régime, des contraintes de cours auxquelles le dollar échapperait.

Le graphique 5 est construit d'une manière qui reflète davantage la similitude des fluctuations potentielles du dollar et des monnaies communautaires, abstraction faite du régime particulier des monnaies du Benelux. Dans ce graphique, l'abscisse ne correspond pas aux parités du dollar, ni à celles d'une monnaie déterminée, mais bien à celles de la monnaie la plus dépréciée, à chaque moment, parmi des monnaies communautaires et le dollar. A deux égards, cette présentation reflète mieux que les graphiques précédents la portée du régime actuel des marges :

— elle ne comporte que des ordonnées positives puisque, par hypothèse, aucune monnaie ne peut être plus dépréciée que la ou les monnaies dont les parités sont représentées en abscisse. En conséquence, le tunnel se limite à une largeur de 2,25 p.c., soit l'écart maximum admis entre les monnaies considérées;

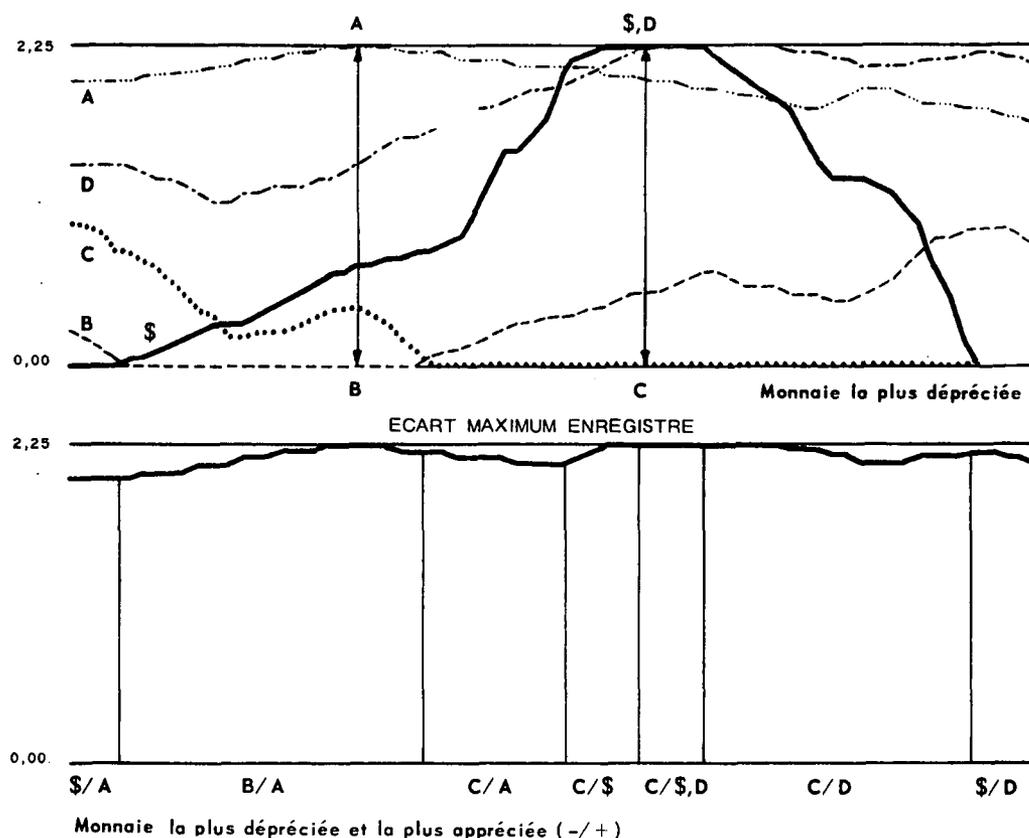
— elle permet de suivre aisément les fluctuations du dollar au même titre que celles de chaque monnaie communautaire. En effet, le dollar cesse d'être représenté par une ligne centrale fixe et peut fluctuer, comme les autres monnaies, dans toute la largeur du tunnel.

Dans le graphique 5, la monnaie la plus appréciée parmi les monnaies communautaires et le dollar occupe des niveaux variables, selon l'écart maximum effectivement constaté, chaque jour, entre cette monnaie et la monnaie la plus dépréciée représentée en abscisse. Cet écart ne peut en aucune circonstance dépasser 2,25 p.c.; si un écart de 2,25 p.c. est atteint, la monnaie la plus appréciée

occupe le bord supérieur du tunnel. La section inférieure du graphique illustre les niveaux successifs de l'écart maximum et indique les monnaies en position extrême à chaque moment.

Graphique 5.

Fluctuations potentielles du dollar et des monnaies communautaires dans un tunnel de 2,25 p.c.



Le graphique 5 peut être rapproché du graphique 3. Les fluctuations imaginées pour le dollar, de même que pour les monnaies *A*, *B*, *C* et *D*, y sont en effet comparables, à la seule exception près que, dans le graphique 5, la bande communautaire n'atteint pas en permanence son épaisseur maximum.

Dans les deux graphiques, les cours effectivement observés sur les marchés peuvent être déduits de la distance qui sépare les monnaies deux à deux. Lorsque deux lignes se croisent, l'écart entre les deux monnaies représentées par ces lignes est nul, ce qui signifie que leur cours réciproque coïncide avec leur parité.

Si les marges entre monnaies communautaires sont ultérieurement réduites à moins de 2,25 p.c., la ligne représentant le dollar pourra fluctuer dans des limites plus larges que les limites applicables aux monnaies communautaires.

Tel est déjà le cas par rapport aux monnaies du Benelux dont les cours réciproques sont maintenus dans des marges de 1,5 p.c. par rapport à la parité florin/franc belge. La ligne représentant le dollar pourrait alors sortir du tunnel communautaire rétréci, soit par le bord supérieur, soit par le bord inférieur, et s'écarter de ces bords à concurrence de la différence entre les marges applicables au dollar et les marges applicables aux monnaies communautaires.



# LA BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE EN 1971

La présente chronique comprend quatre sections.

La section 1 « Aperçu d'ensemble des opérations avec l'étranger et de leur incidence sur les réserves de change de la Banque Nationale » retrace les développements les plus importants qui se sont produits dans la balance des paiements en 1971.

A la différence de la présentation habituelle de la balance des paiements, le mouvement des réserves <sup>(1)</sup> de la Banque constitue, dans le schéma présenté au tableau I, le seul poste de financement de la balance; en effet, les mouvements de fonds traditionnellement recensés dans les autres postes de financement ont été repris « au-dessus de la ligne », c'est-à-dire avec l'ensemble des rubriques de la balance des paiements qui constituent les postes à financer habituels. Cette présentation a été adoptée afin de mieux faire ressortir, compte tenu des circonstances, l'incidence des mouvements de fonds de diverses sortes avec l'étranger sur les flux officiels compensatoires constitués par les variations des réserves de change de la Banque.

Parmi les rubriques de la balance des paiements, des regroupements ont été opérés. Ainsi, les entreprises publiques (en l'occurrence, les organismes publics d'exploitation et les intermédiaires financiers du secteur public) ont été rangées avec l'Etat et les autres pouvoirs publics sous une rubrique commune « Secteur public ». Dans la présentation traditionnelle de la balance des paiements, les

<sup>(1)</sup> Ces réserves sont définies comme les avoirs extérieurs nets de la Banque, sans les acceptations représentatives d'exportations.

entreprises publiques précitées sont recensées, avec le secteur privé, dans la catégorie « Entreprises et particuliers », tandis que le secteur « Pouvoirs publics » comprend l'Etat et les autres pouvoirs publics. Cette modification au schéma habituel se justifie par le souci de grouper les agents économiques dont l'appel aux marchés de fonds étrangers présente certains caractères communs ou est fonction de certaines mêmes variables.

Un autre regroupement concerne les créances commerciales sur l'étranger. L'ensemble de ces créances financées par et en dehors des organismes monétaires ont été rangées sous une rubrique distincte, à la suite des opérations en capital des banques. En effet, de telles créances sont relatives à des crédits accordés à leur origine par les banques.

Par ailleurs, afin de faire apparaître les mouvements de flux et de reflux successifs, au cours de l'année 1971, de certaines catégories de paiements avec l'étranger ainsi que des réserves de change de la Banque, l'année précitée a été divisée en deux périodes appropriées de huit et quatre mois.

La présentation traditionnelle de la balance des paiements reste utilisée dans la suite de l'article. Elle apparaît à la section 2 qui contient, outre un tableau d'ensemble de la balance générale des paiements sous sa forme habituelle, divers tableaux de détail et des notes précisant les types d'opérations qui sont inclus dans les rubriques et commentant les évolutions marquantes survenues entre 1970 et 1971.

La section 3 groupe les tableaux et notes techniques relatifs à la balance géographique.

Les données contenues dans les tableaux des sections 2 et 3 suivent le schéma classique de balance des paiements publié dans la partie « Statistiques » du *Bulletin*. Ce schéma, qui fait apparaître *in fine* le financement des transactions avec l'étranger ayant donné lieu à un mouvement dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ou à un refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger, est bien adapté pour permettre de rattacher l'évolution de la balance des paiements aux divers éléments de la situation financière générale de la Belgique; c'est pourquoi il est traditionnellement utilisé pour l'analyse de l'évolution des paiements avec l'étranger.

Toutefois, afin de répondre aux desiderata des organisations internationales et de faciliter ainsi les comparaisons de balances des paiements entre pays, on a regroupé à la section 4, intitulée « Présentation des données suivant le schéma unifié O.C.D.E.-F.M.I. », les données contenues dans les tableaux des sections 2 et 3, suivant le schéma unique de balance des paiements adopté par le Fonds Monétaire International et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques lors de la réunion d'experts nationaux en matière de balance des paiements qui s'est tenue en février 1964 sous l'égide du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement de l'O.C.D.E.

## SECTION 1

### **APERÇU D'ENSEMBLE DES OPERATIONS AVEC L'ETRANGER ET DE LEUR INCIDENCE SUR LES RESERVES DE CHANGE DE LA BANQUE NATIONALE**

En 1971, les mouvements de fonds avec l'étranger ont été stimulés par un ensemble de facteurs, en particulier des disparités de taux d'intérêt et des anticipations de modifications de parités. Ces facteurs ont déterminé des mouvements de capitaux très importants. Des changements de caractère spéculatif dans les délais de paiement se sont opérés, influençant les chiffres des règlements d'importations et d'exportations de marchandises. Le mouvement des capitaux des banques belges et luxembourgeoises, des entreprises privées et des particuliers a donné lieu, au cours des huit premiers mois, à une entrée nette de 23,2 milliards. Ensuite, la situation s'est retournée; pour les mois de septembre à décembre, le mouvement des capitaux des banques et des entreprises et particuliers précités a laissé une sortie nette de 16,5 milliards. Ces évolutions se retrouvent plus particulièrement dans les opérations à court terme qui ont entraîné une modification des créances et engagements directs des banques vis-à-vis de l'étranger.

Les règlements relatifs au commerce extérieur ont donné lieu, pour l'ensemble de l'année 1971, à un excédent de 34,9 milliards, soit un chiffre équivalent à celui de l'année 1970.

Cette évolution est différente de celle des mouvements de marchandises tels qu'ils sont mesurés par les statistiques douanières. D'après ces statistiques, le commerce extérieur a laissé un déficit de 23 milliards en 1971, au lieu d'un surplus de 12,4 milliards en 1970. Les divergences entre les statistiques douanières et celles des paiements sont dues aux caractéristiques techniques des deux séries statistiques, à certaines insuffisances des statistiques douanières et aussi à des variations dans les délais de paiement. Il est certain, par exemple, que nombre d'exportations ont dû être réglées plus rapidement que de coutume par crainte d'une dépréciation du dollar et d'autres monnaies vis-à-vis du franc belge, dépréciation qui s'est effectivement produite après le 15 août.

Les services ont laissé un surplus de 8,2 milliards, contre 4,9 milliards en 1970. Comparativement à cette dernière année, l'augmentation du boni résultant des opérations de fret, des transactions des pouvoirs publics et des revenus d'investissements a compensé, et au-delà, l'accroissement du déficit au titre des déplacements à l'étranger.

Au total, les transactions sur biens et services se sont soldées par un excédent de 49,5 milliards en 1971, contre 44,3 milliards en 1970. Cet excédent considérable de la balance des biens et services donne la mesure de l'absorption, par l'étranger, de ressources réelles provenant de l'U.E.B.L. En termes de finance-

Tableau I.

**Incidence des paiements entre l'U.E.B.L. et l'étranger  
sur les réserves de change de la Banque Nationale de Belgique**

(milliards de francs)

	1970	1971		
	année	8 premiers mois	sept.-déc.	année
<b>I. Opérations courantes :</b>				
Opérations sur marchandises :	+ 39,4	+ 27,4	+ 13,9	+ 41,3
dont : exportations et importations (y compris le travail à façon) .....	(+ 34,4)	(+ 21,6)	(+ 13,3)	(+ 34,9)
Services <sup>1</sup> .....	+ 4,9	+ 3,1	+ 5,1	+ 8,2
Transferts privés .....	+ 6,6	+ 4,9	+ 1,9	+ 6,8
Transferts de l'Etat .....	- 14,7	- 9,9	- 4,9	- 14,8
<b>Total I ...</b>	<b>+ 36,2</b>	<b>+ 25,5</b>	<b>+ 16,0</b>	<b>+ 41,5</b>
<b>II. Opérations en capital <sup>2</sup> :</b>				
1. Secteur public (engagements nets directs et indirects envers l'étranger) :				
Etat .....	- 10,7	- 26,5	- 3,8	- 30,3
Autres pouvoirs publics .....	+ 0,2	...	...	...
Entreprises publiques .....	+ 0,4	- 1,7	- 3,8	- 5,5
<b>Total 1 ...</b>	<b>- 10,1</b>	<b>- 28,2</b>	<b>- 7,6</b>	<b>- 35,8</b>
2. Entreprises privées et particuliers :				
a) Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :				
dont : valeurs mobilières .....	+ 15,4	+ 21,6	+ 5,7	+ 27,3
investissements directs .....	(+ 1,3)	(+ 4,5)	(+ 0,6)	(+ 5,1)
investissements directs .....	(+ 15,9)	(+ 16,4)	(+ 5,4)	(+ 21,8)
b) Investissem. et placements à l'étranger :				
dont : valeurs mobilières .....	- 27,1	- 21,6	- 13,3	- 34,9
investissements directs .....	(- 15,7)	(- 15,1)	(- 8,5)	(- 23,6)
investissements directs .....	(- 7,8)	(- 5,0)	(- 3,8)	(- 8,8)
<b>Total 2 ...</b>	<b>- 11,7</b>	<b>...</b>	<b>- 7,6</b>	<b>- 7,6</b>
3. Banques belges et luxembourgeoises :				
Francs belges et luxembourgeois .....	+ 4,4	+ 7,6	+ 0,9	+ 8,5
Monnaies étrangères .....	+ 9,2	+ 14,4	- 4,7	+ 9,7
<b>Total 3 ...</b>	<b>+ 13,6</b>	<b>+ 22,0</b>	<b>- 3,8</b>	<b>+ 18,2</b>
4. Crédits commerciaux en francs belges à l'étranger financés à leur origine par les banques .....	- 6,7	+ 1,2	- 5,1	- 3,9
<b>Total II ...</b>	<b>- 14,9</b>	<b>- 5,0</b>	<b>- 24,1</b>	<b>- 29,1</b>
<b>III. Erreurs et omissions .....</b>	<b>- 2,0</b>	<b>+ 2,7</b>	<b>- 1,5</b>	<b>+ 1,2</b>
<b>Total général I à III ...</b>	<b>+ 19,3</b>	<b>+ 23,2</b>	<b>- 9,6</b>	<b>+ 13,6</b>
<b>Financement du total général :</b>				
<i>Mouvement des réserves de change de la Banque Nationale de Belgique</i> .....	+ 19,3	+ 23,2	- 9,6	+ 13,6

<sup>1</sup> Y compris l'or non monétaire.

<sup>2</sup> Le signe + indique une diminution d'avoirs ou un accroissement d'engagements, le signe -, un accroissement d'avoirs ou une diminution d'engagements.

ment, ce solde extérieur positif a été compensé par un solde négatif des flux financiers (sorties nettes de transferts et de capitaux et accroissement des réserves de change); ainsi, pour l'année 1971, à l'excédent précité de 49,5 milliards de la balance des biens et services ont correspondu des sorties nettes de transferts et de capitaux (y compris les erreurs et omissions) de 35,9 milliards et un accroissement de 13,6 milliards des réserves de change de la Banque.

Les transferts, c'est-à-dire les paiements sans contrepartie, se sont soldés par un déficit équivalent à celui de 1970, soit 8 milliards.

Les sorties nettes de capitaux ont été exceptionnellement élevées au cours des quatre derniers mois; elles ont atteint 24,1 milliards, contre 5 milliards pour l'ensemble des huit premiers mois.

Les opérations en capital du secteur public dans son ensemble se sont soldées par des sorties très importantes, de quelque 36 milliards, représentant principalement une réduction des engagements nets directs et indirects <sup>(1)</sup> de l'Etat envers l'étranger. Largement approvisionné en ressources par le marché belge de fonds, le Trésor a pu, en effet, procéder à de substantiels remboursements de dettes à court terme en monnaies étrangères, compensant de la sorte l'incidence, sur les réserves de la Banque Nationale et les liquidités intérieures, des afflux de fonds correspondant à l'évolution des créances et engagements extérieurs directs des banques. Les opérations précitées du secteur public ont constitué également, dans une certaine mesure, un élément compensatoire du solde des opérations courantes. Ce phénomène trouve son explication dans le fait que les tensions financières intérieures (qui incitent le Trésor à s'endetter à l'étranger) se produisent généralement au cours des périodes d'accélération de l'expansion conjoncturelle marquées, normalement, par une détérioration des transactions courantes; à l'inverse, les périodes de récession ou de détente (au cours desquelles le Trésor procède à des remboursements de dettes) coïncident généralement avec un solde courant fortement positif; ce fut le cas en 1971.

Le déficit résultant des variations des créances et engagements directs des entreprises privées et des particuliers vis-à-vis de l'étranger s'est réduit de 11,7 milliards en 1970 à 7,6 milliards. Le montant net des investissements directs étrangers en U.E.B.L. a atteint 21,8 milliards, contre 15,9 milliards en 1970; en outre, les étrangers ont acheté, par solde, pour 5,1 milliards de valeurs mobilières belges et luxembourgeoises, notamment de sociétés pétrolières. En sens inverse, les achats nets de valeurs mobilières étrangères sont passés de 15,7 à 23,6 milliards, en raison, notamment, de souscriptions à diverses émissions d'organismes internationaux, et des investissements directs ont été effectués à l'étranger, en particulier par des sociétés sidérurgiques et pétrolières, pour un montant net de 8,8 milliards.

(1) Ces engagements indirects correspondent au mouvement des fonds que les organismes monétaires (essentiellement les banques) procurent au secteur public, en s'endettant eux-mêmes envers l'étranger.

Les mouvements de fonds correspondant à l'évolution des créances et engagements extérieurs directs des banques ont donné lieu, pendant les huit premiers mois, à des entrées nettes importantes, qui n'ont été que très partiellement compensées par des sorties nettes au cours des quatre derniers mois.

Le mouvement des avoirs nets en francs des non-résidents auprès des banques s'est traduit par une entrée de capitaux de 8,5 milliards pour l'ensemble de l'année, dont 6,4 milliards au cours des quatre premiers mois. Afin d'éviter la constitution d'avoirs de cette nature au-delà des montants nécessaires à l'exécution d'opérations courantes, l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change a, le 10 mai, interdit aux banques de bonifier un intérêt sur les comptes étrangers en francs du marché réglementé. Par la suite, l'appréciation du franc, à partir de la fin d'août, a rendu moins attrayante pour les étrangers l'acquisition d'avoirs en cette monnaie. Aussi l'augmentation de ceux-ci n'a-t-elle plus atteint que 1,2 milliard pour les mois de mai à août et 0,9 milliard pour la période de septembre à décembre.

Au cours des huit premiers mois, la diminution des avoirs nets au comptant sur l'étranger en monnaies étrangères des banques a donné lieu à une entrée nette, sur le marché des changes, de 14,4 milliards. Des occasions de placements plus rémunérateurs en Belgique ont peut-être été à l'origine d'une partie de ces rapatriements, mais ceux-ci ont été effectués plus particulièrement en contrepartie d'opérations que les clients des banques prenaient l'initiative de faire; en effet, les entreprises et particuliers résidents réduisaient leurs dépôts en monnaies étrangères et, surtout, augmentaient leur endettement en celles-ci auprès des banques, par suite des incertitudes en matière de change; en outre, pour la même raison, l'encours des monnaies étrangères vendues à terme aux banques par la clientèle augmentait beaucoup plus rapidement que celui des monnaies achetées à terme. Après le 15 août, au contraire, l'augmentation n'a plus porté que sur ce dernier encours; en conséquence, pour maintenir leur position globale en devises, les banques ont reconstitué leurs avoirs au comptant à l'étranger, ce qui a donné lieu à une sortie de 4,7 milliards au cours des mois de septembre à décembre.

L'encours des crédits commerciaux en francs belges à l'étranger financés à leur origine par les banques a décliné de 1,2 milliard au cours des huit premiers mois, sous l'effet, sans doute, de la diminution de la demande de crédits des non-résidents, soucieux de s'endetter le moins possible en francs. A l'inverse, durant la période de septembre à décembre, cet encours a augmenté de 5,1 milliards.

Au total, l'ensemble des règlements avec l'étranger ont déterminé, pour l'année 1971, un accroissement de 13,6 milliards des réserves de change de la Banque Nationale, une augmentation de 23,2 milliards au cours des huit premiers mois ayant été partiellement compensée par une diminution de 9,6 milliards pendant les quatre derniers mois.

**BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS DE L'U.E.B.L.  
NOTES ET TABLEAUX DE DETAIL****Rubrique 1.1 « Opérations sur marchandises » : Tableau III.**

Les opérations sur marchandises se sont soldées en 1971 par un excédent de 41,3 milliards, supérieur de 1,9 milliard à celui de 1970, alors que les exportations et importations ont présenté un solde positif inférieur de 3,7 milliards à celui de 1970, les opérations de travail à façon et d'arbitrage ont laissé des soldes excédentaires, supérieurs respectivement de 4,2 et 1,4 milliards à ceux de 1970.

**Rubrique 1.11 « Exportations et importations ».**

Ces opérations sont obtenues en apportant aux règlements financiers recensés par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change un certain nombre d'ajustements; l'un des plus importants est le suivant : aux (des) montants des règlements effectifs est ajouté (soustraite) l'accroissement (la diminution) des importations et des exportations effectuées à crédit qui peuvent être recensées. En fait, les opérations d'achat ou de vente assorties de crédits commerciaux dont on peut tenir compte sont celles qui ont donné lieu à une modification du montant des engagements d'acceptation des banques belges envers des banquiers étrangers ou de l'encours des crédits bancaires à l'exportation octroyés sous forme d'acceptation, de crédits de caisse à des importateurs étrangers ou d'escompte. En contrepartie du montant de ces transactions extérieures assorties de crédits de banques étrangères ou belges comprises dans la rubrique « Exportations et importations », une variation de même importance est enregistrée soit à la rubrique 4.324 « Autres investissements et placements étrangers en U.E.B.L. » (à concurrence de la variation de l'encours des engagements d'acceptation des banques belges envers l'étranger), soit à la rubrique 6.2 « Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires » (à concurrence de la variation de l'encours des crédits bancaires à l'exportation financés par des ressources du système monétaire), soit à la rubrique 6.1 « Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger » (à concurrence de la variation de l'encours des crédits bancaires à l'exportation financés en dehors des organismes monétaires).

Les règlements pour exportations et importations de marchandises ont été affectés en 1971 par des modifications dans les termes de paiement (*leads and lags*). Celles-ci devraient être recensées comme mouvements de capital et non de marchandises, mais le matériel statistique existant ne permet pas d'effectuer avec précision la rectification nécessaire.

Tableau II.

## Balance générale des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

(milliards de francs)

	1966	1967	1968	1969	1970			1971		
	Année	Année	Année	Année	1er semestre	2e semestre	Année	1er semestre	2e semestre	Année
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>										
1.1 Opérations sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations <sup>1</sup> .....	-16,6	- 3,9	-12,1	- 4,6	+10,8	+13,9	+24,7	+ 8,3	+12,7	+21,0
1.12 Travail à façon .....	+ 7,1	+ 7,0	+ 8,0	+ 9,0	+ 4,1	+ 5,6	+ 9,7	+ 6,9	+ 7,0	+13,9
1.13 Opérations d'arbitrage .....	+ 5,3	+ 5,4	+ 3,4	+ 4,8	+ 2,6	+ 2,4	+ 5,0	+ 3,1	+ 3,3	+ 6,4
1.2 Or non monétaire .....	- 1,5	- 2,4	- 1,3	- 0,4	...	...	...	+ 0,1	...	+ 0,1
1.3 Frets <sup>2</sup> .....	- 0,2	+ 1,6	+ 1,2	+ 0,7	+ 1,0	+ 0,5	+ 1,5	+ 1,7	+ 2,1	+ 3,8
1.4 Assurances pour le transport de marchandises <sup>2</sup>	- 0,1	...	...	- 0,1	...	...	...	- 0,1	- 0,1	- 0,2
1.5 Autres frais de transport .....	+ 1,4	+ 1,4	+ 1,2	+ 0,7	+ 0,3	+ 0,6	+ 0,9	+ 0,7	- 0,1	+ 0,6
1.6 Déplacements à l'étranger .....	- 4,5	- 6,4	- 6,2	- 6,9	- 2,8	- 4,4	- 7,2	- 2,9	- 7,3	-10,2
1.7 Revenus d'investissements .....	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,7	+ 0,8	+ 0,8	+ 2,6	+ 3,4	+ 0,7	+ 3,5	+ 4,2
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	+ 0,2	+ 3,7	+ 3,3	+ 1,1	- 0,8	+ 1,4	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,8	+ 3,4
1.9 Autres .....	+ 4,9	+ 5,7	+ 5,8	+ 4,9	+ 3,1	+ 2,6	+ 5,7	+ 3,7	+ 2,8	+ 6,5
<b>Total 1 ...</b>	<b>- 2,9</b>	<b>+13,3</b>	<b>+ 5,0</b>	<b>+10,0</b>	<b>+19,1</b>	<b>+25,2</b>	<b>+44,3</b>	<b>+22,8</b>	<b>+26,7</b>	<b>+49,5</b>
<b>2. Transferts :</b>										
2.1 Transferts privés .....	+ 1,8	+ 1,7	+ 3,8	+ 5,8	+ 3,3	+ 3,3	+ 6,6	+ 3,5	+ 3,3	+ 6,8
2.2 Transferts de l'Etat .....	- 3,5	- 5,2	- 7,4	-12,1	- 5,7	- 9,0	-14,7	- 7,9	- 6,9	-14,8
<b>Total 2 ...</b>	<b>- 1,7</b>	<b>- 3,5</b>	<b>- 3,6</b>	<b>- 6,3</b>	<b>- 2,4</b>	<b>- 5,7</b>	<b>- 8,1</b>	<b>- 4,4</b>	<b>- 3,6</b>	<b>- 8,0</b>
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>										
3.1 Etat <sup>3</sup> :										
3.11 Engagements :										
3.111 Amortissements contractuels .....	- 1,8	- 1,9	- 2,1	- 2,1	- 1,1	- 0,7	- 1,8	- 1,2	- 0,8	- 2,0
3.112 Autres opérations .....	- 0,4	- 4,0	- 0,8	+ 1,3	+ 1,4	+ 0,5	+ 1,9	- 3,0	- 4,8	- 7,8
3.12 Avoirs .....	- 0,3	- 0,4	- 0,3	- 1,1	- 0,2	- 0,1	- 0,3	- 1,0	- 0,2	- 1,2
3.2 Autres pouvoirs publics :										
3.21 Engagements .....	...	- 0,5	- 0,2	- 0,2	- 0,2	...	- 0,2	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total 3 ...</b>	<b>- 2,5</b>	<b>- 6,8</b>	<b>- 3,4</b>	<b>- 2,1</b>	<b>- 0,1</b>	<b>- 0,3</b>	<b>- 0,4</b>	<b>- 5,2</b>	<b>- 5,8</b>	<b>-11,0</b>
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises <sup>4</sup> et particuliers :</b>										
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	+ 0,7	- 1,3	- 0,4	+ 1,6	- 1,9	- 0,5	- 2,4	+ 0,1	- 0,6	- 0,5
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public ...	+ 1,0	+ 2,2	- 0,2	+ 8,0	+ 0,6	- 0,3	+ 0,3	- 1,2	...	- 1,2
4.3 Secteur privé :										
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.311 Valeurs mobilières .....	- 6,5	- 5,3	-13,4	-15,0	- 6,8	- 8,9	-15,7	-11,4	-12,2	-23,6
4.312 Investissements directs .....	- 0,4	- 2,6	- 2,6	- 0,7	- 3,1	- 4,7	- 7,8	- 4,3	- 4,5	- 8,8
4.313 Immeubles .....	- 1,7	- 1,5	- 1,2	- 1,3	- 0,5	- 0,4	- 0,9	- 0,5	- 0,7	- 1,2
4.314 Autres .....	- 0,3	+ 1,3	+ 1,5	+ 3,1	- 0,9	- 1,8	- 2,7	- 1,6	+ 0,3	- 1,3
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.321 Valeurs mobilières .....	- 0,2	+ 2,8	- 0,5	- 1,1	+ 0,1	+ 1,2	+ 1,3	+ 4,1	+ 1,0	+ 5,1
4.322 Investissements directs .....	+ 7,0	+11,5	+12,5	+13,8	+ 8,3	+ 7,6	+15,9	+12,3	+ 9,5	+21,8
4.323 Immeubles .....	- 0,3	- 0,2	- 0,1	- 0,3	...	...	...	...	+ 0,3	+ 0,3
4.324 Autres .....	+ 0,7	+ 0,9	...	+ 6,1	- 0,2	- 1,6	- 1,8	+ 0,3	- 0,2	+ 0,1
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	+ 0,6	+ 0,3	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total 4 ...</b>	<b>+ 0,6</b>	<b>+ 8,1</b>	<b>- 4,4</b>	<b>+14,2</b>	<b>- 4,4</b>	<b>- 9,4</b>	<b>-13,8</b>	<b>- 2,2</b>	<b>- 7,1</b>	<b>- 9,3</b>
<b>5. Erreurs et omissions .....</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>+ 1,2</b>	<b>+ 1,9</b>	<b>+ 2,1</b>	<b>- 2,0</b>	<b>...</b>	<b>- 2,0</b>	<b>+ 4,1</b>	<b>- 2,9</b>	<b>+ 1,2</b>
<b>Total 1 à 5 ...</b>	<b>- 6,4</b>	<b>+12,3</b>	<b>- 4,5</b>	<b>+17,9</b>	<b>+10,2</b>	<b>+ 9,8</b>	<b>+20,0</b>	<b>+15,1</b>	<b>+ 7,3</b>	<b>+22,4</b>
<b>6. Financement du total :</b>										
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger .....	- 1,1	+ 2,7	- 0,8	+ 2,8	+ 1,3	+ 3,5	+ 4,8	- 2,4	- 0,6	- 3,0
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :										
6.21 Banques belges et luxembourgeoises ...										
6.211 Francs belges et luxembourgeois .	- 1,7	- 0,8	+ 2,1	+ 5,9	+ 1,5	+ 2,3	+ 3,8	+ 0,7	- 5,9	- 5,2
6.212 Monnaies étrangères .....	- 6,4	- 2,3	+ 8,1	+ 1,8	+ 3,3	- 4,0	- 0,7	+ 7,1	+ 5,5	+12,6
6.22 Organismes monétaires divers .....	+ 1,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 2,0	- 0,4	+ 1,1	+ 0,7	- 2,3	+ 2,8	+ 0,5
6.23 Banque Nationale .....	+ 1,7	+12,4	-14,2	+ 5,4	+ 4,5	+ 6,9	+11,4	+12,0	+ 5,5	+17,5
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations .....	-	-	-	-	(+ 3,5)	-	(+ 3,5)	(+ 3,5)	-	(+ 3,5)

<sup>1</sup> Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

<sup>3</sup> Y compris le Fonds des Routes (cf. Chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » de la partie statistique, *Bulletin d'Information et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique*, XLIII<sup>e</sup> année, vol. II, no 8, septembre 1968).

<sup>4</sup> Autres que les organismes monétaires.

Tableau III.

## Rubrique 1.1 « Opérations sur marchandises »

(milliards de francs)

Périodes	1.11 Exportations et importations			1.12 Travail à façon			1.13 Opérations d'arbitrage	Total		
	Recettes <sup>1</sup>	Dépenses <sup>1</sup>	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Solde	Recettes <sup>2</sup>	Dépenses	Solde
1966 Année .....	266,4	283,0	-16,6	9,5	2,4	+ 7,1	+ 5,3	281,2	285,4	- 4,2
1967 Année .....	283,3	287,2	- 3,9	9,8	2,8	+ 7,0	+ 5,4	298,5	290,0	+ 8,5
1968 Année .....	318,6	330,7	-12,1	10,4	2,4	+ 8,0	+ 3,4	332,4	333,1	- 0,7
1969 Année .....	388,1	392,7	- 4,6	12,0	3,0	+ 9,0	+ 4,8	404,9	395,7	+ 9,2
1970 1 <sup>er</sup> semestre .....	225,9	215,1	+10,8	5,8	1,7	+ 4,1	+ 2,6	234,3	216,8	+17,5
2 <sup>e</sup> semestre .....	241,5	227,6	+13,9	7,6	2,0	+ 5,6	+ 2,4	251,5	229,6	+21,9
Année .....	467,4	442,7	+24,7	13,4	3,7	+ 9,7	+ 5,0	485,8	446,4	+39,4
1971 1 <sup>er</sup> semestre .....	242,9	234,6	+ 8,3	9,0	2,1	+ 6,9	+ 3,1	255,0	236,7	+18,3
2 <sup>e</sup> semestre .....	259,3	246,6	+12,7	9,6	2,6	+ 7,0	+ 3,3	272,2	249,2	+23,0
Année .....	502,2	481,2	+21,0	18,6	4,7	+13,9	+ 6,4	527,2	485,9	+41,3

<sup>1</sup> Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

<sup>2</sup> Y compris le solde des opérations d'arbitrage.

## Rubrique 1.12 « Travail à façon ».

D'après les principes généraux du *Balance of Payments Manual*, toutes les expéditions internationales de marchandises entre une maison-mère et ses filiales en vue de la transformation doivent être considérées comme des achats et des ventes de marchandises; elles ne doivent donc pas donner lieu à enregistrement d'une recette de travail à façon. Ce principe n'est pas appliqué uniformément dans la balance des paiements de l'U.E.B.L. Un certain nombre de marchandises traitées en Belgique par des filiales de maisons étrangères sont considérées, en l'absence de statistiques qui permettraient de les identifier, comme donnant lieu à des opérations de transformation; le coût de ces dernières est dès lors enregistré comme une recette de travail à façon.

D'autre part, les recettes et dépenses au titre du travail à façon ne comprennent plus les paiements à des résidents pour l'entretien et la réparation de navires étrangers, ni les paiements à des étrangers pour l'entretien et la réparation de navires belges. Ces frais portuaires ont normalement été inclus dans la rubrique 1.5 « Autres frais de transport ». On avait continué de les comprendre, jusqu'en 1969, sous la rubrique « Travail à façon » pour éviter une solution de continuité, étant donné qu'ils ne pouvaient être dissociés statistiquement des recettes et dépenses de travail à façon qu'à partir de l'année 1965. La correction effectuée a

porté sur les chiffres des années 1965 et suivantes. Il en résulte que ces chiffres ne sont pas strictement comparables à ceux des années antérieures.

#### Rubrique 1.13 « *Opérations d'arbitrage* ».

Le solde net de cette rubrique est égal à la différence entre, d'une part, le montant des ventes à l'étranger de marchandises achetées à l'étranger par des résidents et, d'autre part, le prix d'achat de ces marchandises augmenté des dépenses à l'étranger que ces transactions occasionnent aux résidents. Il couvre, par conséquent, la marge bénéficiaire des transitaires belges et luxembourgeois et les frais qu'ils ont payés à d'autres résidents. Comme celle des exportations et importations, cette rubrique peut être influencée par les modifications qui se produisent dans les délais de paiement des marchandises achetées ou vendues.

#### Rubrique 1.2 « **Or non monétaire** ».

Par or non monétaire, il faut entendre les avoirs en ce métal qui ne sont pas détenus par les organismes monétaires. Il convient de rappeler ici que l'or en pièces monnayées et en lingots peut être librement négocié en U.E.B.L. et importé ou exporté par toutes voies sans limitation et par toutes personnes belges et étrangères. Dans la mesure où ces transactions ne jouissent pas de la même liberté dans certains pays étrangers, il est possible que des réexportations d'or non monétaire vers ceux-ci soient incluses dans les recettes au titre d'autres rubriques de la balance des paiements que celle de l'or non monétaire.

#### Rubriques 1.3 à 1.9 « **Transactions sur services** » : **Tableau IV.**

Il convient de n'utiliser les chiffres de ce tableau qu'avec beaucoup de réserves. Dans une balance des paiements basée sur les règlements financiers, un certain nombre de recettes et de dépenses sont compensées. Ces compensations sont les plus fréquentes dans le domaine des services : elles peuvent s'opérer aussi bien entre des transactions relevant d'une même rubrique qu'entre des opérations qui devraient être recensées sous des rubriques différentes.

Malgré l'augmentation du déficit au titre des déplacements à l'étranger, l'apparition d'un léger mali au titre des assurances pour le transport des marchandises et la diminution du boni au titre des autres frais de transports, l'ensemble des transactions sur services s'est soldé en 1971 par un excédent de 8,1 milliards, au lieu de 4,9 milliards en 1970; en effet, les autres rubriques ont connu, d'une année à l'autre, une nette augmentation de leur solde excédentaire.

Tableau IV.

## Rubriques 1.3 à 1.9 « Transactions sur services »

(milliards de francs)

Périodes	1.3 Frets <sup>1</sup>			1.4 Assurances pour le transport de marchandises <sup>1</sup>			1.5 Autres frais de transport			1.6 Déplacements à l'étranger			1.7 Revenus d'investissements			1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs			1.9 Autres			Total		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1966 Année .....	12,1	12,3	-0,2	0,5	0,6	-0,1	6,0	4,6	+1,4	11,5	16,0	-4,5	15,2	14,1	+1,1	6,3	6,1	+0,2	27,4	22,5	+4,9	79,0	76,2	+2,8
1967 Année .....	13,8	12,2	+1,6	0,5	0,5	...	6,6	5,2	+1,4	12,1	18,5	-6,4	16,4	15,2	+1,2	9,8	6,1	+3,7	31,1	25,4	+5,7	90,3	83,1	+7,2
1968 Année .....	15,4	14,2	+1,2	0,5	0,5	...	6,9	5,7	+1,2	13,7	19,9	-6,2	19,8	18,1	+1,7	10,6	7,3	+3,3	34,7	28,9	+5,8	101,6	94,6	+7,0
1969 Année .....	17,3	16,6	+0,7	0,6	0,7	-0,1	7,6	6,9	+0,7	15,8	22,7	-6,9	27,6	26,8	+0,8	9,5	8,4	+1,1	39,7	34,8	+4,9	118,1	116,9	+1,2
1970 1 <sup>er</sup> semestre .....	9,2	8,2	+1,0	0,4	0,4	...	4,1	3,8	+0,3	7,5	10,3	-2,8	19,2	18,4	+0,8	4,9	5,7	-0,8	24,2	21,1	+3,1	69,5	67,9	+1,6
2 <sup>e</sup> semestre .....	11,1	10,6	+0,5	0,4	0,4	...	5,2	4,6	+0,6	9,9	14,3	-4,4	23,9	21,3	+2,6	5,6	4,2	+1,4	27,2	24,6	+2,6	83,3	80,0	+3,3
Année .....	20,3	18,8	+1,5	0,8	0,8	...	9,3	8,4	+0,9	17,4	24,6	-7,2	43,1	39,7	+3,4	10,5	9,9	+0,6	51,4	45,7	+5,7	152,8	147,9	+4,9
1971 1 <sup>er</sup> semestre .....	12,1	10,4	+1,7	0,4	0,5	-0,1	5,0	4,3	+0,7	9,1	12,0	-2,9	24,4	23,7	+0,7	6,5	5,9	+0,6	26,6	22,9	+3,7	84,1	79,7	+4,4
2 <sup>e</sup> semestre .....	12,8	10,7	+2,1	0,4	0,5	-0,1	5,0	5,1	-0,1	9,4	16,7	-7,3	24,7	21,2	+3,5	6,9	4,1	+2,8	24,2	21,4	+2,8	83,4	79,7	+3,7
Année .....	24,9	21,1	+3,8	0,8	1,0	-0,2	10,0	9,4	+0,6	18,5	28,7	-10,2	49,1	44,9	+4,2	13,4	10,0	+3,4	50,8	44,3	+6,5	167,5	159,4	+8,1

<sup>1</sup> Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note <sup>1</sup> du tableau II).

Rubriques 1.3 « Frets » et 1.4 « Assurances pour le transport de marchandises ».

Les recettes et les dépenses au titre de ces rubriques ne comprennent qu'une partie des frets et assurances perçus et payés pour le transport des exportations et des importations; l'autre partie n'a pu être dissociée des exportations et des importations auxquelles elle se rapporte et se trouve donc englobée dans les recettes et les dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations ». Elles comprennent, par ailleurs, certains frets et assurances payés à des résidents ou à des étrangers à l'occasion d'importations ou d'exportations de marchandises qui auraient normalement dû être déduits des dépenses ou des recettes au titre de la rubrique 1.11 « Exportations et importations ».

Rubrique 1.5 « Autres frais de transport ».

Cette rubrique comprend tous les règlements afférents à des activités de transport autres que de marchandises : transport de personnes, frais de port et de douane, locations de navires, provisions de bord, frais d'entretien et de réparation de navires.

Rubrique 1.6 « Déplacements à l'étranger ».

L'augmentation des dépenses du tourisme a été nettement supérieure à celle des recettes : le solde déficitaire s'est établi à 10,2 milliards, contre 7,2 milliards en 1970. Une statistique des nuitées d'étrangers en Belgique est donnée au tableau V.

Tableau V.

**Nombre de nuitées des étrangers en Belgique <sup>1</sup>**

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Pays de résidence habituelle							Total <sup>2</sup>
	Royaume-Uni	France	Pays-Bas	République fédérale d'Allemagne	Suisse	Etats-Unis	Divers <sup>2</sup>	
1966 .....	1.409	1.279	1.089	859	73	405	996	6.110
1967 .....	1.370	1.316	1.264	869	69	477	1.014	6.379
1968 .....	1.178	1.216	1.378	859	72	424	978	6.105
1969 .....	1.190	1.072	1.609	915	75	464	1.052	6.377
1970 .....	1.268	1.086	1.573	1.034	79	505	1.055	6.600
1971 .....	1.203	1.205	1.759	1.193	71	525	1.136	7.092

<sup>1</sup> Y compris les nuitées de camping.

<sup>2</sup> Non compris le Grand-Duché de Luxembourg.

Tableau VI.

## Rubrique 1.9 « Autres » des transactions sur services

(milliards de francs)

Périodes	Ouvriers frontaliers			Redevances pour films cinématographiques, brevets et droits d'auteur			Courtages et commissions			Primes et indemnités d'assurances <sup>1</sup>			Services divers			Total		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1966 Année .....	5,4	1,4	+ 4,0	3,5	5,4	- 1,9	10,3	8,1	+ 2,2	2,4	2,8	- 0,4	5,8	4,8	+ 1,0	27,4	22,5	+ 4,9
1967 Année .....	5,9	1,6	+ 4,3	3,8	5,3	- 1,5	12,0	10,3	+ 1,7	3,0	3,1	- 0,1	6,4	5,1	+ 1,3	31,1	25,4	+ 5,7
1968 Année .....	6,0	1,8	+ 4,2	4,4	6,1	- 1,7	13,0	11,3	+ 1,7	3,8	3,6	+ 0,2	7,5	6,1	+ 1,4	34,7	28,9	+ 5,8
1969 Année .....	7,2	2,7	+ 4,5	4,9	6,9	- 2,0	15,2	13,3	+ 1,9	3,1	4,3	- 1,2	9,3	7,6	+ 1,7	39,7	34,8	+ 4,9
1970 1 <sup>er</sup> semestre ...	3,3	1,5	+ 1,8	3,1	4,0	- 0,9	9,1	7,0	+ 2,1	0,9	1,5	- 0,6	7,8	7,1	+ 0,7	24,2	21,1	+ 3,1
2 <sup>e</sup> semestre ...	3,7	1,6	+ 2,1	2,8	4,8	- 2,0	9,9	8,1	+ 1,8	2,9	3,3	- 0,4	7,9	6,8	+ 1,1	27,2	24,6	+ 2,6
Année .....	7,0	3,1	+ 3,9	5,9	8,8	- 2,9	19,0	15,1	+ 3,9	3,8	4,8	- 1,0	15,7	13,9	+ 1,8	51,4	45,7	+ 5,7
1971 1 <sup>er</sup> semestre ...	3,9	1,9	+ 2,0	3,5	3,9	- 0,4	9,9	8,4	+ 1,5	2,2	2,7	- 0,5	7,1	6,0	+ 1,1	26,6	22,9	+ 3,7
2 <sup>e</sup> semestre ...	3,9	1,7	+ 2,2	2,8	4,3	- 1,5	10,8	9,0	+ 1,8	2,2	2,8	- 0,6	4,5	3,6	+ 0,9	24,2	21,4	+ 2,8
Année .....	7,8	3,6	+ 4,2	6,3	8,2	- 1,9	20,7	17,4	+ 3,3	4,4	5,5	- 1,1	11,6	9,6	+ 2,0	50,8	44,3	+ 6,5

<sup>1</sup> A l'exclusion des assurances pour le transport de marchandises, des assurances-vie, des assurances de capitalisation et des assurances-crédit.

### Rubrique 1.7 « *Revenus d'investissements* ».

Il convient de souligner ici que les recettes et dépenses à ce titre sont affectées par des mouvements de fonds qui ne sont pas nécessairement liés directement à ceux des revenus de placements ou d'investissements. Les dépenses ne représentent que la partie des revenus non réinvestie dans les entreprises dont ils émanent. Les recettes, quant à elles, ne comprennent que la partie des revenus de placements et investissements belges et luxembourgeois à l'étranger qui est rapatriée en U.E.B.L. sous des formes permettant d'identifier la nature de la transaction.

Les recettes et les dépenses au titre des revenus d'investissements ont continué à augmenter en 1971, mais leur progression s'est nettement ralentie comparativement à 1970.

### Rubrique 1.8 « *Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs* ».

Les recettes figurant sous cette rubrique ont augmenté de 2,9 milliards en 1971 en raison, principalement, de l'accroissement des dépenses courantes d'institutions européennes et internationales dont le siège se trouve actuellement en U.E.B.L. Les dépenses au titre de cette même rubrique n'ont guère varié; elles comprennent surtout les dépenses militaires de l'U.E.B.L.

### Rubrique 1.9 « *Autres* ».

Une ventilation de cette rubrique est donnée au tableau VI. L'accroissement des dépenses et des recettes des sous-rubriques distinguées a été assez général. Ont fait exception à cette évolution, les dépenses au titre de redevances pour films cinématographiques, brevets et droits d'auteur et, surtout, les recettes et les dépenses au titre de services divers, qui ont diminué en 1971.

### **Rubriques 2.1 et 2.2 « Transferts » : Tableau VII.**

Les soldes laissés en 1971 par les transferts, tant privés que publics, ont été du même ordre de grandeur qu'en 1970. En effet, les transferts privés ont laissé des recettes nettes de 6,8 milliards au lieu de 6,6 milliards en 1970; quant aux transferts publics, ils ont présenté un solde déficitaire de 14,8 milliards, contre 14,7 milliards en 1970.

Les chiffres de ces deux rubriques ont fait l'objet de corrections à la suite de la mise en vigueur, le 1<sup>er</sup> janvier 1971, de la nouvelle organisation du financement

des Communautés Européennes (1). Pour éviter une solution de continuité, les corrections effectuées ont porté non seulement sur les chiffres de l'année 1971 mais également sur ceux des années antérieures depuis 1966. De ce fait, et malgré le caractère parfois approximatif des ajustements opérés, la comparabilité des séries statistiques a pu être, pour l'essentiel, assurée.

#### Rubrique 2.1 « Transferts privés ».

Les recettes de transferts privés ont augmenté de 1,4 milliard par rapport à 1970 : les envois de fonds de l'étranger au titre de salaires et pensions principalement se sont accélérés.

On notera également que cette rubrique comprend, en recettes, les versements effectués par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole aux agriculteurs, par l'intermédiaire des organismes payeurs nationaux, ainsi que les rémunérations dont disposent, en Belgique, les Belges travaillant au Zaïre au titre de l'assistance technique. Quoique la majeure partie de ces rémunérations ait été perçue en Belgique et n'ait pas fait l'objet d'un règlement financier en provenance du Zaïre, elles figurent cependant sous cette rubrique en raison de la résidence étrangère des personnes rémunérées.

Tableau VII.

#### Rubriques 2.1 et 2.2 « Transferts »

(milliards de francs)

Périodes	2.1 Transferts privés			2.2 Transferts de l'Etat			Total		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1966 Année ....	7,3	5,5	+ 1,8	0,3	3,8	- 3,5	7,6	9,3	- 1,7
1967 Année ....	8,0	6,3	+ 1,7	0,3	5,5	- 5,2	8,3	11,8	- 3,5
1968 Année ....	10,4	6,6	+ 3,8	0,4	7,8	- 7,4	10,8	14,4	- 3,6
1969 Année ....	14,2	8,4	+ 5,8	0,5	12,6	-12,1	14,7	21,0	- 6,3
1970 1 <sup>er</sup> sem. ...	7,4	4,1	+ 3,3	0,3	6,0	- 5,7	7,7	10,1	- 2,4
2 <sup>e</sup> sem. ...	8,0	4,7	+ 3,3	0,4	9,4	- 9,0	8,4	14,1	- 5,7
Année ....	15,4	8,8	+ 6,6	0,7	15,4	-14,7	16,1	24,2	- 8,1
1971 1 <sup>er</sup> sem. ...	8,1	4,6	+ 3,5	0,4	8,3	- 7,9	8,5	12,9	- 4,4
2 <sup>e</sup> sem. ...	8,7	5,4	+ 3,3	0,9	7,8	- 6,9	9,6	13,2	- 3,6
Année ....	16,8	10,0	+ 6,8	1,3	16,1	-14,8	18,1	26,1	- 8,0

(1) Ce nouveau régime de financement consiste, en substance, en l'attribution de ressources propres aux Communautés Européennes, à l'aide desquelles celles-ci financent notamment, directement, les dépenses résultant de la politique agricole commune. Jusqu'au 1er janvier 1971, ces dépenses étaient préfinancées par les Etats membres et faisaient ultérieurement l'objet de décomptes avec les institutions communautaires.

Les dépenses de transferts privés se sont accrues dans une mesure un peu moindre que les recettes. Leur accroissement a été déterminé essentiellement par celui des salaires et des dons et soutiens divers versés à l'étranger.

#### Rubrique 2.2 « *Transferts de l'Etat* ».

Les dépenses de transferts de l'Etat comprennent notamment l'assistance technique de la Belgique à la République du Zaïre, telle la prise en charge d'une partie des traitements des techniciens belges qui prêtent leur concours à l'administration zaïroise, et les ressources mises par l'Etat à la disposition des différentes institutions européennes et internationales.

#### Rubriques 3.1 et 3.2 « *Mouvement des capitaux des pouvoirs publics* » : **Tableau VIII.**

##### Rubrique 3.1 « *Etat* ».

Les opérations en capital de l'Etat se sont soldées par un déficit de 11 milliards, contre 0,2 milliard en 1970. Cette évolution a été déterminée, principalement, par celle du solde des engagements à court terme envers l'étranger; ceux-ci se sont traduits par une sortie nette de 5,2 milliards au lieu d'une entrée nette de 3 milliards en 1970.

L'évolution des opérations en capital de l'Etat au titre des avoirs sur l'étranger couvre, en dépenses, des prêts d'un montant total de 0,8 milliard à l'Inde, l'Indonésie, la Turquie, le Pakistan et les Philippines, ainsi qu'une participation de 0,5 milliard au capital de la Banque mondiale. En recettes figurent des remboursements de prêts de 0,1 milliard accordés notamment à la Turquie.

Les émissions à plus d'un an de l'Etat ont atteint 0,4 milliard, comme en 1970. Les amortissements contractuels sur emprunts extérieurs se sont élevés à 2 milliards; les autres remboursements ont atteint 3 milliards. Au total, les engagements à plus d'un an de l'Etat envers l'étranger se sont réduits de 4,6 milliards, contre 2,9 milliards en 1970.

Il convient de rappeler que le mouvement des engagements de l'Etat envers l'étranger ne doit pas être confondu avec celui de la dette publique en monnaies étrangères. D'une part, les engagements de l'Etat envers l'étranger comprennent la dette publique en francs que l'on sait être logée à l'étranger. D'autre part, la dette publique en monnaies étrangères ne représente pas, à due concurrence, un engagement de l'Etat envers l'étranger, car une partie de cette dette est logée dans les banques en Belgique. Le tableaux IX donne les montants qu'il faut ôter du/ou ajouter au mouvement de la dette publique en monnaies étrangères pour obtenir le mouvement des engagements de l'Etat envers l'étranger.

Tableau VIII.

## Rubriques 3.1 et 3.2 « Mouvement des capitaux des pouvoirs publics »

(milliards de francs)

	1966			1967			1968			1969			1970			1971		
	Recettes	Dépenses	Solde															
<b>3.1 Etat :</b>																		
Engagements envers l'étranger :																		
A plus d'un an :																		
Emissions .....	3,3	...	+ 3,3	2,3	...	+ 2,3	2,5	...	+ 2,5	2,8	...	+ 2,8	0,4	...	+ 0,4	0,4	...	+ 0,4
Remboursements .....	...	7,1	- 7,1	...	6,5	- 6,5	...	3,4	- 3,4	...	3,4	- 3,4	...	3,3	- 3,3	...	5,0	- 5,0
A court terme <sup>1</sup> .....	1,7	0,1	+ 1,6	0,5	2,2	- 1,7	0,6	2,6	- 2,0	0,2	0,4	- 0,2	3,1	0,1	+ 3,0	1,4	6,6	- 5,2
Avoirs sur l'étranger :																		
Prêts à long terme à des Etats étrangers et des organismes internationaux .....	0,1	0,1	...	0,1	0,2	- 0,1	...	0,3	- 0,3	...	0,4	- 0,4	...	0,3	- 0,3	0,1	0,8	- 0,7
Participations .....	—	0,3	- 0,3	—	0,3	- 0,3	—	...	...	—	0,7	- 0,7	—	...	...	—	0,5	- 0,5
Créances à court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>3.2 Autres pouvoirs publics :</b>																		
Engagements envers l'étranger :																		
A plus d'un an :																		
Emissions .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Remboursements .....	...	...	...	...	0,5	- 0,5	...	0,2	- 0,2	...	0,2	- 0,2	...	0,2	- 0,2	...	...	...
A court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Avoirs sur l'étranger :																		
A plus d'un an .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
A court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

<sup>1</sup> Recettes et dépenses nettes pour les opérations avec un même organisme sur certificats de trésorerie belges libellés dans une même monnaie.

Tableau IX.

## Mouvement de la dette publique en monnaies étrangères et mouvement des engagements de l'Etat envers l'étranger

(milliards de francs)

	1966	1967	1968	1969	1970	1971
<i>Dette à plus d'un an :</i>						
Dette publique en monnaies étrangères .....	- 0,9	- 2,1	- 0,5	- 2,0 <sup>1</sup>	- 2,9	- 10,1 <sup>2,3</sup>
Moins : Dette logée dans les banques belges	-(+ 2,9)	-(+ 2,1)	-(+ 0,6)	-(- 1,0)	- (...)	-(- 5,5)
Dette publique en monnaies étrangères recensée dans la balance des paiements .....	- 3,8	- 4,2	- 1,1	- 1,0	- 2,9	- 4,6
Dette publique en francs que l'on sait être logée à l'étranger .....	...	...	...	...	...	...
Divers .....	...	...	+ 0,2	+ 0,4	...	...
Engagements de l'Etat envers l'étranger ...	- 3,8	- 4,2	- 0,9	- 0,6	- 2,9	- 4,6
<i>Dette à un an au plus :</i>						
Dette publique en monnaies étrangères .....	+ 4,8	+ 7,7	- 0,4	+ 7,1 <sup>1</sup>	- 8,3	- 17,9 <sup>3</sup>
Moins : Dette logée dans les banques belges	-(+ 4,8)	-(+ 7,4)	-(- 0,7)	-(+ 7,5)	-(- 11,4)	-(- 13,0)
Dette publique en monnaies étrangères recensée dans la balance des paiements .....	...	+ 0,3	+ 0,3	- 0,4	+ 3,1	- 4,9
Dette publique en francs que l'on sait être logée à l'étranger .....	+ 1,6	- 2,0	- 2,3	+ 0,2	- 0,1	- 0,3
Divers .....	...	...	...	...	...	...
Engagements de l'Etat envers l'étranger ...	+ 1,6	- 1,7	- 2,0	- 0,2	+ 3,0	- 5,2

<sup>1</sup> Après élimination de l'incidence de la réévaluation du mark allemand qui a entraîné une augmentation de 0,6 milliard de la dette à plus d'un an et de 0,1 milliard de la dette à un an au plus.

<sup>2</sup> Après élimination de l'incidence de la réévaluation du franc suisse qui a entraîné une augmentation de 0,3 milliard de la dette à plus d'un an.

<sup>3</sup> Après élimination de l'incidence de la dévaluation de fait du dollar Etats-Unis et du franc suisse qui a entraîné une diminution de 0,7 milliard de la dette à plus d'un an et de 0,2 milliard de la dette à un an au plus (accord du 18 décembre 1971 du Groupe des Dix à Washington).



**Rubriques 4.1 et 4.2 « Mouvement des capitaux des organismes publics d'exploitation et des intermédiaires financiers du secteur public » : Tableau X.**

**Rubrique 4.1 « Organismes publics d'exploitation ».**

Les dépenses de 0,6 milliard à plus d'un an au titre de cette rubrique correspondent essentiellement à des remboursements effectués par la Société Nationale des Chemins de fer belges et par la Sabena; les recettes de 0,1 milliard représentent le produit d'emprunts émis par ces deux sociétés.

Au total, les engagements envers l'étranger des organismes publics d'exploitation se sont réduits de 0,5 milliard au lieu de 2,4 milliards en 1970.

**Rubrique 4.2 « Intermédiaires financiers du secteur public ».**

Les recettes de 0,1 milliard à plus d'un an sont dues à des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, qui a par ailleurs effectué des remboursements pour un montant de 1,3 milliard.

Les recettes et les dépenses à court terme représentent respectivement des prêts de call money de la République du Zaïre, du Rwanda et du Burundi au Fonds des Rentes et des remboursements effectués à ces mêmes prêteurs par l'Institut de Réescompte et de Garantie.

Au total, les engagements envers l'étranger des intermédiaires financiers du secteur public ont diminué de 1,2 milliard en 1971, alors qu'ils s'étaient accrus de 0,3 milliard en 1970.

**Rubrique 4.3 « Mouvement des capitaux du secteur privé ».**

Ces capitaux ont été répartis entre les investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger — rubrique 4.31 — et les investissements et placements étrangers en U.E.B.L. — rubrique 4.32. Les transactions dont la nature n'est pas précisée ont été groupées sous l'intitulé « Investissements et placements non ventilés » — rubrique 4.33; comme ces transactions peuvent être à la fois de tendance et d'ampleur très différentes d'une période à l'autre et comme, suivant le cas, elles devraient, si l'on disposait d'informations statistiques plus détaillées, s'ajouter soit aux investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger, soit aux investissements et placements étrangers en U.E.B.L., l'évolution des chiffres de ces rubriques peut n'être pas tout à fait exacte. Il faut aussi noter que les entrées de capitaux en U.E.B.L. peuvent comprendre le rapatriement de revenus d'investissements ou encore le produit de certaines autres opérations lorsque l'origine des fonds n'a pu être précisée.

Rubrique 4.311 « *Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : Valeurs mobilières* » et rubrique 4.321 « *Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. : Valeurs mobilières* ».

Antérieurement à 1965, des transactions en valeurs mobilières avaient pu être isolées de l'ensemble des autres capitaux du secteur privé, grâce à des renseignements fournis volontairement par les principaux agents de change et banques. Les autres transactions en valeurs mobilières qui ne pouvaient pas être identifiées, restaient incluses dans la rubrique « Autres mouvements de capitaux du secteur privé ». Depuis 1965, toutes les opérations en valeurs mobilières qui sont effectuées par le canal de banques ou d'agents de change belges ou luxembourgeois, ont pu être isolées des autres mouvements de capitaux; il en résulte que les chiffres des transactions en valeurs mobilières pour les années 1965 et suivantes couvrent un ensemble plus vaste d'opérations et ne sont donc pas strictement comparables à ceux des années antérieures.

Rubrique 4.312 « *Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : Investissements directs* » et rubrique 4.322 « *Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. : Investissements directs* ».

Ces rubriques comprennent les transferts nets de fonds auxquels ont donné lieu les constitutions ou liquidations de sociétés, les acquisitions ou cessions de participations dans les sociétés, ainsi que les octrois de prêts et d'avances ou les remboursements de ceux-ci.

Selon les principes du *Balance of Payments Manual*, tous les investissements destinés à créer ou accroître une forme d'intérêt permanent dans une entreprise doivent être considérés comme des investissements directs. L'investissement direct est donc caractérisé par le fait que l'investisseur jouit d'un certain contrôle sur la gestion de l'entreprise dans laquelle est effectué l'investissement. Les constitutions ou liquidations de sociétés ainsi que les acquisitions ou cessions de participations entrent indubitablement dans cette catégorie. En ce qui concerne les prêts, le schéma unique de balance des paiements adopté par le Fonds Monétaire International et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques considère comme investissements directs ceux de ces prêts qui sont accordés à des entreprises dites « associées ». Les statistiques dont on dispose ne permettent toutefois pas d'établir cette distinction et tous les prêts ont, dès lors, été considérés comme des investissements directs.

**Rubrique 6.1 « Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ».**

Les montants qui apparaissent à cette rubrique reflètent essentiellement les variations de l'encours des crédits bancaires à l'exportation financés en dehors des organismes monétaires (cf. Section 2, rubrique 1.11 « Exportations et importations », p. XLIX).

## Rubrique 6.2 « Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ».

L'encours et l'évolution des créances et engagements des organismes monétaires de l'U.E.B.L. sur et envers l'étranger sont donnés au tableau XI par catégorie d'organismes.

### A.1.1 « Créances de la Banque Nationale de Belgique : Or ».

L'encaisse en or de la Banque s'est accrue de 3,7 milliards pour l'ensemble de l'année 1971, une augmentation de 5,7 milliards au cours des huit premiers mois ayant été partiellement compensée par une diminution de 2 milliards pendant les mois de septembre à décembre.

L'accroissement des huit premiers mois a résulté d'opérations avec la Trésorerie des Etats-Unis, le Fonds Monétaire International et le Trésor. D'une part, la Banque a acquis de l'or, contre dollars, auprès de la Trésorerie américaine, pour un total de 5,5 milliards et, contre francs belges, auprès du Fonds, pour un montant de 2,4 milliards; d'autre part, elle a cédé au Trésor de l'or, à concurrence de 2,2 milliards, en vue du remboursement de certificats libellés en or détenus par la Banque des Règlements Internationaux.

Au cours des mois de septembre à décembre, la réduction de l'encaisse en or a résulté essentiellement de remboursements de certificats de trésorerie libellés en or et de cessions à la Nederlandsche Bank en application de l'accord monétaire Benelux <sup>(1)</sup>.

### A.1.21 « Créances de la Banque Nationale de Belgique : Participation au F.M.I. ».

La quote-part de la Belgique dans le F.M.I. représente l'équivalent de 32,5 milliards.

En vertu de la loi du 9 juin 1969, la Banque est habilitée à comptabiliser comme avoirs propres les droits que possède l'Etat belge au titre de la partie de sa quote-part dans le Fonds qui excède les avoirs en francs belges de celui-ci.

(1) Cet accord entre les gouvernements belge, néerlandais et luxembourgeois est entré en vigueur le 23 août 1971. Des interventions obligatoires au titre de cet accord ont été effectuées par la Banque et la Nederlandsche Bank, entre le 23 août et le 28 septembre 1971, pour empêcher le cours du change entre le florin et le franc belge de s'écarter, à la hausse ou à la baisse, de plus de 1,5 p.c. du taux pivot de un florin pour 13,81215 francs belges, correspondant aux parités respectives des deux monnaies. Ces interventions se sont traduites par des ventes de florins à Bruxelles et des achats de francs belges à Amsterdam. Elles ont porté sur un total de 6,4 milliards. Leur effet net sur les réserves de la Banque s'est limité à un paiement en or de celle-ci à la Nederlandsche Bank, à concurrence de 1 milliard, à la mi-décembre 1971. Pour le solde, l'endettement de la Banque a été remboursé par l'achat de florins dans le marché, entre le mois d'octobre 1971 et le 11 janvier 1972.

Tableau XI.

**Créances et engagements des organismes monétaires  
de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise sur et envers l'étranger**

(milliards de francs)

	Encours à fin d'année							Mouvements de l'année					
	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1966	1967	1968	1969	1970	1971
<b>A. Créances de :</b>													
1. Banque Nationale de Belgique :													
1.1 Or .....	77,9	76,2	74,0	76,2	76,0	73,5	77,2	- 1,7	- 2,2	+ 2,2	- 0,2	- 2,5	+ 3,7
1.2 F.M.I. :													
1.21 Participation .....	12,2	15,2	14,7	10,3	7,8	19,6	30,0	+ 3,0	- 0,5	- 4,4	- 2,3 <sup>6</sup>	+ 11,9 <sup>6</sup>	+ 10,4
1.22 Prêts <sup>1</sup> .....	3,4	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	- 1,5	+ 3,1	- 5,0	...	...
1.23 Droits de tirage spéciaux .....	—	—	—	—	—	10,2	20,3	—	—	—	—	+ 6,7 <sup>7</sup>	+ 6,6 <sup>7</sup>
1.3 Obligations .....	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...	...	...
1.4 Crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation .....	6,7	7,6	8,0	14,2	9,8	1,9	5,8	+ 0,9	+ 0,4	+ 6,2	- 4,4	- 7,9	+ 3,9
1.5 Créances sur l'U.E.P. <sup>2</sup> .....	...	—	—	—	—	—	—	...	—	—	—	—	—
1.6 Autres :													
1.61 En monnaies étrangères .....	21,9	21,4	36,1	18,1	35,6	39,0	35,0	- 0,5	+14,7	-18,0	+17,1 <sup>5</sup>	+ 3,4	- 4,4 <sup>8</sup>
1.62 En francs .....	1,5	1,5	3,0	0,1	...	0,2	...	...	+ 1,5	- 2,9	- 0,1	+ 0,2	- 0,2
1.7 Total .....	123,7	125,4	137,8	123,9	129,2	144,4	168,3	+ 1,7	+12,4	-13,9	+ 5,1	+ 11,8	+ 20,0
2. Organismes publics belges : crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation	0,1	0,1	0,3	0,1	1,9	3,5	3,2	...	+ 0,2	- 0,2	+ 1,8	+ 1,6	- 0,3
3. Banques belges et luxembourgeoises :													
3.1 Obligations .....	2,2	2,5	3,8	8,5	8,1	17,3	35,2	+ 0,3	+ 1,3	+ 4,7	- 0,4	+ 9,2	+ 17,9
3.2 Crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation .....	17,8	19,7	22,1	33,1	46,9	131,5	172,8	+ 1,9	+ 2,4	+11,0	+13,8	+ 84,6	+ 41,3
3.3 Autres :													
3.31 En monnaies étrangères .....	34,0	50,9	61,5	95,4	151,8	203,8	291,7	+16,9	+10,6	+32,9 <sup>4</sup>	+54,4 <sup>45</sup>	+ 55,0 <sup>5</sup>	+ 87,9
3.32 En francs .....	2,5	2,5	3,5	5,6	6,4	5,7	4,6	...	+ 1,0	+ 2,0 <sup>4</sup>	+ 1,9 <sup>4</sup>	- 0,7	- 1,1
3.4 Total .....	56,5	75,6	90,9	142,6	213,2	358,3	504,3	+19,1	+15,3	+50,6	+69,7	+148,1	+146,0
<b>Total des créances des organismes monétaires .....</b>	<b>180,3</b>	<b>201,1</b>	<b>229,0</b>	<b>266,6</b>	<b>344,3</b>	<b>506,2</b>	<b>675,8</b>	<b>+20,8</b>	<b>+27,9</b>	<b>+36,5</b>	<b>+76,6</b>	<b>+161,5</b>	<b>+165,7</b>
<b>B. Engagements de :</b>													
1. Banque Nationale de Belgique :													
1.1 Envers le F.M.I. .....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	...	...	...	...	+ 0,1	...
1.2 Envers d'autres institutions officielles <sup>3</sup> .....	0,7	0,7	0,7	1,0	0,7	1,0	3,5	...	...	+ 0,3	- 0,3	+ 0,3	+ 2,5
1.3 Autres :													
1.31 En monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1.32 En francs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1.4 Total .....	0,9	0,9	0,9	1,2	0,9	1,3	3,8	...	...	+ 0,3	- 0,3	+ 0,4	+ 2,5
2. Organismes publics belges :													
2.1 Envers des institutions officielles <sup>3</sup> .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2.2 Autres .....	2,3	1,2	1,1	0,6	0,4	1,3	0,5	- 1,1	- 0,1	- 0,5	- 0,2	+ 0,9	- 0,8
2.3 Total .....	2,3	1,2	1,1	0,6	0,4	1,3	0,5	- 1,1	- 0,1	- 0,5	- 0,2	+ 0,9	- 0,8
3. Banques belges et luxembourgeoises :													
3.1 En monnaies étrangères .....	58,6	82,3	96,4	133,9	202,2	338,8	468,3	+23,7	+14,1	+35,8 <sup>4</sup>	+66,0 <sup>45</sup>	+140,3 <sup>5</sup>	+129,5
3.2 En francs .....	17,4	20,9	25,2	29,6	25,6	30,3	39,4	+ 3,5	+ 4,3	+ 4,6 <sup>4</sup>	- 4,0	+ 4,7	+ 9,1
3.3 Total .....	76,0	103,2	121,6	163,5	227,8	369,1	507,7	+27,2	+18,4	+40,4	+62,0	+145,0	+138,6
<b>Total des engagements des organismes monétaires .....</b>	<b>79,2</b>	<b>105,3</b>	<b>123,6</b>	<b>165,3</b>	<b>229,1</b>	<b>371,7</b>	<b>512,0</b>	<b>+26,1</b>	<b>+18,3</b>	<b>+40,2</b>	<b>+61,5</b>	<b>+146,3</b>	<b>+140,3</b>
<b>C. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. (A - B) ...</b>	<b>101,1</b>	<b>95,8</b>	<b>105,4</b>	<b>101,3</b>	<b>115,2</b>	<b>134,5</b>	<b>163,8</b>	<b>- 5,3</b>	<b>+ 9,6</b>	<b>- 3,7</b>	<b>+15,1</b>	<b>+ 15,2</b>	<b>+ 25,4</b>

1 Bons spéciaux du Trésor belge (Loi du 4 janvier 1963. Convention du 1er février 1963).

2 Créances bilatérales sur les pays débiteurs, lors de la liquidation de l'U.E.P.

3 A l'exclusion des institutions internationales non monétaires.

4 L'évolution ne correspond pas à la différence entre les encours à fin d'année, en raison de rectifications statistiques.

5 Après élimination des mouvements résultant de l'incidence de la réévaluation du mark allemand.

6 Après élimination d'un mouvement purement comptable résultant du changement du régime de financement de la contrepartie du compte du F.M.I. auprès de la

Banque (Loi du 9 juin 1969).

7 Non compris une augmentation de 3,5 milliards représentant le montant des droits de tirage spéciaux reçus par la Belgique en janvier de l'année considérée à titre d'allocation.

8 Après élimination des mouvements résultant de l'incidence de la réévaluation du franc suisse.

Au 31 décembre 1971, le compte « Participation » s'élevait à 30 milliards. Ce montant correspond à ce qu'il est convenu d'appeler les droits de tirage dans la « tranche or » et dans la « supertranche or ».

Comparativement au 31 décembre 1970, le solde de ce compte s'est accru de 10,4 milliards. Cet accroissement a résulté essentiellement, par solde, des opérations suivantes : d'une part, des prélèvements de francs belges sur le F.M.I. ont été effectués par les Etats-Unis, à concurrence de 34,5 milliards; d'autre part, des remboursements en francs belges au F.M.I. ont été opérés par divers pays <sup>(1)</sup> pour un montant de 21,8 milliards et le Fonds a reconstitué ses avoirs en francs belges par une cession d'or à concurrence de 2,4 milliards.

Bien qu'ils s'accompagnent d'encaissements et de souscriptions de certificats de trésorerie belges par le Fonds, les prélèvements opérés par cet organisme sur ses avoirs en francs et les reconstitutions de ceux-ci apparaissent dans la balance des paiements de l'U.E.B.L. comme des variations de créances de la Banque Nationale et non pas comme des mouvements de capitaux de l'Etat, du fait que, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, la Banque assure, pour compte et à la décharge de l'Etat, le financement des opérations avec le F.M.I.; elle supporte les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. et reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le Fonds. Ce procédé de comptabilisation est conforme aux instructions de la troisième édition du *Balance of Payments Manual* qui considère toutes les opérations d'un pays avec le Fonds comme du ressort des organismes monétaires.

#### A.1.23 « Créances de la Banque Nationale de Belgique : Droits de tirage spéciaux ».

Les acquisitions de droits de tirage spéciaux se sont élevées à 6,6 milliards. De ce total, 6,5 milliards ont été acquis de pays participant au compte de tirage spécial du F.M.I., en échange de monnaies étrangères; le solde, soit 0,1 milliard, représente le versement de droits de tirage spéciaux par le Fonds au titre des intérêts dus au Trésor sur les avoirs de la Belgique pour l'exercice clôturé le 30 avril 1971.

#### A.1.4 « Créances de la Banque Nationale de Belgique : Crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation ».

Cette rubrique a enregistré en 1971 une augmentation de 3,9 milliards, imputable à l'accroissement du portefeuille d'acceptations en francs belges représentatives d'exportations financé par la Banque.

(1) Principalement : France : 11,1 milliards; Royaume-Uni : 8,4 milliards.

A.1.61 « *Autres créances de la Banque Nationale de Belgique : En monnaies étrangères* ».

Les créances en monnaies étrangères enregistrées sous la présente rubrique ont, dans une large mesure, pour contrepartie, dans le bilan de la Banque, des engagements de livrer à terme des devises, soit au Trésor pour couvrir les échéances prochaines de la dette en monnaies étrangères, soit à des banques belges ou étrangères en vertu d'opérations de swap.

Au cours des huit premiers mois, en dépit des conversions d'avoirs en devises précédemment citées, la créance détenue en vertu des accords de swap avec la Federal Reserve Bank of New York s'est accrue de 19,6 milliards à la suite des opérations faites par la Banque pour couvrir à terme les dollars provenant de ses interventions sur le marché réglementé des changes; en sens inverse, 17,2 milliards de monnaies étrangères détenues en contrepartie de ventes à terme au Trésor ont été livrées à celui-ci à l'occasion de ses remboursements de dettes. Au total, compte tenu d'autres opérations de moindre importance, les créances en monnaies étrangères ont augmenté, au cours de ces huit mois, de 3,2 milliards.

Pendant les mois de septembre à décembre, par contre, ces créances ont fléchi de 7,6 milliards, bien que la Banque n'intervint plus sur le marché des changes, hormis en florins. En particulier, des dollars détenus en vertu des accords de swap ont été rachetés, contre francs belges, par la Federal Reserve Bank of New York et des devises ont été cédées au secteur public, essentiellement pour ses besoins de remboursement de dettes.

A.1.62 « *Autres créances de la Banque Nationale de Belgique : En francs* », B.1.2 « *Engagements de la Banque Nationale de Belgique : Envers d'autres institutions officielles* ».

La variation de ces créances et engagements reflète, notamment, le mouvement de la dette envers la Nederlandsche Bank résultant de l'accord Benelux, comprise dans les engagements envers d'autres institutions officielles; l'encours de cette dette est passé de 2,4 milliards à la fin d'août à un maximum de 6,4 milliards à la fin de septembre, pour revenir à 1,4 milliard à la fin de décembre.

A.2 « *Créances des organismes publics belges : Crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation* », B.2.2 « *Autres engagements des organismes publics belges* ».

Les crédits comprennent le portefeuille d'acceptations en francs belges représentatives d'exportations financé par l'Institut de Réescompte et de Garantie au moyen de ressources monétaires.

Les engagements sont constitués par les avoirs en francs belges du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole et du Fonds européen de développement de la Communauté Economique Européenne auprès de l'Office des Chèques Postaux.

A.3.2 « *Créances des banques belges et luxembourgeoises : Crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation* », A.3.3 « *Autres créances des banques belges et luxembourgeoises : En monnaies étrangères et en francs* », B.3 « *Engagements des banques belges et luxembourgeoises : En monnaies étrangères et en francs* ».

Les crédits commerciaux en francs belges à l'étranger financés par les banques se sont accrus dans une mesure nettement moindre qu'en 1970. A l'inverse, les engagements en francs des banques ont progressé davantage. Compte tenu des circonstances, les non-résidents ont été soucieux, en 1971, de limiter leur endettement en francs et d'augmenter, à l'inverse, leurs avoirs en cette monnaie.

En ce qui concerne les monnaies étrangères, la progression des avoirs des banques s'est accélérée et celle de leurs engagements s'est ralentie d'une année à l'autre.

### SECTION 3

#### **BALANCE GEOGRAPHIQUE DES PAIEMENTS DE L'U.E.B.L.**

La ventilation géographique de la balance des paiements de l'U.E.B.L. des années antérieures à 1965 classait ensemble tous les pays appartenant à une même zone monétaire. Ce critère n'était pas conforme à celui qui a été retenu pour le schéma unique de balance régionale des paiements adopté par le Fonds Monétaire International et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques; il a été, pour cette raison, abandonné pour les balances régionales à partir de 1965. Celles-ci donnent donc une répartition par zones géographiques et non plus par zones monétaires. L'adoption de ce nouveau critère de ventilation a eu pour effet de rompre la continuité des séries statistiques disponibles en matière de balance géographique des paiements. Dès lors, les balances géographiques des années 1970 et 1971, qui figurent aux tableaux XII et XIII, constituent une série nouvelle à laquelle on ne peut raccrocher les balances des années antérieures à 1965.

Le choix des zones géographiques est basé sur la ventilation prévue par le schéma unifié O.C.D.E. - F.M.I., mais on a isolé, en outre, certains pays qui présentent, pour la Belgique, un intérêt particulier : la République du Zaïre, le Rwanda et le Burundi.

Le critère utilisé pour ventiler géographiquement la balance des paiements de l'U.E.B.L. a été, en règle générale, le pays de résidence de l'étranger qui a reçu ou ordonné le paiement. Les opérations en billets de banque étrangers et en chèques de voyage étrangers sont toutefois ventilées selon le pays de la banque

débitrice finale. Les paiements pour lesquels on ne disposait d'aucune indication valable concernant le pays de résidence des étrangers qui les avaient reçus ou ordonnés, ont été groupés dans la colonne XIII « Opérations non ventilées ».

Il convient de souligner qu'en ce qui concerne les mouvements de capitaux, leur ventilation par zone, basée sur le pays de résidence de la personne qui a reçu ou ordonné le paiement, perd de plus en plus de sa signification au fur et à mesure de l'internationalisation des marchés financiers, le pays du donneur d'ordre ou du bénéficiaire n'étant pas nécessairement celui d'où proviennent ou celui où vont les fonds.

C'est ainsi que le déficit vis-à-vis des Etats-Unis au titre des « investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : valeurs mobilières », en 1970 et 1971, ne signifie pas nécessairement que ce pays ait bénéficié d'un apport de fonds ni même que les résidents de l'U.E.B.L. aient souscrit à des valeurs américaines à due concurrence. Il peut, en effet, avoir été influencé considérablement par le mode de versement des fonds récoltés à l'occasion de l'émission d'emprunts internationaux. Une réserve analogue vaut pour les autres placements et pour les investissements directs en raison, par exemple, des relations financières qui existent entre les différentes filiales d'une maison étrangère ou encore parce que les sociétés à portefeuille ont tendance à s'établir dans certains pays ayant un régime fiscal avantageux. La répartition géographique du mouvement des capitaux qui figure aux tableaux XII et XIII doit donc être interprétée avec beaucoup de circonspection, car elle ne constitue, au mieux, qu'une indication partielle sur l'origine ou la destination des capitaux. Lorsque la discordance entre l'origine ou la destination apparentes et l'origine ou la destination réelles des fonds était manifeste, comme dans le cas de transactions entre sociétés à portefeuille établies dans des pays refuges, on a préféré ne pas effectuer de répartition géographique et inclure ces capitaux dans la colonne XIII « Opérations non ventilées ».

Des détails sont donnés ci-après sur le mode de ventilation de la rubrique 6 « Total des recettes et des dépenses dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ou au refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger ».

#### Rubrique 1.13 « *Opérations d'arbitrage* ».

Le chiffre de cette rubrique n'a pas été ventilé par zone géographique. En principe, le bénéfice résultant d'une transaction d'arbitrage peut être considéré comme étant réalisé vis-à-vis du pays qui a acheté la marchandise. Mais cette affectation suppose que l'on puisse dégager le bénéfice réalisé sur chaque vente, c'est-à-dire déduire des recettes brutes enregistrées par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change le montant des marchandises achetées ainsi que des autres paiements effectués à l'étranger. En l'absence de renseignements de la sorte, on

a repris la totalité des recettes nettes sur opérations d'arbitrage à la colonne XIII « Opérations non ventilées ».

Rubrique 3.1 « *Mouvement des capitaux de l'Etat* ».

Il n'a pas été possible de ventiler géographiquement la plupart des émissions et remboursements de certificats à court terme en monnaies étrangères souscrits à l'origine par des banques situées en U.E.B.L.; on les a, dès lors, répartis par monnaie. Les prélèvements et remboursements sur emprunts à plus d'un an ont été ventilés géographiquement, dans la mesure où l'on connaissait le pays de résidence du premier souscripteur étranger.

Rubrique 5 « *Règlements multilatéraux, erreurs et omissions* ».

Les chiffres de cette rubrique sont calculés en faisant la différence entre le mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires et le refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger (rubrique 6), d'une part, et le solde des transactions sur biens et services, des transferts et du mouvement des capitaux (rubriques 1 à 4), d'autre part.

Rubrique 6 « *Total des recettes et des dépenses dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ou au refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger* ».

Pour chaque zone géographique, le solde de cette rubrique comprend non seulement l'augmentation (+) ou la diminution (-) des avoirs nets en francs et en monnaies étrangères sur cette zone ainsi que des avoirs nets dans des monnaies de ladite zone, mais aussi l'augmentation (+) ou la diminution (-) des avoirs en or de la Banque Nationale résultant des opérations sur or que cet organisme a effectuées avec les pays de la zone. Le solde figurant à la colonne XII « Institutions européennes et internationales » comprend la variation des créances de la Banque Nationale sur le Fonds Monétaire International survenue à la suite des opérations exposées à la page LXIV.

\*  
\*\*

Tableau XII.

(milliards de francs)

## Balance géographique des paiements de l'Union

	I. Etats-Unis			II. Canada			III. Royaume-Uni			IV. Pays membres de la C.F.E.E.			V. Espagne, Grèce, Turquie			VI. Autres pays européens membres de l'O.C.D.E.		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>																		
1.1 Opérations sur marchandises :																		
1.11 Exportations et importations <sup>1</sup> .	29,4	36,2	-6,8	2,2	4,2	-2,0	18,7	42,2	-23,5	313,2	263,9	+49,3	7,2	3,4	+3,8	40,3	35,8	+4,5
1.12 Travail à façon .....	0,7	0,1	+0,6	...	...	...	0,4	0,2	+0,2	11,1	3,1	+8,0	0,2	...	+0,2	0,5	0,3	+0,2
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes) .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1.2 Or non monétaire .....	0,1	...	+0,1	...	...	...	0,2	0,1	+0,1	...	...	...	...	...	...	0,2	0,1	+0,1
1.3 Frets <sup>2</sup> .....	2,4	2,9	-0,5	0,2	0,6	-0,4	1,7	1,5	+0,2	11,6	9,1	+2,5	0,3	0,4	-0,1	1,6	2,7	-1,1
1.4 Assurances pour le transport de marchandises <sup>2</sup> .....	0,2	0,1	+0,1	...	...	...	0,2	0,3	-0,1	0,1	0,2	-0,1	...	...	...	0,1	0,1	...
1.5 Autres frais de transport .....	1,5	1,2	+0,3	0,1	...	+0,1	1,8	1,0	+0,8	3,7	4,6	-0,9	0,1	0,2	-0,1	0,9	0,9	...
1.6 Déplacements à l'étranger .....	4,4	3,2	+1,2	0,2	0,1	+0,1	1,5	1,0	+0,5	6,7	11,1	-4,4	0,4	2,3	-1,9	2,5	5,7	-3,2
1.7 Revenus d'investissements .....	10,5	7,4	+3,1	0,3	0,3	...	4,8	5,0	-0,2	13,6	13,0	+0,6	0,3	0,1	+0,2	3,6	8,4	-4,8
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	0,6	0,6	...	0,1	0,1	...	0,5	0,3	+0,2	1,2	8,1	-6,9	0,1	...	+0,1	0,1	0,1	...
1.9 Autres :																		
1.91 Ouvriers frontaliers .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7,0	3,1	+3,9	—	—	—	—	—	—
1.92 Autres .....	11,4	11,0	+0,4	0,2	0,2	...	3,2	3,6	-0,4	18,4	18,3	+0,1	0,6	0,7	-0,1	3,9	5,6	-1,7
<i>Total 1</i> ...	61,2	62,7	-1,5	3,3	5,5	-2,2	33,0	55,2	-22,2	386,6	334,5	+52,1	9,2	7,1	+2,1	53,7	59,7	-6,0
<b>2. Transferts :</b>																		
2.1 Transferts privés .....	1,5	0,9	+0,6	0,1	0,1	...	0,5	0,4	+0,1	0,9	2,9	-2,0	0,1	1,3	-1,2	0,7	1,0	-0,3
2.2 Transferts de l'Etat .....	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,5	1,1	-0,6	...	...	...	0,1	...	+0,1
<i>Total 2</i> ...	1,6	1,0	+0,6	0,1	0,1	...	0,5	0,4	+0,1	1,4	4,0	-2,6	0,1	1,3	-1,2	0,8	1,0	-0,2
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>																		
3.1 Etat <sup>3</sup> :																		
3.11 Engagements :																		
3.111 Amortissements contract. .	—	0,6	-0,6	—	0,1	-0,1	—	...	...	—	0,5	-0,5	—	...	...	—	0,2	-0,2
3.112 Autres opérations .....	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	3,4	1,4	+2,0	...	...	...	...	...	...
3.12 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	-0,1	...	...	...
3.2 Autres pouvoirs publics :																		
3.21 Engagements .....	...	0,2	-0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Total 3</i> ...	0,1	0,9	-0,8	...	0,1	-0,1	...	...	...	3,4	1,9	+1,5	...	0,1	-0,1	...	0,2	-0,2
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises <sup>4</sup> et particuliers :</b>																		
4.1 Organismes publics d'exploitation ...	...	1,5	-1,5	...	...	...	...	0,3	-0,3	...	0,3	-0,3	...	...	...	0,3	0,2	+0,1
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public .....	...	0,2	-0,2	...	...	...	...	...	...	0,3	0,6	-0,3	...	...	...	0,3	...	+0,1
4.3 Secteur privé :																		
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :																		
4.311 Valeurs mobilières (nettes)	—	6,3	-6,3	—	0,4	-0,4	—	0,9	-0,9	—	6,9	-6,9	—	...	...	0,2	—	+0,2
4.312 Investissements directs ...	0,2	1,3	-1,1	...	0,1	-0,1	0,1	0,5	-0,4	0,5	4,5	-4,0	...	0,2	-0,2	...	0,1	-0,1
4.313 Immeubles .....	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,8	-0,3	...	0,5	-0,5	0,1	0,2	-0,1
4.314 Autres (nets) .....	0,5	—	+0,5	—	0,2	-0,2	—	0,1	-0,1	—	1,3	-1,3	—	0,4	-0,4	—	0,9	-0,9
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :																		
4.321 Valeurs mobilières (nettes)	0,1	—	+0,1	—	...	...	0,4	—	+0,4	0,1	—	+0,1	—	...	...	0,6	—	+0,6
4.322 Investissements directs ...	7,1	0,1	+7,0	...	...	...	2,6	0,1	+2,5	5,0	1,5	+3,5	0,1	...	+0,1	0,6	...	+0,6
4.323 Immeubles .....	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,3	0,3	...	...	...	...	0,1	0,1	...
4.324 Autres (nets) .....	0,1	—	+0,1	—	...	...	—	...	...	0,2	—	+0,2	—	...	...	—	...	...
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total 4</i> ...	8,2	9,6	-1,4	...	0,7	-0,7	3,1	1,9	+1,2	6,9	16,2	-9,3	0,1	1,1	-1,0	2,2	1,5	+0,7
<b>5. Règlements multilatéraux, erreurs et omissions (nets) .....</b>	3,8	—	+3,8	—	1,3	-1,3	18,1	—	+18,1	—	1,6	-1,6	1,1	—	+1,1	—	26,0	-26,0
<b>6. Total des recettes et des dépenses (1 à 5) dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ou au refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger .....</b>	74,9	74,2	+0,7	3,4	7,7	-4,3	54,7	57,5	-2,8	398,3	358,2	+40,1	10,5	9,6	+0,9	56,7	88,4	-31,7

<sup>1</sup> Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

<sup>2</sup> Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

<sup>3</sup> Y compris le Fonds des Routes (cf. Chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » de la partie statistique, *Bulletin d'Information et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique*, XLIII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

<sup>4</sup> Autres que les organismes monétaires.

VII. Japon			VIII. Australie, Nouvelle-Zélande, Rép. sud-africaine			IX. Pays à économie centralement planifiée			X. République du Zaïre, Rwanda, Burundi			XI. Autres pays			XII. Institutions européennes et internationales			XIII. Opérations non ventilées			Total		
Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
3,2	3,7	-0,5	3,3	4,7	-1,4	6,9	6,6	+0,3	7,7	21,6	-13,9	32,8	20,3	+12,5	...	...	...	2,5	0,1	+2,4	467,4	442,7	+24,7
...	...	...	...	...	...	0,2	...	+0,2	...	...	...	0,3	...	+0,3	...	...	...	...	...	...	13,4	3,7	+9,7
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	5,0	...	+5,0	5,0	...	+5,0
0,1	...	+0,1	0,1	...	+0,1	0,4	0,4	...	1,5	0,1	+1,4	0,4	1,1	-0,7	...	...	...	...	...	...	0,5	0,5	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	+0,2	...	0,1	-0,1	...	...	...	...	...	...	0,8	0,8	...
0,1	...	+0,1	0,1	...	+0,1	0,2	0,1	+0,1	0,4	0,1	+0,3	0,4	0,3	+0,1	...	...	...	...	...	...	9,3	8,4	+0,9
0,1	...	+0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,7	0,1	+0,6	0,7	0,9	-0,2	...	...	...	...	...	...	17,4	24,6	-7,2
...	...	...	0,3	0,1	+0,2	0,1	0,1	...	1,2	0,4	+0,8	1,1	1,8	-0,7	1,4	0,9	+0,5	5,9	2,2	+3,7	43,1	39,7	+3,4
...	...	...	...	...	...	0,1	...	+0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,1	+0,1	7,5	0,5	+7,0	...	...	...	10,5	9,9	+0,6
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	7,0	3,1	+3,9
0,3	0,1	+0,2	0,1	0,1	...	0,6	0,1	+0,5	4,1	1,5	+2,6	1,5	1,3	+0,2	...	...	...	0,1	0,1	...	44,4	42,6	+1,8
3,8	3,8	...	4,0	5,0	-1,0	8,6	7,4	+1,2	15,9	24,2	-8,3	37,4	25,9	+11,5	8,9	1,4	+7,5	13,5	2,4	+11,1	639,1	594,8	+44,3
...	...	...	0,1	0,1	...	...	0,1	-0,1	5,3	0,4	+4,9	0,6	0,9	-0,3	5,6	0,7	+4,9	...	...	...	15,4	8,8	+6,6
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,7	-1,7	...	0,6	-0,6	...	11,9	-11,9	...	...	...	0,7	15,4	-14,7
...	...	...	0,1	0,1	...	...	0,1	-0,1	5,3	2,1	+3,2	0,6	1,5	-0,9	5,6	12,6	-7,0	...	...	...	16,1	24,2	-8,1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,4	-0,4	...	...	...	...	1,8	-1,8
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	-0,1	...	...	...	3,5	1,6	+1,9
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	-0,2	...	...	...	...	...	...	...	0,3	-0,3
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	-0,2
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	-0,2	...	0,5	-0,5	...	...	...	3,5	3,9	-0,4
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,4	-0,4	...	...	...	0,3	2,7	-2,4
...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,8	0,2	+0,6	...	...	...	...	0,1	-0,1	...	...	...	1,4	1,1	+0,3
...	...	...	...	0,4	-0,4	...	...	...	...	...	...	...	0,2	-0,2	...	0,7	-0,7	...	0,1	-0,1	0,2	15,9	-15,7
...	0,1	-0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	1,6	-1,5	...	...	...	0,1	0,4	-0,3	1,0	8,8	-7,8
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,7	1,6	-0,9
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	-0,2	...	...	...	...	0,1	-0,1	0,5	3,2	-2,7
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	+0,1	...	...	...	...	...	...	1,3	...	+1,3
0,3	...	+0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	0,1	+0,1	0,6	...	+0,6	1,3	0,1	+1,2	17,8	1,9	+15,9
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,5	...
...	0,2	-0,2	...	...	...	...	0,1	-0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,3	-0,3	...	1,5	-1,5	0,3	2,1	-1,8
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
0,3	0,3	...	...	0,4	-0,4	...	0,1	-0,1	0,8	0,2	+0,6	0,4	2,1	-1,7	0,6	1,5	-0,9	1,4	2,2	-0,8	24,0	37,8	-13,8
0,9	...	+0,9	4,6	...	+4,6	...	0,9	-0,9	1,5	...	+1,5	...	8,5	-8,5	15,1	...	+15,1	...	8,8	-8,8	45,1	47,1	-2,0
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5,0	4,1	+0,9	8,7	5,5	+3,2	8,6	8,5	+0,1	23,5	26,5	-3,0	38,4	38,2	+0,2	30,2	16,0	+14,2	14,9	13,4	+1,5	727,8	707,8	+20,0

Tableau XIII.

(milliards de francs)

## Balance géographique des paiements de l'Union

	I. Etats-Unis			II. Canada			III. Royaume-Uni			IV. Pays membres de la C.E.E.			V. Espagne Grèce, Turquie			VI. Autres pays européens membres de l'O.C.D.E.		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>																		
1.1 Opérations sur marchandises :																		
1.11 Exportations et importations <sup>1</sup> .....	33,5	33,7	- 0,2	2,6	4,5	-1,9	20,7	44,8	-24,1	337,6	300,4	+37,2	8,1	4,1	+4,0	44,9	35,8	+ 9,1
1.12 Travail à façon .....	0,7	0,2	+ 0,5	...	...	...	0,6	0,2	+ 0,4	16,6	3,9	+12,7	...	...	...	0,4	0,4	...
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes) .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1.2 Or non monétaire .....	...	...	...	...	...	...	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	0,8	0,5	+ 0,3
1.3 Frets <sup>2</sup> .....	3,1	2,9	+ 0,2	0,2	0,4	-0,2	2,3	1,9	+ 0,4	13,8	10,3	+ 3,5	0,1	0,3	-0,2	2,1	2,7	- 0,6
1.4 Assurances pour le transport de marchandises <sup>2</sup> .....	0,2	0,2	...	...	...	...	0,2	0,3	- 0,1	0,2	0,3	- 0,1	...	...	...	0,1	0,1	...
1.5 Autres frais de transport .....	1,5	1,2	+ 0,3	0,1	...	+0,1	2,0	1,0	+ 1,0	3,5	5,3	- 1,8	0,2	0,3	-0,1	1,2	1,0	+ 0,2
1.6 Déplacements à l'étranger .....	4,1	3,0	+ 1,1	0,2	0,1	+0,1	1,6	1,1	+ 0,5	7,6	12,8	- 5,2	0,4	3,2	-2,8	2,7	6,6	- 3,9
1.7 Revenus d'investissements .....	11,1	9,3	+ 1,8	0,3	0,6	-0,3	4,8	5,5	- 0,7	17,7	14,2	+ 3,5	0,5	0,3	+0,2	4,1	9,8	- 5,7
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	0,4	0,9	- 0,5	0,1	0,1	...	0,7	0,5	+ 0,2	1,2	7,5	- 6,3	0,1	0,1	...	0,1	0,2	- 0,1
1.9 Autres :																		
1.91 Ouvriers frontaliers .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	7,8	3,6	+ 4,2	...	...	...	...	...	...
1.92 Autres .....	9,0	6,6	+ 2,4	0,2	0,2	...	3,1	3,8	- 0,7	19,9	19,7	+ 0,2	0,6	0,9	-0,3	3,6	5,4	- 1,8
<b>Total 1 ...</b>	<b>63,6</b>	<b>58,0</b>	<b>+ 5,6</b>	<b>3,7</b>	<b>5,9</b>	<b>-2,2</b>	<b>36,1</b>	<b>59,1</b>	<b>-23,0</b>	<b>425,9</b>	<b>378,0</b>	<b>+47,9</b>	<b>10,0</b>	<b>9,2</b>	<b>+0,8</b>	<b>60,0</b>	<b>62,5</b>	<b>- 2,5</b>
<b>2. Transferts :</b>																		
2.1 Transferts privés .....	2,0	0,9	+ 1,1	0,1	0,1	...	0,5	0,5	...	1,1	3,4	- 2,3	0,1	1,4	-1,3	0,7	1,2	- 0,5
2.2 Transferts de l'Etat .....	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	1,1	0,9	+ 0,2	...	...	...	0,1	...	+ 0,1
<b>Total 2 ...</b>	<b>2,1</b>	<b>0,9</b>	<b>+ 1,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>...</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>...</b>	<b>2,2</b>	<b>4,3</b>	<b>- 2,1</b>	<b>0,1</b>	<b>1,4</b>	<b>-1,3</b>	<b>0,8</b>	<b>1,2</b>	<b>- 0,4</b>
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>																		
3.1 Etat <sup>3</sup> :																		
3.11 Engagements :																		
3.111 Amortissements contract. ....	...	1,0	- 1,0	...	0,1	-0,1	...	...	...	...	0,4	- 0,4	...	...	...	...	0,1	- 0,1
3.112 Autres opérations .....	...	0,1	- 0,1	...	...	...	...	...	...	0,8	5,9	- 5,1	...	...	...	...	...	...
3.12 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...
3.2 Autres pouvoirs publics :																		
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total 3 ...</b>	<b>...</b>	<b>1,1</b>	<b>- 1,1</b>	<b>...</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>0,8</b>	<b>6,3</b>	<b>- 5,5</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>0,1</b>	<b>- 0,1</b>
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises <sup>4</sup> et particuliers :</b>																		
4.1 Organismes publics d'exploitation ...	...	0,2	- 0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,4	- 0,3
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public .....	...	0,7	- 0,7	...	...	...	...	...	...	0,1	0,3	- 0,2	...	...	...	...	0,3	- 0,3
4.3 Secteur privé :																		
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :																		
4.311 Valeurs mobilières (nettes) .....	...	7,6	- 7,6	0,1	...	+0,1	...	1,0	- 1,0	...	9,7	- 9,7	...	...	...	0,4	...	...
4.312 Investissements directs ...	0,7	0,2	+ 0,5	0,1	0,3	-0,2	...	0,8	- 0,8	2,3	7,0	- 4,7	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...
4.313 Immeubles .....	0,1	0,2	- 0,1	...	...	...	...	...	...	0,6	1,1	- 0,5	0,1	0,5	-0,4	0,1	0,2	- 0,1
4.314 Autres (nets) .....	1,7	...	+ 1,7	...	...	...	0,1	...	+ 0,1	...	1,9	- 1,9	...	0,5	-0,5	...	0,6	- 0,6
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :																		
4.321 Valeurs mobilières (nettes) .....	0,3	...	+ 0,3	...	...	...	0,5	...	+ 0,5	2,1	...	+ 2,1	...	...	...	2,0	...	+ 0,2
4.322 Investissements directs ...	9,9	0,2	+ 9,7	0,1	...	+0,1	0,9	1,0	- 0,1	6,4	0,4	+ 6,0	0,1	...	-0,1	0,1	0,1	...
4.323 Immeubles .....	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	0,1	0,1	...	0,4	0,3	+ 0,1	...	...	...	0,2	0,1	+ 0,1
4.324 Autres (nets) .....	...	0,1	- 0,1	...	...	...	...	0,3	- 0,3	...	0,9	- 0,9	...	...	...	...	0,3	- 0,3
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total 4 ...</b>	<b>12,8</b>	<b>9,2</b>	<b>+ 3,6</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>...</b>	<b>1,6</b>	<b>3,2</b>	<b>- 1,6</b>	<b>11,9</b>	<b>21,6</b>	<b>- 9,7</b>	<b>0,2</b>	<b>1,2</b>	<b>-1,0</b>	<b>3,0</b>	<b>2,1</b>	<b>+ 0,9</b>
<b>5. Règlements multilatéraux, erreurs et omissions (nets) .....</b>	<b>...</b>	<b>0,7</b>	<b>- 0,7</b>	<b>0,3</b>	<b>...</b>	<b>+0,3</b>	<b>13,6</b>	<b>...</b>	<b>+13,6</b>	<b>...</b>	<b>7,7</b>	<b>- 7,7</b>	<b>...</b>	<b>3,3</b>	<b>-3,3</b>	<b>...</b>	<b>20,4</b>	<b>-20,4</b>
<b>6. Total des recettes et des dépenses (1 à 5) dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ou au refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger .....</b>	<b>78,5</b>	<b>69,9</b>	<b>+ 8,6</b>	<b>4,4</b>	<b>6,4</b>	<b>-2,0</b>	<b>51,8</b>	<b>62,8</b>	<b>-11,0</b>	<b>440,8</b>	<b>417,9</b>	<b>+22,9</b>	<b>10,4</b>	<b>15,2</b>	<b>-4,8</b>	<b>63,8</b>	<b>86,3</b>	<b>-22,5</b>

<sup>1</sup> Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

<sup>2</sup> Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

<sup>3</sup> Y compris le Fonds des Routes (cf. Chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » de la partie statistique, *Bulletin d'Information et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique*, XLIII<sup>e</sup> année, vol. II, no 8, septembre 1968).

<sup>4</sup> Autres que les organismes monétaires.

VII. Japon			VIII. Australie, Nouvelle-Zélande, Rép. sud-africaine			IX. Pays à économie centralement planifiée			X. République du Zaïre, Rwanda, Burundi			XI. Autres pays			XII. Institutions européennes et internationales			XIII. Opérations non ventilées			Total		
Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
2,6	6,3	- 3,7	3,7	4,7	- 1,0	7,8	8,3	- 0,5	7,1	17,7	-10,6	33,5	20,8	+12,7	...	...	...	0,1	0,1	...	502,2	481,2	+21,0
...	...	...	0,1	...	+ 0,1	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	18,6	4,7	+13,9
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	- 0,3	...	...	...	...	...	...	6,4	...	+ 6,4	6,4	...	+ 6,4
0,2	0,2	...	0,1	...	+ 0,1	0,3	0,5	- 0,2	2,1	0,4	+ 1,7	0,6	1,5	- 0,9	...	...	...	...	...	...	24,9	21,1	+ 3,8
...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	+ 0,1	...	0,1	- 0,1	...	...	...	...	...	...	0,8	1,0	- 0,2
0,1	...	+ 0,1	0,1	...	+ 0,1	0,3	0,1	+ 0,2	0,5	0,2	+ 0,3	0,5	0,3	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	10,0	9,4	+ 0,6
...	...	...	0,1	0,1	...	...	0,2	- 0,2	0,8	0,1	+ 0,7	0,9	1,4	- 0,5	...	...	...	0,1	0,1	...	18,5	28,7	-10,2
0,1	0,1	...	0,3	0,2	+ 0,1	0,2	0,2	...	0,7	0,3	+ 0,4	2,0	2,4	- 0,4	1,1	0,9	+ 0,2	6,2	1,1	+ 5,1	49,1	44,9	+ 4,2
...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	0,2	0,1	+ 0,1	0,3	0,2	+ 0,1	10,2	0,3	+ 9,9	...	...	...	13,4	10,0	+ 3,4
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	7,8	3,6	+ 4,2
0,4	0,1	+ 0,3	0,2	0,2	...	0,6	0,1	+ 0,5	3,7	2,2	+ 1,5	1,6	1,4	+ 0,2	...	...	...	0,1	0,1	...	43,0	40,7	+ 2,3
3,4	6,7	- 3,3	4,6	5,2	- 0,6	9,4	9,5	- 0,1	15,2	21,3	- 6,1	39,5	28,1	+11,4	11,3	1,2	+10,1	12,9	1,4	+11,5	695,6	646,1	+49,5
...	...	...	0,1	0,1	...	...	0,2	- 0,2	6,1	0,4	+ 5,7	0,5	1,0	- 0,5	5,6	0,8	+ 4,8	...	...	...	16,8	10,0	+ 6,8
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,2	- 2,2	...	0,7	- 0,7	...	12,3	-12,3	...	...	...	1,3	16,1	-14,8
...	...	...	0,1	0,1	...	...	0,2	- 0,2	6,1	2,6	+ 3,5	0,5	1,7	- 1,2	5,6	13,1	- 7,5	...	...	...	18,1	26,1	- 8,0
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,4	- 0,4	...	...	...	...	2,0	- 2,0
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,0	3,6	- 2,6	...	...	...	1,8	9,6	- 7,8
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,7	- 0,7	...	0,5	- 0,5	...	...	...	0,1	1,3	- 1,2
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,7	- 0,7	1,0	4,5	- 3,5	...	...	...	1,9	12,9	-11,0
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,6	- 0,5
...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,8	0,8	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,9	2,1	- 1,2
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	0,6	- 0,6	...	...	...	0,1	...	+ 0,1	...	0,3	- 0,3	...	5,0	- 5,0	...	...	...	0,6	24,2	-23,6
...	0,3	- 0,3	...	...	...	0,1	...	+ 0,1	...	0,1	- 0,1	0,2	0,7	- 0,5	...	0,1	- 0,1	0,3	3,0	- 2,7	3,9	12,7	- 8,8
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	- 0,1	...	...	...	...	...	...	0,9	2,1	- 1,2
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	- 0,2	...	...	...	0,1	...	+ 0,1	1,9	3,2	- 1,3
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
0,1	...	+ 0,1	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	5,1	...	+ 5,1
...	...	...	...	...	...	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	0,6	...	+ 0,6	2,1	0,1	+ 2,0	3,5	0,1	+ 3,4	23,8	2,0	+21,8
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,8	0,5	+ 0,3
...	...	...	...	...	...	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	0,2	...	+ 0,2	1,4	...	+ 1,4	1,7	1,6	+ 0,1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
0,1	0,3	- 0,2	0,1	0,6	- 0,5	0,3	...	+ 0,3	0,9	0,9	...	0,9	1,3	- 0,4	2,3	5,2	- 2,9	5,3	3,1	+ 2,2	39,7	49,0	- 9,3
2,8	...	+ 2,8	4,5	...	+ 4,5	2,8	...	+ 2,8	5,9	...	+ 5,9	...	2,7	- 2,7	19,2	...	+19,2	...	13,1	-13,1	49,1	47,9	+ 1,2
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6,3	7,0	- 0,7	9,3	5,9	+ 3,4	12,5	9,7	+ 2,8	28,1	24,8	+ 3,3	40,9	34,5	+ 6,4	39,4	24,0	+15,4	18,2	17,6	+ 0,6	804,4	782,0	+22,4

## SECTION 4

## PRESENTATION DES DONNEES SUIVANT LE SCHEMA UNIFIE O.C.D.E.-F.M.I.

(milliards de francs)

	1966		1967		1968		1969		1970		1971		Réconciliation avec les tableaux précédents																		
	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit																			
<b>A. Biens et services (1 à 8)</b>																															
1. Marchandises :																															
1.1 Exportations et importations .....	266,4	283,0	283,3	287,2	318,6	330,7	388,1	392,7	467,4	442,7	502,2	481,2	III 1.11																		
1.2 Autres opérat. sur marchand. (solde)	12,4	—	12,4	—	11,4	—	13,8	—	14,7	—	20,3	—	III 1.12 et 1.13																		
2. Or non monétaire (net) .....	—	1,5	—	2,4	—	1,3	—	0,4	—	—	0,1	—	II 1.2																		
3. Frets et assurances sur les transports internationaux de marchandises :																															
3.1 Frets .....	12,1	12,3	13,8	12,2	15,4	14,2	17,3	16,6	20,3	18,8	24,9	21,1	IV 1.3																		
3.2 Assurances .....	0,5	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	1,0	IV 1.4																		
4. Autres transports :																															
4.1 Transports de voyageurs .....	6,0	4,6	6,6	5,2	6,9	5,7	7,6	6,9	9,3	8,4	10,0	9,4	IV 1.5																		
4.2 Transports divers .....																															
5. Tourisme et voyages .....	11,5	16,0	12,1	18,5	13,7	19,9	15,8	22,7	17,4	24,6	18,5	28,7	IV 1.6																		
6. Revenus d'investissements :																															
6.1 Revenus d'investis. directs privés ...	15,2	14,1	16,4	15,2	19,8	18,1	27,6	26,8	43,1	39,7	49,1	44,9	IV 1.7																		
6.2 Autres revenus d'investis. privés ...																															
6.3 Autres revenus d'investis. publics ...																															
7. Transactions gouvernement. non compri- ses ailleurs :																															
7.1 Militaires .....	6,3	6,1	9,8	6,1	10,6	7,3	9,5	8,4	10,5	9,9	13,4	10,0	IV 1.8																		
7.2 Autres .....																															
8. Autres services :																															
8.1 Assurances autres que sur marchand.	2,4	2,8	3,0	3,1	3,8	3,6	3,1	4,3	3,8	4,8	4,4	5,5	VI																		
8.2 Revenus du travail .....	5,4	1,4	5,9	1,6	6,0	1,8	7,2	2,7	7,0	3,1	7,8	3,6	VI																		
8.3 Services divers .....	19,6	18,3	22,2	20,7	24,9	23,5	29,4	27,8	40,6	37,8	38,6	35,2	VI																		
<b>B. Transferts (9 et 10)</b>																															
9. Secteur privé :																															
9.1 Remises d'émigrants .....	7,3	5,5	8,0	6,3	10,4	6,6	14,2	8,4	15,4	8,8	16,8	10,0	VII 2.1																		
9.2 Autres transferts privés .....																															
10. Etat .....	0,3	3,8	0,3	5,5	0,4	7,8	0,5	12,6	0,7	15,4	1,3	16,1	VII 2.2																		
	Avoirs	Enga- gements	Non ventilé	Avoirs	Enga- gements	Non ventilé	Avoirs	Enga- gements	Non ventilé	Réconciliation avec les tableaux précédents																					
	Crédit	Débit	Crédit	Crédit	Débit	Crédit	Crédit	Débit	Crédit																						
<b>C. Capitaux et or monétaire (11 à 16)</b>																															
11. Capitaux privés à long terme (y compris la totalité des investissements directs) :																															
11.1 Investissements directs .....	1,6	2,0	10,0	3,0	2,4	5,0	13,4	1,9	2,4	5,0	15,0	2,5	4,5	5,2	15,0	1,2	1,0	8,8	17,8	1,9	3,9	12,7	23,8	2,0	II 4.312 et 4.322						
11.2 Autres actions ordinaires .....	...	6,5	...	0,2	...	5,3	2,8	...	...	13,4	...	0,5	...	15,0	...	1,1	...	15,7	1,3	...	...	23,6	5,1	...	II 4.311 et 4.321						
11.3 Autres valeurs mobilières .....																															
11.4 Autres crédits commerciaux .....																															
11.5 Autres avoirs et engagements ...	0,5	2,5	3,2	1,4	0,6	1,8	2,0	4,2	3,2	0,3	2,2	1,9	1,0	1,6	...	3,9	2,1	17,3	1,6	...	0,7	4,3	1,4	4,8	...	0,9	3,4	1,1	2,4	...	II 4.313-14-23-

12. Capitaux prêts à court terme (autres que les investissements directs) :																										
12.1 Crédits commerciaux .....	1,1	...	—	—	...	2,7	—	—	0,8	...	—	—	...	2,8	—	—	...	4,8	—	—	3,0	...	—	—	II 6.1	
12.2 Autres avoirs et engagements .....	...	...	1,0	0,7	...	...	1,5	0,9	...	...	1,5	1,6	...	...	0,9	1,2	...	...	0,8	1,3	...	...	0,8	0,8	X	
13. Autorités locales :																										
13.1 Avoirs et engagements à long terme .....	...	...	...	...	...	...	...	0,5	...	...	...	0,2	...	...	...	0,2	...	...	...	0,2	...	...	...	...	VIII	
13.2 Avoirs et engagements à court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	VIII	
14. Etat :																										
14.1 Emissions et remboursements à long terme à l'étranger .....	—	—	3,3	7,1	—	—	2,3	6,5	—	—	2,5	3,4	—	—	2,8	3,4	—	—	0,4	3,3	—	—	0,4	5,0	VIII	
14.2 Autres valeurs mobil. à long terme .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
14.3 Prêts à long terme entre Etats ...	0,1	0,1	—	—	0,1	0,2	—	—	...	0,3	—	—	...	0,4	—	—	...	0,3	—	—	0,1	0,8	—	—	VIII	
14.4 Autres prêts à long terme .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
14.5 Autres avoirs et engag. à long terme .....	—	0,3	—	—	—	0,3	—	—	—	...	—	—	—	...	0,7	—	—	—	...	—	—	0,5	—	—	VIII	
14.6 Avoirs et engagements à court terme .....	...	...	1,7	0,1	...	...	0,5	2,2	...	...	0,6	2,6	...	...	0,2	0,4	...	...	3,1	0,1	...	...	1,4	6,6	VIII	
15. Institutions monétaires centrales :																										
15.1 Position au F.M.I. ....	...	3,0	...	...	2,0	...	...	...	1,3	...	...	...	7,3	...	...	...	...	18,6	0,1	...	...	17,0	...	...	XI A 1.2 et B 1.1	
15.2 Or .....	1,7	...	—	—	2,2	...	—	—	...	2,2	—	—	0,2	...	—	—	2,5	...	—	—	...	3,7	—	—	XI A 1.1	
15.3 Autres avoirs librement utilisables .	0,5	...	—	—	...	16,2	—	—	20,9	...	—	—	0,1	17,1	—	—	...	3,6	—	—	4,6	...	—	—	XI A 1.6	
15.4 Autres réserves .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
15.5 Engag. envers des instit. officielles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	...	—	—	—	—	...	0,3	—	—	—	—	2,5	...	XI B 1.2	
15.6 Autres prêts à long terme .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
15.7 Autres prêts à court terme .....	...	0,9	—	—	...	0,4	—	—	...	6,2	—	—	4,4	...	—	—	7,9	...	—	—	...	3,9	—	—	XI A 1.4	
15.8 Autres avoirs et engagements à l'égard de l'étranger .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	XI A 1.3 et 1.5 B 1.3	
16. Autres institutions monétaires :																										
16.1 Or .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
16.2 Autres avoirs librement utilisables .	...	16,9	—	—	...	11,6	—	—	...	34,9	—	—	...	56,3	—	—	0,7	55,0	—	—	1,1	87,9	—	—	XI A 3.3	
16.3 Engag. envers des instit. officielles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
16.4 Autres prêts à long terme .....	...	1,9	—	—	...	2,6	—	—	0,2	11,0	—	—	...	15,6	—	—	...	86,2	—	—	0,3	41,3	—	—	XI A 2 et A 3.2	
16.5 Autres prêts à court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...		
16.6 Autres avoirs et engagements à l'égard de l'étranger .....	...	0,3	27,2	1,1	...	1,3	18,4	0,1	...	4,7	40,4	0,5	0,4	...	62,0	0,2	...	9,2	145,9	...	...	17,9	138,6	0,8	XI A 3.1 B 2 et B 3	

	Crédit	Débit											
<b>D. Récapitulation (17 à 24)</b>													
17. Biens et services (1 à 8) .....	357,8	360,7	386,0	372,7	431,6	426,6	520,0	510,0	634,9	590,6	690,1	640,6	
18. Transferts (9 et 10) .....	7,6	9,3	8,3	11,8	10,8	14,4	14,7	21,0	16,1	24,2	18,1	26,1	
19. Avoirs sur l'étranger et or mon. (11 à 16, à l'actif) .....	—	28,9	—	39,1	—	51,7	—	94,4	—	193,7	—	198,8	
20. Engag. envers l'étr. (11 à 16, au passif)	32,8	—	27,8	—	48,4	—	88,6	—	159,5	—	156,1	—	
20bis. Non ventilé .....	0,6	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
21. Corrections apport. à la ventil. régionale	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
22. Règlements multilatéraux .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
23. Solde de l'ensemble des opérations comptables (17 à 22) .....	...	0,1	...	1,2	...	1,9	...	2,1	2,0	...	...	1,2	
24. Erreurs et omissions, nettes .....	0,1	...	1,2	...	1,9	...	2,1	...	...	2,0	1,2	...	



**STATISTIQUES**

**LEGISLATION ECONOMIQUE**

**BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES  
ECONOMIQUES ET FINANCIERS  
INTERESSANT LA BELGIQUE**

# STATISTIQUES

## TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
<b>I. — Population et comptes nationaux.</b>			
1. Population .....	I - 1		
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production .....	I - 2		
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité .....	I - 3		
4. Affectation du produit national :			
a) Estimations à prix courants .....	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1963 .....	I - 4b		
<b>II. — Emploi et chômage.</b>			
Demandes et offres d'emploi .....	II		
<b>III. — Agriculture et pêche.</b>			
1. Production agricole .....	III - 1		
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges .....	III - 2		
<b>IV. — Industrie.</b>			
1. Indices généraux de la production industrielle .....	IV - 1		
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs) .....	IV - 2		
3. Energie .....	IV - 3		
4. Métallurgie .....	IV - 4		
5. Construction .....	IV - 5		
6. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. ....	IV - 6		
<b>V. — Services.</b>			
1. Transports :			
a) Activité de la S.N.C.B. et de la Sabena .....	V - 1a		
b) Navigation maritime .....	V - 1b		
c) Navigation intérieure .....	V - 1c		
2. Tourisme .....	V - 2		
3. Commerce intérieur :			
a) Indices des ventes .....	V - 3a		
b) Ventes à tempérament .....	V - 3b		
4. Activité des chambres de compensation .....	V - 4		
<b>VI. — Revenus.</b>			
1. Rémunérations des ouvriers .....	VI - 1		
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie .....	VI - 2		
<b>VII. — Prix et indices des prix.</b>			
1. Prix de gros mondiaux .....	VII - 1		
2. Indices des prix de gros mondiaux .....	VII - 2		
3. Indices des prix de gros en Belgique .....	VII - 3		
4. Indices des prix à la consommation en Belgique :			
a) Base 1966 = 100 .....	VII - 4a		
b) Base 1971 = 100 .....	VII - 4b		
<b>VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.</b>			
1. Tableau général .....	VIII - 1		
2. Exportations selon la nature des produits .....	VIII - 2		
3. Importations selon l'usage des produits .....	VIII - 3		
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes .....	VIII - 4a		
b) Indices du volume .....	VIII - 4b		
5. Orientation géographique .....	VIII - 5		
<b>IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.</b>			
1. Chiffres annuels .....	IX - 1		
2. Soldes trimestriels .....	IX - 2		
3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés .....	IX - 3		
<b>X. — Marché des changes.</b>			
1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles .....	X - 1		
2. Parités ou taux centraux du franc belge et des monnaies cotées en bourse de Bruxelles .....	X - 2		
3. Cours d'intervention appliqués par les banques centrales des pays membres de la C.E.E. ....	X - 3		
<b>XI. — Finances publiques.</b>			
1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires .....	XI - 1		
2. Impasse de trésorerie et son financement .....	XI - 2		
3. Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture .....	XI - 3		
4. Recettes fiscales (par exercice) .....	XI - 4		
5. Détail des recettes fiscales .....	XI - 5		
6. Recettes fiscales sans distinction d'exercice .....	XI - 6		
<b>XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.</b>			
1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1968 .....	XII - 1a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1969 .....	XII - 1b		
2. Mouvements des créances et des dettes en 1969 .....	XII - 2		
3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1968 (totaux sectoriels) .....	XII - 3a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1969 (totaux sectoriels) .....	XII - 3b		
4. Mouvements des créances et des dettes en 1969 (totaux sectoriels) .....	XII - 4		
<b>XIII. — Organismes monétaires.</b>			
1. Bilans intégrés des organismes monétaires .....	XIII - 1		
2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :			
a) Banque Nationale de Belgique .....	XIII - 2a		
b) Organismes publics monétaires .....	XIII - 2b		
c) Banques de dépôts .....	XIII - 2c		
d) Ensemble des organismes monétaires .....	XIII - 2d		
3. Origines des variations du stock monétaire .....	XIII - 3		
4. Stock monétaire .....	XIII - 4		
5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5		
6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :			
— Destination économique apparente .....	XIII - 6		
— Forme et localisation .....	XIII - 7		
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique .....	XIII - 8		

Numéros  
des tableaux

Numéros  
des tableaux

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger .....	<b>XIII - 9</b>
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique .....	<b>XIII - 10</b>
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique .....	<b>XIII - 10</b>
11. Comptes de chèques postaux .....	<b>XIII - 11</b>
12. Situation globale des banques .....	<b>XIII - 12</b>
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux .....	<b>XIII - 13</b>

**XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.**

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	<b>XIV - 4</b>
5. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts .....	<b>XIV - 5a</b>
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne .....	<b>XIV - 5b</b>
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite .....	<b>XIV - 5c</b>
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie .....	<b>XIV - 5d</b>
6. Caisses d'épargne privées .....	<b>XIV - 6</b>
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie .....	<b>XIV - 7</b>
8. Crédit Communal de Belgique .....	<b>XIV - 8</b>
9. Compagnies d'assurances sur la vie .....	<b>XIV - 9</b>

**XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers et des entreprises disponibles à l'intérieur du pays** .....

**XV**

**XVI. — Emissions et dettes du secteur public.**

1. Emissions en francs belges à plus d'un an .....	<b>XVI - 1</b>
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public .....	<b>XVI - 2</b>
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle .....	<b>XVI - 3a</b>
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds .....	<b>XVI - 3b</b>
4. Recensement des dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs .....	<b>XVI - 4a</b>
b) Ventilation par détenteurs .....	<b>XVI - 4b</b>

**XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers.**

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières .....	<b>XVII - 1</b>
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels .....	<b>XVII - 2</b>
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés .....	<b>XVII - 3</b>
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels .....	<b>XVII - 4</b>
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels .....	<b>XVII - 5</b>
6. Encours utilisés des crédits aux entreprises et particuliers .....	<b>XVII - 6</b>
7. Inscriptions hypothécaires .....	<b>XVII - 7</b>

**XVIII. — Marché monétaire.**

1. Marché de l'argent au jour le jour .....	<b>XVIII - 1</b>
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires .....	<b>XVIII - 2</b>
3. Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique .....	<b>XVIII - 3</b>

**XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.**

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique .....	<b>XIX - 1</b>
2. Taux de l'argent au jour le jour .....	<b>XIX - 2</b>
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes .....	<b>XIX - 3</b>
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques ..	<b>XIX - 4</b>
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite .....	<b>XIX - 5</b>
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles .....	<b>XIX - 6</b>
7. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit .....	<b>XIX - 7</b>

**XX. — Banques d'émission étrangères.**

1. Taux d'escompte .....	<b>XX - 1</b>
2. Banque de France .....	<b>XX - 2</b>
3. Bank of England .....	<b>XX - 3</b>
4. Federal Reserve Banks .....	<b>XX - 4</b>
5. De Nederlandsche Bank .....	<b>XX - 5</b>
6. Banca d'Italia (ancienne et nouvelle présentation) ...	<b>XX - 6</b>
7. Deutsche Bundesbank (ancienne et nouvelle présentation) .....	<b>XX - 7</b>
8. Banque Nationale Suisse .....	<b>XX - 8</b>
9. Banque des Règlements Internationaux .....	<b>XX - 9</b>

**Liste des graphiques.**

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses .....	<b>I - 4</b>
Demandes et offres d'emploi .....	<b>II</b>
Résultats des enquêtes de la conjoncture .....	<b>IV - 0</b>
Indices de la production industrielle .....	<b>IV - 2</b>
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. ....	<b>IV - 6</b>
Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée .....	<b>VI - 1</b>
Indices des prix de gros en Belgique .....	<b>VII - 3</b>
Indices des prix à la consommation en Belgique .....	<b>VII - 4</b>
Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ....	<b>VIII</b>
Recettes fiscales sans distinction d'exercice .....	<b>XI - 6</b>
Stock monétaire et liquidités quasi monétaires .....	<b>XIII - 3</b>
Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux (Fréquences d'utilisation) .....	<b>XIII - 13</b>
CGER — Mouvements des dépôts .....	<b>XIV - 5a</b>
Indices des cours des actions au comptant .....	<b>XVII - 1</b>

## PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

<b>A.M.E.</b>	Accord Monétaire Européen.
<b>B.I.R.D.</b>	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
<b>B.I.T.</b>	Bureau International du Travail.
<b>B.N.B.</b>	Banque Nationale de Belgique.
<b>B.R.I.</b>	Banque des Règlements Internationaux.
<b>C.A.D.G.</b>	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
<b>C.E.C.A.</b>	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
<b>C.E.E.</b>	Communauté Economique Européenne.
<b>CGER</b>	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
<b>C.N.C.P.</b>	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
<b>D.U.L.B.E.A.</b>	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
<b>FABRIMETAL</b>	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
<b>F.A.O.</b>	Food and Agricultural Organization.
<b>FEBELTEX</b>	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
<b>F.I.B.</b>	Fédération des Industries Belges.
<b>F.M.I.</b>	Fonds Monétaire International.
<b>I.N.C.A.</b>	Institut National de Crédit Agricole.
<b>I.N.S.</b>	Institut National de Statistique.
<b>I.R.E.S.</b>	Institut de Recherches économiques.
<b>I.R.G.</b>	Institut de Réescompte et de Garantie.
<b>M.A.E.</b>	Ministère des Affaires Economiques.
<b>O.C.P.</b>	Office des Chèques Postaux.
<b>O.C.D.E.</b>	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
<b>O.C.P.E.</b>	Office Central de la Petite Epargne.
<b>O.N.D.</b>	Office National du Ducroire.
<b>ONEM</b>	Office National de l'Emploi.
<b>O.N.S.S.</b>	Office National de Sécurité Sociale.
<b>O.N.U.</b>	Organisation des Nations Unies.
<b>R.T.B.</b>	Radiodiffusion-Télévision Belge.
<b>R.T.T.</b>	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
<b>SABENA</b>	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
<b>S.N.C.B.</b>	Société Nationale des Chemins de fer belges
<b>S.N.C.I.</b>	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
<b>S.N.D.E.</b>	Société Nationale des Distributions d'Eau.
<b>S.N.L.</b>	Société Nationale du Logement.
<b>U.E.B.L.</b>	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
<b>U.E.P.</b>	Union Européenne de Paiements.

## SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
(e)	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m	pour mémoire.

### **COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES**

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1, 2 et 4 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

## I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

### 1. — POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
				(à fin d'année)				
Population totale .....	9.328	9.428	9.499	9.556	9.606	9.632	9.660	9.691
Population en âge de travailler (15 à 65 ans) .....	5.948	5.996	6.022	6.039	6.058	6.071	6.088	6.109
dont : Hommes .....	2.950	2.984	2.998	3.007	3.016	3.023	3.032	3.045
Femmes .....	2.998	3.012	3.024	3.032	3.042	3.048	3.056	3.064
				(estimations à fin juin)				
Population active <sup>1</sup> :	3.611	3.652	3.672	3.691	3.698	3.715	3.761	3.814
dont : Agriculture .....	263	249	230	216	209	201	191	181
Industries extractives .....	100	102	94	83	74	67	60	52
Industries manufacturières .....	1.232	1.258	1.256	1.253	1.220	1.202	1.236	1.264
Bâtiments et construction .....	285	290	293	296	304	304	307	311
Transports .....	259	262	263	266	263	268	272	282
Commerce, banques, assurances et services .....	1.352	1.379	1.412	1.452	1.483	1.510	1.554	1.594
Chômeurs complets <sup>2</sup> .....	62	55	63	67	92	110	88	76
Ouvriers frontaliers .....	58	57	61	58	53	53	53	54

<sup>1</sup> Non compris les forces armées.

<sup>2</sup> Comprend les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

## I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1. Rémunération des salariés <sup>1</sup> :							
a) Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale .....	210,9	230,1	255,9	269,7	285,8	320,6	371,3
b) Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale .....	16,6	18,4	19,8	20,7	22,6	24,4	24,1
c) Contribution des employeurs à la sécurité sociale .....	43,1	49,8	52,6	59,3	63,2	68,1	84,2
d) Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale .....	82,5	92,9	104,0	113,8	121,9	133,4	142,7
e) Corrections et compléments .....	19,4	21,1	19,0	18,7	17,4	20,2	20,5
<b>Total ...</b>	<b>372,5</b>	<b>412,3</b>	<b>451,3</b>	<b>482,2</b>	<b>510,9</b>	<b>566,7</b>	<b>642,8</b>
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :							
a) Agriculture, horticulture et sylviculture <sup>1</sup> ...	29,1	31,2	28,8	29,3	32,2	37,1	33,3
b) Professions libérales <sup>1</sup> .....	16,7	22,0	22,7	24,3	26,6	28,6	31,3
c) Commerçants et artisans indépendants <sup>1</sup> ...	100,8	104,9	110,2	114,4	121,1	127,4	134,9
d) Revenu des sociétés de personnes <sup>2</sup> .....	8,3	8,6	8,2	8,3	8,8	10,5	11,9
e) Ajustement statistique .....	-0,9	0,2	-0,1	...	-2,0	-2,0	-2,0
<b>Total ...</b>	<b>154,0</b>	<b>166,9</b>	<b>169,8</b>	<b>176,3</b>	<b>186,7</b>	<b>201,6</b>	<b>209,4</b>
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers <sup>1</sup> :							
a) Intérêts .....	28,5	31,3	34,7	38,3	42,0	50,0	57,7
b) Loyers (réellement perçus ou imputés) .....	32,5	34,2	37,0	38,2	39,7	41,0	42,1
c) Dividendes, tantièmes, dons .....	15,0	17,0	18,3	18,6	22,1	27,3	35,7
<b>Total ...</b>	<b>76,0</b>	<b>82,5</b>	<b>90,0</b>	<b>95,1</b>	<b>103,8</b>	<b>118,3</b>	<b>135,5</b>
4. Bénéfices non distribués des sociétés <sup>2</sup> .....	16,7	17,0	11,9	16,3	21,2	27,3	32,6
5. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques .....	14,1	17,0	18,1	18,8	21,0	25,9	30,3
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat .....	6,8	5,3	4,7	8,3	7,0	7,7	10,5
7. Intérêt de la dette publique .....	-22,5	-24,3	-26,2	-28,9	-31,7	-37,7	-43,2
<b>Revenu national net au coût des facteurs .....</b>	<b>617,6</b>	<b>676,7</b>	<b>719,6</b>	<b>768,1</b>	<b>818,9</b>	<b>909,8</b>	<b>1.017,9</b>
8. Amortissements .....	74,3	80,0	86,4	92,6	98,6	109,1	120,3
<b>Revenu national brut au coût des facteurs .....</b>	<b>691,9</b>	<b>756,7</b>	<b>806,0</b>	<b>860,7</b>	<b>917,5</b>	<b>1.018,9</b>	<b>1.138,2</b>
9. Impôts indirects .....	94,1	101,9	119,2	130,0	137,4	152,1	163,3
10. Subventions .....	-7,7	-9,7	-12,3	-12,7	-15,5	-18,8	-16,6
<b>Produit national brut aux prix du marché .....</b>	<b>778,3</b>	<b>848,9</b>	<b>912,9</b>	<b>978,0</b>	<b>1.039,4</b>	<b>1.152,2</b>	<b>1.284,9</b>

<sup>1</sup> Avant taxation.

<sup>2</sup> Après taxation.

## I - 3. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHE, PAR BRANCHE D'ACTIVITE

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

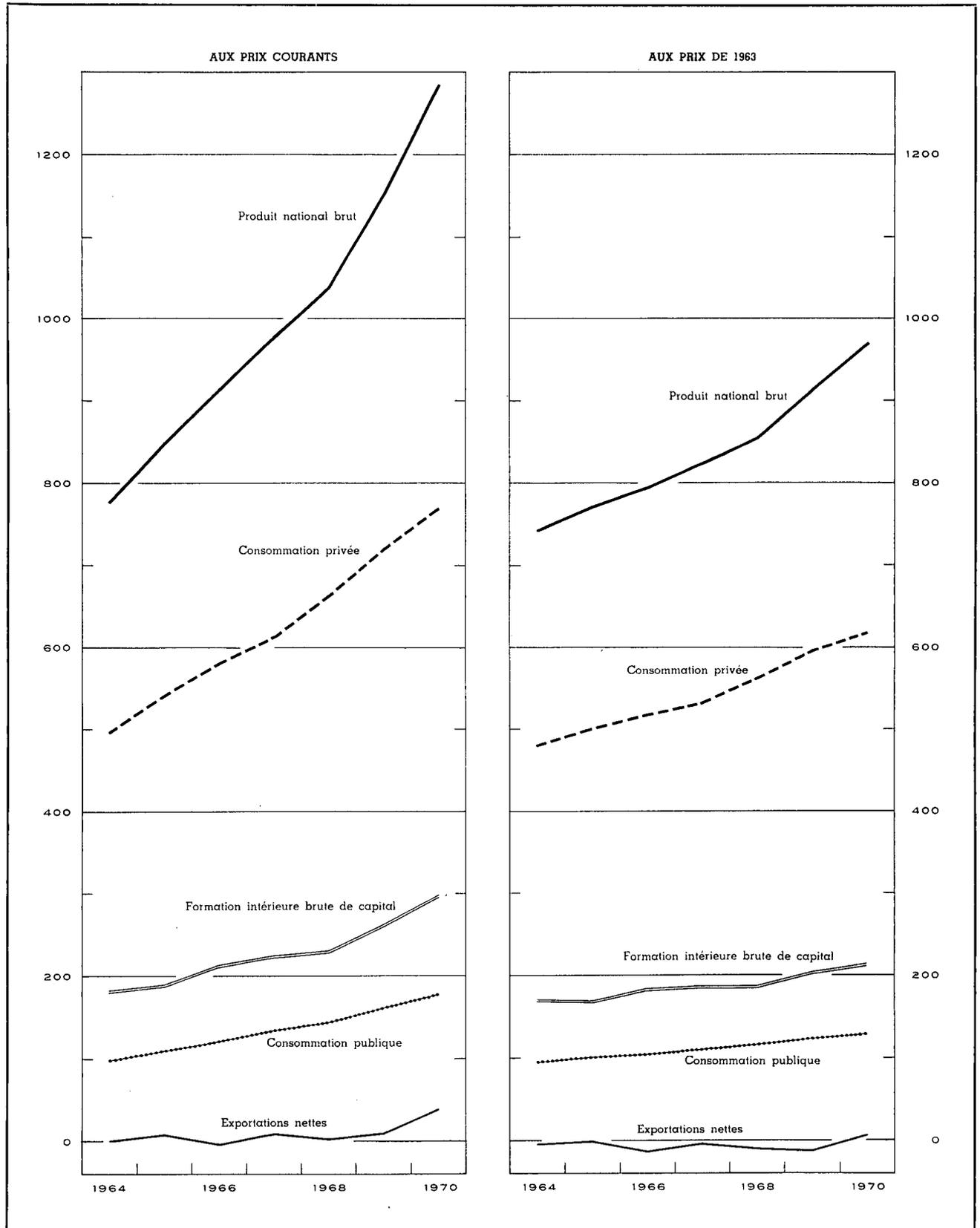
Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1. Agriculture, sylviculture et pêche .....	43,0	45,4	43,4	44,7	47,9	53,3	49,6
2. Industries extractives .....	16,5	15,2	13,2	12,2	11,2	11,0	11,0
3. Industries manufacturières :							
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac .....	46,7	49,5	53,5	58,8	64,4	69,9	76,7
b) Textiles .....	21,3	21,1	24,0	22,2	23,8	26,6	26,7
c) Vêtements et chaussures .....	10,7	11,7	12,5	12,6	12,5	14,0	14,6
d) Bois et meubles .....	10,6	11,3	13,6	14,6	15,5	17,0	18,2
e) Papier, impression, édition .....	12,5	13,3	14,8	15,9	17,1	19,4	21,4
f) Industrie chimique et activités connexes .....	19,7	21,0	22,5	23,4	27,2	29,5	30,7
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment .....	14,7	14,8	15,5	16,5	16,6	18,7	20,8
h) Fer, acier et métaux non ferreux .....	21,5	23,0	23,7	25,1	26,9	38,1	45,4
i) Fabrications métalliques et constructions navales .....	62,4	68,5	89,9	92,4	95,9	112,8	131,8
j) Industries non dénommées ailleurs .....	20,4	22,2	8,8	9,4	10,8	12,7	13,4
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>240,5</i>	<i>256,4</i>	<i>278,8</i>	<i>290,9</i>	<i>310,7</i>	<i>358,7</i>	<i>399,7</i>
4. Construction .....	54,4	57,9	62,5	68,9	66,9	71,9	86,3
5. Electricité, gaz et eau .....	16,7	18,3	20,7	22,5	25,3	29,0	31,5
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'ha- bitation :							
a) Commerce .....	128,3	142,9	158,4	172,4	181,7	199,5	218,4
b) Services financiers et assurances .....	21,8	24,0	27,1	30,1	33,9	39,1	42,8
c) Immeubles d'habitation .....	42,8	45,7	49,7	51,6	53,5	55,8	57,9
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>192,9</i>	<i>212,6</i>	<i>235,2</i>	<i>254,1</i>	<i>269,1</i>	<i>294,4</i>	<i>319,1</i>
7. Transports et communications .....	53,2	57,8	63,5	67,6	76,1	83,1	92,8
8. Services .....	161,2	183,9	198,8	216,9	234,3	256,4	285,5
9. Corrections .....	- 5,0	- 5,4	- 10,0	- 7,2	- 10,2	- 13,8	- 1,1
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché .....</b>	<b>773,4</b>	<b>842,1</b>	<b>906,1</b>	<b>970,6</b>	<b>1.031,3</b>	<b>1.144,0</b>	<b>1.274,4</b>
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de pro- duction dus par le reste du monde .....	4,9	6,8	6,8	7,4	8,1	8,2	10,5
<b>Produit national brut aux prix du marché .....</b>	<b>778,3</b>	<b>848,9</b>	<b>912,9</b>	<b>978,0</b>	<b>1.039,4</b>	<b>1.152,2</b>	<b>1.284,9</b>

### I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
<b>1. Consommation privée :</b>							
a) Produits alimentaires .....	127,7	138,2	147,0	154,3	161,1	173,0	186,7
b) Boissons et tabac .....	36,1	39,1	40,8	45,1	48,4	51,5	56,4
c) Vêtements et effets personnels .....	47,6	51,1	54,4	54,8	58,6	65,5	69,8
d) Loyers, taxes, eau .....	53,3	57,0	61,6	64,3	66,9	69,9	73,3
e) Chauffage et éclairage .....	24,8	27,6	28,2	29,9	33,1	34,9	38,5
f) Articles ménagers durables .....	44,5	48,3	51,8	52,7	58,0	65,9	72,2
g) Entretien de la maison .....	23,4	25,7	27,7	29,8	32,4	35,1	37,3
h) Soins personnels et hygiène .....	30,4	38,0	40,7	44,9	49,6	54,0	61,0
i) Transports et communications .....	47,6	51,8	57,3	61,2	67,0	73,8	78,2
j) Loisirs .....	41,2	44,4	46,8	51,9	54,7	59,3	66,2
k) Autres dépenses et ajustement statistique ...	20,3	19,7	25,1	23,8	32,6	37,3	29,6
<i>Total ...</i>	<b>496,9</b>	<b>540,9</b>	<b>581,4</b>	<b>612,7</b>	<b>662,4</b>	<b>720,2</b>	<b>769,2</b>
<b>2. Consommation publique :</b>							
a) Rémunérations et pensions .....	67,4	77,1	86,0	94,0	101,2	112,5	126,4
b) Biens et services .....	26,2	27,1	28,3	31,6	35,3	39,5	42,0
c) Loyer net imputé ou payé .....	3,8	4,3	4,5	5,1	5,8	6,2	7,1
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics .....	1,5	1,7	1,9	2,1	2,2	2,5	2,8
<i>Total ...</i>	<b>98,9</b>	<b>110,2</b>	<b>120,7</b>	<b>132,8</b>	<b>144,5</b>	<b>160,7</b>	<b>178,3</b>
<b>3. Formation intérieure brute de capital :</b>							
a) Agriculture, sylviculture et pêche .....	4,9	5,3	6,0	5,7	6,3	6,8	7,2
b) Industries extractives .....	2,0	2,0	1,7	1,6	1,9	2,1	2,1
c) Industries manufacturières .....	40,7	46,3	54,3	54,0	49,2	57,7	65,7
d) Construction .....	5,1	5,5	6,5	6,9	6,5	6,6	9,3
e) Electricité, gaz et eau .....	7,8	9,4	11,4	15,0	13,4	13,5	15,2
f) Commerce, banques, assurances .....	15,4	15,7	18,1	18,0	19,3	22,0	26,3
g) Immeubles d'habitation .....	52,2	58,7	56,5	59,3	58,1	62,4	73,1
h) Transports et communications .....	15,4	18,6	20,5	23,4	23,5	24,5	28,1
i) Pouvoirs publics et enseignement .....	23,2	19,7	24,3	29,0	34,5	37,7	45,3
j) Autres services .....	3,9	4,1	4,9	5,4	5,5	7,0	8,8
k) Variations de stocks .....	11,0	4,4	7,8	5,3	8,8	18,6	17,3
l) Ajustement statistique .....	0,9	...	1,2	0,1	2,6	3,3	- 0,2
<i>Total ...</i>	<b>182,5</b>	<b>189,7</b>	<b>213,2</b>	<b>223,7</b>	<b>229,6</b>	<b>262,2</b>	<b>298,2</b>
<b>4. Exportations nettes de biens et services :</b>							
a) Exportations totales .....	295,0	325,7	350,1	376,8	422,0	510,9	619,0
b) Importations totales .....	295,0	317,6	352,5	368,0	419,1	501,8	579,8
c) Exportations nettes .....	—	+ 8,1	- 2,4	+ 8,8	+ 2,9	+ 9,1	+ 39,2
<b>Produit national brut aux prix du marché .....</b>	<b>778,3</b>	<b>848,9</b>	<b>912,9</b>	<b>978,0</b>	<b>1.039,4</b>	<b>1.152,2</b>	<b>1.284,9</b>

I 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1963)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
<b>1. Consommation privée :</b>							
a) Produits alimentaires .....	101	102	106	110	112	115	121
b) Boissons .....	106	109	108	115	122	131	144
c) Tabac .....	105	111	115	117	118	121	124
d) Vêtements et effets personnels .....	102	107	110	109	114	124	129
e) Loyers, taxes, eau .....	102	105	107	109	111	113	114
f) Chauffage et éclairage .....	90	98	99	103	112	118	126
g) Articles ménagers durables .....	112	119	124	125	135	151	161
h) Entretien de la maison .....	103	106	107	110	114	118	120
i) Soins personnels et hygiène .....	102	110	112	117	126	133	143
j) Transports .....	109	120	125	131	143	156	161
k) Communications P.T.T. ....	108	114	123	132	141	151	157
l) Loisirs .....	106	110	112	118	121	129	139
<i>Total ...</i>	<i>103</i>	<i>108</i>	<i>111</i>	<i>115</i>	<i>121</i>	<i>128</i>	<i>133</i>
<b>2. Consommation publique :</b>							
a) Rémunérations et pensions .....	105	113	118	124	127	134	141
b) Biens et services .....	101	102	102	111	122	132	133
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements) .....	109	117	121	135	146	155	173
<i>Total ...</i>	<i>104</i>	<i>110</i>	<i>114</i>	<i>121</i>	<i>126</i>	<i>135</i>	<i>141</i>
<b>3. Formation intérieure brute de capital :</b>							
a) Agriculture, sylviculture et pêche .....	110	116	126	115	125	129	125
b) Industries extractives .....	96	93	78	70	83	92	85
c) Industries manufacturières .....	99	110	126	123	111	126	129
d) Construction .....	89	94	109	116	108	104	133
e) Electricité, gaz et eau .....	108	126	149	188	167	163	173
f) Commerce, banques, assurances .....	99	97	110	106	112	123	134
g) Immeubles d'habitation .....	144	151	136	134	127	129	141
h) Transports et communications .....	101	118	125	137	134	134	141
i) Pouvoirs publics (à l'excl. de l'enseignement)	142	106	123	150	178	185	205
j) Enseignement .....	89	85	100	96	104	105	111
k) Autres services .....	99	99	117	126	126	155	176
<i>Total ...</i>	<i>119</i>	<i>119</i>	<i>129</i>	<i>130</i>	<i>130</i>	<i>143</i>	<i>149</i>
<b>4. Exportations nettes de biens et services :</b>							
a) Exportations totales .....	111	120	124	133	148	172	196
b) Importations totales .....	111	118	128	132	150	173	190
<b>Produit national brut aux prix du marché (prix de 1963) .....</b>	<b>106,8</b>	<b>110,9</b>	<b>114,2</b>	<b>118,7</b>	<b>122,9</b>	<b>131,2</b>	<b>139,2</b>

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1961. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960 ».*

Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Séries statistiques de Bruxelles (DULBEA). — I.R.E.S. — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Accounts Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960. — Bulletin général de statistiques de l'Office Statistique des Communautés européennes.*

## II. — EMPLOI ET CHOMAGE

### DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : Office National de l'Emploi.

	Demandes d'emploi <sup>1</sup>							Offres d'emploi	
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues <sup>2</sup>	en suspens <sup>1</sup>
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus		
	ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus							
1964 .....	13,4		37,0	50,4	6,3	4,1		13,9	13,1
1965 .....	19,5		35,9	55,4	6,9	6,5		13,7	8,4
1966 .....	2,5	23,1	35,9	61,5	6,6	2,4	5,7	13,3	7,5
1967 .....	5,2	41,2	38,9	85,3	6,7	2,8	6,3	11,9	4,4
1968 .....	5,2	53,4	44,1	102,7	7,0	2,6	6,4	13,4	4,9
1969 .....	2,8	36,2	46,3	85,3	6,5	1,3	4,6	16,0	11,6
1970 .....	2,1	24,0	45,2	71,3	6,3	1,1	4,0	Nouvelle série <sup>3</sup>	
1971 .....	3,5	22,9	44,5	70,9	6,8	1,6	4,0	17,8	23,9
1970 1 <sup>er</sup> trimestre .....	2,1	29,1	47,1	78,2	5,3	0,9	4,4	14,9	13,4
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1,4	23,1	44,8	69,3	6,7	0,8	3,8	22,9	23,3
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1,6	20,9	43,8	66,3	7,0	1,5	3,7	19,6	28,3
4 <sup>e</sup> trimestre .....	3,4	23,3	44,4	71,1	6,4	1,5	4,0	15,1	25,0
1971 1 <sup>er</sup> trimestre .....	3,5	24,2	46,4	74,1	5,7	1,2	3,9	13,5	19,0
2 <sup>e</sup> trimestre .....	2,3	18,9	44,2	65,4	7,1	1,1	3,4	17,1	15,7
3 <sup>e</sup> trimestre .....	2,7	20,3	43,1	66,1	7,5	2,0	3,9	16,6	15,6
4 <sup>e</sup> trimestre .....	5,3	28,3	44,3	77,9	7,0	2,0	5,0	14,5	13,4
1972 1 <sup>er</sup> trimestre .....	6,3	35,9	46,5	88,7	6,4	1,7	4,9	12,8	8,8
1971 Mai .....	2,3	18,8	44,4	65,5	7,0	1,0	3,4	10,3	7,5
Juin .....	2,0	17,5	43,3	62,8	7,3	1,2	3,2	15,8	15,7
Juillet .....	2,5	20,3	43,7	66,5	7,5	1,5	3,5	16,2	15,0
Août .....	2,4	20,2	43,0	65,6	7,5	2,0	3,9	10,4	13,9
Septembre .....	3,1	20,4	42,7	66,2	7,5	2,5	4,4	15,7	13,9
Octobre .....	4,2	22,7	43,1	70,0	7,4	2,2	5,0	17,4	12,5
Novembre .....	5,2	28,3	44,4	77,9	7,0	2,1	5,1	14,9	10,5
Décembre .....	6,4	34,0	45,3	85,7	6,5	1,8	4,9	12,0	8,6
1972 Janvier .....	6,9	36,7	46,5	90,1	6,0	1,8	5,1	11,4	7,4
Février .....	6,5	36,2	46,7	89,4	6,2	1,6	5,0	15,7	7,5
Mars .....	5,6	34,6	46,4	86,6	6,9	1,6	4,7	15,0	7,2
Avril .....	5,0	33,2	46,3	84,5	6,7	1,5	4,6	18,3	7,7
Mai .....	4,2	31,4	46,2	81,8	7,9	1,4	4,3	15,6	8,6

<sup>1</sup> Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

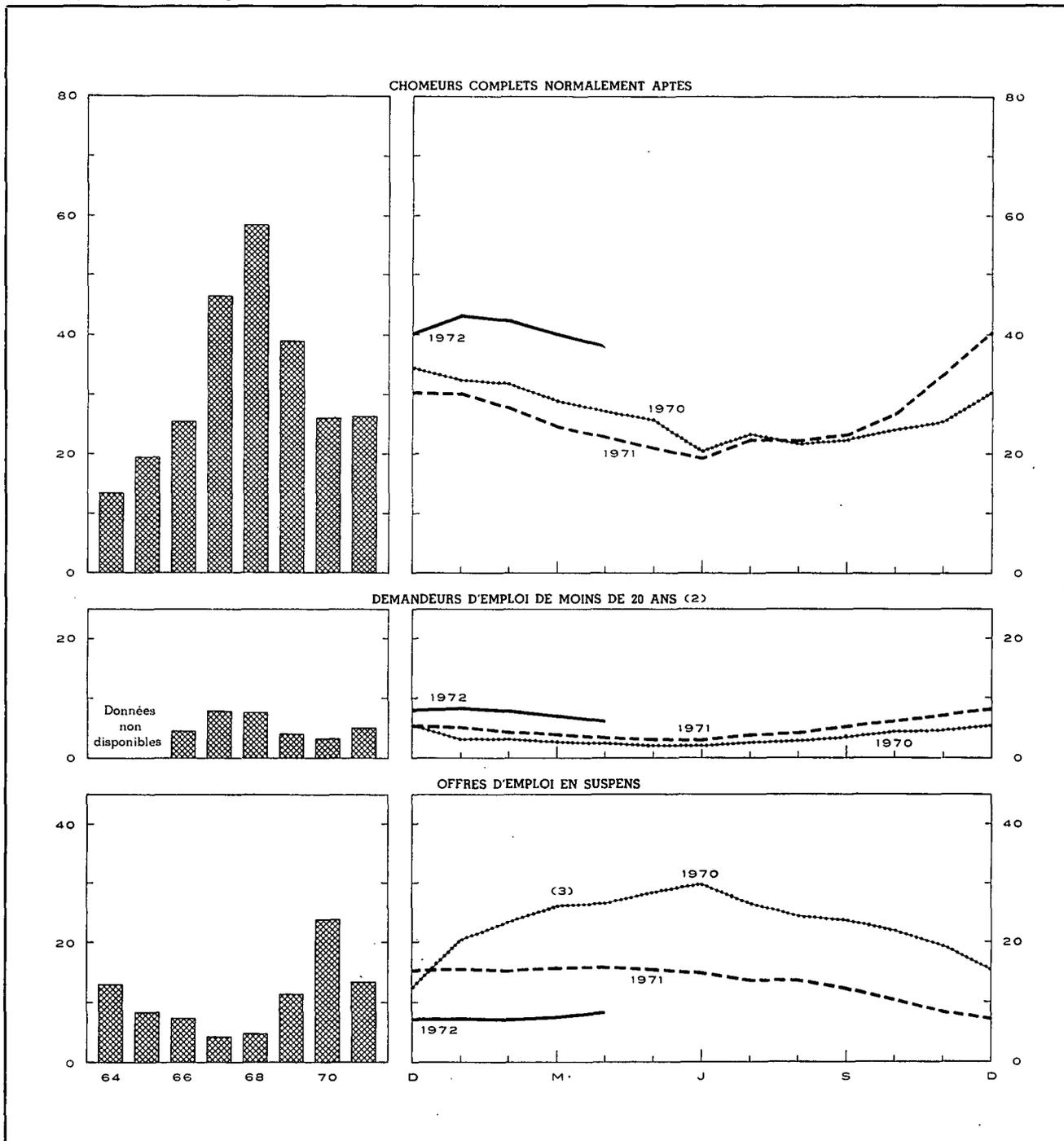
<sup>2</sup> Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

<sup>3</sup> Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5-12-1969 relatif à la déclaration des licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'Office National de l'Emploi tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

## II - DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI <sup>1</sup>

(milliers d'unités)

Source : Office National de l'Emploi.



<sup>1</sup> Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

<sup>2</sup> Chômeurs complets normalement aptes et demandeurs d'emploi libres inoccupés.

<sup>3</sup> Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'Office National de l'Emploi tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

### III. — AGRICULTURE ET PECHE

#### 1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — I.N.S. (superficie agricole utilisée, nombre d'animaux et production animale).

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
<b>Superficie agricole utilisée <sup>1</sup></b> (milliers d'hectares)								
Céréales panifiables .....	259	263	244	229	232	224	207	224
dont : froment .....	214	226	211	197	201	197	181	193
seigle .....	41	33	29	26	26	21	20	24
Céréales non panifiables .....	238	252	258	258	249	249	255	233
Plantes industrielles .....	106	95	92	95	107	109	101	109
Plantes racines et tuberculifères .....	94	89	90	91	81	77	80	73
Légumes cultivés pour la graine .....	10	10	9	8	8	8	7	5
Prés et prairies .....	799	795	795	794	791	788	795	782
Divers .....	109	98	102	102	96	98	97	103
Total ...	1.615	1.602	1.590	1.577	1.564	1.553	1.542	1.529
<b>Production végétale</b> (milliers de tonnes)								
Froment .....	900	854	650	828	839	754	708	878
Autres céréales .....	1.064	962	896	1.129	1.033	968	843	1.034
Betteraves sucrières .....	3.515	2.748	2.858	3.615	4.108	4.217	3.868	4.873
Lin (graines et paille) .....	283	190	167	105	108	112	48	93
Chicorée à café .....	68	46	29	32	40	43	56	54
Pommes de terre .....	1.755	1.419	1.475	1.943	1.566	1.253	1.373	1.373
<b>Nombre d'animaux <sup>1</sup></b> (milliers d'unités)								
Chevaux agricoles .....	120	108	94	85	86	81	73	65
Total des bovidés .....	2.657	2.725	2.767	2.753	2.799	2.839	2.887	2.840
dont : vaches laitières .....	996	1.007	1.016	1.026	1.064	1.072	1.052	1.031
Porcs .....	1.809	1.824	1.948	2.300	2.479	2.780	3.722	3.912
<b>Production animale</b>								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres) .....	1.712	1.953	2.199	2.403	2.585	2.475	2.355	2.339
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes) .....	429	461	500	548	586	608	704	739

<sup>1</sup> Recensement au 15 mai de chaque année.

#### III - 2. — PECHE MARITIME

##### Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : I.N.S.

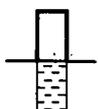
	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Aiglefin .....	233	141	130	136	361	346	157
Cabillaud .....	1.124	1.052	1.322	1.695	1.176	859	1.584
Plie .....	294	442	516	450	376	398	383
Sole .....	263	329	412	356	309	320	319
Raie .....	280	182	178	219	231	199	169
Hareng .....	112	61	30	11	38	62	55
Crevettes .....	72	80	104	80	114	114	75

Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture) — *Statistiques agricoles* (I.N.S.) — *Annuaire statistique de*

*la Belgique*. — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Bulletin mensuel* : *Economie et statistiques agricoles* (F.A.O.).

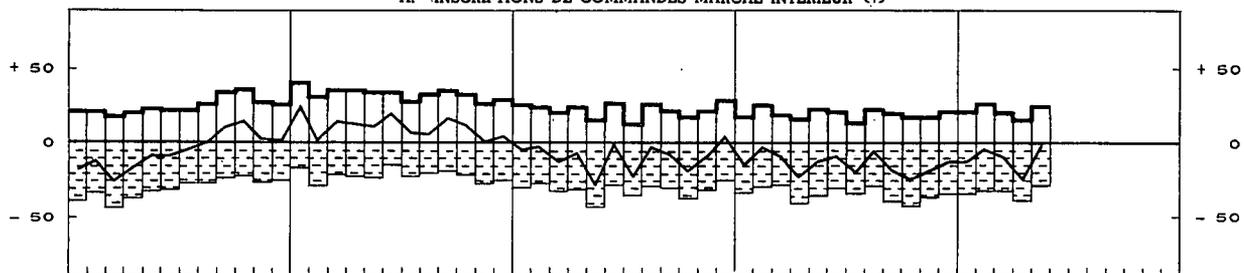
## IV. — INDUSTRIE

### IV - 0. — RESULTATS DES ENQUETES DE LA CONJONCTURE \*

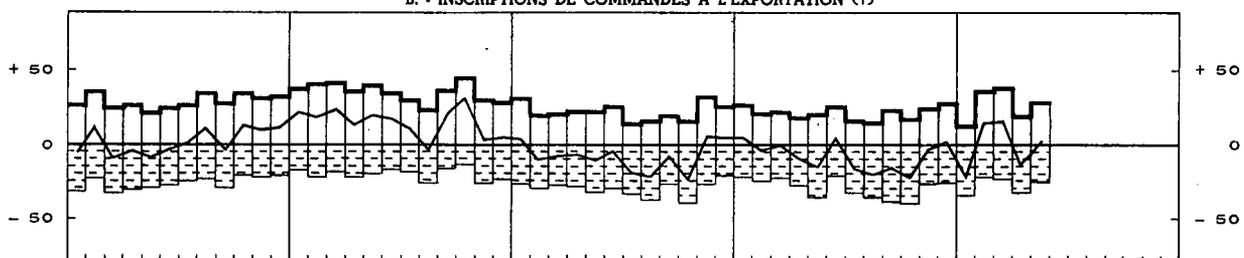


——— Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions A, B et C  
 ——— Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « Supérieur » et « Inférieur » à la normale pour les questions D et E

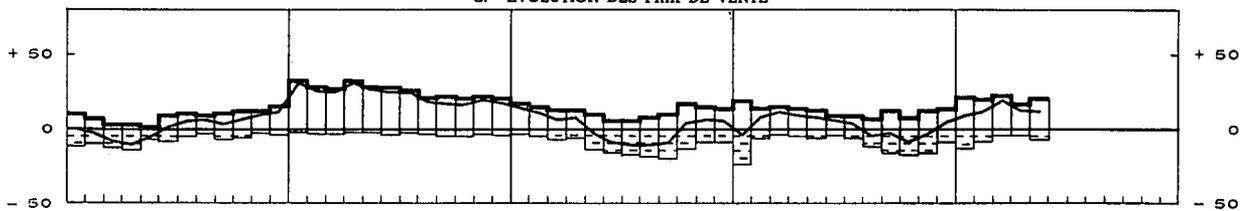
A. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (1)



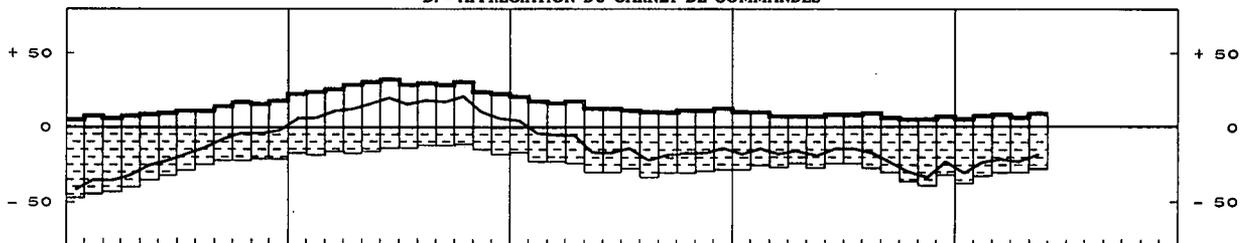
B. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (1)



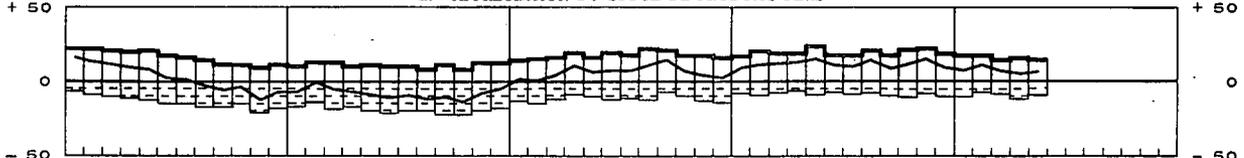
C. - EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



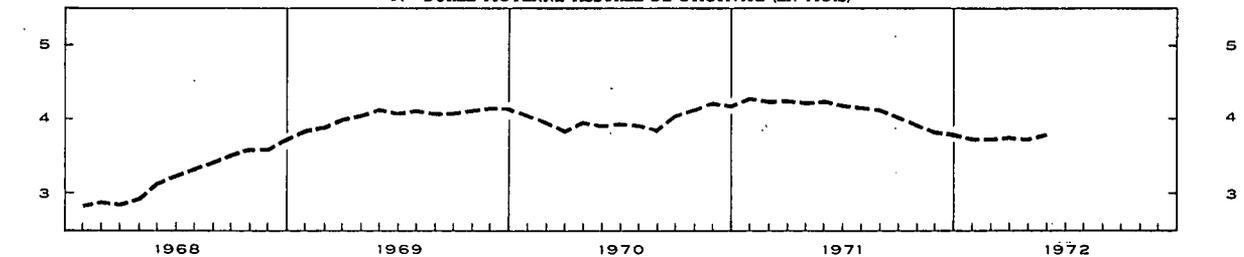
D. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



E. - APPRECIATION DU STOCK DE PRODUITS FINIS



F. - DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (EN MOIS)



\* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Elles ne comprennent pas la chimie en 1967

et en 1968. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à E la variation par rapport au mois précédent.

1 Mouvements saisonniers éliminés.

## IV - 1. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1963 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indices non désaisonnalisés			Mouvement trend-cyclique
	Source : I.N.S.		Source : Agéfi	Source : I.N.S.
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général	Indice général *
1964 .....	107	107	107	107
1965 .....	109	110	109	109
1966 .....	111	114	109	111
1967 .....	113	116	111	113
1968 .....	119	124	121	120
1969 .....	131	138	131	131
1970 .....	135	144	134	135
1971 .....	p 140	p 149	137	p 139
1970 1 <sup>er</sup> trimestre .....	131	140	129	132
2 <sup>e</sup> trimestre .....	137	145	137	133
3 <sup>e</sup> trimestre .....	129	137	133	134
4 <sup>e</sup> trimestre .....	144	152	138	135
1971 1 <sup>er</sup> trimestre .....	139	147	138	137
2 <sup>e</sup> trimestre .....	p 141	p 150	140	137
3 <sup>e</sup> trimestre .....	p 132	p 141	135	p 137
4 <sup>e</sup> trimestre .....	p 148	p 157	135	p 138
1972 1 <sup>er</sup> trimestre .....	p 148	p 157	p 142	p 139
1971 Mai .....	134	143	138	136
Juin .....	p 146	p 154	142	137
Juillet .....	p 111	p 119	127	p 137
Août .....	p 132	p 140	138	p 137
Septembre .....	p 154	p 163	141	p 137
Octobre .....	p 153	p 163	138	p 138
Novembre .....	p 143	p 152	131	p 139
Décembre .....	p 147	p 157	136	p 139
1972 Janvier .....	p 140	p 150	142	p 139
Février .....	p 143	p 152	p 135	p 139
Mars .....	p 160	p 170	p 148	p 140
Avril .....	p 144	p 154	p 143	p 141
Mai .....			p 142	

## IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1963 = 100

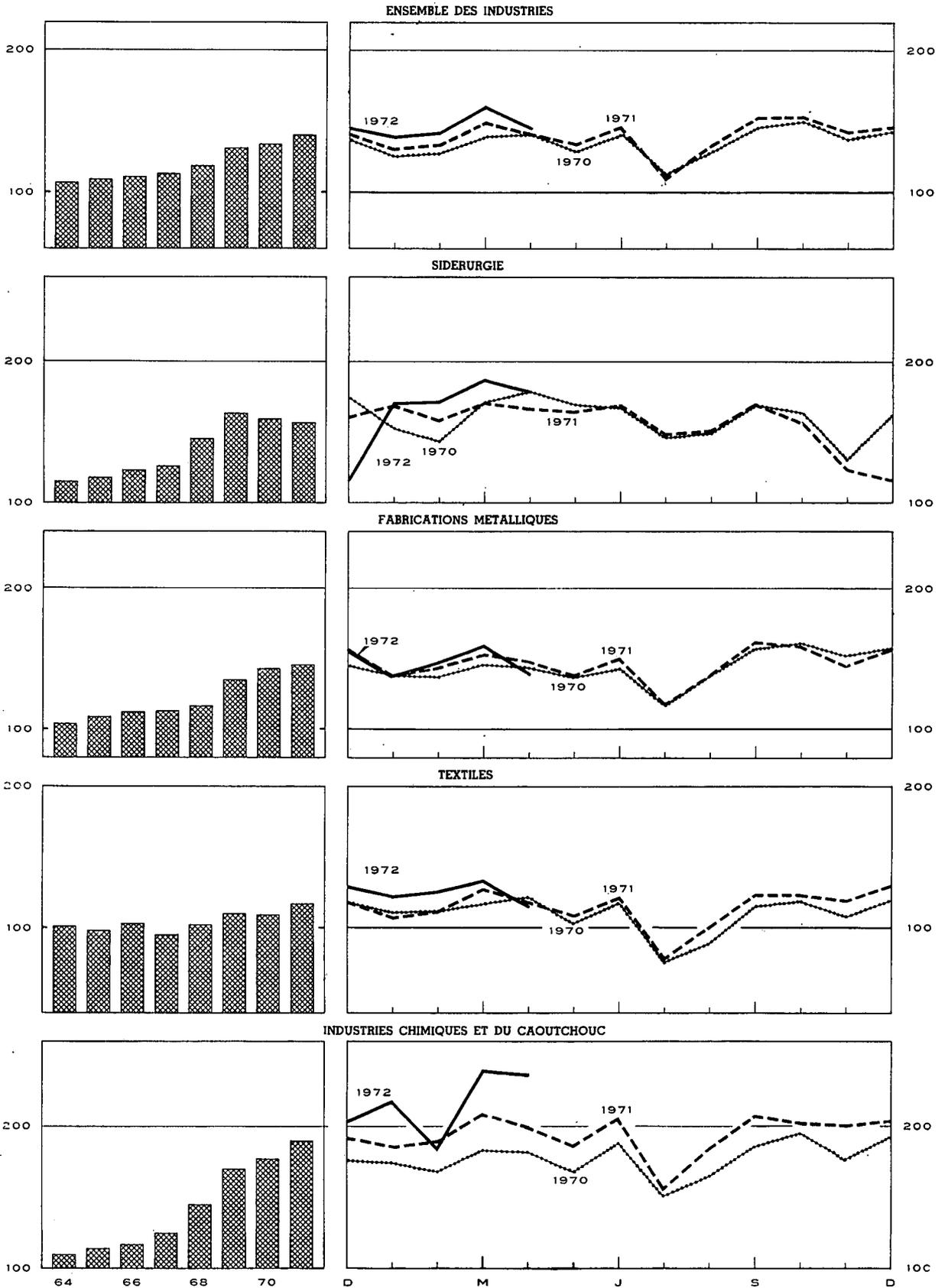
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières													
		Industries extractives	Indice général	Industries prod. minérales non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles				Industrie chimique et industrie du caoutchouc		Raffineries de pétrole
									Total	Fila- ture	Tissage	Bonne- terie	Total	Trans- forma- tion des matières plasti- ques	
1964 .....	107	104	107	115	115	112	104	106	101	99	105	97	110	119	110
1965 .....	109	96	110	112	118	121	109	107	98	97	99	98	114	144	128
1966 .....	111	86	114	112	123	122	112	112	103	99	107	102	117	172	137
1967 .....	113	83	116	113	126	118	113	119	95	89	102	96	125	219	142
1968 .....	119	76	124	115	145	129	116	121	102	98	108	97	145	260	189
1969 .....	131	69	138	123	163	133	135	129	110	104	118	104	171	310	235
1970 .....	135	63	144	132	159	142	144	136	109	102	121	101	177	338	246
1971 .....	p 140	62	p 149	131	156	139	p 146	142	115	104	131	108	194	429	249
1970 1 <sup>er</sup> trimestre .....	131	55	140	116	155	140	140	120	113	108	125	103	175	331	224
2 <sup>e</sup> trimestre .....	137	67	145	138	172	146	141	135	114	108	125	105	179	338	242
3 <sup>e</sup> trimestre .....	129	60	137	136	155	135	138	141	93	86	104	89	167	319	257
4 <sup>e</sup> trimestre .....	144	68	152	138	152	149	157	146	115	108	130	107	188	364	261
1971 1 <sup>er</sup> trimestre .....	139	68	147	123	167	133	146	127	116	107	129	111	194	395	248
2 <sup>e</sup> trimestre .....	p 141	61	p 150	140	167	141	p 146	134	117	105	131	114	197	433	249
3 <sup>e</sup> trimestre .....	p 132	55	p 141	127	157	133	p 139	145	101	92	117	95	183	413	243
4 <sup>e</sup> trimestre .....	p 148	65	p 157	135	133	148	p 154	160	125	113	148	111	203	475	256
1972 1 <sup>er</sup> trimestre ... p	148	65	157	124	177		147	135	127				215	496	301
1971 Avril .....	142	51	152	142	167	135	149	135	119	108	134	117	199	428	240
Mai .....	134	59	143	140	165	143	140	124	109	98	122	107	187	385	262
Juin .....	p 146	71	p 154	139	169	145	p 151	143	122	111	137	117	205	487	246
Juillet .....	p 111	40	p 119	103	149	113	p 117	139	79	65	107	59	158	341	250
Août .....	p 132	58	p 140	128	151	136	p 138	147	101	99	101	106	184	406	250
Septembre .....	p 154	67	p 163	149	170	149	p 163	150	124	111	144	119	206	492	229
Octobre .....	p 153	65	p 163	147	157	145	p 160	169	124	110	146	118	204	474	241
Novembre .....	p 143	64	p 152	134	124	145	p 146	158	120	105	143	108	200	475	235
Décembre .....	p 147	65	p 157	124	117	154	p 157	154	130	124	154	108	204	477	292
1972 Janvier .....	p 140	61	150	116	171	147	138	137	123	109	136	103	218	464	303
Février .....	p 143	63	152	114	172	148	148	130	126		145		185	457	280
Mars .....	p 160	71	170	142	188		160	138	134				240	567	319
Avril .....	p 144	62	154	139	180		140	130	116				237		343

\* Non compris la construction.

### IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1963 = 100



### IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (8)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (8), (6), (7) et (9)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production	Mise en œuvre	Production de gaz manufacturé 2	Importations de gaz naturel 3
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1964	1.775	1.489	407	2.504	1.155	1.623	1.112	244	...
1965	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	272	...
1966	1.458	3.046	417	2.188	1.270	1.793	1.383	244	...
1967	1.369	2.644	364	2.140	1.336	1.884	1.440	267	23
1968	1.234	1.735	464	2.242	1.418	2.088	1.913	261	100
1969	1.100	631	479	2.211	1.506	2.303	2.379	210	249
1970	947	215	593	2.099	1.599	2.413	2.485	173	351
1971	913	400	417	1.750	1.585	2.633	2.520	149	549
1970 2 <sup>e</sup> trimestre	1.037	344	599	2.253	1.621	2.338	2.445	184	317
3 <sup>e</sup> trimestre	913	238	509	1.969	1.617	2.157	2.596	169	310
4 <sup>e</sup> trimestre	1.054	215	550	2.094	1.673	2.616	2.635	162	452
1971 1 <sup>er</sup> trimestre	1.071	357	447	1.909	1.690	2.684	2.505	151	528
2 <sup>e</sup> trimestre	862	337	384	1.698	1.528	2.456	2.523	158	502
3 <sup>e</sup> trimestre	788	266	384	1.664	1.534	2.441	2.459	154	478
4 <sup>e</sup> trimestre	933	400	424	1.688	1.587	2.920	2.593	131	584
1972 1 <sup>er</sup> trimestre	984	595	357	1.675	1.630	3.027	2.748	155	622
2 <sup>e</sup> trimestre	p 945	p 674			p 1.649				
1971 Juin	1.022	337	379	1.752	1.605	2.498	2.485	159	503
Juillet	596	275	429	1.573	1.522	2.239	2.532	161	460
Août	838	358	341	1.652	1.538	2.446	2.529	144	481
Septembre	929	266	382	1.767	1.543	2.637	2.315	157	492
Octobre	919	261	581	1.845	1.556	2.861	2.443	155	550
Novembre	915	284	304	1.565	1.591	2.872	2.379	127	596
Décembre	965	400	387	1.653	1.614	3.027	2.956	110	606
1972 Janvier	929	441	285	1.506	1.584	3.156	2.990	155	632
Février	969	535	421	1.709	1.657	2.914	2.511	140	592
Mars	1.055	595	365	1.811	1.648	3.010	2.742	170	642
Avril	891	603			1.636	2.789			
Mai	p 927	p 630			p 1.647				
Juin	p 1.018	p 674			p 1.663				

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1 tonne de coke = 1,3 tonne de houille crue; 1 tonne d'agglomérés = 0,9 tonne de houille crue).

2 1 m<sup>3</sup> = 4.250 kilocalories.  
3 1 m<sup>3</sup> = 8.400 kilocalories.

### IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Siderurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	
1964	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1966	743	572	6,90	6,59	13,49	13,43
1967	810	626	6,72	6,70	13,42	13,69
1968	964	722	7,35	8,60	15,95	14,67
1969	1.070	819	8,57	11,52	20,09	18,20
1970	1.051	775	9,35	13,00	22,35	21,28
1971	1.037	770	p 9,40	p 14,19	p 23,59	p 23,30
1970 1 <sup>er</sup> trimestre	1.012	827	8,92	12,84	21,76	19,02
2 <sup>e</sup> trimestre	1.148	839	9,01	13,00	22,01	21,22
3 <sup>e</sup> trimestre	1.044	695	8,51	11,17	19,68	18,75
4 <sup>e</sup> trimestre	1.000	739	10,95	14,98	25,93	26,15
1971 1 <sup>er</sup> trimestre	1.099	817	9,13	15,00	24,13	21,99
2 <sup>e</sup> trimestre	1.109	826	10,15	15,00	25,15	24,48
3 <sup>e</sup> trimestre	1.069	737	8,80	12,82	21,62	21,48
4 <sup>e</sup> trimestre	872	700	p 9,51	p 13,95	p 23,46	p 25,27
1972 1 <sup>er</sup> trimestre	p 1.189	908				
1971 Mai	1.119	790	11,21	13,93	25,14	22,46
Juin	1.102	846	9,34	16,54	25,88	26,84
Juillet	1.046	683	6,77	12,43	19,20	18,97
Août	1.038	678	8,15	10,94	19,09	19,31
Septembre	1.124	852	11,46	15,11	26,57	26,17
Octobre	1.020	806	p 9,09	p 14,10	p 23,19	p 25,03
Novembre	819	671	p 9,33	p 14,39	p 23,72	p 23,94
Décembre	777	624	p 10,11	p 13,36	p 23,47	p 26,83
1972 Janvier	1.140	863	p 9,97	p 14,61	p 24,58	p 23,72
Février	1.154	892				
Mars	p 1.272	969				
Avril	p 1.222	883				
Mai	p 1.217					

### IV - 5. — CONSTRUCTION

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Production (Indices 1963 = 100) 1	Autorisations de bâtir accordées				Constructions commencées			
		Logements		Autres immeubles		Logements		Autres immeubles	
		Nombre	Milliers de mètres cubes	Nombre	Milliers de mètres cubes	Nombre	Milliers de mètres cubes	Nombre	Milliers de mètres cubes
1964 .....	119	5.910	2.881	549	1.722	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1965 .....	115	5.210	2.583	547	2.035	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1966 .....	118	6.192	3.023	724	2.096	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1967 .....	125	5.767	2.773	714	2.154	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1968 .....	118	5.328	2.598	585	1.994	3.950	2.004	438	1.376
1969 .....	123	6.095	3.074	894	2.426	4.656	2.374	641	1.721
1970 .....	141	5.035	2.506	683	2.799	3.562	1.861	518	1.949
1971 .....	140	3.884	1.992	450	2.268	3.486	1.839	473	2.225
1970 1 <sup>er</sup> trimestre .....	131	4.742	2.373	599	2.331	2.851	1.446	405	1.787
2 <sup>e</sup> trimestre .....	136	5.806	2.945	904	3.899	4.984	2.657	646	1.965
3 <sup>e</sup> trimestre .....	141	5.596	2.647	724	2.717	3.681	1.955	579	1.845
4 <sup>e</sup> trimestre .....	142	3.998	2.058	505	2.247	2.732	1.386	566	2.199
1971 1 <sup>er</sup> trimestre .....	141	4.023	1.944	368	1.867	2.487	1.313	334	1.501
2 <sup>e</sup> trimestre .....	142	3.506	1.893	424	2.147	4.227	2.170	524	2.458
3 <sup>e</sup> trimestre .....	141	3.880	2.017	509	2.642	3.908	2.110	515	2.538
4 <sup>e</sup> trimestre .....	140	4.127	2.115	499	2.415	3.324	1.761	516	2.377
1972 1 <sup>er</sup> trimestre .....	140								
1971 Avril .....	142	3.491	1.912	394	2.037	3.945	2.196	459	2.418
Mai .....	142	2.636	1.499	373	1.655	4.305	1.986	390	1.519
Juin .....	142	4.392	2.267	506	2.748	4.432	2.328	722	3.438
Juillet .....	141	3.275	1.897	536	2.278	3.023	1.631	465	1.720
Août .....	141	5.445	2.477	566	3.177	4.382	2.314	518	2.843
Septembre .....	141	2.921	1.677	426	2.472	4.320	2.386	563	3.051
Octobre .....	140	3.970	2.070	524	2.625	3.387	1.881	501	2.872
Novembre .....	140	3.598	1.806	449	1.685	3.706	1.936	580	2.538
Décembre .....	140	4.812	2.470	525	2.935	2.879	1.466	468	1.721
1972 Janvier .....	140	4.206	2.293		1.872	3.649	1.636		2.527
Février .....	139	5.353	2.786		1.713	3.191	1.872		2.335
Mars .....	141								
Avril .....	141								

1 Mouvement trend-cyclique. L'indice porte sur les travaux publics et privés.

**IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE  
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (ajustée pour variations saisonnières)

Base 1963 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale <sup>1</sup>		
	1970	1971	% variat. *	1970	1971	% variat. *	1970	1971	% variat. *
1 <sup>er</sup> trimestre .....	152	156	+ 2,6	133	137	+ 2,9	153	159	+ 3,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	153	155	+ 1,3	134	137	+ 2,2	156	158	+ 1,3
3 <sup>e</sup> trimestre .....	152	155	+ 2,0	134	137	+ 2,2	153	155	+ 1,3
4 <sup>e</sup> trimestre .....	152	157	+ 3,3	135	139	+ 2,4	152	152	—
	1971	1972		1971	1972		1971	1972	
1 <sup>er</sup> trimestre .....	156	161	+ 3,2	137	139	+ 2,0	159	160	+ 0,6
2 <sup>e</sup> trimestre .....	155			137			158		
3 <sup>e</sup> trimestre .....	155			137			155		
4 <sup>e</sup> trimestre .....	157			139			152		
	France			Italie			Pays-Bas		
	1970	1971	% variat. *	1970	1971	% variat. *	1970	1971	% variat. *
1 <sup>er</sup> trimestre .....	150	155	+ 3,3	152	149	— 2,0	171	186	+ 8,8
2 <sup>e</sup> trimestre .....	150	154	+ 2,7	149	145	— 2,7	174	186	+ 6,9
3 <sup>e</sup> trimestre .....	149	160	+ 7,4	149	142	— 4,7	178	188	+ 5,6
4 <sup>e</sup> trimestre .....	151	163	+ 7,9	151	150	— 0,7	180	190	+ 5,6
	1971	1972		1971	1972		1971	1972	
1 <sup>er</sup> trimestre .....	155	166	+ 7,1	149	149	—	186	195	+ 4,8
2 <sup>e</sup> trimestre .....	154			145			186		
3 <sup>e</sup> trimestre .....	160			142			188		
4 <sup>e</sup> trimestre .....	163			150			190		

\* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

<sup>1</sup> Y compris Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique*. — *Revue du Travail*. — *I.R.E.S.* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal*. — *Bulletin statistique mensuel de Fedéchar*. —

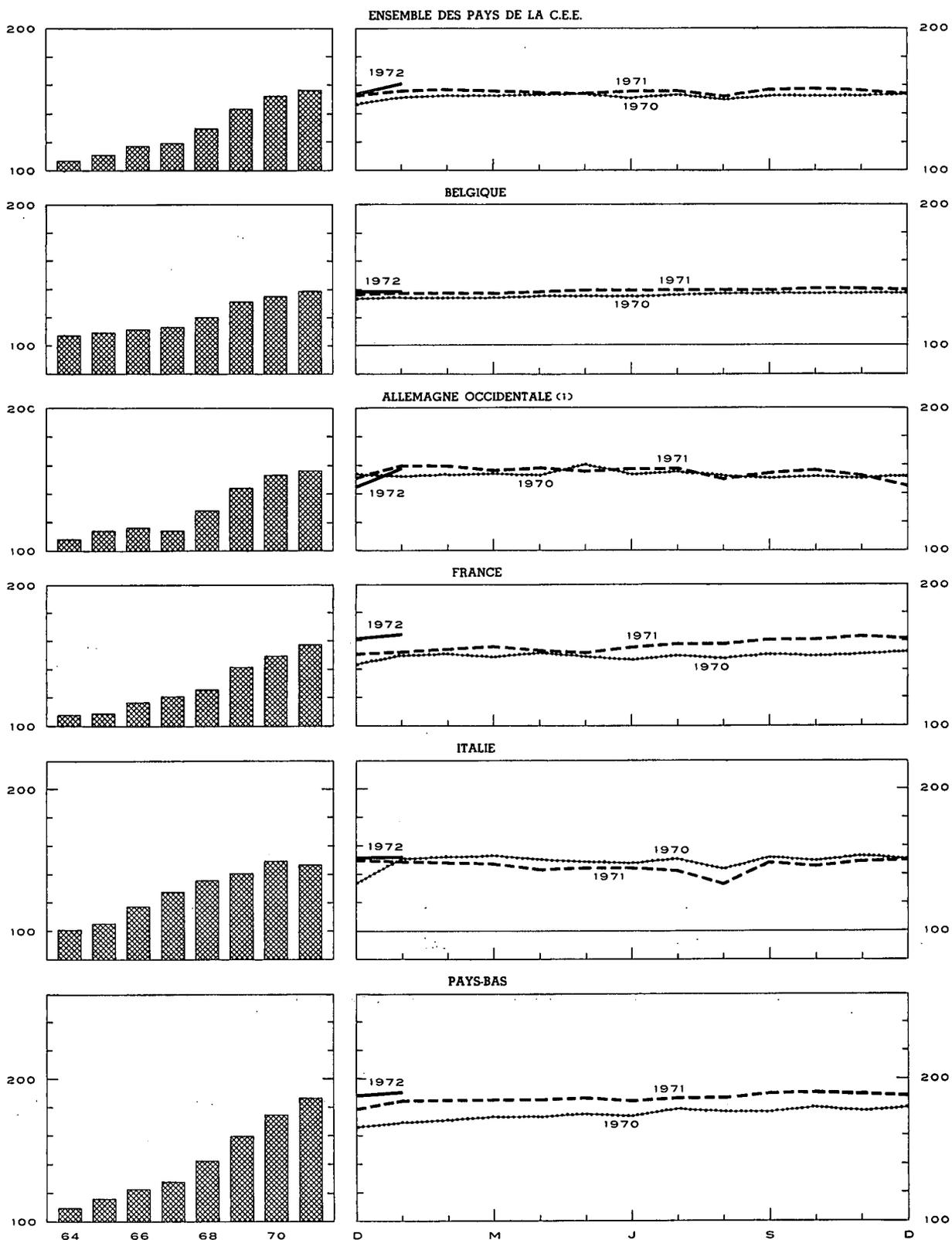
*Bulletin du M.A.E.* (Administration de l'industrie - Energie électrique). — *Energie*. — *Figas*, circulaire d'information de la Fédération de l'industrie du Gaz. — *Agence économique et financière*. — *La Construction* — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.).

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE  
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1963 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



1 Y compris Berlin-Ouest.

## V. — SERVICES

### 1. — TRANSPORTS

#### a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)				Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives <sup>1</sup>	Tonnage total	dont :		
	(millions)				(milliers de tonnes)	combustibles et huiles minérales	minerais
1964 .....	753	577	5.549	2.030	1.291	135,5	16,5
1965 .....	748	563	5.323	1.867	1.274	148,8	18,8
1966 .....	726	519	4.943	1.650	1.222	137,8	18,4
1967 .....	711	507	4.925	1.576	1.259	162,8	22,8
1968 .....	681	556	5.273	1.621	1.321	164,7	25,3
1969 .....	686	618	5.769	1.655	1.450	183,9	31,4
1970 .....	688	651	5.931	1.592	1.508	203,9	34,4
1971 .....	702	611	5.535	1.457	1.379	226,6	38,0
1970 1 <sup>er</sup> trimestre .....	685	596	5.313	1.372	1.315	144,3	27,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	693	682	6.343	1.700	1.642	205,2	34,6
3 <sup>e</sup> trimestre .....	672	655	5.942	1.627	1.554	301,1	43,2
4 <sup>e</sup> trimestre .....	704	674	6.126	1.669	1.521	165,0	31,8
1971 1 <sup>er</sup> trimestre .....	698	645	5.820	1.574	1.434	165,9	30,8
2 <sup>e</sup> trimestre .....	707	605	5.495	1.430	1.422	222,4	35,5
3 <sup>e</sup> trimestre .....	690	584	5.368	1.389	1.439	316,1	44,7
4 <sup>e</sup> trimestre .....	713	609	5.455	1.437	1.220	202,1	40,9
1972 1 <sup>er</sup> trimestre .....	690	621	5.694	1.464	1.419		
1971 Avril .....	704	615	5.506	1.322	1.480	206,2	33,8
Mai .....	703	592	5.363	1.449	1.354	202,5	34,3
Juin .....	714	608	5.617	1.519	1.433	258,6	38,4
Juillet .....	683	587	5.259	1.302	1.474	335,1	46,2
Août .....	710	547	5.100	1.357	1.286	310,2	42,8
Septembre .....	678	617	5.746	1.508	1.556	303,1	45,2
Octobre .....	695	632	5.731	1.489	1.425	229,1	43,3
Novembre .....	724	601	5.322	1.406	1.136	174,1	39,3
Décembre .....	720	593	5.313	1.415	1.099	203,2	40,2
1972 Janvier .....	693	594	5.350	1.401	1.302		
Février .....	684	598	5.521	1.397	1.352		
Mars .....	692	671	6.212	1.595	1.602		
Avril .....	669	598	5.559	1.475	1.410		

<sup>1</sup> Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits

du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

**V - 1b — Navigation maritime**

**V - 1c. — Navigation intérieure**

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics <sup>1</sup>	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1964 .....	4.558	3.036	1.408	165	178	78	304	99	36	6.276	509
1965 .....	4.615	3.366	1.587	160	149	108	313	118	39	6.412	507
1966 .....	4.761	3.376	1.514	143	148	76	337	156	40	6.633	497
1967 .....	4.872	3.516	1.683	125	136	74	417	96	39	7.111	522
1968 .....	5.127	4.042	1.991	131	108	97	684	304	50	7.778	554
1969 .....	5.461	4.069	1.921	419	373	331	981	635	67	7.721	572
1970 .....	5.658	4.565	1.946	476	463	303	1.005	615	71	7.630	558
1971 .....	5.433	3.864	2.037	572	608	208				7.947	561
1970 1 <sup>er</sup> trimestre .	5.463	3.804	1.784	407	371	320	913	545	64	6.647	496
2 <sup>e</sup> trimestre .	5.718	4.625	1.801	417	376	286	1.053	585	62	8.110	609
3 <sup>e</sup> trimestre .	5.870	4.971	1.896	520	579	252	1.111	536	82	7.897	561
4 <sup>e</sup> trimestre .	5.580	4.862	2.304	559	525	354	945	791	78	7.868	565
1971 1 <sup>er</sup> trimestre .	5.665	3.912	2.174	557	590	142	1.013	490	57	7.456	534
2 <sup>e</sup> trimestre .	5.554	4.166	2.107	567	688	171	1.116	823	50	8.320	588
3 <sup>e</sup> trimestre .	5.227	3.863	1.962	553	449	326	1.397	522	64	8.117	555
4 <sup>e</sup> trimestre .	5.284	3.514	1.907	591	706	195				7.896	568
1972 1 <sup>er</sup> trimestre .	5.417			600							
1971 Avril .....	5.474	4.600	1.771	446	724	53	981	847	41	8.438	585
Mai .....	5.782	3.389	2.001	753	483	216	1.146	851	56	7.646	543
Juin .....	5.407	4.508	2.548	501	856	243	1.220	771	52	8.876	637
Juillet .....	5.138	4.011	1.766	492	424	384	1.320	366	44	7.512	518
Août .....	5.489	3.154	1.878	642	602	361	1.505	601	48	8.312	568
Septembre ...	5.055	4.424	2.243	526	321	234	1.366	600	99	8.527	578
Octobre .....	5.425	3.681	1.985	636	911	140	1.424	550	87	8.453	620
Novembre ....	4.968	3.738	1.624	589	340	123	1.226			7.441	544
Décembre ....	5.459	3.124	2.113	548	866	322				7.794	539
1972 Janvier .....	5.681	2.501	1.939	570	209	130					
Février .....	5.020	2.902	2.207	564	666	363					
Mars .....	5.551			667							
Avril .....				660							

<sup>1</sup> Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

**Y - 2. — TOURISME <sup>1</sup>**

*(milliers de nuitées)*

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1964 .....	1.843	1.355	108	82	118	57	30
1965 .....	1.909	1.402	112	83	120	64	31
1966 .....	1.971	1.448	107	91	117	72	34
1967 .....	2.098	1.552	110	105	114	72	40
1968 .....	2.083	1.560	101	115	98	72	35
1969 .....	2.112	1.590	88	132	82	75	38
1970 .....	2.212	1.646	91	131	106	86	42
1971 .....	2.260	1.661	98	145	104	99	43
1969 4 <sup>e</sup> trimestre .....	533	325	37	30	25	31	27
1970 1 <sup>er</sup> trimestre .....	493	270	41	25	32	34	21
2 <sup>e</sup> trimestre .....	2.018	1.464	83	104	126	83	47
3 <sup>e</sup> trimestre .....	5.759	4.513	197	364	233	195	71
4 <sup>e</sup> trimestre .....	579	339	41	31	32	33	28
1971 1 <sup>er</sup> trimestre .....	409	205	37	22	22	27	26
2 <sup>e</sup> trimestre .....	2.160	1.539	105	117	155	98	48
3 <sup>e</sup> trimestre .....	5.891	4.563	209	412	207	237	72
4 <sup>e</sup> trimestre .....	580	339	40	29	31	33	26
1971 Février .....	390	196	37	21	20	24	25
Mars .....	453	223	41	24	27	32	28
Avril .....	1.694	1.239	107	39	120	58	34
Mai .....	1.984	1.384	103	131	180	88	49
Juin .....	2.802	1.995	105	181	164	148	62
Juillet .....	8.881	6.882	192	924	234	362	84
Août .....	6.937	5.553	329	252	245	256	72
Septembre .....	1.854	1.255	106	60	142	94	61
Octobre .....	686	373	48	36	48	44	38
Novembre .....	520	303	39	23	24	30	22
Décembre .....	535	340	32	28	22	25	19
1972 Janvier .....	374	185	31	18	24	25	22
Février .....	375	180	34	22	21	26	23

<sup>1</sup> Y compris les nuitées de camping.

**Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR**

**a. — Indices des ventes**

Total du commerce de détail

Base 1966 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices par formes de distribution					Indices par catégories de produits				Indice général	
	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopé- ratives de consom- mation	Entre- prises du commerce de détail à succur- sales	Super- marchés 1	Alimen- tation 2	Textiles et habille- ment 3	Articles d'ameu- blement et de ménage	Autres articles	Indice de valeur	Indice de quantité 4
1967 .....	103	103	103	114	116	106	100	103	103	104	102
1968 .....	109	108	105	141	131	111	106	114	114	111	107
1969 .....	119	118	106	173	162	118	120	128	127	122	114
1970 .....	126	131	108	209	193	128	128	140	140	133	120
1971 .....	138	140	108	251	231	142	141	143	159	147	128
1970 1 <sup>er</sup> trimestre .....	112	114	105	183	174	121	101	117	125	118	107
2 <sup>e</sup> trimestre .....	127	126	106	201	189	128	138	130	135	132	120
3 <sup>e</sup> trimestre .....	122	122	100	200	192	127	115	137	137	126	116
4 <sup>e</sup> trimestre .....	144	161	120	252	216	138	158	175	163	152	137
1971 1 <sup>er</sup> trimestre .....	115	118	101	216	201	129	102	105	134	123	110
2 <sup>e</sup> trimestre .....	144	137	108	248	229	145	160	137	159	151	133
3 <sup>e</sup> trimestre .....	139	137	104	245	241	143	129	151	162	147	127
4 <sup>e</sup> trimestre .....	155	170	118	295	255	153	174	178	180	166	143
1972 1 <sup>er</sup> trimestre .....	142	140	107	257	224	145	133	133	168	150	126
1971 Mars .....	130	123	109	231	217	135	123	124	158	138	122
Avril .....	141	138	109	252	233	142	168	129	155	149	131
Mai .....	144	132	106	243	224	145	167	136	152	150	132
Juin .....	147	141	109	250	231	149	145	147	170	154	135
Juillet .....	139	145	104	252	256	145	141	145	159	148	129
Août .....	131	130	102	233	235	141	106	145	155	139	121
Septembre .....	146	135	107	251	232	144	140	163	172	153	132
Octobre .....	148	149	113	286	238	147	174	163	169	158	137
Novembre .....	143	159	105	263	234	143	153	158	168	153	132
Décembre .....	174	202	136	336	294	169	196	213	204	188	161
1972 Janvier .....	135	133	103	245	216	143	121	138	157	142	122
Février .....	133	130	103	242	215	139	108	147	162	141	120
Mars .....	158	156	116	285	242	154	170	163	185	166	136

1 Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.  
2 Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

3 Y compris les textiles d'ameublement.  
4 Indice de valeur divisé par l'indice général des prix à la consommation, dont on a éliminé les services.

**V - 3b. — Ventes à tempérament**

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1969 1 <sup>er</sup> semestre	1.710	1.004	170	536	24,60	9,78	7,25	7,57	10,42	4,47	2,90	3,05
2 <sup>e</sup> semestre	1.715	1.026	173	516	25,37	10,08	7,75	7,54	9,29	3,89	2,60	2,80
1970 1 <sup>er</sup> semestre	1.687	1.006	174	507	25,30	9,81	8,29	7,20	8,66	3,56	2,69	2,41
2 <sup>e</sup> semestre	1.691	1.017	175	498	25,30	9,07	8,83	7,40	9,87	3,85	3,24	2,78
1971 1 <sup>er</sup> semestre	1.608	970	180	458	25,74	9,28	9,36	7,10	9,35	3,54	3,27	2,54
2 <sup>e</sup> semestre	1.753	1.149	175	429	27,13	10,38	9,62	7,13	9,91	3,70	3,23	2,98

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1968 2 <sup>e</sup> semestre	49	31	2	16	94,8	42,1	10,6	42,1
1969 1 <sup>er</sup> semestre	51	33	2	16	124,1	63,4	14,7	46,0
2 <sup>e</sup> semestre	54	34	2	18	111,0	50,9	13,3	46,8
1970 1 <sup>er</sup> semestre	62	41	2	19	177,5	109,2	16,4	51,9
2 <sup>e</sup> semestre	56	35	2	19	130,8	64,2	12,1	54,5
1971 1 <sup>er</sup> semestre	58	37	2	19	136,2	66,2	16,4	53,6

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Nombre de contrats (milliers)										
1969 1 <sup>er</sup> semestre	821	4,8	1,0	2,2	72,7	22,0	10,0	247,2	45,0	8,4	404,7	3,5
2 <sup>e</sup> semestre	768	4,0	0,7	2,3	58,4	17,1	8,9	279,0	46,5	7,8	339,5	3,4
1970 1 <sup>er</sup> semestre	749	4,3	0,9	1,9	56,2	17,8	7,2	221,8	59,3	6,4	369,5	3,8
2 <sup>e</sup> semestre	886	4,1	0,8	2,1	60,3	17,7	8,4	275,0	60,3	8,9	445,5	2,7
1971 1 <sup>er</sup> semestre	735	4,1	0,9	1,4	54,9	17,9	5,7	205,7	76,0	7,1	359,2	2,1
2 <sup>e</sup> semestre	819	3,8	0,8	1,4	54,2	17,5	6,6	249,6	56,9	6,7	418,8	2,5
Crédits accordés (millions de francs)												
1969 1 <sup>er</sup> semestre	10.417	786	88	221	4.419	723	76	297	126	1.012	2.627	42
2 <sup>e</sup> semestre	9.291	704	55	301	3.573	541	68	410	123	1.023	2.438	45
1970 1 <sup>er</sup> semestre	8.664	733	93	212	3.317	560	56	245	132	992	2.232	42
2 <sup>e</sup> semestre	9.873	821	79	269	3.596	565	64	283	122	1.194	2.845	34
1971 1 <sup>er</sup> semestre	9.353	910	91	156	3.595	586	51	238	122	1.183	2.389	32
2 <sup>e</sup> semestre	9.914	867	77	189	3.767	647	60	340	109	981	2.833	43
Crédits accordés — Répartition en % par rapport au total												
1969 1 <sup>er</sup> semestre	100,0	7,6	0,8	2,1	42,4	7,0	0,7	2,9	1,2	9,7	25,2	0,4
2 <sup>e</sup> semestre	100,0	7,6	0,7	3,2	38,5	5,8	0,7	4,4	1,3	11,0	26,3	0,5
1970 1 <sup>er</sup> semestre	100,0	9,0	1,1	2,4	38,3	6,5	0,6	2,8	1,5	11,5	25,8	0,5
2 <sup>e</sup> semestre	100,0	8,3	0,8	2,7	36,4	5,7	0,6	2,9	1,2	12,1	28,8	0,3
1971 1 <sup>er</sup> semestre	100,0	9,7	1,0	1,7	38,4	6,3	0,6	2,5	1,3	12,7	25,5	0,3
2 <sup>e</sup> semestre	100,0	8,8	0,8	1,9	38,0	6,5	0,6	3,4	1,1	9,9	28,6	0,4

Y - 4. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (à fin de période)	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations <sup>1</sup>		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1964 .....	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965 .....	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1966 .....	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1967 .....	39	3	200	1.383	406	1.386	606	637	128	2.023	734
1968 .....	39	3	220	1.707	474	1.709	695	835	146	2.544	841
1969 .....	39	2	233	2.005	585	2.007	818	1.161	177	3.168	995
1970 .....	39	3	268	2.819	643	2.822	911	1.546	198	4.368	1.109
1971 .....	40	3	291	3.763	795	3.766	1.086	1.623	200	5.389	1.286
1970 1 <sup>er</sup> trimestre .....	39	3	273	2.552	603	2.555	876	1.406	195	3.961	1.071
2 <sup>e</sup> trimestre .....	39	3	267	2.819	656	2.822	923	1.562	200	4.384	1.123
3 <sup>e</sup> trimestre .....	40	3	267	2.703	630	2.706	897	1.523	192	4.229	1.089
4 <sup>e</sup> trimestre .....	40	3	265	3.203	683	3.206	948	1.694	205	4.900	1.153
1971 1 <sup>er</sup> trimestre .....	40	3	268	3.278	681	3.281	949	1.436	193	4.717	1.142
2 <sup>e</sup> trimestre .....	40	3	302	3.616	739	3.619	1.041	1.613	204	5.232	1.245
3 <sup>e</sup> trimestre .....	40	3	292	3.691	794	3.694	1.086	1.580	197	5.274	1.283
4 <sup>e</sup> trimestre .....	40	3	303	4.465	967	4.468	1.270	1.862	206	6.330	1.476
1972 1 <sup>er</sup> trimestre .....	40	3	308	4.915	1.087	4.918	1.395	1.752	207	6.670	1.602
1971 Mai .....	40	3	393	3.348	788	3.351	1.181	1.491	196	4.842	1.377
Juin .....	40	3	287	4.032	761	4.035	1.048	1.767	222	5.802	1.270
Juillet .....	40	3	272	3.644	874	3.647	1.146	1.610	193	5.257	1.339
Août .....	40	3	325	3.522	738	3.525	1.063	1.511	195	5.036	1.258
Septembre .....	40	3	279	3.906	769	3.909	1.048	1.618	203	5.527	1.251
Octobre .....	40	3	314	3.968	906	3.971	1.220	1.679	199	5.650	1.419
Novembre .....	40	3	243	4.057	959	4.060	1.202	1.717	189	5.777	1.391
Décembre .....	40	3	351	5.371	1.037	5.374	1.388	2.190	229	7.564	1.617
1972 Janvier .....	40	3	297	4.636	1.026	4.639	1.323	1.686	199	6.325	1.522
Février .....	40	3	290	4.784	1.168	4.787	1.458	1.686	199	6.473	1.657
Mars .....	40	4	337	5.325	1.067	5.329	1.404	1.884	222	7.213	1.626
Avril .....	40	3	215	4.564	930	4.567	1.145	1.659	183	6.226	1.328
Mai .....	40	3	317	5.105	1.355	5.108	1.672	1.914	215	7.022	1.887

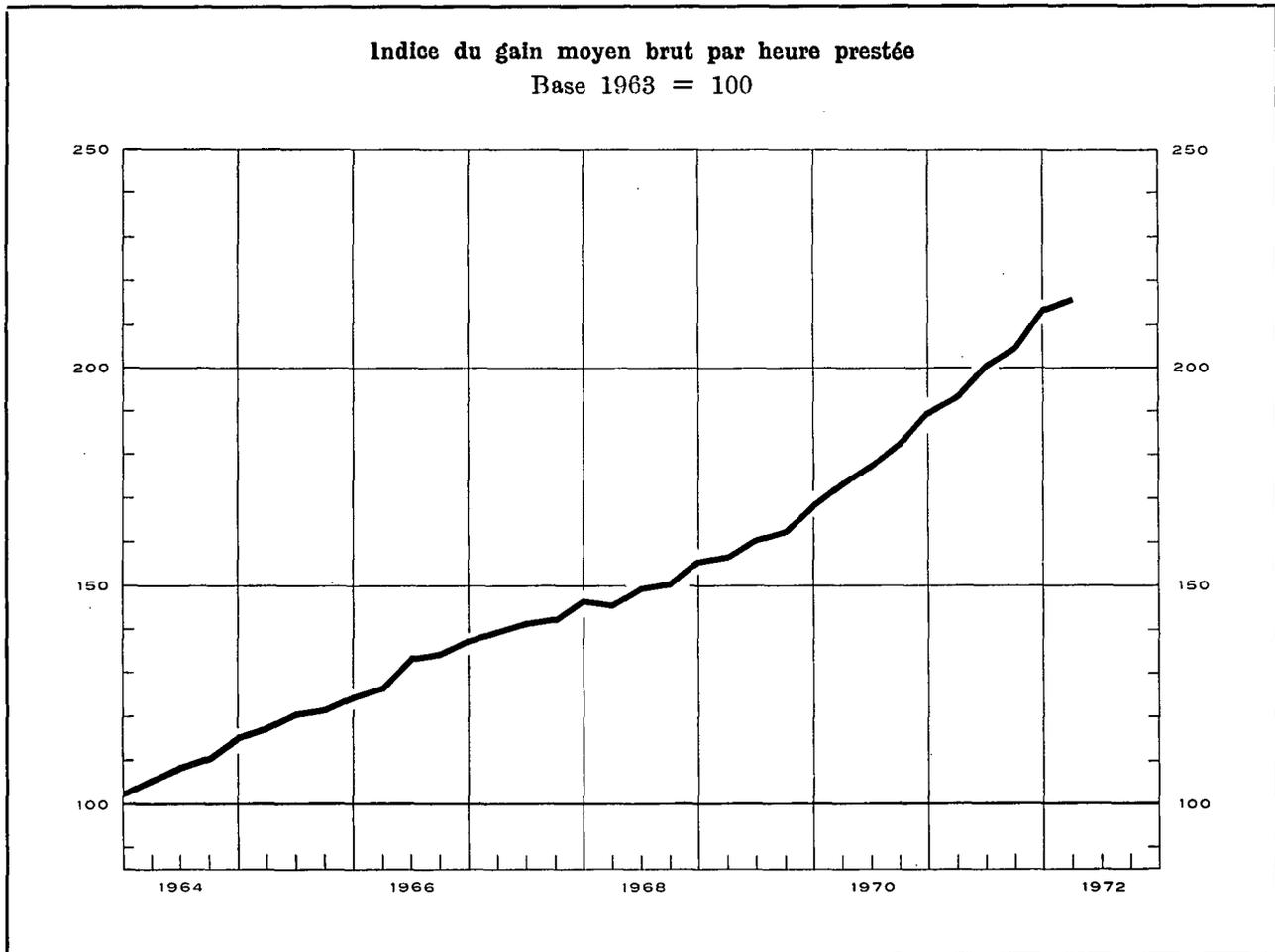
<sup>1</sup> Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers*. — *I.R.E.S.* — *Statistique mensuelle du trafic international*

*des ports (I.N.S.)*. — *Chronique des transports (bimensuel)*. — *Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.)*. — *Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes)*.

## VI. — REVENUS

### 1. — REMUNERATION DES OUVRIERS (hommes + femmes)



#### Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1963 = 100 \*

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 413). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note). — col. (5) : I.R.E.S.

	Gain moyen brut par heure prestée	Salaires horaires type 1		Indice de la masse salariale 2	Indice du coût de la main-d'œuvre 3
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non qualifié		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
1964	111	110	111	115	113
1965	121	119	121	122	127
1966	133	131	133	131	140
1967	143	139	143	135	152
1968	150	146	151	140	161
1969	162	158	163	154	175
1970	181	174	182	172	198
1971	203	195	204		225
1970 Mars	174	168	174		189
Juin	178	173	180		194
Sept.	183	177	185		200
Déc.	190	180	189		209
1971 Mars	194	189	197		213
Juin	201	193	202		221
Sept. ... p	205	197	206		227
Déc. ... p	214	200	210		237
1972 Mars ... p	217	208	219		241

\* Pour convertir les indices base 1963 = 100 en indices base 1958 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : col. (1) : 1,875; col. (2) : 1,608; col. (3) : 1,024; col. (5) : 1,761.

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction

#### Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : F.I.B.

	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume Uni	Pays-Bas	France	Italie
1964	55,98	111,3	88,3	90,4	91,8	94,4
1965	62,40	110,0	87,2	89,0	88,3	85,5
1966	68,73	105,9	85,5	89,8	85,0	80,1
1967	75,81	100,2	80,5	89,9	82,2	79,6
1968	82,92	96,2	68,3	89,3	83,7	76,3
1969	89,10	102,4	67,8	93,7	85,0	78,0
1970	97,87	111,7	n.d.	97,6	79,8	86,5
1967 Mars-Avril	74,52	101,0	80,5	89,7	82,6	80,2
Sept.-Octobre	77,09	99,4	80,6	90,1	82,9	79,4
1968 Mars-Avril	81,46	96,0	68,6	88,7	81,3	77,2
Sept.-Octobre	84,38	96,5	67,9	89,9	86,8	76,5
1969 Mars-Avril	86,93	98,8	68,8	93,9	88,8	79,7
Sept.-Octobre	91,26	110,8	67,8	93,5	79,0	78,6
1970 Mars-Avril	96,05	110,0	n.d.	95,8	80,9	87,3
Sept.-Octobre	99,68	113,3	71,5	99,5	81,5	88,6
1971 Mars-Avril p	108,22	112,1	n.d.	99,8	79,9	93,0

et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XXVe Rapport annuel O.N.S.S., p. 275.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre et non pas le coût par unité produite.

4 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE (hommes + femmes)

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1966 octobre	1967 octobre	1968 octobre	1969 octobre	1970 octobre	1971 avril	1971 octobre
<i>Industries extractives</i> <sup>1</sup> :							
Extraction de charbon (ouvriers du fond)	66,55	70,14	74,02	76,85	97,03	101,32	107,90
Préparation de charbon (ouvriers surface)	45,92	49,13	52,41	55,71	70,97	74,69	78,68
Carrières .....	53,13	54,01	56,88	61,10	67,05	73,97	77,89
Total des industries extractives .....	59,68	62,97	66,20	69,35	85,97	90,58	96,02
<i>Industries manufacturières</i> :							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	43,47	45,59	48,74	53,30	58,40	63,19	67,95
Boissons .....	47,77	50,56	54,13	59,15	63,90	67,48	72,77
Tabac .....	41,06	43,60	47,00	51,93	57,40	62,12	66,30
Industries textiles .....	41,83	44,32	46,55	51,52	56,05	61,22	63,67
Chaussures, habillement .....	35,97	37,66	39,90	43,67	49,04	52,17	54,03
Bois (sauf meubles) .....	44,71	48,00	50,69	55,62	62,88	67,38	70,22
Industrie du meuble .....	46,75	49,18	53,16	58,19	65,14	67,37	70,48
Papier, articles en papier .....	47,88	50,88	53,17	59,82	65,91	71,21	74,88
Impressions et reliures .....	52,17	56,79	61,45	65,12	72,40	76,94	85,15
Cuir (sauf chaussures, habillement) .....	40,77	43,38	46,62	50,91	55,01	59,39	62,12
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques .....	48,49	51,42	54,05	60,09	66,39	71,86	75,59
Industries chimiques .....	56,32	59,59	61,49	67,83	75,15	81,88	86,21
Industrie du pétrole .....	78,36	85,10	88,22	94,01	105,03	117,99	123,38
Produits minéraux non métalliques .....	50,98	53,46	56,02	61,56	68,36	76,18	77,89
Industries métallurgiques de base .....	59,55	62,98	66,23	72,94	80,93	89,22	93,55
Fabricat. métall., à l'excl. des machines et du matériel de transport .....	49,44	52,12	54,88	60,08	67,65	72,85	75,62
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques .....	52,22	56,20	59,18	63,93	71,66	77,63	81,42
Industrie électrotechnique .....	48,80	51,19	54,46	60,11	67,59	73,84	76,89
Construction de matériel de transport ...	56,34	59,53	63,21	69,93	79,46	85,63	88,52
Total des industries manufacturières .....	48,58	51,36	54,22	59,54	66,16	71,83	75,14
dont : hommes .....	52,94	55,92	59,04	64,79	71,98	78,09	81,72
femmes .....	35,51	37,67	39,79	43,82	48,70	53,05	55,41
<i>Construction</i> <sup>1</sup> .....	52,82	55,71	57,89	62,22	71,90	77,05	78,11
<i>Moyenne générale pour l'industrie</i> :							
Total (hommes + femmes) .....	50,01	52,84	55,60	60,62	68,39	73,91	76,96
dont : hommes .....	53,43	56,42	59,34	64,59	73,04	78,83	82,04

<sup>1</sup> Hommes seulement.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *I.R.E.S.* — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Le*

*coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne, Etudes et Documents*, nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.). — *Annuaire des statistiques du Travail* (B.I.T.).

## VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

### 1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment au Canada	Café à New York Santos IV	Laine Méridos 64S au Royaume- Uni	Coton aux Etats-Unis (12 marchés)	Caoutchouc à Londres « Spot » price n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	\$ par 60 lbs	cents par lb.	d par Kg.	\$ par 100 lbs	£ par T.M.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par barrel	
1964	2,03	46,7	96	32,20	186,0	351	1.236	34,7	2,89
1965	1,91	44,7	85	30,40	190,6	469	1.413	35,2	2,89
1966	2,04	40,8	93	26,40	179,1	555	1.296	31,0	2,89
1967	2,02	37,8	86	23,00	151,6	418	1.229	27,0	2,88
1968	1,93	37,4	97	27,20	170,8	526	1.323	27,1	2,90
1969	1,85	40,8	91	25,40	222,2	621	1.451	31,5	3,00
1970	1,76	54,6	79	25,10	180,4	589	1.537	42,0	3,02
1971	1,74	44,8	72	27,70	143,7	444	1.437	36,8	3,26
1970 1 <sup>er</sup> trimestre	1,79	52,6	84	24,87	209,1	699	1.584	43,8	3,02
2 <sup>e</sup> trimestre	1,75	53,9	80	25,20	184,0	666	1.546	43,5	3,02
3 <sup>e</sup> trimestre	1,71	55,8	71	25,50	167,8	538	1.495	40,7	3,02
4 <sup>e</sup> trimestre	1,79	56,0	70	24,80	165,5	455	1.498	40,2	3,02
1971 1 <sup>er</sup> trimestre	1,79	50,1	69	25,10	154,1	441	1.452	39,2	3,19
2 <sup>e</sup> trimestre	1,76	43,1	73	26,47	155,6	477	1.462	37,0	3,27
3 <sup>e</sup> trimestre	1,76	42,5	74	29,63	135,7	448	1.425	35,8	3,27
4 <sup>e</sup> trimestre	1,65	43,3	73	30,60	130,2	412	1.411	34,0	3,33
1972 1 <sup>er</sup> trimestre			84	34,97		429	1.433		3,33
1971 Avril	1,79	43,7	71	25,90	155,0	521	1.484	37,0	3,27
Mai	1,72	43,1	74	26,40	162,4	464	1.466	37,5	3,27
Juin	1,77	42,5	75	27,10	149,4	447	1.437	36,5	3,27
Juillet	1,81	42,6	75	27,30	138,6	464	1.440	35,5	3,27
Août	1,74	42,5	75	28,80	134,7	451	1.420	36,0	3,27
Septembre	1,73	42,5	73	29,30	134,0	428	1.416	36,0	3,27
Octobre	1,66	42,5	73	29,80	130,7	418	1.402	35,0	3,33
Novembre	1,66	43,1	73	30,10	127,7	406	1.413	34,0	3,33
Décembre	1,64	44,4	74	32,00	132,3	411	1.417	33,0	3,33
1972 Janvier	1,66	44,7	79	34,40	133,7	419	1.412	36,0	3,33
Février	1,66	44,4	86	35,20	131,4	427	1.413	38,0	3,33
Mars			87	35,30		442	1.475		3,33
Avril				37,70					

### VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1963 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices Reuter	Indice Moody	Indices Schulze		
			général	industriel	alimentaire
1964	102	100	104	104	101
1965	98	103	103	105	96
1966	97	107	104	106	98
1967	94	99	100	102	96
1968	106	98	101	104	94
1969	115	107	104	108	96
1970	120	111	106	108	102
1971	113	101	105	109	100
1970 1 <sup>er</sup> trimestre	120	114	107	110	98
2 <sup>e</sup> trimestre	121	111	106	109	99
3 <sup>e</sup> trimestre	120	111	105	107	100
4 <sup>e</sup> trimestre	119	106	105	105	103
1971 1 <sup>er</sup> trimestre	116	104	104	106	102
2 <sup>e</sup> trimestre	114	101	105	110	100
3 <sup>e</sup> trimestre	112	98	106	110	99
4 <sup>e</sup> trimestre	110	100	106	111	100
1972 1 <sup>er</sup> trimestre	119	106	113	118	105
1971 Mai	114	101	105	110	99
Juin	113	102	106	110	100
Juillet	113	100	106	110	100
Août	113	98	105	110	98
Septembre	110	97	105	110	98
Octobre	109	99	105	110	98
Novembre	109	99	106	110	99
Décembre	113	101	108	112	102
1972 Janvier	118	105	112	116	105
Février	120	106	113	119	105
Mars	120	107	115	120	106
Avril	118	107	115	120	106
Mai	119	109	115		

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1963 = 100 \*

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1964 .....	104,6	102,7	107,5	98,5	105,2	103,5	107,7	104,9	106,2	103,4	103,1	108,1	106,0	105,6	104,4
1965 .....	105,8	105,8	111,3	101,0	105,8	103,4	109,7	106,9	107,9	97,5	104,0	110,7	105,4	106,0	105,9
1966 .....	108,2	110,5	113,7	107,5	107,7	104,5	113,5	106,9	108,6	99,4	106,2	112,2	104,9	109,4	108,3
1967 .....	107,0	110,4	114,3	106,9	106,3	104,5	107,7	105,5	106,9	95,0	106,5	119,2	99,8	107,6	109,5
1968 .....	107,3	109,2	117,4	102,1	106,9	106,0	106,2	105,4	107,4	96,2	106,5	121,9	99,4	109,3	110,0
1969 .....	112,6	118,1	121,5	115,2	111,3	109,5	111,7	107,5	114,8	97,7	108,4	125,1	102,3	116,9	113,4
1970 .....	118,0	120,3	117,1	123,5	117,5	116,3	117,7	114,5	129,2	101,4	110,3	130,2	109,1	120,9	120,4
1971 .....	117,3	115,0	119,7	111,1	117,9	118,3	114,8	119,0	125,9	105,3	108,6	136,8	110,8	119,0	121,7
1970 1 <sup>er</sup> trimestre	117,5	122,8	120,1	125,3	116,3	114,3	117,5	111,7	128,2	99,1	110,2	127,6	106,6	121,8	118,8
2 <sup>e</sup> trimestre	118,2	122,1	118,6	126,2	117,4	115,1	119,8	113,5	130,3	101,1	109,3	129,0	109,9	121,5	119,2
3 <sup>e</sup> trimestre	117,8	118,6	114,6	122,5	117,7	116,7	117,2	115,8	129,2	101,9	109,6	131,0	110,2	120,1	121,0
4 <sup>e</sup> trimestre	118,2	117,7	115,1	120,0	118,4	118,8	116,0	117,2	128,2	103,3	111,9	132,6	109,8	120,4	122,6
1971 1 <sup>er</sup> trimestre	116,7	116,1	118,9	113,6	116,9	117,1	114,2	118,4	126,0	102,7	107,4	135,4	110,0	118,2	120,4
2 <sup>e</sup> trimestre	117,1	114,1	116,3	112,1	117,9	117,7	116,2	118,9	126,4	105,6	107,1	136,5	112,1	119,3	120,7
3 <sup>e</sup> trimestre	117,9	115,6	119,1	112,5	118,5	118,8	115,6	120,0	125,8	106,8	108,9	137,1	111,5	119,6	122,1
4 <sup>e</sup> trimestre	117,5	114,5	124,2	106,1	118,4	119,3	113,6	118,6	125,3	106,2	110,8	138,0	109,8	118,9	123,4
1972 1 <sup>er</sup> trimestre	119,1	115,9	128,9	104,9	120,0	121,1	114,1	118,6	126,2	111,1	112,3	140,4	111,4	121,0	124,7
1971 Mai	116,5	112,1	115,5	109,0	117,7	117,5	115,9	118,2	125,9	105,7	106,8	136,5	111,9	118,9	120,6
Juin	118,2	117,3	117,6	116,9	118,6	118,3	116,9	120,3	126,3	107,1	107,8	136,5	113,3	119,5	121,2
Juillet	117,6	114,3	114,4	114,2	118,5	118,5	116,6	120,2	126,0	107,4	108,4	136,8	112,8	119,4	121,5
Août	118,1	115,7	120,4	111,5	118,7	119,0	115,8	120,1	125,8	107,2	109,2	136,8	112,0	119,9	122,2
Septembre	117,9	116,7	122,4	111,7	118,2	118,8	114,3	119,6	125,6	105,7	109,1	137,6	109,8	119,5	122,7
Octobre	117,3	114,1	120,9	108,1	118,3	119,1	113,8	118,7	125,8	106,0	109,6	137,6	109,8	119,1	123,0
Novembre	117,6	115,0	125,6	105,8	118,4	119,3	113,7	118,5	125,0	106,4	111,3	137,6	110,1	118,7	123,4
Décembre	117,6	114,4	126,2	104,4	118,5	119,5	113,2	118,7	125,0	106,3	111,4	138,8	109,6	118,9	123,8
1972 Janvier	118,3	116,1	129,0	105,1	119,0	120,3	112,9	118,2	125,4	109,1	112,2	139,8	109,6	119,7	124,6
Février	119,3	115,9	129,6	104,4	120,2	121,4	114,0	119,0	126,1	111,7	112,3	140,6	111,7	121,3	124,9
Mars	119,6	115,7	128,2	105,2	120,7	121,6	115,3	118,7	127,0	112,5	112,4	140,7	113,0	122,0	124,7
Avril	120,4	117,6	129,3	107,6	121,2	122,0	115,5	119,2	127,0	112,7	112,4	141,5	113,0	123,2	125,0
Mai	121,0	120,8	133,0	110,4	121,2	125,3	112,0	119,3	126,9	112,9	111,2	142,0	113,0	123,2	125,0

\* Indices base originale 1986-88 = 100 convertis en indices base 1963 = 100.

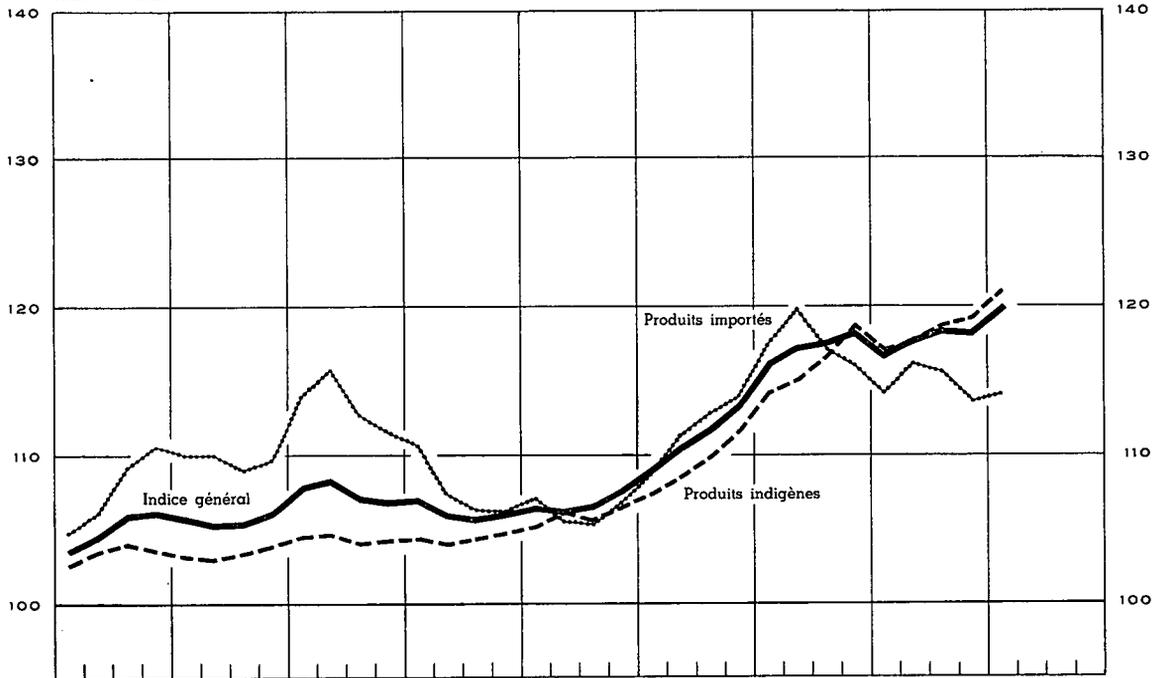
† Nouvelle série suite à l'instauration, le 1<sup>er</sup> janvier 1971, de la taxe sur la valeur ajoutée. Les nouveaux indices sont calculés en partant de prix nets d'impôts; les anciens prix comprenaient certaines taxes de transmission.

### VII · 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1963 = 100

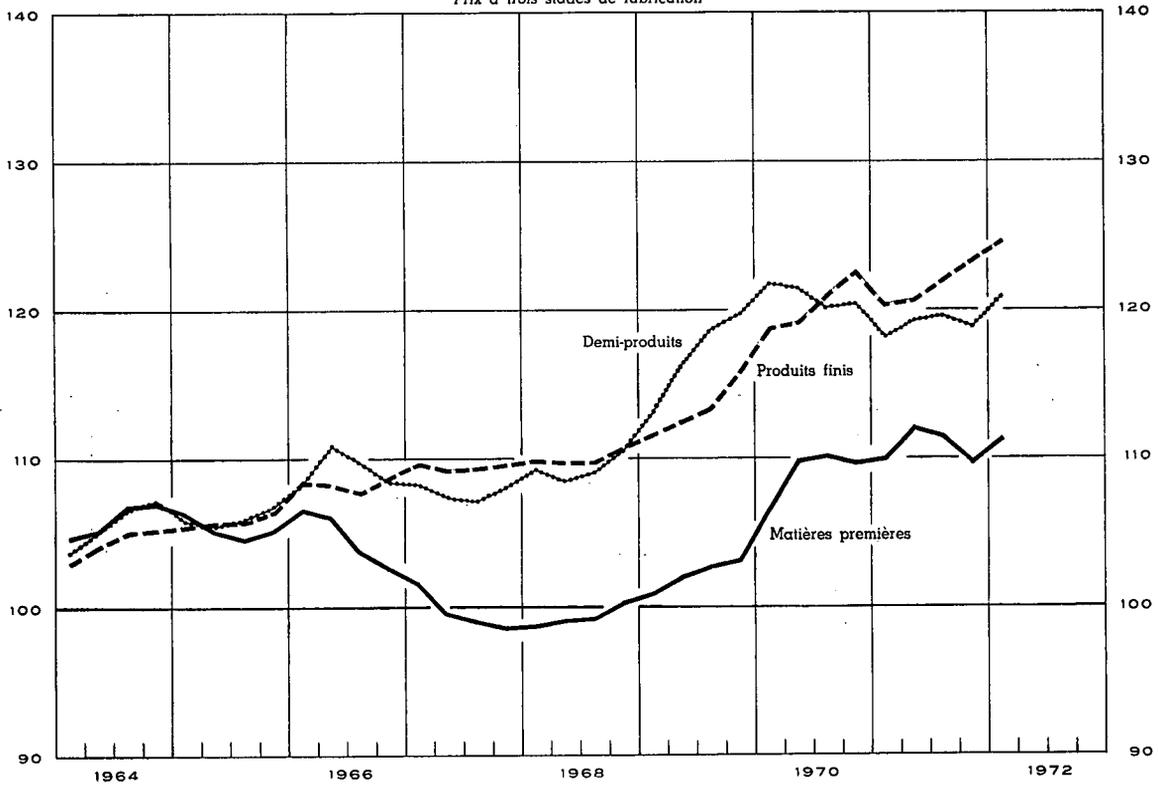
#### PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Source : M.A.E.



#### PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

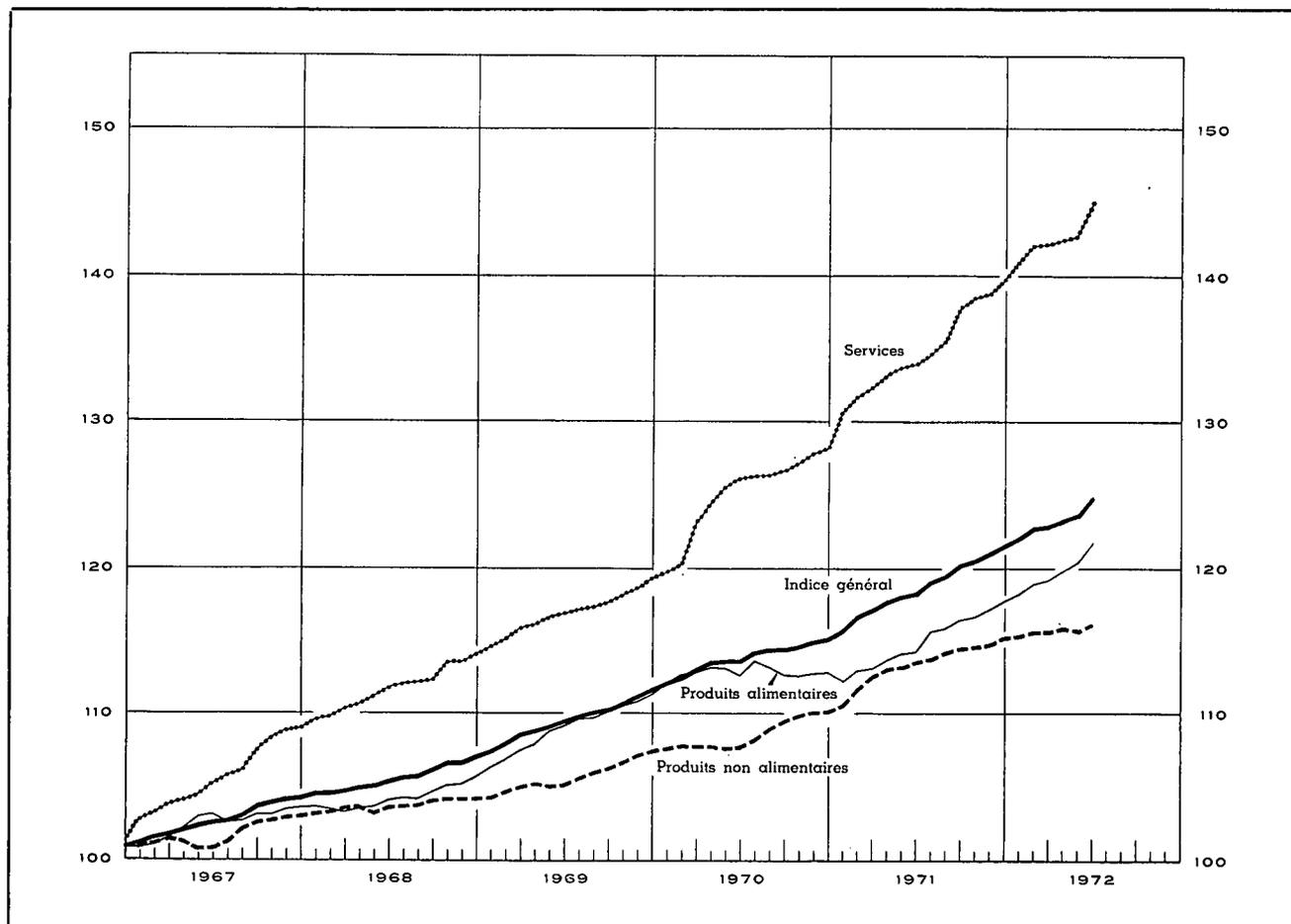
Prix à trois stades de fabrication



VII - 4a. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1966 = 100 \*

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services	
	1970	1971	1970	1971	1970	1971	1970	1971
1966 .....	100,00		100,00		100,00		100,00	
1967 .....	102,91		102,52		101,84		105,83	
1968 .....	105,69		104,28		103,81		111,79	
1969 .....	109,65		109,10		105,81		116,97	
1970 .....	113,94		112,90		108,64		125,17	
1971 .....	118,89		115,05		113,56		135,04	
1 <sup>er</sup> trimestre .....	112,67	116,60	112,57	112,84	107,80	111,70	121,14	131,58
2 <sup>e</sup> trimestre .....	113,67	118,12	113,04	114,09	107,77	113,32	125,38	133,57
3 <sup>e</sup> trimestre .....	114,44	119,68	113,21	116,01	108,95	114,24	126,44	135,96
4 <sup>e</sup> trimestre .....	114,99	121,16	112,79	117,25	110,05	114,96	127,74	139,06
Janvier .....	112,22	115,83	112,17	112,38	107,68	110,69	119,82	130,74
Février .....	112,57	116,74	112,67	113,00	107,90	111,84	120,39	131,66
Mars .....	113,21	117,23	112,88	113,13	107,81	112,56	123,21	132,33
Avril .....	113,64	117,84	113,24	113,75	107,83	113,12	124,53	133,17
Mai .....	113,66	118,13	113,16	114,17	107,65	113,28	125,53	133,64
Juin .....	113,70	118,38	112,72	114,35	107,83	113,56	126,07	133,89
Juillet .....	114,29	119,10	113,56	115,62	108,33	113,86	126,27	134,47
Août .....	114,53	119,55	113,32	115,94	109,02	114,30	126,41	135,48
Septembre .....	114,50	120,39	112,75	116,48	109,51	114,55	126,63	137,94
Octobre .....	114,70	120,71	112,59	116,70	109,89	114,70	127,17	138,52
Novembre .....	115,04	121,13	112,83	117,24	110,08	114,90	127,85	138,92
Décembre .....	115,23	121,65	112,95	117,81	110,17	115,28	128,20	139,74

\* Pour convertir l'indice général base 1966 = 100 en indice base 1971 = 100 il suffit de multiplier le chiffre par le coefficient 0,8411.

VII - 4b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1971 = 100 \*

Source : M.A.E.

Mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services
1972 Janvier .....	102,80	102,84	101,63	102,16
Février .....	103,35	103,25	101,74	105,03
Mars <sup>1</sup> .....	103,48	103,65	101,92	105,27
1 <sup>er</sup> trimestre .....	103,21	103,28	101,76	104,15
Avril .....	103,84	104,19	102,13	105,53
Mai .....	104,03	104,71	102,01	105,72
Juin .....	105,04	105,97	102,28	107,41
2 <sup>e</sup> trimestre .....	104,30	104,96	102,14	106,22

\* Pour convertir l'indice général base 1971 = 100 en indice base 1966 = 100, il suffit de multiplier ce chiffre par le coefficient 1,1889.

<sup>1</sup> A partir de mars 1972, la pondération des différentes composantes de l'indice a été adaptée aux changements survenus dans la structure des dépenses de consommation des ménages. La pondération des produits alimentaires est ramenée de 41,55 p.c. à 50 p.c., celle des produits non alimentaires passe de 37,02 p.c. à 40 p.c. et celle des services de 21,43 p.c. à 30 p.c.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *I.R.E.S.* — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt.* — *Wirtschaft und Statistik*. — *Bulletin mensuel de Statistique* (O.N.U.). — *Monthly Digest of Statistics*. — *Bulletin statis-*

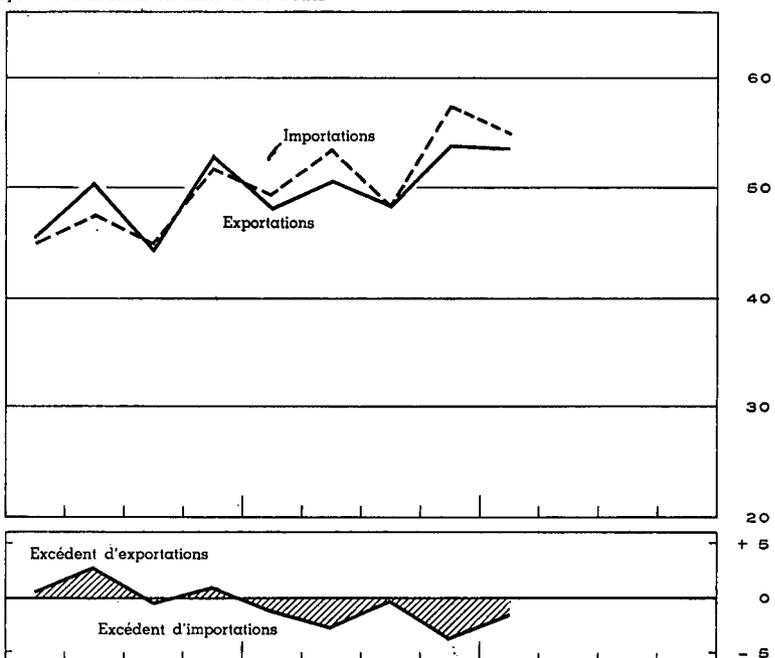
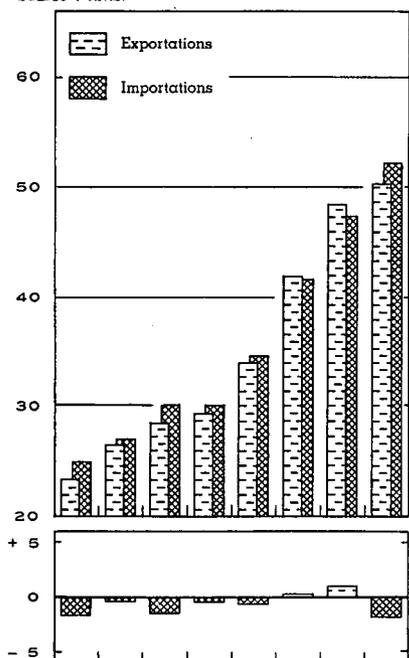
*tique de l'I.N.S.E.E.* — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.). — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Bulletin de la Fédération des Industries Belges*. — *Journaux financiers* : *Agéfi*, *Het Financieel Dagblad*, *The Financial Times*, *Le Nouveau Journal*.

# VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

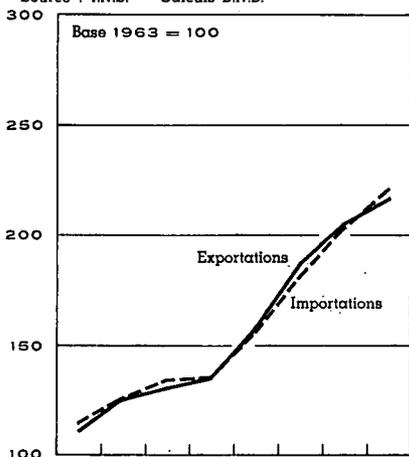
## IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

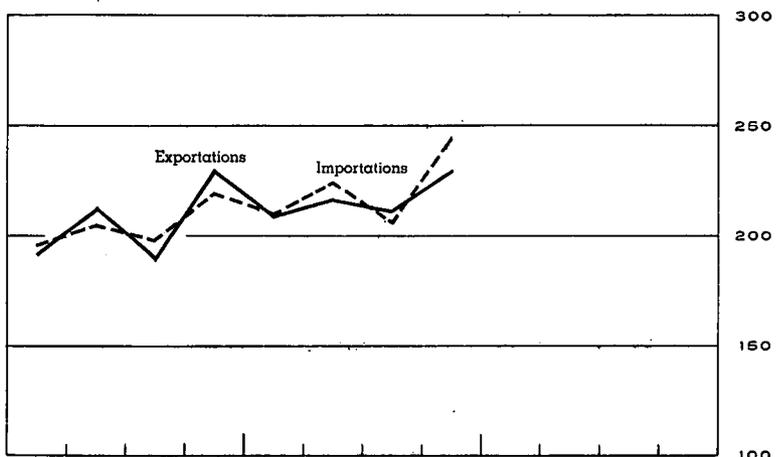
Source : I.N.S.



Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

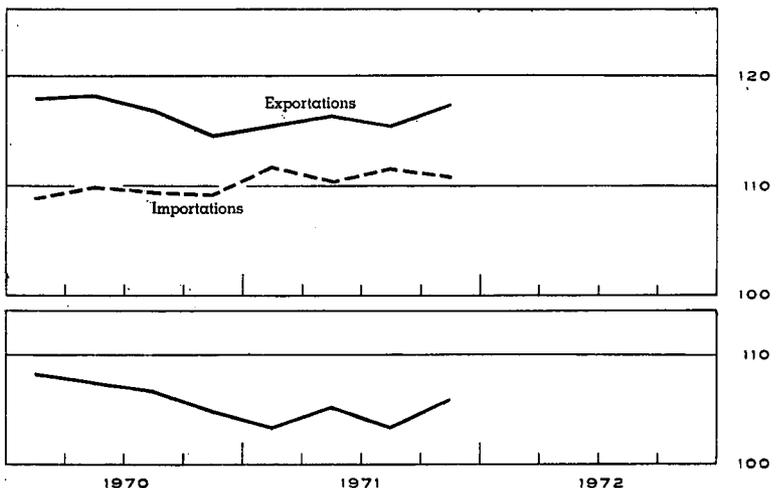
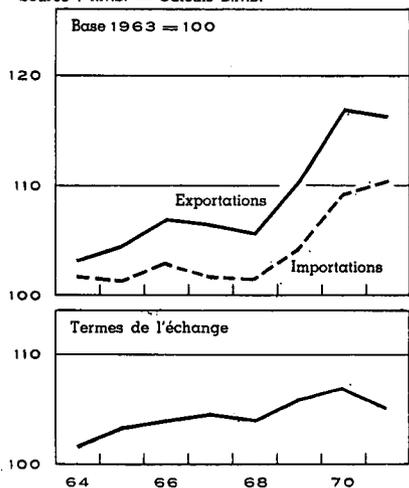


### INDICES DU VOLUME



Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

### INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



64 66 68 70 1970 1971 1972

VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1968 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		importations	du volume		des prix à	
				importations		exportations	l'importation	l'exportation	
1964 .....	24,9	23,3	- 1,6	94	114,9	111,3	101,8	103,3	101,5
1965 .....	27,1	26,6	- 0,5	98	125,6	126,1	101,3	104,6	103,3
1966 .....	29,9	28,5	- 1,4	95	134,9	131,6	102,9	107,0	104,0
1967 .....	29,9	29,3	- 0,6	98	136,1	135,7	101,8	106,6	104,7
1968 .....	34,7	34,0	- 0,7	98	157,5	158,5	101,6	105,7	104,0
1969 .....	41,6	41,9	+ 0,3	101	183,3	188,0	104,5	110,7	105,9
1970 .....	47,3	48,4	+ 1,1	102	204,0	206,2	109,3	116,9	107,0
1971 .....	52,2	50,3	- 1,9	96	222,0	215,9	110,6	116,4	105,2
1970 1 <sup>er</sup> trimestre .....	44,9	45,6	+ 0,7	102	196,3	192,5	108,9	117,9	108,3
2 <sup>e</sup> trimestre .....	47,6	50,4	+ 2,8	106	204,7	213,4	109,9	118,3	107,6
3 <sup>e</sup> trimestre .....	45,1	44,6	- 0,5	99	197,6	189,9	109,5	116,9	106,8
4 <sup>e</sup> trimestre .....	51,8	52,9	+ 1,1	102	220,0	229,5	109,3	114,7	104,9
1971 1 <sup>er</sup> trimestre .....	49,4	48,2	- 1,2	98	210,5	209,5	111,8	115,6	103,4
2 <sup>e</sup> trimestre .....	53,4	50,7	- 2,7	95	224,6	217,1	110,6	116,5	105,3
3 <sup>e</sup> trimestre .....	48,7	48,5	- 0,2	100	206,9	211,6	111,7	115,5	103,4
4 <sup>e</sup> trimestre .....	57,5	53,9	- 3,6	94	244,8	229,7	110,9	117,4	105,9
1972 1 <sup>er</sup> trimestre .....	55,0	53,5	- 1,5	97					
1971 5 premiers mois .....	50,7	48,5	- 2,2	96					
6 premiers mois .....	51,4	49,4	- 2,0	96	217,6	213,3	111,2	116,1	104,4
7 premiers mois .....	51,0	49,5	- 1,5	97					
8 premiers mois .....	50,6	47,9	- 2,7	95					
9 premiers mois .....	50,5	49,1	- 1,4	97	214,0	212,7	111,4	115,9	104,0
10 premiers mois .....	51,3	49,7	- 1,6	97					
11 premiers mois .....	51,7	49,7	- 2,0	96					
12 mois .....	52,2	50,3	- 1,9	96	222,0	215,9	110,6	116,4	105,2
1972 1 <sup>er</sup> mois .....	47,7	50,8	+ 3,1	107					
2 premiers mois .....	50,1	50,7	+ 0,6	101					
3 premiers mois .....	55,0	53,5	- 1,5	97					
4 premiers mois .....	54,6	53,2	- 1,4	97					
5 premiers mois ..... p	54,2	54,4	+ 0,2	100					

<sup>1</sup> Termes de l'échange =  $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. - En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

**VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits**  
(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Mater. de construct. à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1964	5,85	3,75	3,56	1,65	1,84	0,84	1,17	0,65	0,61	0,45	0,37	0,57	0,24	0,14	0,16	0,12	0,07	0,27	0,08	0,08	0,82	23,29
1965	7,07	4,13	3,78	2,02	2,22	1,16	1,22	0,69	0,72	0,54	0,43	0,58	0,27	0,16	0,17	0,12	0,10	0,18	0,08	0,09	0,86	26,59
1966	7,34	3,95	4,17	2,19	2,81	1,22	1,50	0,67	0,81	0,63	0,49	0,61	0,30	0,18	0,17	0,13	0,10	0,12	0,07	0,07	0,92	28,45
1967	7,53	4,24	3,85	2,45	2,63	1,54	1,54	0,68	0,87	0,67	0,53	0,67	0,29	0,19	0,18	0,14	0,11	0,13	0,08	0,07	0,91	29,30
1968	8,58	4,78	4,35	3,17	3,22	1,75	1,73	0,95	0,98	0,81	0,63	0,75	0,31	0,23	0,19	0,16	0,15	0,11	0,08	0,07	1,02	34,02
1969	10,97	5,96	5,22	4,02	3,83	2,13	1,93	1,27	1,25	1,08	0,81	0,80	0,41	0,29	0,21	0,17	0,13	0,11	0,10	0,07	1,18	41,94
1970	13,24	7,12	5,48	4,90	4,29	2,56	1,83	1,14	1,50	1,23	0,91	0,93	0,41	0,34	0,23	0,20	0,13	0,15	0,11	0,08	1,59	48,37
1971	14,23	6,64	6,05	5,68	3,18	2,95	1,93	1,22	1,72	1,33	1,16	0,91	0,44	0,40	0,24	0,23	0,14	0,13	0,13	0,10	1,51	50,32
1970 1 <sup>er</sup> trimestre	11,82	7,45	5,18	4,44	4,56	2,33	1,79	1,03	1,42	1,17	0,75	0,77	0,43	0,32	0,19	0,15	0,11	0,08	0,10	0,06	1,48	45,63
2 <sup>e</sup> trimestre	14,63	7,53	5,68	5,05	4,57	2,36	1,62	0,99	1,57	1,31	0,93	0,96	0,41	0,35	0,24	0,21	0,13	0,13	0,12	0,09	1,53	50,41
3 <sup>e</sup> trimestre	11,27	6,73	4,96	4,80	3,98	2,39	1,79	1,19	1,39	1,13	0,85	0,88	0,36	0,29	0,25	0,22	0,13	0,18	0,12	0,08	1,57	44,56
4 <sup>e</sup> trimestre	15,23	6,76	6,09	5,30	4,04	3,18	2,12	1,35	1,62	1,31	1,11	1,10	0,43	0,38	0,26	0,24	0,14	0,21	0,12	0,10	1,80	52,89
1971 1 <sup>er</sup> trimestre	13,71	6,67	5,75	5,42	3,16	2,78	1,79	0,98	1,45	1,25	1,02	0,94	0,37	0,36	0,22	0,20	0,11	0,17	0,10	0,08	1,67	48,20
2 <sup>e</sup> trimestre	14,15	6,78	6,14	5,46	3,30	2,93	2,21	1,27	1,71	1,34	1,14	0,87	0,49	0,42	0,24	0,24	0,14	0,12	0,13	0,09	1,50	50,67
3 <sup>e</sup> trimestre	13,79	6,74	5,53	5,63	3,06	2,63	1,78	1,47	1,71	1,26	1,07	0,83	0,42	0,37	0,24	0,23	0,12	0,10	0,14	0,10	1,29	48,51
4 <sup>e</sup> trimestre	15,28	6,39	6,78	6,19	3,19	3,48	1,95	1,15	2,00	1,44	1,40	0,99	0,51	0,45	0,26	0,26	0,17	0,14	0,15	0,12	1,61	53,91
1972 1 <sup>er</sup> trimestre	14,19	7,31	6,79	6,24	3,04	3,36	2,01	1,18	2,05	1,49	1,32	1,05	0,46	0,46	0,22	0,22	0,14	0,12	0,14	0,08	1,62	53,49
1971 4 premiers mois	13,55	6,75	5,87	5,18	3,19	2,78	1,63	0,95	1,51	1,26	1,05	0,92	0,39	0,37	0,22	0,21	0,11	0,15	0,11	0,08	1,64	47,92
5 premiers mois	13,92	6,63	5,83	5,36	3,16	2,71	1,88	1,01	1,53	1,27	1,06	0,90	0,41	0,38	0,22	0,21	0,12	0,14	0,11	0,08	1,59	48,52
6 premiers mois	13,93	6,73	5,95	5,44	3,23	2,85	2,00	1,12	1,58	1,30	1,08	0,90	0,43	0,39	0,23	0,22	0,13	0,14	0,12	0,08	1,59	49,44
7 premiers mois	14,02	6,81	5,91	5,45	3,19	2,83	2,05	1,16	1,58	1,30	1,09	0,89	0,43	0,39	0,23	0,22	0,12	0,14	0,12	0,08	1,52	49,53
8 premiers mois	13,27	6,67	5,70	5,33	3,12	2,79	1,89	1,21	1,57	1,27	1,05	0,86	0,41	0,38	0,23	0,22	0,12	0,13	0,12	0,08	1,48	47,95
9 premiers mois	13,88	6,73	5,81	5,50	3,17	2,78	1,93	1,24	1,63	1,29	1,07	0,88	0,42	0,39	0,23	0,22	0,12	0,13	0,12	0,09	1,49	49,12
10 premiers mois	14,05	6,83	5,91	5,54	3,18	2,83	1,88	1,22	1,66	1,30	1,11	0,89	0,43	0,39	0,24	0,23	0,13	0,14	0,13	0,09	1,50	49,68
11 premiers mois	14,00	6,75	5,95	5,56	3,16	2,86	1,95	1,20	1,66	1,31	1,13	0,90	0,43	0,40	0,24	0,23	0,13	0,13	0,13	0,10	1,48	49,70
12 mois	14,23	6,64	6,05	5,68	3,18	2,95	1,93	1,22	1,72	1,33	1,16	0,91	0,44	0,40	0,24	0,23	0,14	0,13	0,13	0,10	1,51	50,32
1972 1 <sup>er</sup> mois	14,05	7,14	6,03	5,77	3,08	3,23	1,85	1,05	2,09	1,32	1,17	1,05	0,44	0,42	0,19	0,20	0,15	0,14	0,11	0,07	1,23	50,78
2 premiers mois	13,85	7,02	6,30	5,75	2,90	3,13	1,66	1,12	2,04	1,43	1,22	1,01	0,42	0,42	0,21	0,21	0,15	0,12	0,12	0,07	1,55	50,70
3 premiers mois	14,19	7,31	6,79	6,24	3,04	3,36	2,01	1,18	2,05	1,49	1,32	1,05	0,46	0,46	0,22	0,22	0,14	0,12	0,14	0,08	1,62	53,49
4 premiers mois	14,19	7,22	6,72	6,18	3,02	3,27	1,95	1,30	2,02	1,47	1,33	1,01	0,48	0,40	0,23	0,22	0,14	0,11	0,14	0,08	1,73	53,21

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés												Biens de consommation						Biens d'équipement	Divers <sup>1</sup>	Total général				
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total				non durables			durables
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits					alimentaires		autres	
													liquides	autres								produits animaux	produits végétaux		
1964	16.390	5.343	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.087	454	938	4.976	696	1.050	402	2.828	3.464	83	24.913
1965	17.618	6.076	1.759	1.782	1.174	378	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.235	519	1.093	5.849	802	1.220	481	3.346	3.509	94	27.070
1966	19.740	7.195	1.855	2.024	1.508	403	258	317	147	487	109	1.033	420	851	1.384	538	1.211	6.110	829	1.295	515	3.471	4.000	42	29.892
1967	19.324	6.566	1.559	2.168	1.398	394	219	326	185	498	123	1.229	475	827	1.503	617	1.237	6.429	963	1.379	592	3.495	4.117	30	29.900
1968	23.120	8.185	1.804	2.229	1.899	405	237	354	149	538	155	1.711	558	1.000	1.826	604	1.466	7.236	1.034	1.416	712	4.074	4.278	88	34.722
1969	27.944	10.149	2.028	2.539	2.407	526	298	427	172	686	238	2.010	475	1.188	2.198	781	1.822	8.529	1.150	1.604	848	4.927	5.095	52	41.620
1970	31.151	11.989	1.932	3.105	1.600	510	276	511	181	823	276	2.200	557	1.498	2.534	1.005	2.154	9.417	1.319	1.746	970	5.382	6.716	59	47.343
1971	33.390	11.598	2.015	3.288	2.069	502	299	546	188	1.020	326	2.651	844	1.420	2.972	1.247	2.405	11.186	1.510	2.144	1.106	6.426	7.594	67	52.237
1970 1 <sup>er</sup> trimestre	30.062	11.660	2.116	3.030	1.464	409	326	473	179	692	237	1.896	588	1.536	2.437	913	2.106	9.109	1.144	1.646	931	5.388	5.687	60	44.918
2 <sup>e</sup> trimestre	31.625	12.449	2.060	2.941	1.820	485	285	543	201	875	311	1.866	498	1.518	2.594	990	2.189	9.572	1.309	1.936	977	5.350	6.359	52	47.608
3 <sup>e</sup> trimestre	29.979	11.829	1.654	2.952	1.290	623	220	508	166	819	256	2.360	492	1.419	2.353	970	2.068	8.963	1.247	1.611	979	5.126	6.045	58	45.045
4 <sup>e</sup> trimestre	32.940	12.019	1.897	3.499	1.825	522	272	520	176	908	298	2.679	651	1.521	2.752	1.146	2.255	10.025	1.578	1.791	990	5.666	8.774	62	51.801
1971 1 <sup>er</sup> trimestre	31.736	11.218	1.976	3.450	1.677	414	339	558	183	879	306	2.171	657	1.466	2.873	1.181	2.388	10.766	1.526	1.963	1.078	6.199	6.863	73	49.438
2 <sup>e</sup> trimestre	34.268	11.175	2.064	3.179	2.923	504	312	528	200	1.078	345	2.937	856	1.453	2.934	1.315	2.465	11.260	1.585	2.234	1.110	6.331	7.816	39	53.383
3 <sup>e</sup> trimestre	30.655	10.355	1.806	2.973	1.595	510	252	531	171	1.044	333	2.601	672	1.483	2.961	1.179	2.189	10.785	1.388	2.029	1.061	6.307	7.163	69	48.672
4 <sup>e</sup> trimestre	36.899	13.644	2.214	3.549	2.082	579	294	568	197	1.078	319	2.896	1.189	1.277	3.119	1.315	2.579	11.935	1.542	2.350	1.175	6.868	8.532	87	57.453
1972 1 <sup>er</sup> trimestre	34.393	11.820	2.267	3.321	1.922	566	368	532	199	923	318	3.122	829	1.419	3.123	1.124	2.540	12.784	1.735	2.051	1.267	7.731	7.793	67	55.037

<sup>1</sup> Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES \*

Base 1963 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1969		1970				1971			
									4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	
<b>IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits</b>																		
Biens de production .....	101,5	100,1	101,6	100,3	100,3	103,0	107,8	108,1	104,7	108,6	109,4	107,9	106,7	109,3	108,4	108,8	107,8	
Biens de consommation .....	102,3	105,1	105,9	104,6	103,4	106,4	110,2	112,1	107,8	110,7	108,1	110,1	112,8	114,8	112,5	113,3	111,9	
Biens d'équipement .....	102,2	99,6	103,5	103,4	104,3	107,8	112,2	117,0	111,9	106,3	114,5	115,1	115,9	115,8	114,8	120,6	121,8	
<b>Ensemble ...</b>	<b>101,8</b>	<b>101,3</b>	<b>102,9</b>	<b>101,8</b>	<b>101,6</b>	<b>104,5</b>	<b>109,3</b>	<b>110,6</b>	<b>106,4</b>	<b>108,9</b>	<b>109,9</b>	<b>109,5</b>	<b>109,3</b>	<b>111,8</b>	<b>110,6</b>	<b>111,7</b>	<b>110,9</b>	
<b>EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits</b>																		
Sidérurgie .....	101,4	101,5	100,7	100,0	98,4	108,4	130,0	124,0	121,1	129,6	133,1	131,5	125,5	123,4	123,5	125,7	123,6	
Fabrications métalliques .....	102,6	104,0	106,8	109,7	108,7	112,1	119,3	123,0	116,3	118,6	119,8	120,8	120,3	121,7	122,5	119,8	128,4	
Métaux non ferreux .....	110,9	123,8	150,5	143,5	154,0	169,7	180,7	144,4	185,3	194,6	195,3	177,8	158,3	145,1	148,4	146,0	138,8	
Textiles .....	105,2	103,0	102,5	100,9	96,2	97,6	96,8	95,3	98,1	99,0	97,0	97,0	95,1	95,5	95,5	94,7	95,7	
Produits chimiques .....	102,0	104,1	103,6	102,0	100,9	101,6	102,0	100,7	103,4	101,8	102,5	101,0	101,9	99,2	100,5	98,7	98,8	
Industrie houillère .....	118,2	95,9	90,2	87,8	94,0	105,3	156,7	140,7	113,8	132,0	142,4	166,9	178,9	159,4	138,7	134,3	129,0	
Industrie pétrolière .....	97,2	96,4	91,9	92,2	92,6	89,3	86,5	96,5	87,9	86,4	86,7	85,8	86,9	95,8	96,6	99,6	93,7	
Verres et glaces .....	102,6	101,9	102,9	103,9	106,3	105,5	99,0	98,6	104,9	104,6	98,3	96,3	97,9	97,8	95,9	98,1	98,7	
Produits agricoles .....	95,6	99,8	103,7	100,1	98,9	109,1	104,3	109,8	106,9	105,8	103,6	104,1	103,9	105,8	108,3	112,5	112,6	
Ciments .....	101,6	103,0	101,5	102,2	99,8	91,9	98,9	111,7	88,0	93,3	97,5	99,8	103,3	105,3	110,8	114,2	114,8	
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	104,0	104,9	109,0	110,6	115,8	113,3	115,1	115,2	108,7	114,4	116,4	116,9	113,0	114,8	116,3	114,4	119,8	
Carrières .....	100,7	103,2	102,6	105,5	106,5	111,3	116,2	121,5	113,1	116,4	115,4	115,3	119,5	121,7	121,0	121,3	122,1	
Céramiques .....	108,6	110,4	114,8	115,2	118,4	117,1	125,1	138,4	113,4	121,2	123,8	128,3	125,4	128,7	137,0	149,0	137,6	
Bois et meubles .....	105,8	109,0	112,4	114,5	111,0	113,0	118,3	117,8	116,9	119,7	120,7	117,2	116,2	115,5	116,9	118,9	119,6	
Peaux, cuirs et chaussures ...	104,8	111,7	123,8	116,2	110,8	123,5	119,4	114,7	123,2	126,5	116,8	120,5	118,9	112,2	122,7	118,6	113,2	
Papier et livres .....	102,9	106,2	106,7	106,2	102,4	104,4	108,1	110,5	104,6	108,6	111,2	107,7	107,0	112,0	113,3	110,4	107,8	
Tabacs manufacturés .....	95,3	106,5	111,5	113,6	127,3	124,0	126,7	119,7	120,0	125,2	126,0	126,9	129,0	122,0	119,1	118,8	119,6	
Caoutchouc .....	101,3	101,6	100,4	99,3	99,5	96,2	97,8	101,0	95,0	97,9	95,9	98,7	99,4	101,0	103,2	100,4	101,0	
Industries alimentaires .....	103,7	104,3	104,5	103,8	100,7	105,0	109,1	114,7	108,4	107,5	110,5	107,9	111,4	115,0	112,9	112,3	114,1	
Divers .....	104,6	98,3	88,8	88,7	93,4	109,0	127,4	162,4	108,6	112,3	121,0	124,5	125,6	134,3	175,7	151,5	164,9	
<b>Ensemble ...</b>	<b>103,3</b>	<b>104,6</b>	<b>107,0</b>	<b>106,6</b>	<b>105,7</b>	<b>110,7</b>	<b>116,9</b>	<b>116,4</b>	<b>115,0</b>	<b>117,9</b>	<b>118,3</b>	<b>116,9</b>	<b>114,7</b>	<b>115,6</b>	<b>116,5</b>	<b>115,5</b>	<b>117,4</b>	
<b>INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE <sup>1</sup></b>																		
<b>Ensemble ...</b>	<b>101,5</b>	<b>103,3</b>	<b>104,0</b>	<b>104,7</b>	<b>104,0</b>	<b>105,9</b>	<b>107,0</b>	<b>105,2</b>	<b>108,1</b>	<b>108,3</b>	<b>107,6</b>	<b>106,8</b>	<b>104,9</b>	<b>103,4</b>	<b>105,3</b>	<b>103,4</b>	<b>105,9</b>	

<sup>1</sup> Indices des termes de l'échange =  $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

\* Voir N.B. au tableau VIII-1.

### VIII - 4b — INDICES DU VOLUME \*

Base 1963 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1969	1970				1971			
									4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
<b>IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits</b>																	
Biens de production .....	111,8	121,9	132,5	131,3	155,3	181,1	200,3	211,9	194,6	193,2	198,8	194,5	213,2	201,5	212,1	195,3	237,4
Biens de consommation .....	123,4	140,7	148,8	158,1	179,1	206,8	221,1	258,0	224,2	216,5	230,8	214,5	232,4	245,4	259,6	247,6	279,9
Biens d'équipement .....	119,4	123,7	130,0	130,9	140,0	164,0	206,1	228,8	176,7	186,8	200,7	192,9	241,9	214,1	245,5	213,5	241,3
<b>Ensemble ...</b>	<b>114,9</b>	<b>125,6</b>	<b>134,9</b>	<b>136,1</b>	<b>157,5</b>	<b>183,3</b>	<b>204,0</b>	<b>222,0</b>	<b>197,5</b>	<b>196,3</b>	<b>204,7</b>	<b>197,6</b>	<b>220,0</b>	<b>210,5</b>	<b>224,6</b>	<b>206,9</b>	<b>244,8</b>
<b>EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits</b>																	
Sidérurgie .....	115,8	126,8	122,5	132,4	151,6	171,8	170,9	167,1	186,6	179,5	176,6	159,9	168,2	168,8	171,2	167,3	161,3
Fabrications métalliques .....	119,0	143,2	148,6	148,3	170,0	212,6	238,3	254,0	229,7	216,0	263,6	202,8	271,9	247,8	255,9	253,3	259,0
Métaux non ferreux .....	107,8	116,3	121,3	119,0	135,5	145,7	153,3	142,0	151,8	151,7	151,2	144,4	164,9	140,6	143,5	135,2	149,3
Textiles .....	104,5	113,4	125,3	117,5	139,1	164,7	174,3	195,6	181,1	161,4	180,5	157,5	198,3	185,6	199,1	180,6	218,4
Produits chimiques .....	110,2	131,1	143,8	159,6	206,6	258,3	303,2	352,6	283,7	276,9	312,3	298,6	328,6	342,6	337,2	358,7	393,3
Industrie houillère .....	91,4	74,3	52,6	60,3	47,8	43,7	39,1	38,1	45,5	25,3	34,9	44,5	47,9	42,9	34,2	31,2	44,0
Industrie pétrolière .....	101,1	107,7	109,2	110,5	153,3	212,6	196,2	188,0	184,9	178,2	169,7	206,0	233,0	152,4	195,2	221,1	183,3
Verres et glaces .....	111,0	112,2	117,1	123,2	141,3	151,2	186,9	182,4	155,6	146,7	193,4	182,6	225,1	191,9	176,1	164,7	200,5
Produits agricoles .....	99,3	131,4	132,8	172,7	198,8	219,7	275,3	301,2	270,8	259,2	257,5	264,7	349,3	305,9	308,1	266,5	351,8
Ciments .....	116,6	134,7	115,4	107,1	110,4	114,3	134,3	138,3	127,3	105,8	148,7	132,5	150,3	120,9	127,9	135,6	169,1
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	106,9	111,6	113,7	119,0	126,1	141,4	166,6	188,4	172,1	121,3	172,9	173,1	198,9	163,3	190,3	186,8	201,4
Carrières .....	117,8	121,9	121,4	127,4	136,8	141,2	150,0	149,7	146,6	120,3	154,3	162,9	159,7	133,8	151,7	152,0	165,0
Céramiques .....	121,2	124,8	110,6	112,5	120,2	145,6	155,2	163,3	160,6	134,5	163,1	157,2	170,1	137,8	161,1	167,6	185,9
Bois et meubles .....	114,2	128,8	140,0	149,2	184,3	232,4	248,2	317,4	248,4	203,4	250,1	234,0	307,5	284,7	315,2	289,6	379,5
Peaux, cuirs et chaussures ...	107,0	111,1	114,5	116,6	128,4	155,6	158,7	179,5	168,1	158,9	163,8	142,1	165,1	152,0	182,2	159,5	197,4
Papier et livres .....	113,3	129,3	150,9	160,9	202,9	264,8	291,3	306,4	304,8	276,7	300,5	268,2	314,1	286,3	302,4	294,2	340,2
Tabacs manufacturés .....	128,7	155,7	152,6	173,3	196,6	173,8	172,6	193,0	178,3	152,2	170,7	178,0	188,7	150,7	196,4	179,2	245,8
Caoutchouc .....	118,7	139,6	150,3	160,9	194,3	255,9	286,9	331,4	293,4	275,9	309,4	246,9	316,0	298,1	346,9	311,6	371,2
Industries alimentaires .....	111,5	132,5	139,0	149,1	174,0	212,1	245,6	267,9	229,2	236,5	254,7	232,9	260,7	229,4	276,1	286,9	313,4
Divers .....	103,1	114,5	133,6	133,1	138,4	138,5	176,3	132,0	143,8	147,2	166,2	162,0	203,2	168,0	124,8	122,9	134,7
<b>Ensemble ...</b>	<b>111,3</b>	<b>126,1</b>	<b>131,6</b>	<b>135,7</b>	<b>158,5</b>	<b>188,0</b>	<b>206,2</b>	<b>216,9</b>	<b>203,5</b>	<b>192,5</b>	<b>213,4</b>	<b>189,9</b>	<b>229,5</b>	<b>209,5</b>	<b>217,1</b>	<b>211,6</b>	<b>229,7</b>

\* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Allemagne occidentale			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1964	5,12	4,83	- 0,29	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965	5,76	5,81	+ 0,05	4,15	3,86	- 0,29	4,02	5,87	+ 1,85
1966	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96
1967	6,33	5,80	- 0,53	4,43	5,19	+ 0,76	4,50	6,29	+ 1,79
1968	7,21	7,12	- 0,09	5,30	6,31	+ 1,01	5,06	7,16	+ 2,10
1969	9,65	9,60	- 0,05	6,62	8,81	+ 2,19	5,94	8,12	+ 2,18
1970	11,05	11,91	+ 0,86	8,11	9,58	+ 1,47	6,92	9,37	+ 2,45
1971	13,18	12,58	- 0,60	9,28	10,19	+ 0,91	8,49	9,56	+ 1,07
1970 1 <sup>er</sup> trimestre	10,30	11,20	+ 0,90	7,92	8,91	+ 0,99	6,78	8,54	+ 1,76
2 <sup>e</sup> trimestre	10,67	12,33	+ 1,66	8,31	10,16	+ 1,85	7,05	10,23	+ 3,18
3 <sup>e</sup> trimestre	10,83	11,26	+ 0,43	7,38	8,86	+ 1,48	6,36	8,60	+ 2,24
4 <sup>e</sup> trimestre	12,39	12,84	+ 0,45	8,85	10,38	+ 1,53	7,48	10,13	+ 2,65
1971 1 <sup>er</sup> trimestre	13,40	11,48	- 1,92	8,47	9,68	+ 1,21	7,58	9,27	+ 1,69
2 <sup>e</sup> trimestre	12,81	12,34	- 0,47	9,27	10,23	+ 0,96	8,81	9,42	+ 0,61
3 <sup>e</sup> trimestre	12,10	13,14	+ 1,04	8,30	9,21	+ 0,91	7,65	8,79	+ 1,14
4 <sup>e</sup> trimestre	14,41	13,36	- 1,05	11,08	11,64	+ 0,56	9,93	10,75	+ 0,82
1972 1 <sup>er</sup> trimestre	13,54	13,24	- 0,30	11,20	11,29	+ 0,09	8,97	9,97	+ 1,00
1971 5 premiers mois	13,22	11,70	- 1,52	8,76	9,79	+ 1,03	8,15	9,05	+ 0,90
6 premiers mois	13,11	11,91	- 1,20	8,87	9,95	+ 1,08	8,20	9,34	+ 1,14
7 premiers mois	12,98	12,06	- 0,92	8,77	10,04	+ 1,27	8,26	9,19	+ 0,93
8 premiers mois	12,82	11,86	- 0,96	8,64	9,62	+ 0,98	8,13	8,86	+ 0,73
9 premiers mois	12,77	12,32	- 0,45	8,68	9,71	+ 1,03	8,02	9,16	+ 1,14
10 premiers mois	12,88	12,54	- 0,34	9,08	9,92	+ 0,84	8,25	9,39	+ 1,14
11 premiers mois	13,01	12,51	- 0,50	9,20	10,02	+ 0,82	8,34	9,40	+ 1,06
12 mois	13,18	12,58	- 0,60	9,28	10,19	+ 0,91	8,49	9,56	+ 1,07
1972 1 <sup>er</sup> mois	10,88	12,47	+ 1,59	9,79	10,60	+ 0,81	7,33	8,88	+ 1,55
2 premiers mois	12,19	12,28	+ 0,09	10,36	10,75	+ 0,39	7,69	9,50	+ 1,81
3 premiers mois	13,54	13,24	- 0,30	11,20	11,29	+ 0,09	8,97	9,97	+ 1,00
4 premiers mois	13,13	13,01	- 0,12	11,14	11,31	+ 0,17	9,12	9,92	+ 0,80
5 premiers mois	12,76	13,58	+ 0,82	11,07	11,36	+ 0,29	8,89	10,18	+ 1,29
Moyennes mensuelles	Italie			C.E.E.			Total métrop. européennes O.C.D.E. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,38	14,58	+ 1,20	16,87	17,96	+ 1,09
1965	1,05	0,91	- 0,14	14,98	16,45	+ 1,47	18,74	20,41	+ 1,67
1966	1,22	0,94	- 0,28	16,70	17,87	+ 1,17	20,79	21,85	+ 1,06
1967	1,35	1,17	- 0,18	16,61	18,45	+ 1,84	20,66	22,47	+ 1,81
1968	1,50	1,29	- 0,21	19,07	21,88	+ 2,81	23,73	26,20	+ 2,47
1969	1,68	1,80	+ 0,12	23,89	28,33	+ 4,44	29,35	33,79	+ 4,44
1970	1,77	2,27	+ 0,50	27,85	33,13	+ 5,28	33,61	39,41	+ 5,80
1971	2,06	2,19	+ 0,13	33,01	34,52	+ 1,51	39,51	40,72	+ 1,21
1970 1 <sup>er</sup> trimestre	1,80	2,11	+ 0,31	26,80	30,76	+ 3,96	32,12	37,10	+ 4,98
2 <sup>e</sup> trimestre	1,77	2,60	+ 0,83	27,80	35,32	+ 7,52	33,75	41,69	+ 7,94
3 <sup>e</sup> trimestre	1,79	2,09	+ 0,30	26,36	30,81	+ 4,45	31,68	36,31	+ 4,63
4 <sup>e</sup> trimestre	1,73	2,30	+ 0,57	30,45	35,65	+ 5,20	36,90	42,53	+ 5,63
1971 1 <sup>er</sup> trimestre	1,97	2,20	+ 0,23	31,42	32,63	+ 1,21	37,43	38,67	+ 1,24
2 <sup>e</sup> trimestre	2,06	2,42	+ 0,36	32,95	34,41	+ 1,46	40,18	40,62	+ 0,44
3 <sup>e</sup> trimestre	2,10	1,84	- 0,26	30,15	32,98	+ 2,83	35,95	38,99	+ 3,04
4 <sup>e</sup> trimestre	2,11	2,33	+ 0,22	37,53	38,08	+ 0,55	44,47	44,60	+ 0,13
1972 1 <sup>er</sup> trimestre	2,32	2,42	+ 0,10	36,03	36,92	+ 0,89	42,64	43,95	+ 1,31
1971 5 premiers mois	1,98	2,35	+ 0,37	32,11	32,89	+ 0,78	38,41	38,97	+ 0,56
6 premiers mois	2,01	2,32	+ 0,31	32,19	33,52	+ 1,33	38,81	39,65	+ 0,84
7 premiers mois	2,01	2,26	+ 0,25	32,02	33,55	+ 1,53	38,47	39,69	+ 1,22
8 premiers mois	2,04	2,14	+ 0,10	31,63	32,48	+ 0,85	38,02	38,43	+ 0,41
9 premiers mois	2,04	2,15	+ 0,11	31,51	33,34	+ 1,83	37,86	39,43	+ 1,57
10 premiers mois	2,06	2,18	+ 0,12	32,27	34,03	+ 1,76	38,65	40,12	+ 1,47
11 premiers mois	2,06	2,17	+ 0,11	32,61	34,10	+ 1,49	39,03	40,22	+ 1,19
12 mois	2,06	2,19	+ 0,13	33,01	34,52	+ 1,51	39,51	40,72	+ 1,21
1972 1 <sup>er</sup> mois	2,04	2,43	+ 0,39	30,04	34,38	+ 4,34	36,17	40,94	+ 4,77
2 premiers mois	2,13	2,38	+ 0,25	32,37	34,91	+ 2,54	38,54	41,54	+ 3,00
3 premiers mois	2,32	2,42	+ 0,10	36,03	36,92	+ 0,89	42,64	43,95	+ 1,31
4 premiers mois	2,31	2,42	+ 0,11	35,70	36,66	+ 0,96	42,36	43,72	+ 1,36
5 premiers mois	2,49	2,40	- 0,09	35,21	37,52	+ 2,31	41,93	44,72	+ 2,79

1 Y compris la Finlande à partir de janvier 1970.

# VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1965	2,29	2,22	- 0,07	2,02	1,28	- 0,74	1,57	1,03	- 0,54
1966	2,37	2,46	+ 0,09	2,21	1,34	- 0,87	1,76	1,01	- 0,75
1967	2,46	2,45	- 0,01	2,09	1,39	- 0,70	1,82	1,06	- 0,76
1968	2,87	3,21	+ 0,34	2,51	1,49	- 1,02	1,91	1,09	- 0,82
1969	3,19	2,90	- 0,29	2,90	1,69	- 1,21	2,31	1,24	- 1,07
1970	4,15	2,90	- 1,25	2,75	1,76	- 0,99	2,33	1,39	- 0,94
1971	3,34	3,42	+ 0,08	3,22	1,81	- 1,41	2,36	1,37	- 0,99
1970 1 <sup>er</sup> trimestre	3,64	2,83	- 0,81	2,50	1,72	- 0,78	2,47	1,40	- 1,07
2 <sup>e</sup> trimestre	4,18	2,61	- 1,57	3,00	1,74	- 1,26	2,17	1,31	- 0,86
3 <sup>e</sup> trimestre	3,78	2,48	- 1,30	2,34	1,45	- 0,89	2,32	1,28	- 1,04
4 <sup>e</sup> trimestre	4,99	3,68	- 1,31	3,16	2,12	- 1,04	2,36	1,59	- 0,77
1971 1 <sup>er</sup> trimestre	3,42	3,43	+ 0,01	2,79	1,74	- 1,05	2,18	1,32	- 0,86
2 <sup>e</sup> trimestre	3,43	3,82	+ 0,39	4,01	1,79	- 2,22	2,49	1,32	- 1,17
3 <sup>e</sup> trimestre	3,41	3,71	+ 0,30	2,67	1,83	- 0,84	2,18	1,31	- 0,87
4 <sup>e</sup> trimestre	3,10	2,73	- 0,37	3,41	1,89	- 1,52	2,59	1,53	- 1,06
1972 1 <sup>er</sup> trimestre	2,97	3,09	+ 0,12	3,29	2,18	- 1,11	1,89	1,35	- 0,54
1971 5 premiers mois	3,38	3,53	+ 0,15	3,11	1,71	- 1,40	2,26	1,31	- 0,95
6 premiers mois	3,42	3,63	+ 0,21	3,40	1,76	- 1,64	2,33	1,32	- 1,01
7 premiers mois	3,36	3,64	+ 0,28	3,30	1,78	- 1,52	2,32	1,34	- 0,98
8 premiers mois	3,41	3,57	+ 0,16	3,22	1,74	- 1,48	2,26	1,29	- 0,97
9 premiers mois	3,42	3,65	+ 0,23	3,16	1,79	- 1,37	2,28	1,32	- 0,96
10 premiers mois	3,39	3,53	+ 0,14	3,19	1,78	- 1,41	2,27	1,31	- 0,96
11 premiers mois	3,33	3,45	+ 0,12	3,20	1,80	- 1,40	2,27	1,31	- 0,96
12 mois	3,34	3,42	+ 0,08	3,22	1,81	- 1,41	2,36	1,37	- 0,99
1972 1 <sup>er</sup> mois	2,60	3,46	+ 0,86	3,22	2,24	- 0,98	1,80	1,28	- 0,52
2 premiers mois	2,77	3,03	+ 0,26	3,08	2,10	- 0,98	1,71	1,26	- 0,45
3 premiers mois	2,97	3,09	+ 0,12	3,29	2,18	- 1,11	1,89	1,35	- 0,54
4 premiers mois	2,91	3,02	+ 0,11	3,32	2,16	- 1,16	1,96	1,33	- 0,63
5 premiers mois	2,88	3,13	+ 0,25	3,42	2,30	- 1,12			
Moyennes mensuelles	Amérique latine <sup>1</sup>			Rép. du Zaïre, Rwanda et Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,49	0,32	- 0,17
1965	0,97	0,63	- 0,34	0,87	0,30	- 0,57	0,51	0,39	- 0,12
1966	1,04	0,62	- 0,42	1,31	0,30	- 1,01	0,58	0,50	- 0,08
1967	1,24	0,67	- 0,57	1,08	0,24	- 0,84	0,57	0,65	+ 0,08
1968	1,29	0,70	- 0,59	1,37	0,32	- 1,05	0,64	0,61	- 0,03
1969	1,28	0,75	- 0,53	1,80	0,40	- 1,40	0,65	0,62	- 0,03
1970	1,57	0,89	- 0,68	1,95	0,50	- 1,45	0,74	0,71	- 0,03
1971	1,41	1,03	- 0,38	1,18	0,55	- 0,63	0,88	0,75	- 0,13
1970 1 <sup>er</sup> trimestre	1,32	0,84	- 0,48	2,30	0,46	- 1,84	0,65	0,77	+ 0,12
2 <sup>e</sup> trimestre	1,72	0,81	- 0,91	2,15	0,48	- 1,67	0,71	0,72	+ 0,01
3 <sup>e</sup> trimestre	1,82	0,89	- 0,93	1,71	0,51	- 1,21	0,73	0,64	- 0,09
4 <sup>e</sup> trimestre	1,41	1,03	- 0,38	1,64	0,54	- 1,10	0,85	0,71	- 0,14
1971 1 <sup>er</sup> trimestre	1,46	1,07	- 0,39	1,00	0,56	- 0,44	0,80	0,84	+ 0,04
2 <sup>e</sup> trimestre	1,49	1,05	- 0,44	1,17	0,61	- 0,56	0,83	0,77	- 0,06
3 <sup>e</sup> trimestre	1,37	0,96	- 0,41	1,32	0,52	- 0,80	0,91	0,63	- 0,28
4 <sup>e</sup> trimestre	1,31	1,04	- 0,27	1,24	0,49	- 0,75	0,98	0,74	- 0,24
1972 1 <sup>er</sup> trimestre	1,11	1,05	- 0,06	1,08	0,56	- 0,52	0,94	0,92	- 0,02
1971 4 premiers mois	1,46	1,04	- 0,42	1,02	0,56	- 0,46	0,83	0,82	- 0,01
5 premiers mois	1,43	1,02	- 0,41	1,07	0,54	- 0,53	0,82	0,83	+ 0,01
6 premiers mois	1,47	1,06	- 0,41	1,08	0,58	- 0,50	0,82	0,80	- 0,02
7 premiers mois	1,45	1,05	- 0,40	1,12	0,58	- 0,54	0,82	0,80	- 0,02
8 premiers mois	1,46	1,01	- 0,45	1,21	0,56	- 0,65	0,83	0,76	- 0,07
9 premiers mois	1,44	1,03	- 0,41	1,16	0,56	- 0,60	0,85	0,75	- 0,10
10 premiers mois	1,41	1,02	- 0,39	1,18	0,55	- 0,63	0,85	0,74	- 0,11
11 premiers mois	1,41	1,02	- 0,39	1,22	0,54	- 0,68	0,86	0,73	- 0,13
12 mois	1,41	1,03	- 0,38	1,18	0,55	- 0,63	0,88	0,75	- 0,13
1972 1 <sup>er</sup> mois	0,98	0,96	- 0,02	0,92	0,42	- 0,50	0,87	1,04	+ 0,17
2 premiers mois	1,06	0,96	- 0,10	1,03	0,48	- 0,55	0,90	0,87	- 0,03
3 premiers mois	1,11	1,05	- 0,06	1,08	0,56	- 0,52	0,94	0,92	- 0,02
4 premiers mois	1,11	1,05	- 0,06	1,06	0,54	- 0,52	0,93	0,87	- 0,06

<sup>1</sup> Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue commerciale de la Cham-

bre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes). — I.R.E.S.

# IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

## IX - 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels  
(milliards de francs)

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971		
							Recettes	Dépenses	Solde
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations <sup>1</sup> .....	- 2,6	- 16,6	- 3,9	- 12,1	- 4,6	+ 24,7	502,2	481,2	+ 21,0
1.12 Travail à façon .....	+ 5,7	+ 7,1	+ 7,0	+ 8,0	+ 9,0	+ 9,7	18,6	4,7	+ 13,9
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes) .....	+ 3,2	+ 5,3	+ 5,4	+ 3,4	+ 4,8	+ 5,0	6,4	—	+ 6,4
1.2 Or non monétaire .....	- 2,0	- 1,5	- 2,4	- 1,3	- 0,4	...	0,9	0,8	+ 0,1
1.3 Frets <sup>2</sup> .....	- 0,3	- 0,2	+ 1,6	+ 1,2	+ 0,7	+ 1,5	24,9	21,1	+ 3,8
1.4 Assur. pour le transport des marchandises <sup>2</sup> .....	- 0,1	- 0,1	...	...	- 0,1	...	0,8	1,0	- 0,2
1.5 Autres frais de transport .....	+ 2,0	+ 1,4	+ 1,4	+ 1,2	+ 0,7	+ 0,9	10,0	9,4	+ 0,6
1.6 Déplacements à l'étranger .....	- 4,1	- 4,5	- 6,4	- 6,2	- 6,9	- 7,2	18,5	28,7	- 10,2
1.7 Revenus d'investissements .....	+ 0,6	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,7	+ 0,8	+ 3,4	49,1	44,9	+ 4,2
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	+ 0,3	+ 0,2	+ 3,7	+ 3,3	+ 1,1	+ 0,6	13,4	10,0	+ 3,4
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers .....	+ 4,1	+ 4,0	+ 4,3	+ 4,2	+ 4,5	+ 3,9	7,8	3,6	+ 4,2
1.92 Autres .....	+ 1,3	+ 0,9	+ 1,4	+ 1,6	+ 0,4	+ 1,8	43,0	40,7	+ 2,3
<b>Total 1 ...</b>	<b>+ 8,1</b>	<b>- 2,9</b>	<b>+ 13,3</b>	<b>+ 5,0</b>	<b>+ 10,0</b>	<b>+ 44,3</b>	<b>695,6</b>	<b>646,1</b>	<b>+ 49,5</b>
<b>2. Transferts :</b>									
2.1 Transferts privés .....	+ 2,5	+ 1,8	+ 1,7	+ 3,8	+ 5,8	+ 6,6	16,8	10,0	+ 6,8
2.2 Transferts de l'Etat .....	- 3,0	- 3,5	- 5,2	- 7,4	- 12,1	- 14,7	1,3	16,1	- 14,8
<b>Total 2 ...</b>	<b>- 0,5</b>	<b>- 1,7</b>	<b>- 3,5</b>	<b>- 3,6</b>	<b>- 6,3</b>	<b>- 8,1</b>	<b>18,1</b>	<b>26,1</b>	<b>- 8,0</b>
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>									
3.1 Etat <sup>3</sup> :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels .....	- 3,3	- 1,8	- 1,9	- 2,1	- 2,1	- 1,8	—	2,0	- 2,0
3.112 Autres opérations .....	- 2,0	- 0,4	- 4,0	- 0,8	+ 1,3	+ 1,9	1,8	9,6	- 7,8
3.12 Avoirs .....	- 0,5	- 0,3	- 0,4	- 0,3	- 1,1	- 0,3	0,1	1,3	- 1,2
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	...	- 0,5	- 0,2	- 0,2	- 0,2	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total 3 ...</b>	<b>- 5,8</b>	<b>- 2,5</b>	<b>- 6,8</b>	<b>- 3,4</b>	<b>- 2,1</b>	<b>- 0,4</b>	<b>1,9</b>	<b>12,9</b>	<b>- 11,0</b>
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises <sup>4</sup> et particuliers :</b>									
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	+ 1,7	+ 0,7	- 1,3	- 0,4	+ 1,6	- 2,4	0,1	0,6	- 0,5
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public ...	+ 0,4	+ 1,0	+ 2,2	- 0,2	+ 8,0	+ 0,3	0,9	2,1	- 1,2
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) .....	- 2,1	- 6,5	- 5,3	- 13,4	- 15,0	- 15,7	—	23,6	- 23,6
4.312 Investissements directs .....	- 2,0	- 0,4	- 2,6	- 2,6	- 0,7	- 7,8	3,9	12,7	- 8,8
4.313 Immeubles .....	- 1,3	- 1,7	- 1,5	- 1,2	- 1,3	- 0,9	0,9	2,1	- 1,2
4.314 Autres (chiffres nets) .....	...	- 0,3	+ 1,3	+ 1,5	+ 3,1	- 2,7	—	1,3	- 1,3
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) .....	+ 0,5	- 0,2	+ 2,8	- 0,5	- 1,1	+ 1,3	5,1	—	+ 5,1
4.322 Investissements directs .....	+ 7,1	+ 7,0	+ 11,5	+ 12,5	+ 13,8	+ 15,9	23,8	2,0	+ 21,8
4.323 Immeubles .....	+ 0,2	- 0,3	- 0,2	- 0,1	- 0,3	...	0,8	0,5	+ 0,3
4.324 Autres (chiffres nets) .....	+ 0,7	+ 0,7	+ 0,9	...	+ 6,1	- 1,8	0,1	—	+ 0,1
4.33 Investissements et placements non ventilés (chiffres nets) .....	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,3	...	...	...	...	—	...
<b>Total 4 ...</b>	<b>+ 6,0</b>	<b>+ 0,6</b>	<b>+ 8,1</b>	<b>- 4,4</b>	<b>+ 14,2</b>	<b>- 13,8</b>	<b>35,6</b>	<b>44,9</b>	<b>- 9,3</b>
<b>5 Erreurs et omissions (nettes) .....</b>	<b>+ 0,7</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>+ 1,2</b>	<b>+ 1,9</b>	<b>+ 2,1</b>	<b>- 2,0</b>	<b>1,2</b>	<b>—</b>	<b>+ 1,2</b>
<b>Total 1 à 5 ...</b>	<b>+ 8,5</b>	<b>- 6,4</b>	<b>+ 12,3</b>	<b>- 4,5</b>	<b>+ 17,9</b>	<b>+ 20,0</b>	<b>752,4</b>	<b>730,0</b>	<b>+ 22,4</b>
<b>6. Financement du total :</b>									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger .....	+ 1,2	- 1,1	+ 2,7	- 0,8	+ 2,8	+ 4,8	—	—	- 3,0
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Francs belges et luxembourgeois .....	...	- 1,7	- 0,8	+ 2,1	+ 5,9	+ 3,8	—	—	- 5,2
6.212 Monnaies étrangères .....	- 1,2	- 6,4	- 2,3	+ 8,1	+ 1,8	- 0,7	—	—	+ 12,6
6.22 Organismes monétaires divers .....	+ 0,5	+ 1,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 2,0	+ 0,7	—	—	+ 0,5
6.23 B.N.B. ....	+ 8,0	+ 1,7	+ 12,4	- 14,2	+ 5,4	+ 11,4	—	—	+ 17,5
<i>p.m. Mouvements des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations .....</i>	—	—	—	—	—	(+ 3,5)	—	—	(+ 3,5)

<sup>1</sup> Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

<sup>2</sup> Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

<sup>3</sup> Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 8, septembre 1968).

<sup>4</sup> Autres que les organismes monétaires.

**IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS**

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1970				1971				1972 p
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations <sup>1</sup>	+ 7,7	+ 3,1	+ 8,4	+ 5,5	+ 3,1	+ 5,2	+ 5,2	+ 7,5	+ 6,1
1.12 Travail à façon .....	+ 2,1	+ 2,0	+ 2,4	+ 3,2	+ 2,8	+ 4,1	+ 2,9	+ 4,1	+ 3,0
1.13 Opérations d'arbitrage .....	+ 2,0	+ 0,6	+ 1,7	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,3	+ 3,6	- 0,3	+ 1,8
1.2 Or non monétaire .....	...	...	...	...	...	+ 0,1	+ 0,1	- 0,1	- 0,1
1.3 Frets <sup>2</sup> .....	+ 0,7	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,9	+ 0,8	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,1
1.4 Assurances pour le transport de marchandises <sup>2</sup> .....	...	...	...	...	...	- 0,1	...	- 0,1	- 0,1
1.5 Autres frais de transport .....	...	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,5	+ 0,2	- 0,1	...	+ 0,2
1.6 Déplacements à l'étranger .....	- 0,7	- 2,1	- 4,3	- 0,1	- 0,4	- 2,5	- 5,9	- 1,4	- 1,8
1.7 Revenus d'investissements .....	+ 1,4	- 0,6	+ 2,4	+ 0,2	+ 1,1	- 0,4	+ 1,9	+ 1,6	+ 1,5
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	- 1,1	+ 0,3	+ 0,7	+ 0,7	- 1,1	+ 1,7	+ 1,0	+ 1,8	+ 2,0
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers .....	+ 0,8	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,1	+ 0,9	+ 1,1	+ 1,1	+ 0,9
1.92 Autres .....	+ 0,7	+ 0,6	+ 0,6	- 0,1	+ 0,6	+ 1,1	...	+ 0,6	+ 0,3
<b>Total 1 ...</b>	<b>+13,6</b>	<b>+ 5,5</b>	<b>+13,3</b>	<b>+11,9</b>	<b>+10,4</b>	<b>+12,4</b>	<b>+10,7</b>	<b>+16,0</b>	<b>+14,9</b>
<b>2. Transferts :</b>									
2.1 Transferts privés .....	+ 1,8	+ 1,5	+ 1,8	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,8	+ 2,0	+ 1,3	+ 1,8
2.2 Transferts de l'Etat .....	- 3,4	- 2,3	- 3,4	- 5,6	- 4,1	- 3,8	- 3,4	- 3,5	- 4,5
<b>Total 2 ...</b>	<b>- 1,6</b>	<b>- 0,8</b>	<b>- 1,6</b>	<b>- 4,1</b>	<b>- 2,4</b>	<b>- 2,0</b>	<b>- 1,4</b>	<b>- 2,2</b>	<b>- 2,7</b>
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>									
3.1 Etat <sup>3</sup> :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels .....	- 0,6	- 0,5	- 0,5	- 0,2	- 0,6	- 0,6	- 0,4	- 0,4	- 1,2
3.112 Autres opérations .....	+ 0,6	+ 0,8	+ 1,2	- 0,7	- 0,6	- 2,4	- 2,3	- 2,5	- 1,1
3.12 Avoirs .....	- 0,2	...	...	- 0,1	- 0,3	- 0,7	- 0,1	- 0,1	...
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	- 0,2	...	...	...	...	...	...	- 0,1
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total 3 ...</b>	<b>- 0,2</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>+ 0,7</b>	<b>- 1,0</b>	<b>- 1,5</b>	<b>- 3,7</b>	<b>- 2,8</b>	<b>- 3,0</b>	<b>- 2,4</b>
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises<sup>4</sup> et particuliers :</b>									
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 0,8	- 1,1	- 0,3	- 0,2	+ 0,1	...	- 0,2	- 0,4	- 0,2
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public .....	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,4	- 0,7	- 1,0	- 0,2	+ 0,7	- 0,7	- 0,9
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières ...	- 3,2	- 3,6	- 4,5	- 4,4	- 6,5	- 4,9	- 5,4	- 6,8	- 9,1
4.312 Investissements directs	- 0,8	- 2,3	- 1,8	- 2,9	+ 0,3	- 4,6	- 2,7	- 1,8	- 4,3
4.313 Immeubles .....	- 0,2	- 0,3	- 0,1	- 0,3	- 0,3	- 0,2	- 0,3	- 0,4	- 0,3
4.314 Autres .....	- 0,8	- 0,1	- 1,7	- 0,1	- 0,2	- 1,4	+ 0,8	- 0,5	- 1,2
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières ...	+ 0,1	...	+ 0,3	+ 0,9	+ 1,5	+ 2,6	+ 0,5	+ 0,5	+ 1,0
4.322 Investissements directs	+ 2,4	+ 5,9	+ 3,1	+ 4,5	+ 5,0	+ 7,3	+ 5,3	+ 4,2	+ 4,7
4.323 Immeubles .....	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	+ 0,2	...
4.324 Autres .....	- 0,4	+ 0,2	- 1,1	- 0,5	- 0,8	+ 1,1	+ 2,2	- 2,4	- 0,7
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total 4 ...</b>	<b>- 3,3</b>	<b>- 1,1</b>	<b>- 5,7</b>	<b>- 3,7</b>	<b>- 1,9</b>	<b>- 0,3</b>	<b>+ 1,0</b>	<b>- 8,1</b>	<b>-11,0</b>
<b>5. Erreurs et omissions .....</b>	<b>- 3,8</b>	<b>+ 1,8</b>	<b>+ 0,7</b>	<b>- 0,7</b>	<b>+ 0,7</b>	<b>+ 3,4</b>	<b>- 6,3</b>	<b>+ 3,4</b>	<b>- 2,4</b>
<b>Total 1 à 5 ...</b>	<b>+ 4,7</b>	<b>+ 5,5</b>	<b>+ 7,4</b>	<b>+ 2,4</b>	<b>+ 5,3</b>	<b>+ 9,8</b>	<b>+ 1,2</b>	<b>+ 6,1</b>	<b>- 3,6</b>
<b>6. Financement du total :</b>									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger .....	+ 1,3	...	+ 2,6	+ 0,9	+ 0,7	- 3,1	+ 1,6	- 2,2	+ 0,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...									
6.21 Banques belges et luxemb. :									
6.211 Francs belges et lux. .	+ 3,8	- 2,3	+ 4,6	- 2,3	- 1,9	+ 2,6	- 3,1	- 2,8	+ 1,1
6.212 Monnaies étrangères .	+ 0,9	+ 2,4	- 3,2	- 0,8	+ 2,7	+ 4,4	- 1,7	+ 7,2	- 9,0
6.22 Organismes monétaires divers	+ 0,2	- 0,6	+ 1,0	+ 0,1	- 2,2	- 0,1	+ 0,7	+ 2,1	- 1,2
6.23 B.N.B. ....	- 1,5	+ 6,0	+ 2,4	+ 4,5	+ 6,0	+ 6,0	+ 3,7	+ 1,8	+ 4,7
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations .....</i>	<i>(+3,5)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(+3,5)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(+3,5)</i>

<sup>1</sup> Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

<sup>2</sup> Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie r a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se

rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

<sup>3</sup> Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

<sup>4</sup> Autres que les organismes monétaires.

**IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS**  
Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés  
(milliards de francs)

	1971			1972			1971	1972
	4 <sup>e</sup> trimestre			1 <sup>er</sup> trimestre				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	4 premiers mois	p
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations <sup>1</sup> .....	136,0	128,5	+ 7,5	132,4	126,3	+ 6,1	+ 4,7 <sup>6</sup>	+ 6,7 <sup>7</sup>
1.12 Travail à façon .....	5,5	1,4	+ 4,1	4,5	1,5	+ 3,0	+ 4,1	+ 3,9
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes) .....	—	0,3	- 0,3	1,8	—	+ 1,8	+ 3,1	+ 1,9
1.2 Or non monétaire .....	0,1	0,2	- 0,1	0,3	0,4	- 0,1	- 0,1	- 0,2
1.3 Frets <sup>2</sup> .....	6,5	5,3	+ 1,2	6,5	5,4	+ 1,1	+ 1,1	+ 1,5
1.4 Assurances pour le transport de marchandises <sup>2</sup> .....	0,2	0,3	- 0,1	0,2	0,3	- 0,1	...	- 0,1
1.5 Autres frais de transport .....	2,4	2,4	...	2,2	2,0	+ 0,2	+ 0,6	+ 0,1
1.6 Déplacements à l'étranger .....	4,0	5,4	- 1,4	3,9	5,7	- 1,8	- 1,0	- 2,3
1.7 Revenus d'investissements .....	13,1	11,5	+ 1,6	12,5	11,0	+ 1,5	+ 1,3	+ 2,0
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs <sup>3</sup> .....	3,6	1,8	+ 1,8	4,0	2,0	+ 2,0	- 0,4	+ 2,7
1.9 Autres :								
1.91 Ouvriers frontaliers .....	2,0	0,9	+ 1,1	1,8	0,9	+ 0,9	+ 1,5	+ 1,4
1.92 Autres .....	10,7	10,1	+ 0,6	10,6	10,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,4
<b>Total 1</b> ...	184,1	168,1	+16,0	180,7	165,8	+14,9	+16,0	+18,0
<b>2. Transferts :</b>								
2.1 Transferts privés .....	4,1	2,8	+ 1,3	4,1	2,3	+ 1,8	+ 2,3	+ 2,4
2.2 Transferts de l'Etat .....	0,4	3,9	- 3,5	0,3	4,8	- 4,5	- 5,4	- 5,8
<b>Total 2</b> ...	4,5	6,7	- 2,2	4,4	7,1	- 2,7	- 3,1	- 3,4
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>								
3.1 Etat <sup>4</sup> :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels .....	—	0,4	- 0,4	—	1,2	- 1,2	- 0,8	- 1,3
3.112 Autres opérations .....	0,6	3,1	- 2,5	...	1,1	- 1,1	- 1,4	- 1,3
3.12 Avoirs .....	0,1	0,2	- 0,1	...	...	...	- 1,0	...
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	0,1	- 0,1	...	- 0,1
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total 3</b> ...	0,7	3,7	- 3,0	...	2,4	- 2,4	- 3,2	- 2,7
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises <sup>5</sup> et particuliers :</b>								
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	...	0,4	- 0,4	0,1	0,3	- 0,2	+ 0,1	- 0,4
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public .....	0,7	1,4	- 0,7	0,7	1,6	- 0,9	- 1,1	- 1,2
4.3 Secteur privé :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	6,8	- 6,8	—	9,1	- 9,1	- 8,5	-11,5
4.312 Investissements directs .....	1,0	2,8	- 1,8	0,2	4,5	- 4,3	- 2,4	- 5,1
4.313 Immeubles .....	0,2	0,6	- 0,4	0,2	0,5	- 0,3	- 0,4	- 0,4
4.314 Autres (chiffres nets) .....	—	0,5	- 0,5	—	1,2	- 1,2	- 0,8	- 1,4
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	0,5	—	+ 0,5	1,0	—	+ 1,0	+ 2,8	+ 1,3
4.322 Investissements directs .....	5,5	1,3	+ 4,2	5,0	0,3	+ 4,7	+ 7,4	+ 5,5
4.323 Immeubles .....	0,3	0,1	+ 0,2	0,2	0,2	...	...	...
4.324 Autres (chiffres nets) .....	—	2,4	- 2,4	—	0,7	- 0,7	+ 0,3	+ 0,5
4.33 Investis. et plac. non ventilés (chiffres nets)	...	—	...	...	—	...	...	...
<b>Total 4</b> ...	8,2	16,3	- 8,1	7,4	18,4	-11,0	- 2,6	-12,7
<b>5. Erreurs et omissions (nettes) .....</b>	3,4	—	+ 3,4	—	2,4	- 2,4	+ 0,3	- 2,4
<b>Total 1 à 5</b> ...	200,9	194,8	+ 6,1	192,5	196,1	- 3,6	+ 7,4	- 3,2
<b>6. Financement du total :</b>								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	- 2,2	—	—	+ 0,8	- 0,9	- 1,7
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banques belges et luxembourgeoises .....								
6.211 Francs belges et luxembourgeois .....	—	—	- 2,8	—	—	+ 1,1	- 3,2	- 1,6
6.212 Monnaies étrangères .....	—	—	+ 7,2	—	—	- 9,0	+ 4,8	- 5,7
6.22 Organismes monétaires divers .....	—	—	+ 2,1	—	—	- 1,2	- 2,1	- 3,2
6.23 B.N.B. ....	—	—	+ 1,8	—	—	+ 4,7	+ 8,8	+ 9,0
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations .....	—	—	—	—	—	(+3,5)	(+3,5)	(+3,5)

<sup>1</sup> Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

<sup>2</sup> Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

**Références bibliographiques :** *Statistiques Economiques belges 1941-1960 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XL<sup>e</sup> année, vol. I, n° 1, page 21 : « Aménagements apportés

<sup>3</sup> Non compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

<sup>4</sup> Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLIII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 8, septembre 1968].

<sup>5</sup> Autres que les organismes monétaires.

<sup>6</sup> Exportations = 159,2; importations = 154,5.

<sup>7</sup> Exportations = 174,2; importations = 167,5.

à des séries de la partie « Statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires », XLVII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 1 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1971 ».

## X. — MARCHÉ DES CHANGES

### 1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 \$ U.S.A.	1 fr. français	1 Livre sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 Deutsche Mark	100 Lires ital.	1 Cour. suéd.	1 Cour. norv.	1 Cour. dan.	1 \$ canadien		100 escudos	100 schillings autrich.	100 pesetas	1 Mark finlandais	1 Zaire
											câble	courrier					
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—	—	—
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,041	46,041	173,06	192,21	82,88 <sup>1</sup>	—	—
1966	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,252	46,252	173,58	192,87	83,15	—	—
1967	49,69	10,10	138,65 <sup>2</sup> 119,68 <sup>3</sup>	13,79	11,48	12,46	7,96	9,63	6,95	7,17 <sup>2</sup> 6,65 <sup>3</sup>	46,059	46,058	172,87	192,30	82,89 <sup>2</sup> 71,35 <sup>3</sup>	—	—
1968	49,93	10,08	119,52	13,80	11,57	12,51	8,01	9,66	6,99	6,67	46,342	46,341	174,41	193,19	71,65	—	—
1969	50,13	10,12 <sup>4</sup> 8,98 <sup>5</sup>	119,85	13,84	11,63	12,56 <sup>6</sup> 13,47 <sup>7</sup>	7,99	9,70	7,02	6,67	46,558	46,558	176,15	193,87	71,77	11,88 <sup>8</sup>	—
1970	49,65	8,98	118,95	13,73	11,52	13,62	7,92	9,58	6,95	6,62	47,601	47,600	174,01	192,10	71,27	11,90	100,03 <sup>9</sup>
1971 <sup>11</sup>	49,65	9,00	120,00	13,80 <sup>10</sup> 13,99 <sup>12</sup>	11,54 <sup>10</sup> 12,15 <sup>12</sup>	13,66 <sup>10</sup> 14,21 <sup>12</sup>	7,97	9,62	6,97	6,63	49,044	49,045	174,50	191,99 <sup>10</sup> 199,07 <sup>12</sup>	71,38	11,89	100,01
1971 <sup>13</sup>	46,92	8,49	116,64	13,95	11,83	14,07	7,67	9,36	6,84	6,45	46,615	46,615	172,52	194,00	68,21	11,30	93,79
1971 <sup>14</sup>	45,19	8,64	115,24	13,83	11,57	13,81	7,61	9,27	6,74	6,38	45,200	45,201	167,08	191,03	68,67	10,93	90,22
1970 2 <sup>e</sup> trim.	49,66	8,99	119,31	13,69	11,53	13,66	7,89	9,56	6,95	6,62	46,792	46,792	174,23	191,85	71,27	11,91	—
3 <sup>e</sup> trim.	49,63	8,99	118,52	13,77	11,53	13,67	7,92	9,56	6,95	6,62	48,507	48,507	173,52	192,29	71,34	11,91	—
4 <sup>e</sup> trim.	49,64	8,99	118,62	13,79	11,49	13,65	7,97	9,59	6,95	6,62	48,680	48,680	173,63	192,21	71,34	11,91	100,03 <sup>9</sup>
1971 1 <sup>er</sup> trim.	49,64	8,99	119,82	13,81	11,54	13,66	7,97	9,61	6,95	6,63	49,210	49,210	174,37	191,90	71,33	11,91	100,02
2 <sup>e</sup> tr. <sup>15</sup>	49,67	8,99	120,12	13,80 <sup>16</sup> 13,98 <sup>17</sup>	11,55 <sup>16</sup> 12,14 <sup>17</sup>	13,66 <sup>16</sup> 14,10 <sup>17</sup>	7,97	9,62	6,98	6,63	49,065	49,067	174,65	192,25 <sup>16</sup> 198,92 <sup>17</sup>	71,39	11,88	100,00
3 <sup>e</sup> tr. <sup>18</sup>	49,66	9,01	120,11	14,02	12,15	14,33	7,98	9,62	6,99	6,62	48,700	48,701	174,53	199,17	71,43	11,90	99,99
3 <sup>e</sup> tr. <sup>19</sup>	47,96	8,69	118,31	14,00	12,05	14,23	7,82	9,46	6,95	6,55	47,339	47,340	176,87	196,75	69,23	11,54	95,85
4 <sup>e</sup> tr. <sup>20</sup>	46,36	8,39	115,74	13,92	11,71	13,99	7,60	9,30	6,79	6,40	46,226	46,226	170,18	192,52	67,66	11,16	92,73
4 <sup>e</sup> tr. <sup>24</sup>	45,19	8,64	115,24	13,83	11,57	13,81	7,61	9,27	6,74	6,38	45,200	45,201	167,08	191,03	68,67	10,93	90,22
1972 1 <sup>er</sup> trim.	44,06	8,64	114,44	13,79	11,40	13,79	7,51	9,19	6,63	6,31	43,929	43,929	162,69	189,85	67,16	10,65	88,11
2 <sup>e</sup> tr. <sup>21</sup>	44,00	8,76	114,81 <sup>22</sup> 108,31 <sup>27</sup>	13,72	11,45	13,85	7,56	9,25	6,70	6,31	44,551	44,552	163,44	190,78	68,23	10,65	87,99
1971 Juin	49,73	9,00	120,29	13,96	12,15	14,16	7,96	9,63	6,99	6,64	48,724	48,725	174,85	199,20	71,48	11,86	100,00
Juill.	49,67	9,01	120,14	13,96	12,13	14,26	7,97	9,62	6,99	6,63	48,631	48,631	174,55	199,14	71,43	11,90	99,99
Août <sup>23</sup>	49,63	9,00	120,06	14,14	12,20	14,47	7,98	9,62	6,99	6,62	48,845	48,846	174,49	199,23	71,43	11,90	99,98
Sept. <sup>24</sup>	48,40	8,78	119,12	14,02	12,19	14,25	7,89	9,55	7,02	6,59	47,827	47,829	178,13	198,28	69,72	11,66	96,65
Oct.	47,81	8,66	118,05	14,00	12,00	14,23	7,79	9,44	6,93	6,54	47,184	47,184	176,48	196,27	69,07	11,51	95,63
Nov.	46,82	8,46	116,63	13,94	11,78	14,08	7,65	9,33	6,84	6,45	46,603	46,604	171,78	193,61	67,96	11,27	93,63
Déc. <sup>25</sup>	46,32	8,38	115,50	13,91	11,64	13,91	7,56	9,27	6,76	6,38	46,154	46,153	169,40	191,52	67,59	11,15	92,64
Déc. <sup>26</sup>	45,69	8,28	114,69	13,91	11,71	13,98	7,56	9,33	6,75	6,36	45,727	45,728	168,78	192,28	67,26	11,01	91,39
Déc. <sup>27</sup>	45,19	8,64	115,24	13,83	11,57	13,81	7,61	9,27	6,74	6,38	45,200	45,201	167,08	191,03	68,67	10,93	90,22
1972 Janv.	44,42	8,59	114,17	13,80	11,42	13,75	7,52	9,21	6,63	6,32	44,174	44,173	163,25	189,54	67,41	10,73	88,84
Févr.	43,83	8,61	114,12	13,79	11,36	13,76	7,47	9,15	6,59	6,27	43,624	43,624	161,63	189,30	66,51	10,60	87,66
Mars	43,92	8,71	115,02	13,79	11,41	13,85	7,54	9,21	6,66	6,33	43,988	43,989	163,20	190,70	67,56	10,62	87,84
Avril	44,10	8,76	115,10	13,74	11,43	13,88	7,56	9,22	6,68	6,31	44,291	44,291	163,50	190,88	68,33	10,67	88,20
Mai	43,97	8,77	114,87	13,69	11,39	13,83	7,55	9,25	6,69	6,31	44,473	44,475	163,26	190,40	68,13	10,65	87,91
Juin <sup>21</sup>	43,94	8,77	114,40 <sup>26</sup> 108,31 <sup>27</sup>	13,74	11,54	13,85	7,57	9,28	6,73	6,33	44,894	44,895	163,56	191,08	68,22	10,63	87,88

<sup>1</sup> Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

<sup>2</sup> Moyenne du 1<sup>er</sup> janvier au 17 novembre 1967.

<sup>3</sup> Moyenne du 18 novembre au 31 décembre 1967.

<sup>4</sup> Moyenne du 1<sup>er</sup> janvier au 8 août 1969.

<sup>5</sup> Moyenne du 11 août au 31 décembre 1969.

<sup>6</sup> Moyenne du 1<sup>er</sup> janvier au 24 septembre 1969. Du 25 septembre au 24 octobre, cotation suspendue.

<sup>7</sup> Moyenne du 27 octobre au 31 décembre 1969.

<sup>8</sup> Moyenne du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre 1969.

<sup>9</sup> Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1970.

<sup>10</sup> Moyenne du 1<sup>er</sup> janvier au 4 mai 1971.

<sup>11</sup> Moyenne du 1<sup>er</sup> janvier au 13 août 1971.

<sup>12</sup> Moyenne du 11 mai au 18 août 1971.

<sup>13</sup> Moyenne du 28 août au 17 décembre 1971.

<sup>14</sup> Moyenne du 21 décembre au 31 décembre 1971.

<sup>15</sup> Les cotations sont suspendues du 5 au 10 mai.

<sup>16</sup> Moyenne du 1<sup>er</sup> avril au 4 mai 1971.

<sup>17</sup> Moyenne du 11 mai au 30 juin 1971.

<sup>18</sup> Moyenne du 1<sup>er</sup> juillet au 13 août.

<sup>19</sup> Moyenne du 23 août au 30 septembre. Les cotations ont été suspendues du 14 au 22 août.

<sup>20</sup> Moyenne du 1<sup>er</sup> octobre au 17 décembre 1971.

<sup>21</sup> Les cotations sont suspendues du 29 au 27 juin.

<sup>22</sup> Moyenne du 1<sup>er</sup> avril au 22 juin.

<sup>23</sup> Moyenne du 1<sup>er</sup> au 18 août.

<sup>24</sup> Moyenne du 28 au 31 août. Les cotations ont été suspendues du 14 au 22 août.

<sup>25</sup> Moyenne du 1<sup>er</sup> au 17 décembre 1971.

<sup>26</sup> Moyenne du 1<sup>er</sup> au 22 juin.

<sup>27</sup> Moyenne du 28 au 30 juin.

**X - 2. — PARITES OU TAUX CENTRAUX DU FRANC BELGE  
ET DES MONNAIES COTEES EN BOURSE DE BRUXELLES**

à la date du 30 juin 1972

Pays	Parités ou taux centraux par rapport au dollar des Etats-Unis	Cours extrêmes d'intervention en dollars des Etats-Unis		Parités ou taux centraux exprimés en francs belges	
		acheteur	vendeur	pour :	
Belgique .....	44,8159 FB	43,8075	45,8250	44,8159	1 \$ U.S.A.
France .....	5,1157 FF	5,0005	5,2310	8,76046	1 FF
Royaume-Uni .....	2,60571 £ <sup>1</sup>	Cours flottant	Cours flottant	116,7772	1 £
Pays-Bas .....	3,2447 Fl.	3,171875	3,3175	13,812032	1 Fl.
Suisse .....	3,84 F.S.	3,7535	3,9265	11,6708	1 F.S.
Allemagne .....	3,2225 DM	3,1500	3,2950	13,907183	1 DM
Italie .....	581,50 Lires	568,40	594,60	7,70695	100 Lires
Espagne .....	64,4737 Pesetas	63,0231	65,9243	69,5104	100 Pesetas
Suède .....	4,8129 C.S.	4,7050	4,9200	9,3116	1 C.S.
Norvège .....	6,64539 C.N.	6,4950	6,7950	6,7439	1 C.N.
Danemark .....	6,98 C.D.	6,8230	7,1370	6,420616	1 C.D.
Canada .....	Cours flottant				
Portugal .....	27,25 Esc.	26,637	27,863	164,462	100 Esc.
Autriche .....	23,30 Sch.	22,78	23,82	192,3429	100 Sch.
Finlande .....	4,10 M.F.	4,008	4,192	10,9307	1 M.F.
Zaïre .....	0,50 Zaïre	—	—	89,6318	1 Z.

<sup>1</sup> Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

**X - 3. — COURS D'INTERVENTION**  
**APPLIQUES PAR LES BANQUES CENTRALES DES PAYS MEMBRES DE LA C.E.E.**  
**(y compris les pays en voie d'adhésion)**

à la date du 30 juin 1972

	100 francs belges		1 franc français		1 florin Pays-Bas		1 Deutsche Mark	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
Banque Nationale de Belgique (en francs belges) ...	—	—	8,5655	8,96	13,6065	14,0210	13,5980	14,2235
Banque de France (en francs français) .....	11,1610	11,6745	—	—	1,54155	1,6125	1,5522	1,6236
Nederlandsche Bank (en florins) .....	7,1320	7,3490	0,62015	0,64870	—	—	0,9845	1,0298
Deutsche Bundesbank (en marks allemands) .....	7,031	7,354	0,6159	0,64425	0,97105	1,01575	—	—
Banca d'Italia (en liras) ...	1268,65	1327,00	111,14	116,26	175,23	183,29	176,43	184,55
Bank of England .....	1		1		1		1	
Denmarks National Bank (en couronnes danoises) .	2		2		2		2	
Norges Bank (en couronnes norvégiennes) .....	14,50	15,165	1,27010	1,32855	2,0026	2,0947	2,01635	2,10905
	100 liras italiennes		1 livre sterling		1 Couronne danoise		1 Couronne norvégienne	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
Banque Nationale de Belgique (en francs belges) ...	7,5355	7,8825		1		2	6,5940	6,8965
Banque de France (en francs français) .....	0,86015	0,89975		1		2	0,7527	0,78735
Nederlandsche Bank (en florins) .....	0,5456	0,5707		1		2	0,4774	0,49935
Deutsche Bundesbank (en marks allemands) .....	0,5418	0,5668		1		2	0,47415	0,49595
Banca d'Italia (en liras) ...	—	—		1		2	85,55	89,50
Bank of England .....	1					1		1
Denmarks National Bank (en couronnes danoises) .	2			1	—	—		2
Norges Bank (en couronnes norvégiennes) .....	1,11730	1,1689		1		2	—	—

1 Cours flottants.

2 Interventions suspendues dans la monnaie en cause.

## XI. — FINANCES PUBLIQUES <sup>1</sup>

### 1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES <sup>2</sup>

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total
	Recettes	Dépenses <sup>3</sup>	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1964 .....	157,8	155,3	+ 2,5	0,3	24,1	- 23,8	- 21,3
1965 .....	172,7	176,5	- 3,8	0,5	25,5	- 25,0	- 28,8
1966 .....	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967 .....	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	- 30,4
1968 .....	238,8	243,9	- 5,1	0,6	33,0	- 32,4	- 37,5
1969 .....	266,3	271,4	- 5,1	0,3	33,0	- 32,7	- 37,8
1970 .....	299,5	293,9	+ 5,6	0,6	37,7	- 37,1	- 31,5
1969 9 premiers mois ...	198,8	202,5	- 3,7	0,1	23,1	- 23,0	- 26,7
1970 3 premiers mois ...	71,1	71,9	- 0,8	0,1	10,3	- 10,2	- 11,0
6 premiers mois ...	137,6	145,1	- 7,5	0,2	18,0	- 17,8	- 25,3
9 premiers mois ...	219,6	215,1	+ 4,5	0,3	26,9	- 26,6	- 22,1
1971 3 premiers mois ...	76,7	80,1	- 3,4	0,1	13,1	- 13,0	- 16,4
4 premiers mois ...	101,8	106,0	- 4,2	0,2	16,4	- 16,2	- 20,4
5 premiers mois ...	123,9	132,8	- 8,9	0,2	18,5	- 18,3	- 27,2
6 premiers mois ...	148,6	163,6	- 15,0	0,2	22,6	- 22,4	- 37,4
7 premiers mois ...	196,9	191,5	+ 5,4	0,3	25,8	- 25,5	- 20,1
8 premiers mois ...	220,6	211,9	+ 8,7	0,3	30,2	- 29,9	- 21,2
9 premiers mois ...	239,7	237,2	+ 2,5	0,3	35,5	- 35,2	- 32,7
10 premiers mois ...	268,9	265,8	+ 3,1	0,4	38,8	- 38,4	- 35,3
11 premiers mois ...	296,3	285,5	+ 10,8	0,4	43,7	- 43,3	- 32,5
12 mois .....	325,5	316,6	+ 8,9	0,6	48,8	- 48,2	- 39,3
1972 1 <sup>er</sup> mois .....	32,8	31,3	+ 1,5	...	5,7	- 5,7	- 4,2
2 premiers mois ...	53,1	64,9	- 6,8	0,1	8,9	- 8,8	- 15,6
3 premiers mois ...	81,0	96,3	- 15,3	0,1	15,8	- 15,7	- 31,0
4 premiers mois ...	106,0	125,5	- 19,5	0,1	19,5	- 19,4	- 38,9

<sup>1</sup> Les statistiques concernant la Dette Publique figurent au chapitre XVI.

<sup>2</sup> Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées abstraction faite des virements internes.

<sup>3</sup> Y compris les dépenses de la C.A.D.G.

# XI - 2. — IMPASSE DE TRESORERIE ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Financement de l'impassé																			
	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers 2	Avances à des collectivités 3	Impassé 4	Emissions d'emprunts consolidés 5			Variations de la dette flottante										Prélèvements sur la marge auprès de la B.N.B.	Encaisse des comptes 3 et autres opérations de trésorerie	Total (18) = (7) + (15) + (16) + (17)
					en francs belges	en monnaies étrangères	Total (7) = (5) + (6)	en francs belges						en monnaies étrangères	Total (15) = (8) à (14)					
								Certificats de trésorerie à moyen terme émis sur le marché (8)	Secteur bancaire (9)	Secteur para-étatique (10)	République du Zaïre, Rwanda et Burundi (11)	Certificats divers (12)	Office des chèques postaux (13)							
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15) = (8) à (14)	(16)	(17)	(18)			
1964	-21,3	+ 0,3	...	-21,0	+24,0	...	+24,0	- 7,5	+ 3,3	- 7,6	- 0,1	+ 0,2	+ 6,4	+ 2,9	- 2,4	+ 0,6	- 1,2	+21,0		
1965	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3		
1966	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7		
1967	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	- 7,6	+14,3	...	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6		
1968	-37,5	- 1,3	- 9,1	-47,9	+37,0	...	+37,0	...	- 5,5	- 4,9	...	- 0,2	+ 7,8	+ 0,9	- 1,9	+12,0	+ 0,8	+47,9		
1969	-37,8	+ 2,6	-13,2	-48,4	+36,0	+ 1,0	+37,0	...	+ 1,7	+ 5,8	...	+ 0,3	- 1,9	+ 6,5	+12,4	+ 0,9	- 1,9	+48,4		
1970	-31,5	+ 1,4	-12,6	-42,7	+37,3	...	+37,3	...	+ 2,9	+ 9,6	...	- 0,3	+ 4,5	- 9,5	+ 7,2	- 2,3	+ 0,5	+42,7		
1969 9 premiers mois	-26,7	+ 3,0	- 9,9	-33,6	+25,6	+ 1,0	+26,6	...	+ 4,8	+ 4,1	...	- 0,1	- 7,7	+ 6,2	+ 7,3	+ 1,3	- 1,6	+33,6		
1970 3 premiers mois	-11,0	- 0,7	- 3,0	-14,7	+ 6,1	...	+ 6,1	...	+ 4,3	+10,1	...	- 0,1	- 3,2	- 2,2	+ 8,9	+ 0,2	- 0,5	+14,7		
6 premiers mois	-25,3	+ 2,5	- 5,2	-28,0	+18,4	...	+18,4	...	+ 8,8	+ 7,2	...	- 0,1	- 1,8	- 3,4	+10,7	+ 0,3	- 1,4	+28,0		
9 premiers mois	-22,1	+ 0,3	- 9,1	-30,9	+27,7	...	+27,7	...	+ 7,8	+ 3,3	...	- 0,2	- 4,4	+ 2,9	+ 2,9	+ 0,2	+ 0,1	+30,9		
1971 3 premiers mois	-16,4	+ 3,9	- 3,7	-16,2	+19,7	...	+19,7	...	+ 5,1	+15,2	...	...	- 6,4	- 9,1	+ 4,8	- 6,6	- 1,7	+16,2		
4 premiers mois	-20,4	+ 2,7	- 4,8	-22,5	+18,7	...	+18,7	...	+ 8,2	+12,8	...	+ 0,4	+ 1,8	-12,7	+10,5	- 7,0	+ 0,3	+22,5		
5 premiers mois	-27,2	+ 4,9	- 5,9	-28,2	+40,4	...	+40,4	...	+ 8,4	+13,4	...	+ 0,4	- 4,0	-15,0	+ 3,2	-13,0	- 2,4	+28,2		
6 premiers mois	-37,4	+ 6,7	- 7,3	-38,0	+39,3	...	+39,3	...	+ 7,5	+10,8	...	+ 0,4	- 3,0	-18,8	- 3,1	+ 2,5	- 0,7	+38,0		
7 premiers mois	-20,1	+ 2,0	- 8,8	-26,9	+39,3	...	+39,3	...	+ 6,2	+10,0	...	+ 0,3	- 2,0	-19,6	- 5,1	- 7,4	+ 0,1	+26,9		
8 premiers mois	-21,2	+ 3,7	-10,3	-27,8	+39,3	...	+39,3	...	+12,6	+13,7	...	+ 0,4	- 5,6	-22,8	- 1,7	- 9,9	+ 0,1	+27,8		
9 premiers mois	-32,7	+ 3,9	-11,8	-40,6	+39,3	...	+39,3	...	+16,4	+12,9	...	+ 0,3	- 5,7	-23,3	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,5	+40,6		
10 premiers mois	-35,3	+ 2,5	-13,8	-46,6	+77,5	...	+77,5	...	+ 5,3	+11,8	...	+ 0,3	- 3,1	-24,7	-10,4	-13,2	- 7,3	+46,6		
11 premiers mois	-32,5	+ 3,4	-15,3	-44,4	+77,4	...	+77,4	...	+ 5,2	+ 5,5	...	+ 0,3	- 4,7	-26,3	-20,0	-13,3	+ 0,3	+44,4		
12 mois	-39,3	+ 6,4	-16,8	-49,7	+77,1	...	+77,1	...	+ 6,9	+ 1,0	...	+ 0,3	+ 0,2	-26,5	-18,1	- 8,3	- 1,0	+49,7		
1972 1 <sup>er</sup> mois	- 4,2	+ 0,6	- 1,2	- 4,8	...	...	...	...	+ 1,2	+10,6	...	- 0,1	+ 0,9	- 0,1	+12,5	- 4,9	- 2,8	+ 4,8		
2 premiers mois	-15,6	- 0,6	- 2,3	-18,5	+33,1	...	+33,1	...	- 2,3	+11,1	...	- 0,6	- 2,6	- 2,1	+ 3,5	- 4,9	-13,2	+18,5		
3 premiers mois	-31,0	- 3,5	- 3,3	-37,8	+32,6	...	+32,6	...	...	+19,0	...	- 0,6	- 1,0	- 7,0	+10,4	- 4,9	- 0,3	+37,8		
4 premiers mois	-38,9	- 3,3	- 4,5	-46,7	+32,6	...	+32,6	...	...	+19,7	...	- 0,6	+ 6,6	- 7,4	+18,3	- 4,7	+ 0,5	+46,7		

1 Cf. tableau XI-1.

2 Non compris les dépenses de la C.A.D.G. qui sont comprises dans la colonne (1).

3 Augmentation : (-); diminution : (+).

4 Cette colonne diffère de la colonne (8) « Déficit de Trésorerie » du tableau XI-3. Le déficit de trésorerie tient en effet compte de diverses catégories d'opérations qui n'interviennent pas dans le calcul de l'impassé.

C'est ainsi que le solde des opérations extrabudgétaires compris dans le déficit de trésorerie reprend non seulement les fonds de tiers — colonne (2) du tableau XI-2. —, mais aussi la rubrique « Encaisse des comptes et autres opérations de trésorerie » — colonne (17) du même tableau —, de même que les dépenses d'organismes paraétatiques — essentiellement le Fonds des Routes — financées par des émissions de dettes publiques indirectes et par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés. (Arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967.)

5 Déduction faite des frais d'émission et des amortissements extrabudgétaires.

## XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgé- taires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compr's dans les dépenses budgé- taires 4	Besoins nets de finan- cement de l'Etat 5	Couverture 6				
						Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 8
						Variations			Total	
						de l'encours des emprunts consolidés et des certificats à moyen terme émis sur le marché 6	des autres engagements à moyen terme 7	des engagements à court terme 7		
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)	
1964 .....	- 21,3	- 6,3	- 27,6	+ 12,6	- 15,0	+ 11,9	...	+ 2,0	+ 13,9	+ 1,1
1965 .....	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8
1966 .....	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9
1967 .....	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5
1968 .....	- 37,5	- 12,3	- 49,8	+ 15,7	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7
1969 .....	- 37,8	- 12,7	- 50,5	+ 22,4	- 28,1	+ 18,0	+ 4,8	+ 0,2	+ 23,0	+ 5,1
1970 .....	- 31,5	- 13,3	- 44,8	+ 21,0	- 23,8	+ 20,7	- 1,4	+ 14,9	+ 34,2	- 10,4
1969 9 prem. mois	- 26,7	- 8,1	- 34,8	+ 17,5	- 17,3	+ 11,2	+ 7,0	- 6,1	+ 12,1	+ 5,2
1970 3 prem. mois	- 11,0	- 4,4	- 15,4	+ 5,4	- 10,0	+ 1,5	- 0,1	+ 11,7	+ 13,1	- 3,1
6 prem. mois	- 25,3	- 5,1	- 30,4	+ 10,5	- 19,9	+ 9,9	- 1,7	+ 16,6	+ 24,8	- 4,9
9 prem. mois	- 22,1	- 10,3	- 32,4	+ 16,0	- 16,4	+ 14,7	- 2,8	+ 9,8	+ 21,7	- 5,3
1971 3 prem. mois	- 16,4	- 2,0	- 18,4	+ 5,0	- 13,4	+ 15,7	+ 1,5	+ 6,3	+ 23,5	- 10,1
4 prem. mois	- 20,4	- 2,0	- 22,4	+ 7,4	- 15,0	+ 12,6	+ 2,0	+ 14,7	+ 29,3	- 14,3
5 prem. mois	- 27,2	- 4,4	- 31,6	+ 8,5	- 23,1	+ 34,4	+ 2,4	+ 3,3	+ 40,1	- 17,0
6 prem. mois	- 37,4	- 2,3	- 39,7	+ 10,4	- 29,3	+ 31,4	+ 1,2	+ 18,1	+ 50,7	- 21,4
7 prem. mois	- 20,1	- 7,6	- 27,7	+ 11,9	- 15,8	+ 30,1	+ 0,4	+ 7,0	+ 38,2	- 22,4
8 prem. mois	- 21,2	- 7,4	- 28,6	+ 12,9	- 15,7	+ 29,2	+ 0,7	+ 11,3	+ 41,2	- 25,5
9 prem. mois	- 32,7	- 8,3	- 41,0	+ 14,3	- 26,7	+ 28,1	+ 1,4	+ 23,5	+ 53,0	- 26,3
10 prem. mois	- 35,3	- 12,3	- 47,6	+ 15,7	- 31,9	+ 65,5	+ 1,2	- 6,9	+ 59,8	- 27,9
11 prem. mois	- 32,5	- 13,2	- 45,7	+ 17,7	- 28,0	+ 63,5	+ 0,9	- 6,7	+ 57,7	- 29,7
12 mois .....	- 39,3	- 14,0	- 53,3	+ 19,5	- 33,8	+ 62,1	+ 0,9	- 0,1	+ 62,9	- 29,1
1972 1 <sup>er</sup> mois .....	- 4,2	+ 0,4	- 3,8	+ 2,2	- 1,6	- 2,0	+ 0,6	+ 3,5	+ 2,1	- 0,5
2 prem. mois	- 15,6	- 5,5	- 21,1	+ 3,5	- 17,6	+ 30,9	+ 0,9	- 11,5	+ 20,3	- 2,7
3 prem. mois	- 31,0	- 8,3	- 39,3	+ 4,3	- 35,0	+ 30,3	+ 0,7	+ 12,8	+ 43,3	- 8,3
4 prem. mois	- 38,9	- 9,1	- 48,0	+ 7,6	- 40,4	+ 27,6	+ 1,7	+ 19,6	+ 48,9	- 8,5

1 Cf. tableau XI-1.

2 Y compris les dépenses d'organismes paraétatiques financées par des émissions de dettes indirectes et, de novembre 1967 à août 1969, celles financées par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés (Arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967). Non compris les dépenses de la C.A.D.G. qui figurent à la colonne (1).

3 Cf. note 4 du tableau XI-2.

4 Suivant les situations de la dette publique.

5 Cf. tableau XVI-8b.

6 Y compris les variations de la dette indirecte et celles de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes (cf. note 2).

7 Le cas échéant, le solde du Trésor auprès de la B.N.B. et ses placements provisoires en effets commerciaux sont déduits de ses engagements à court terme.

8 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en monnaies étrangères qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

**XI - 4. — RECETTES FISCALES (par exercice) <sup>1</sup>**

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.  
B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices <sup>3</sup>	Contributions directes <sup>2</sup>		Douanes et accises		Enregistrement		Total	
	A	B	A	B	A	B	A	B
1964	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+10,6
1966	67,1	+ 3,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7
1967	87,2	+ 1,9	37,1	+ 1,4	86,0	- 1,7	210,3	+ 1,6
1968	95,8	+ 0,4	38,7	- 0,3	92,4	- 1,1	226,9	- 1,0
1969	109,7	+ 0,1	42,8	+ 0,5	101,0	+ 1,3	253,5	+ 1,9
1970	131,5	+ 5,0	46,0	+ 3,1	105,9	+ 0,1	283,4	+ 8,2
1971	151,4	+ 8,6	46,5	- 1,6	118,8	- 0,2	316,7	+ 6,8
1970 1 <sup>er</sup> trimestre	28,9	+ 2,8	11,0	+ 0,6	25,0	- 0,5	64,9	+ 2,9
2 <sup>e</sup> trimestre	26,2	+ 0,3	11,4	+ 0,8	26,1	- 1,1	63,7	...
3 <sup>e</sup> trimestre	43,3	+ 0,3	11,0	+ 0,4	24,9	+ 0,2	79,2	+ 0,9
4 <sup>e</sup> trimestre	33,1	+ 1,5	12,6	+ 1,3	29,8	+ 1,6	75,5	+ 4,4
1971 1 <sup>er</sup> trimestre	31,0	+ 0,7	10,9	- 0,8	30,6	+ 0,2	72,5	+ 0,1
2 <sup>e</sup> trimestre	31,5	+ 2,1	11,4	- 0,6	27,8	- 0,1	70,7	+ 1,4
3 <sup>e</sup> trimestre	51,3	+ 3,1	11,2	- 0,8	27,6	- 0,2	90,1	+ 2,1
4 <sup>e</sup> trimestre	37,5	+ 2,6	13,2	+ 0,8	32,8	...	83,5	+ 3,4
1972 1 <sup>er</sup> trimestre	35,5	+ 0,4	12,1	+ 0,3	27,4	- 1,4	75,0	- 0,7
1971 Mai	9,2	+ 0,5	3,6	- 0,3	9,0	- 0,2	21,8	...
Juin	12,7	+ 1,0	3,8	- 0,2	7,8	+ 0,1	24,3	+ 0,9
Juillet	32,4	+ 1,6	3,9	- 0,2	11,6	- 0,1	47,9	+ 1,3
Août	9,6	+ 0,8	3,7	- 0,2	10,2	...	23,5	+ 0,6
Septembre	9,3	+ 0,7	3,6	- 0,4	5,8	- 0,1	18,7	+ 0,2
Octobre	12,1	+ 0,5	4,0	- 0,1	12,8	- 0,1	28,9	+ 0,3
Novembre	11,7	+ 0,7	4,0	...	11,3	+ 0,2	27,0	+ 0,9
Décembre	13,7	+ 1,4	5,2	+ 0,9	8,7	- 0,1	27,6	+ 2,2
1972 Janvier	15,3	...	3,8	- 0,1	11,8	- 0,4	30,9	- 0,5
Février	11,1	+ 0,2	3,9	+ 0,2	9,7	- 0,1	24,7	+ 0,3
Mars	9,1	+ 0,2	4,4	+ 0,2	8,1	+ 1,3	21,6	+ 1,7
Avril	9,4	- 0,6	3,7	- 0,4	11,4	- 1,1	24,5	- 2,1
Mai	11,2	+ 0,3	3,8	- 0,1	11,0	- 0,4	26,0	- 0,2

<sup>1</sup> Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

<sup>2</sup> Y compris le produit des versements anticipés.

<sup>3</sup> En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

**XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES <sup>1</sup>**

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1971		Exercice 1971 : mai		Exercice 1972 : mai	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes <sup>2</sup>	151,4	142,8	9,2	8,7	11,2	10,9
précompte immobilier	1,2	1,2	...	...	...	...
précompte mobilier	15,8	15,8	1,8	1,7	2,3	2,4
précompte professionnel	70,1	66,3	5,7	5,5	7,0	6,6
versements anticipés	29,8	30,0	0,1	0,2	0,2	0,2
impôts des personnes physiques (rôles)	21,8	20,0	1,3	1,1	1,2	1,2
impôts de sociétés (rôles)	5,7	3,3	0,2	0,1	0,3	0,3
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	4,9	4,6	0,1	0,1	0,1	0,1
divers <sup>2</sup>	2,1	1,6	...	...	0,1	0,1
II. Douanes et accises	46,5	48,1	3,6	3,9	3,8	3,9
dont : douanes	6,4	6,8	0,5	0,5	0,3	0,4
accises	38,3	41,2	2,9	3,3	3,4	3,5
taxes spéciales de consommat.	1,6	...	0,1	...	0,1	...
III. Enregistrement	118,8	119,0	9,0	9,2	11,0	11,4
dont : enregistrement	7,4	8,0	0,6	0,7	0,8	0,6
successions	4,9	4,6	0,3	0,3	0,4	0,4
TVA, timbre et taxes assimilées au timbre	105,2	105,2	8,0	8,0	9,7	10,3
Total ...	316,7	309,9	21,8	21,8	26,0	26,2
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 6,8		...		- 0,2

<sup>1</sup> Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

<sup>2</sup> Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

**XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE <sup>1</sup>**

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés
1964 .....	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965 .....	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1966 .....	6,5	2,8	6,6	15,9	1,39
1967 .....	7,3	3,1	7,2	17,6	1,45
1968 .....	8,0	3,2	7,7	18,9	1,65
1969 .....	9,1	3,6	8,4	21,1	2,11
1970 .....	11,0	3,8	8,8	23,6	2,29
1971 .....	12,6	3,9	9,9	26,4	2,48
1969 6 premiers mois .....	7,5	3,4	8,6	19,5	0,76
9 premiers mois .....	9,3	3,5	8,2	21,0	2,56
1970 3 premiers mois .....	9,6	3,7	8,3	21,6	0,91
6 premiers mois .....	9,2	3,7	8,5	21,4	0,90
9 premiers mois .....	10,9	3,7	8,5	23,1	2,75
1971 3 premiers mois .....	10,3	3,6	10,2	24,1	0,96
6 premiers mois .....	10,4	3,7	9,7	23,8	0,54
9 premiers mois .....	12,6	3,7	9,6	25,9	3,02
1972 3 premiers mois .....	11,8	4,0	9,2	25,0	0,97
1971 Mai .....	9,2	3,6	9,0	21,8	0,08
Juin .....	12,7	3,8	7,8	24,3	1,46
Juillet .....	32,4	3,9	11,6	47,9	21,28
Août .....	9,6	3,7	10,2	23,5	0,32
Septembre .....	9,3	3,6	5,8	18,7	0,26
Octobre .....	12,1	4,0	12,8	28,9	2,40
Novembre .....	11,7	4,0	11,3	27,0	0,03
Décembre .....	13,7	5,2	8,7	27,6	0,23
1972 Janvier .....	15,3	3,8	11,8	30,9	2,78
Février .....	11,1	3,9	9,7	24,7	-0,02
Mars .....	9,1	4,4	8,1	21,6	0,17
Avril .....	9,4	3,7	11,4	24,5	1,22
Mai .....	11,2	3,8	11,0	26,0	0,21

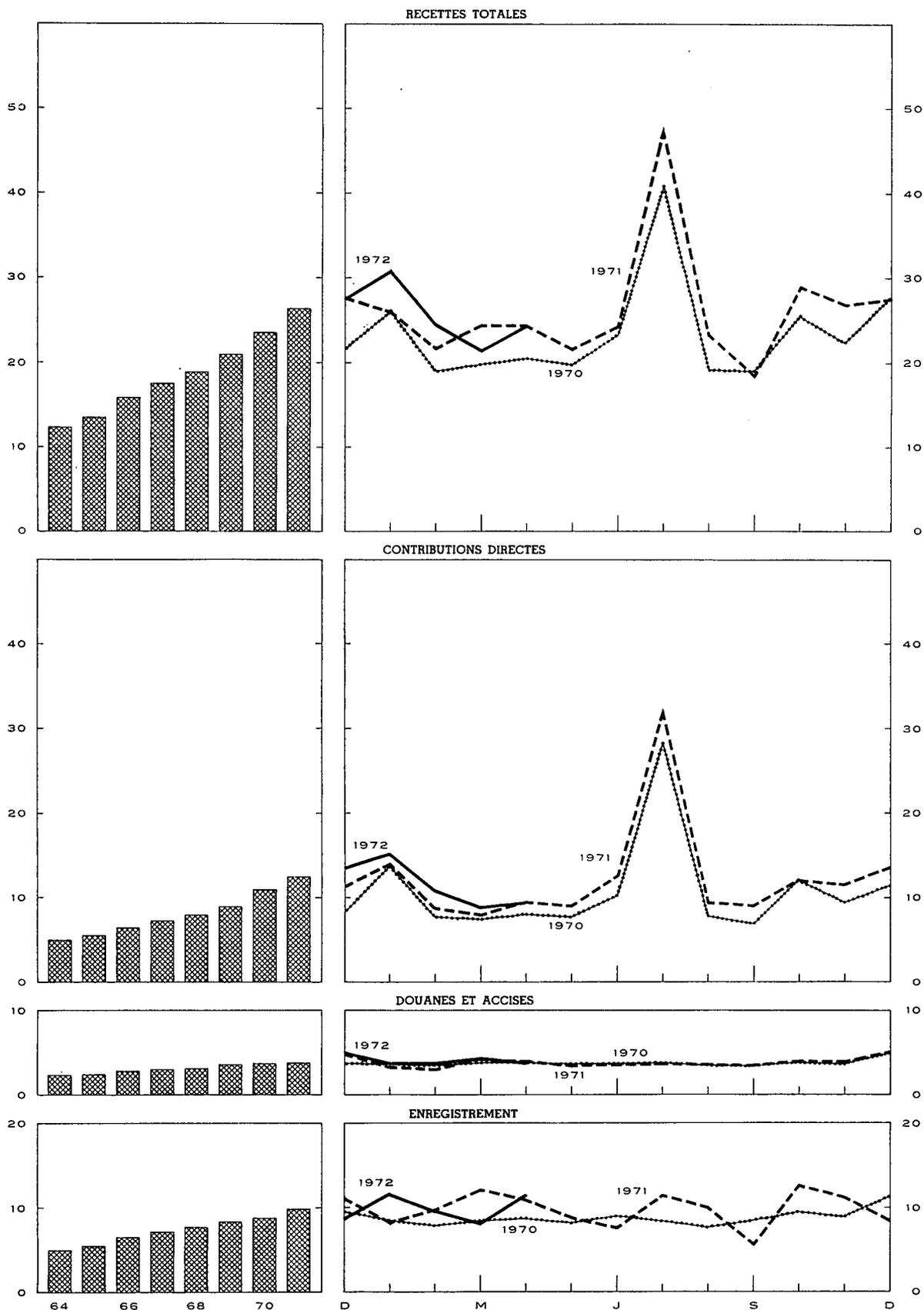
<sup>1</sup> Non compris les additionnels provinciaux et communaux.  
<sup>2</sup> Y compris le produit des versements anticipés.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.). : XLIII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 3, mars 1967 :

« Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données » et XLV<sup>e</sup> année, vol. II, n° 6, décembre 1970 :  
 « Les budgets de 1970 et 1971 ».

### XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



**XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE**  
**XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1968**

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)				
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements			
		Entreprises et particuliers	Parastatistiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires					
															(1)	(2)	(3)
..... données non disponibles																	
... nihil ou inférieur à 50 millions																	
— opérations non effectuées																	
<b>DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE</b>	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,2	—	—	—	—	...	83,5	—	11,5	—	3,1	0,5	98,7	
			Engagements en comptes courants ou d'avances .	9,8	—	—	—	—	...	96,8	—	0,2	—	—	1,3	...	108,1
			Obligations .....	18,3	—	—	—	—	...	0,1	—	1,1	20,0	—	—	...	39,5
			Autres emprunts à plus d'un an .....	—	0,1	—	—	0,4	...	—	—	160,1	45,9	159,5	—	...	366,1
			Divers .....	—	2,4	2,2	0,2	22,3	...	—	—	2,1	13,0	1,4	—	...	43,5
	(Actions et parts) .....	(264,6)	(1,5)	(...)	—	(...)	...	(1,2)	(—)	(0,5)	(5,8)	(...)	(...)	(...)	(273,6)		
	Total ...	28,1	2,7	2,2	0,2	22,7	...	180,4	—	175,0	78,9	165,3	0,5	...	655,9		
	Parastatistiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme .....	—	—	—	—	0,1	...	0,2	—	—	—	—	—	...	0,3	
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,4	—	—	—	—	...	1,0	—	0,3	—	0,2	—	...	1,9	
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	0,1	—	—	—	—	...	0,3	—	—	—	—	—	...	1,6	
Obligations accessibles à tout placeur .....		21,0	0,6	—	—	—	...	3,5	4,5	1,0	5,0	5,1	1,0	...	41,7		
Obligations non accessibles à tout placeur .....		—	0,3	—	—	—	...	1,2	4,5	—	1,7	5,0	0,8	0,9	14,7		
Autres emprunts à plus d'un an .....	—	—	—	0,2	—	...	—	—	—	—	0,2	14,9	—	17,0			
Divers .....	7,8	—	6,1	0,7	—	...	2,0	—	—	—	—	0,1	1,6	18,4			
(Actions et parts) .....	(1,0)	—	(16,8)	(8,0)	(...)	...	(0,1)	(—)	(0,4)	(0,2)	(0,6)	(0,9)	(...)	(28,0)			
Total ...	29,3	0,9	6,1	1,0	...	8,9	11,2	1,2	7,0	10,3	17,0	2,5	...	95,5			
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers .....	1,9	—	—	1,3	—	...	52,3	—	—	—	—	7,1	...	62,6		
	Certificats à un an au plus .....	—	1,5	—	0,2	—	...	46,7	5,1	8,2	—	8,9	5,0	...	96,5		
	Obligations accessibles à tout placeur .....	147,8	3,1	—	2,2	1,9	...	62,9	4,1	37,2	48,2	14,0	1,4	...	331,7		
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	—	—	—	—	...	12,5	—	3,3	—	0,4	0,6	...	86,8		
	Divers .....	—	0,6	—	—	—	...	1,7	—	—	0,7	0,1	—	...	5,3		
Total ...	149,7	5,2	—	3,7	3,3	43,1	231,5	9,2	48,7	51,0	23,5	14,1	...	582,9			
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme .....	—	—	—	—	—	...	—	—	—	—	—	—	...	—		
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	...	10,0	—	—	—	—	—	...	10,0		
	Obligations accessibles à tout placeur .....	24,6	0,5	—	0,3	—	...	4,2	1,4	4,3	9,7	1,5	—	...	47,0		
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	—	—	—	—	...	1,8	—	14,2	1,9	—	0,4	...	18,7		
	Autres emprunts à plus d'un an .....	—	6,0	—	—	—	...	—	—	4,3	—	83,0	—	...	93,3		
Divers .....	2,6	0,6	1,5	—	—	...	—	—	—	—	0,2	4,4	...	9,4			
Total ...	27,2	7,1	1,5	0,3	...	1,0	16,0	1,4	22,8	11,6	84,7	4,8	...	178,5			
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale .....	8,3	—	—	—	—	...	—	—	—	—	—	—	...	8,3		
	Obligations accessibles à tout placeur .....	—	—	—	—	—	...	—	—	—	0,1	—	—	...	0,3		
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	—	—	—	—	...	—	—	—	13,0	0,4	2,5	...	17,6		
	Divers .....	25,0	—	0,6	—	0,9	...	—	—	—	0,6	2,4	—	7,0	36,5		
	Total ...	33,3	—	0,6	—	0,9	0,2	0,9	—	1,4	15,5	0,4	9,5	...	62,7		
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	—	—	...	1,2	—	—	—	—	—	...	1,2		
	Acceptations et effets commerciaux .....	—	—	—	—	—	...	28,4	—	1,5	—	2,2	2,4	...	34,6		
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	...	13,9	—	0,1	—	—	—	...	14,0		
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....	—	—	—	—	—	...	—	—	—	—	—	—	...	—		
	Obligations .....	8,7	—	—	—	0,1	...	180,3	—	—	—	—	—	...	180,3		
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	15,1	—	—	...	—	—	—	—	—	—	...	25,3		
	Divers .....	—	2,1	8,0	—	0,8	...	—	—	—	0,5	0,5	—	...	12,1		
	(Actions et parts) .....	—	(0,2)	(0,5)	—	—	...	—	—	—	—	—	—	...	—		
	Total ...	—	(0,2)	(0,5)	—	0,8	(—)	(2,3)	(—)	(0,3)	(1,5)	(—)	(...)	(...)	(4,8)		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers

Organismes monétaires (7)	Monnaie	341,1	2,0	4,0	21,4	1,0	...	...	3,9	2,4	0,8	...	376,6
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	5,2	2,7	...	0,2	...	0,1	8,2
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	149,2	—	—	—	—	—	149,2
	Dépôts en devises des résidents	8,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,8
	Dépôts sur livrets des résidents	71,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	71,3
	Dépôts à terme des résidents	54,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	54,4
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	22,2	...	—	—	0,4	22,6
	Obligations (y compris les bons de caisse)	16,2	—	—	—	—	—	—	—	...	0,3	—	16,5
	Divers	0,2	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	19,9
	(Actions et parts)	(17,2)	...	(0,2)	...	...	...	(0,7)	...	(0,1)	(0,1)	...	(18,3)
<b>Total ...</b>	<b>492,0</b>	<b>2,0</b>	<b>4,2</b>	<b>21,4</b>	<b>1,0</b>	<b>154,4</b>	<b>24,9</b>	<b>...</b>	<b>4,1</b>	<b>2,7</b>	<b>1,2</b>	<b>20,0</b>	<b>727,9</b>
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	1,2	...	—	...	...	...	1,2
	Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	...	6,9	—	2,0	—	—	8,9
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	0,1	2,9
<b>Total ...</b>	<b>—</b>	<b>...</b>	<b>2,8</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>1,2</b>	<b>6,9</b>	<b>—</b>	<b>2,0</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>0,1</b>	<b>13,0</b>
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	6,7	...	...	0,1	2,2	...	—	...	1,6	0,5	...	11,1
	Dépôts sur livrets	218,1	...	—	0,2	...	...	—	...	...	...	0,3	218,6
	Dépôts à terme	1,6	1,5	—	—	3,2	...	—	...	1,5	0,3	1,3	9,4
	Obligations (y compris les bons de caisse)	28,7	—	—	—	—	—	—	...	0,4	0,8	0,1	30,0
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,8
	Divers	7,2	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	10,2
(Actions et parts)	(3,2)	...	...	...	...	...	...	...	(0,1)	...	...	(3,3)	
<b>Total ...</b>	<b>263,1</b>	<b>1,5</b>	<b>...</b>	<b>0,3</b>	<b>5,4</b>	<b>...</b>	<b>0,1</b>	<b>...</b>	<b>0,5</b>	<b>3,9</b>	<b>0,9</b>	<b>4,4</b>	<b>280,1</b>
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	33,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33,0
	Réserves mathématiques	198,6	—	—	—	—	18,1	—	—	—	—	—	216,7
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	...	0,5	...	...	0,5
	Divers	13,7	...	0,6	...	1,8	...	...	...	...	...	3,4	19,5
<b>Total ...</b>	<b>245,3</b>	<b>...</b>	<b>0,6</b>	<b>...</b>	<b>1,8</b>	<b>18,1</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>0,5</b>	<b>...</b>	<b>3,4</b>	<b>269,7</b>
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	4,0	...	...	0,1	0,1	...	0,2	—	...	...	...	4,4
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	0,3	...	0,1	0,4	0,1	...	0,9
	Dépôts sur livrets	12,2	—	—	...	...	...	...	—	...	...	...	12,2
	Dépôts à terme	3,3	1,1	...	3,7	2,6	0,8	0,8	—	0,9	1,0	0,1	15,0
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	0,5	—	2,2	...	0,2	2,9
	Obligations accessibles à tout placeur	122,2	0,3	...	0,4	3,7	0,1	18,3	0,6	14,9	27,3	1,7	189,5
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	1,3	5,4	2,2	...	5,8	23,2	...	40,5
	Divers	5,8	...	15,5	...	...	...	...	—	0,1	...	0,2	32,1
(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,2)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(2,2)	
<b>Total ...</b>	<b>147,5</b>	<b>1,4</b>	<b>15,5</b>	<b>4,2</b>	<b>7,7</b>	<b>6,6</b>	<b>22,0</b>	<b>0,7</b>	<b>24,3</b>	<b>51,6</b>	<b>2,2</b>	<b>13,8</b>	<b>297,5</b>
Secteurs indéterminés et ajustements (12)			3,6	5,0	...	1,6	...	21,6	0,8	10,2	7,3	3,0	53,1
	<b>Total des créances</b>	<b>1.424,2</b>	<b>26,5</b>	<b>61,6</b>	<b>31,1</b>	<b>45,4</b>	<b>233,5</b>	<b>755,9</b>	<b>14,3</b>	<b>298,0</b>	<b>237,6</b>	<b>301,0</b>	<b>75,5</b>

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1969

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)				
													(1)			(2)
..... données non disponibles																
... nihil ou inférieur à 50 millions																
— opérations non effectuées																
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...	—	.....	.....	...	97,2	—	6,2	.....	4,6	1,1	109,0	
			Engagements en comptes courants ou d'avances .	11,1	.....	.....	.....	.....	98,2	—	0,3	.....	1,4	...	111,1	
			Obligations .....	21,6	.....	.....	.....	.....	0,2	—	2,0	19,0	.....	.....	42,8	
			Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	0,1	.....	.....	0,4	.....	—	182,5	49,5	179,2	.....	411,8	
			Divers .....	.....	2,6	2,9	0,2	27,7	.....	—	1,1	14,6	0,9	.....	50,0	
			(Actions et parts) .....	(292,0)	(1,8)	(...)	.....	(...)	.....	(1,3)	(—)	(0,4)	(5,7)	(...)	(...)	(301,2)
		Total ...	32,7	2,7	2,9	0,2	28,1	...	195,6	—	192,2	83,1	186,2	1,1	724,7	
		Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		0,4	.....	—	.....	.....	...	0,6	—	0,2	.....	0,4	...	1,6	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .		0,2	.....	.....	.....	.....	1,3	1,1	—	.....	0,3	.....	2,9		
	Obligations accessibles à tout placeur .....		21,5	0,7	.....	.....	.....	3,3	4,8	0,9	5,8	5,3	0,9	.....	43,3	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....		—	0,3	.....	0,2	.....	1,8	5,8	.....	2,2	5,2	0,8	0,4	16,7	
	Autres emprunts à plus d'un an .....		.....	.....	.....	0,1	.....	1,5	.....	—	.....	0,2	19,9	.....	21,6	
	Divers .....	8,4	0,1	6,8	0,6	.....	2,2	.....	—	.....	.....	.....	1,9	20,1		
	(Actions et parts) .....	(1,0)	.....	(17,3)	(9,2)	(...)	.....	(0,1)	(—)	(0,4)	(0,2)	(0,5)	(0,9)	(29,6)		
		Total ...	30,5	1,1	6,8	0,9	...	10,1	12,3	0,9	8,2	10,7	22,3	2,3	106,2	
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers .....	5,6	...	—	1,7	...	50,7	...	...	...	0,3	6,6	64,9	
	Certificats à un an au plus .....		...	2,0	—	0,2	0,5	23,0	64,1	4,7	8,2	...	2,2	...	104,8	
	Obligations accessibles à tout placeur .....		156,4	2,9	—	2,3	2,3	7,9	70,7	3,6	37,4	49,2	14,2	1,7	348,7	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....		—	0,1	—	.....	.....	12,6	66,5	.....	3,6	1,6	6,1	0,6	91,1	
Divers .....	.....		1,0	—	.....	0,9	0,7	.....	.....	.....	1,2	0,2	.....	4,0		
	Total ...	162,0	6,0	—	4,2	3,7	44,2	252,0	8,3	49,1	52,0	23,1	8,9	613,5		
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...		
Engagements en comptes courants ou d'avances .		.....	.....	.....	.....	.....	.....	11,4	—	.....	.....	.....	.....	11,4		
Obligations accessibles à tout placeur .....		27,7	0,5	.....	0,3	.....	0,4	5,2	1,7	5,8	10,2	2,2	.....	54,0		
Obligations non accessibles à tout placeur .....		—	.....	.....	.....	.....	0,4	1,6	.....	14,7	1,7	.....	0,4	18,9		
Autres emprunts à plus d'un an .....		.....	6,9	.....	.....	.....	.....	.....	—	6,3	.....	91,6	.....	104,8		
Divers .....	2,6	0,8	1,8	.....	.....	.....	.....	—	.....	.....	0,2	2,9	8,3			
	Total ...	30,2	8,1	1,8	0,3	...	0,8	18,3	1,7	26,8	11,9	94,1	3,3	197,4		
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale .....	7,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7,4		
Obligations accessibles à tout placeur .....		.....	.....	.....	.....	.....	0,2	.....	.....	.....	.....	.....	.....	0,2		
Obligations non accessibles à tout placeur .....		—	.....	.....	.....	.....	.....	0,7	.....	0,6	17,5	0,3	5,1	24,3		
Divers .....		29,3	.....	0,4	.....	0,2	.....	0,6	.....	0,5	2,8	.....	9,1	43,0		
	Total ...	36,7	.....	0,4	.....	0,2	0,2	1,3	.....	1,1	20,4	0,3	14,2	74,9		
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	...	—	...	...	—	4,8	...	...	...	...	4,8		
Acceptations et effets commerciaux .....		.....	.....	.....	.....	.....	.....	—	26,0	—	2,1	.....	4,7	2,2	35,1	
Engagements en comptes courants ou d'avances .		.....	.....	.....	.....	.....	.....	—	18,1	—	0,1	.....	.....	.....	18,2	
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....		.....	.....	.....	.....	.....	.....	—	234,8	—	.....	.....	.....	.....	234,8	
Obligations .....		8,8	.....	.....	.....	0,1	.....	7,3	0,9	0,4	4,4	0,2	.....	22,1		
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique		—	—	18,3	—	—	—	—	7,8	—	—	—	—	—	26,0	
Divers .....		.....	2,5	8,5	.....	0,4	.....	0,4	—	.....	0,5	0,2	.....	12,5		
(Actions et parts) .....		.....	(0,2)	(0,5)	.....	.....	.....	(—)	(2,7)	(—)	(0,2)	(1,4)	(—)	(...)	(5,1)	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												Secteurs indéterminés et ajustements (12)							
		Organismes monétaires (7)												Fonds des Rentes (8)		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)		Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)		Organismes publics de crédit non monétaires (11)	
	Monnaie	348,7	2,3	4,1	26,1	1,0	—	—	—	1,3	2,0	0,9	...	386,3							
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	4,0	5,7	...	...	...	0,2	...	9,9							
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	201,6	—	—	—	—	—	—	201,6							
	Dépôts en devises des résidents	14,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	14,7							
	Dépôts sur livrets des résidents	73,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	73,3							
	Dépôts à terme des résidents	75,5	—	—	...	—	—	—	—	...	...	0,7	...	76,2							
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	29,7	...	—	—	...	...	29,7							
	Obligations (y compris les bons de caisse)	20,4	...	...	...	...	—	—	...	...	0,5	...	...	21,0							
	Divers	0,2	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	25,7	26,2							
	(Actions et parts)	(19,5)	...	(0,2)	...	...	...	(1,4)	...	(0,3)	(0,1)	...	...	(21,5)							
	<b>Total ...</b>	<b>532,7</b>	<b>2,3</b>	<b>4,4</b>	<b>26,1</b>	<b>1,0</b>	<b>205,6</b>	<b>35,4</b>	<b>...</b>	<b>1,3</b>	<b>2,5</b>	<b>1,8</b>	<b>25,7</b>	<b>838,9</b>							
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	0,3	...	—	0,2	...	...	0,1	0,6							
	Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	...	5,4	—	2,7	—	0,2	—	8,4							
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...							
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	—	...	...	...	0,1	2,9							
	<b>Total ...</b>	<b>—</b>	<b>...</b>	<b>2,8</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>0,3</b>	<b>5,4</b>	<b>—</b>	<b>3,0</b>	<b>...</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>11,9</b>							
	Dépôts à vue	7,3	...	...	0,2	2,7	...	...	—	...	2,1	0,2	...	12,6							
	Dépôts sur livrets	233,5	...	—	0,2	...	...	...	—	...	...	...	...	233,8							
	Dépôts à terme	1,7	1,4	...	0,1	4,0	...	...	—	...	2,4	0,5	1,4	11,4							
	Obligations (y compris les bons de caisse)	36,8	...	...	...	...	...	...	—	0,5	1,1	...	...	38,4							
	Réserves mathématiques dessociées de capitalisation	1,1	—	—	—	—	...	...	—	—	—	—	—	1,1							
	Divers	7,5	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	3,5	11,2							
	(Actions et parts)	(3,6)	...	...	...	...	...	...	...	(0,2)	...	...	...	(3,8)							
	<b>Total ...</b>	<b>288,0</b>	<b>1,4</b>	<b>...</b>	<b>0,5</b>	<b>6,7</b>	<b>...</b>	<b>0,1</b>	<b>...</b>	<b>0,6</b>	<b>5,6</b>	<b>0,7</b>	<b>4,9</b>	<b>308,4</b>							
	Réserves de sécurité sociale	32,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32,2							
	Réserves mathématiques	213,7	—	—	—	—	19,5	—	—	—	—	—	—	233,2							
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	0,3							
	Divers	14,7	...	0,7	...	1,3	0,2	...	...	...	...	...	2,1	19,1							
	<b>Total ...</b>	<b>260,6</b>	<b>...</b>	<b>0,7</b>	<b>...</b>	<b>1,3</b>	<b>19,7</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>0,3</b>	<b>...</b>	<b>2,1</b>	<b>284,8</b>							
	Dépôts à vue	4,7	...	...	0,4	...	...	0,1	—	...	0,1	...	...	5,3							
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	1,9	0,6	...	2,1	...	...	...	4,6							
	Dépôts sur livrets	12,8	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	12,8							
	Dépôts à terme	4,5	0,9	...	4,2	3,2	1,4	1,6	—	0,4	1,3	0,1	0,7	18,2							
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	0,9	—	3,2	...	0,2	...	4,4							
	Obligations accessibles à tout placeur	135,9	0,3	...	0,4	3,6	0,1	20,3	0,7	15,6	27,1	1,9	...	206,0							
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	1,3	14,4	4,5	...	6,7	24,1	...	2,9	54,0							
	Divers	6,9	...	16,0	...	...	...	...	—	0,1	...	0,2	8,5	31,8							
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,2)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,2)							
	<b>Total ...</b>	<b>164,7</b>	<b>1,2</b>	<b>16,0</b>	<b>5,0</b>	<b>8,1</b>	<b>17,7</b>	<b>28,1</b>	<b>0,7</b>	<b>28,1</b>	<b>52,7</b>	<b>2,5</b>	<b>12,1</b>	<b>337,0</b>							
			4,5	...	...	3,0	...	23,7	0,8	14,0	5,3	4,1	—	55,5							
	<b>Total des créances (13) = (1) à (12)</b>	<b>1.547,0</b>	<b>29,7</b>	<b>62,6</b>	<b>37,3</b>	<b>52,7</b>	<b>298,7</b>	<b>871,3</b>	<b>13,3</b>	<b>327,1</b>	<b>249,5</b>	<b>340,3</b>	<b>77,1</b>	<b>3.906,7</b>							

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1969 <sup>1</sup>

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes  (13) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements				
		Entreprises et particuliers	Para-étatiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires					
															(1)	(2)	(3)
..... données non disponibles																	
... nihil ou inférieur à 50 millions																	
— opérations non effectuées																	
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	- 0,2	—	.....	.....	.....	.....	+ 13,7	—	- 5,3	.....	+ 1,5	+ 0,6	+ 10,3	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ..	+ 2,1	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,4	—	+ 0,1	.....	+ 0,2	.....	.....	+ 3,7
			Obligations .....	+ 3,3	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,1	—	+ 0,9	- 1,0	.....	.....	.....	+ 3,3
			Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	—	+ 22,4	+ 3,5	+ 19,8	.....	.....	+ 45,7
			Divers .....	.....	+ 0,2	+ 0,7	.....	+ 5,4	+ 19,6 <sup>2</sup>	.....	—	- 1,0	+ 1,6	- 0,5	.....	.....	+ 26,1
	(Actions et parts) .....	(+ 12,4)	(+ 0,3)	(...)	.....	(...)	(- 1,1) <sup>3</sup>	(+ 0,1)	(—)	(- 0,1)	(- 0,1)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 11,5)	
	Total ...	+ 5,5	.....	+ 0,7	.....	+ 5,4	+ 19,6	+ 15,2	—	+ 17,2	+ 4,1	+ 20,9	+ 0,6	.....	.....	+ 89,2	
	Secteurs nationaux non financiers	Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme .....	—	.....	—	.....	.....	- 0,1	.....	- 0,3	.....	.....	.....	.....	- 0,3	
			Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	.....	—	.....	.....	.....	- 0,4	—	- 0,1	.....	+ 0,2	.....	- 0,3	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ..	+ 0,1	.....	.....	.....	.....	+ 1,0	.....	.....	.....	.....	+ 0,3	.....	+ 1,3	
			Obligations accessibles à tout placeur .....	+ 0,5	+ 0,1	.....	.....	.....	- 0,2	+ 0,2	- 0,1	+ 0,8	+ 0,2	.....	.....	+ 1,5	
			Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	.....	.....	.....	.....	+ 0,6	+ 1,3	.....	+ 0,4	+ 0,2	.....	- 0,6	+ 2,0	
	Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,3	.....	.....	.....	.....	+ 5,0	.....	+ 4,7			
	Divers .....	+ 0,6	.....	+ 0,7	- 0,1	.....	+ 0,3	.....	.....	.....	.....	- 0,1	+ 0,4	+ 1,7			
	(Actions et parts) .....	(...)	.....	(+ 0,5)	(+ 1,1)	(...)	.....	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 1,6)		
Total ...	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,7	.....	.....	+ 1,3	+ 1,1	- 0,4	+ 1,1	+ 0,4	+ 5,4	- 0,2	.....	+ 10,6			
Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers .....	+ 3,7	.....	—	+ 0,5	.....	.....	- 1,7	.....	.....	+ 0,3	- 0,5	+ 2,3			
		Certificats à un an au plus .....	.....	+ 0,6	—	.....	+ 0,5	- 0,3	+ 17,4	- 0,5	.....	- 6,7	- 5,0	+ 6,1			
		Obligations accessibles à tout placeur .....	+ 8,6	- 0,2	—	+ 0,1	+ 0,4	- 0,9	+ 7,8	- 0,4	+ 0,2	+ 0,9	+ 0,2	+ 0,3	+ 16,9		
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	+ 0,1	—	.....	.....	.....	- 1,3	.....	+ 0,3	- 0,5	+ 5,7	.....	+ 4,3		
		Divers .....	.....	+ 0,3	—	.....	- 0,5	+ 0,1	- 1,7	.....	.....	+ 0,5	+ 0,1	.....	- 1,2		
Total ...	+ 12,3	+ 0,8	—	+ 0,5	+ 0,4	- 1,1	+ 20,5	- 0,9	+ 0,5	+ 1,0	- 0,4	- 5,2	.....	+ 28,3			
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme .....	—	.....	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....			
		Engagements en comptes courants ou d'avances ..	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,4	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,4		
		Obligations accessibles à tout placeur .....	+ 3,1	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,0	+ 0,3	+ 1,4	+ 0,5	+ 0,7	.....	+ 7,0		
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	.....	.....	.....	.....	- 0,1	- 0,1	.....	+ 0,6	- 0,2	.....	.....	+ 0,2		
		Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	+ 0,8	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,0	.....	+ 8,7	.....	+ 11,5		
Divers .....	.....	+ 0,1	+ 0,3	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 1,5	- 1,1				
Total ...	+ 3,0	+ 1,0	+ 0,3	.....	.....	- 0,2	+ 2,3	+ 0,3	+ 4,0	+ 0,3	+ 9,3	- 1,5	.....	+ 18,9			
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale .....	- 0,9	—	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,9		
		Obligations accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....		
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,2	.....	- 0,2	+ 4,5	- 0,1	+ 2,6	+ 6,6		
		Divers .....	+ 4,2	.....	- 0,2	.....	- 0,6	.....	+ 0,6	.....	- 0,1	+ 0,4	.....	+ 2,1	+ 6,4		
		Total ...	+ 3,3	.....	- 0,2	.....	- 0,7	.....	+ 0,4	.....	- 0,3	+ 4,9	- 0,1	+ 4,7	+ 12,1		
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	.....	—	.....	.....	.....	.....	+ 3,6	.....	.....	.....	.....	.....	+ 3,6		
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	.....	—	.....	.....	.....	.....	- 2,4	.....	+ 0,6	.....	+ 2,4	- 0,2	+ 0,4		
	Engagements en comptes courants ou d'avances ..	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 4,2	.....	.....	.....	.....	.....	+ 4,2		
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....		
	Obligations .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 54,0	.....	.....	.....	.....	.....	+ 54,0		
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ..	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,6	.....	.....	.....	+ 1,8		
	Divers .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....		
(Actions et parts) .....	- 1,1 <sup>4</sup>	+ 0,4	+ 0,5	.....	- 0,4	.....	.....	.....	- 2,3	.....	.....	.....	.....	- 1,4			
Total ...	(+ 14,5) <sup>5</sup>	(...)	(...)	.....	.....	(—)	(+ 0,4)	(—)	(- 0,1)	(- 0,1)	(—)	(...)	(...)	(+ 14,8)			



XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1968

Totaux sectoriels  
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers .....	28,1	2,7	2,2	0,2	22,7	55,9	...	180,4	—	175,0	78,9	165,3	599,6	0,5	655,9
2. Paraétatiques d'exploitation .....	29,3	0,9	6,1	1,0	...	37,3	8,9	11,2	1,2	7,0	10,3	17,0	46,7	2,5	95,5
3. Etat (Trésor) .....	149,7	5,2	—	3,7	3,3	161,9	43,1	231,5	9,2	48,7	51,0	23,5	363,9	14,1	582,9
4. Secteur public non compris ailleurs	27,2	7,1	1,5	0,3	...	36,1	1,0	16,0	1,4	22,8	11,6	84,7	136,5	4,8	178,5
5. Sécurité sociale .....	33,3	...	0,6	...	0,9	34,8	0,2	0,9	...	1,4	15,5	0,4	18,2	9,5	62,7
6. Total des secteurs nationaux non financiers .....	267,6	15,9	10,4	5,2	26,9	326,0	53,2	440,0	11,8	254,9	167,3	290,9	1.164,9	31,4	1.575,5
7. Etranger .....	8,7	2,1	23,1	.....	0,9	34,8	—	240,5	0,9	2,0	4,3	2,9	250,6	2,4	287,8
8. Organismes monétaires .....	492,0	2,0	4,2	21,4	1,0	520,6	154,4	24,9	0,1	4,0	2,7	1,2	32,9	20,0	727,9
9. Fonds des Rentes .....	—	...	2,8	...	...	2,8	1,3	6,8	...	2,0	—	...	8,8	0,1	13,0
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation .....	263,1	1,5	...	0,3	5,4	270,3	.....	0,1	...	0,5	3,9	0,9	5,4	4,4	280,1
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	245,3	...	0,6	...	1,8	247,7	18,1	...	...	...	0,5	...	0,5	3,4	269,7
12. Organismes publics de crédit non monétaires .....	147,5	1,4	15,5	4,2	7,7	176,3	6,6	22,0	0,7	24,3	51,6	2,2	100,8	13,8	297,5
13. Total des intermédiaires financiers	1.147,9	4,9	23,1	25,9	15,9	1.217,7	180,4	53,8	0,8	30,8	58,7	4,3	148,4	41,7	1.588,2
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	3,6	5,0	...	1,6	10,2	.....	21,6	0,8	10,2	7,3	3,0	42,9	—	53,1
15. Total des créances .....	1.424,2	26,5	61,6	31,1	45,4	1.588,8	233,5	755,9	14,3	298,0	237,6	301,0	1.606,8	75,5	3.504,7
16. Solde des créances et des dettes	+ 768,3	- 69,0	- 521,3	- 147,4	- 17,3	+ 13,3	- 54,3	+ 28,0	+ 1,3	+ 17,9	- 32,1	+ 3,5	+ 18,6	+ 22,4	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1969

Totaux sectoriels  
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
1. Entreprises et particuliers .....	32,7	2,7	2,9	0,2	28,1	66,6	...	195,6	—	192,2	83,1	186,2	657,1	1,1	724,7
2. Paraétatiques d'exploitation .....	30,5	1,1	6,8	0,9	...	39,3	10,1	12,3	0,9	8,2	10,7	22,3	54,4	2,3	106,2
3. Etat (Trésor) .....	162,0	6,0	—	4,2	3,7	175,9	44,2	252,0	8,3	49,1	52,0	23,1	384,5	8,9	613,5
4. Secteur public non compris ailleurs	30,2	8,1	1,8	0,3	...	40,4	0,8	18,3	1,7	26,8	11,9	94,1	152,8	3,3	197,4
5. Sécurité sociale .....	36,7	...	0,4	...	0,2	37,3	0,2	1,3	...	1,1	20,4	0,3	23,1	14,2	74,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers .....	292,1	17,9	11,9	5,6	32,0	359,5	55,3	479,5	10,9	277,4	178,1	326,0	1.271,9	29,8	1.716,7
7. Etranger .....	8,8	2,5	26,8	.....	0,5	38,6	—	299,2	0,9	2,6	5,0	5,1	312,8	2,2	353,5
8. Organismes monétaires .....	532,7	2,3	4,4	26,1	1,0	566,5	205,6	35,4	...	1,3	2,5	1,8	41,0	25,7	838,9
9. Fonds des Rentes .....	—	...	2,8	...	...	2,8	0,3	5,4	—	3,0	...	0,2	8,6	0,2	11,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation .....	288,0	1,4	...	0,5	6,7	296,6	.....	0,1	...	0,6	5,6	0,7	7,0	4,9	308,4
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	260,6	...	0,7	...	1,3	262,6	19,7	...	...	...	0,3	...	0,3	2,1	284,8
12. Organismes publics de crédit non monétaires .....	164,7	1,2	16,0	5,0	8,1	195,0	17,7	28,1	0,7	28,1	52,7	2,5	112,1	12,1	337,0
13. Total des intermédiaires financiers	1.246,0	4,9	23,9	31,6	17,1	1.323,5	243,3	69,0	0,7	33,0	61,1	5,2	169,0	45,0	1.781,0
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	4,5	...	...	3,0	7,5	.....	23,7	0,8	14,0	5,3	4,1	47,9	—	55,5
15. Total des créances .....	1.547,0	29,7	62,6	37,3	52,7	1.729,3	298,7	871,3	13,3	327,1	249,5	340,3	1.801,5	77,1	3.906,7
16. Solde des créances et des dettes	+ 822,3	- 76,5	- 550,9	- 160,1	- 22,2	+ 12,6	- 54,8	+ 32,4	+ 1,4	+ 18,7	- 35,3	+ 3,3	+ 20,5	+ 21,6	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

**XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1969**

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(18) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers .....	+ 5,5	...	+ 0,7	...	+ 5,4	+ 11,6	+ 19,6	+ 15,2	—	+ 17,2	+ 4,1	+ 20,9	+ 57,4	+ 0,6	+ 89,2
2. Paraétatiques d'exploitation .....	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,7	...	...	+ 2,0	+ 1,3	+ 1,1	- 0,4	+ 1,1	+ 0,4	+ 5,4	+ 7,6	- 0,2	+ 10,6
3. Etat (Trésor) .....	+ 12,3	+ 0,8	—	+ 0,5	+ 0,4	+ 14,0	- 1,1	+ 20,5	- 0,9	+ 0,5	+ 1,0	- 0,4	+ 20,7	- 5,2	+ 28,3
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 3,0	+ 1,0	+ 0,3	...	...	+ 4,3	- 0,2	+ 2,3	+ 0,3	+ 4,0	+ 0,3	+ 9,3	+ 16,2	- 1,5	+ 18,9
5. Sécurité sociale .....	+ 3,3	...	- 0,2	...	- 0,7	+ 2,4	...	+ 0,4	...	- 0,3	+ 4,9	- 0,1	+ 4,9	+ 4,7	+ 12,1
6. Total des secteurs nationaux non financiers .....	+ 25,3	+ 1,9	+ 1,5	+ 0,5	+ 5,1	+ 34,3	+ 19,6	+ 39,5	- 1,0	+ 22,5	+ 10,7	+ 35,1	+ 106,8	- 1,6	+ 159,1
7. Etranger .....	- 1,1	+ 0,4	+ 1,4	.....	- 0,4	+ 0,3	—	+ 58,4	...	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,2	+ 61,8	- 0,2	+ 62,0
8. Organismes monétaires .....	+ 40,7	+ 0,3	+ 0,2	+ 4,8	...	+ 46,0	+ 51,2	+ 10,5	...	- 2,7	- 0,2	+ 0,6	+ 8,2	+ 5,7	+ 111,0
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	- 0,9	- 1,4	—	+ 0,9	...	+ 0,2	- 0,3	+ 0,1	- 1,1
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation .....	+ 24,9	- 0,1	...	+ 0,1	+ 1,2	+ 26,1	.....	...	...	+ 0,2	+ 1,6	- 0,2	+ 1,6	+ 0,5	+ 28,3
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 15,4	...	+ 0,1	...	- 0,5	+ 15,0	+ 1,5	...	...	...	- 0,1	...	- 0,1	- 1,3	+ 15,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires .....	+ 17,2	- 0,2	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,4	+ 18,7	+ 11,1	+ 6,1	...	+ 3,9	+ 1,1	+ 0,3	+ 11,4	- 1,7	+ 39,5
13. Total des intermédiaires financiers	+ 98,2	...	+ 0,8	+ 5,7	+ 1,1	+ 105,8	+ 62,9	+ 15,2	...	+ 2,3	+ 2,4	+ 0,9	+ 20,8	+ 3,3	+ 192,8
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	+ 0,9	- 4,9	...	+ 1,4	- 2,6	...	+ 2,6	...	+ 3,8	- 2,0	+ 1,1	+ 5,5	—	+ 2,9
15. Total des créances .....	+ 122,5	+ 3,2	- 1,3	+ 6,2	+ 7,3	+ 137,9	+ 82,5	+ 115,6	- 1,0	+ 29,1	+ 11,8	+ 39,3	+ 194,8	+ 1,6	+ 416,9
16. Solde des créances et des dettes	+ 33,3	- 7,4	- 29,6	- 12,7	- 4,8	- 21,2	+ 20,5	+ 4,6	+ 0,1	+ 0,8	- 3,3	- 0,2	+ 2,0	- 1,3	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

# XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

## 1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires  (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts	Divers 4
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat 2	Créances sur les autres pouvoirs publics 3	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires (10)	Sur et envers le Fonds des Rentes	Sur et envers d'autres inter- médiaires		
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises											
1963 .....	277,8	55,1	9,1	...	342,0	79,2	170,6	5,8	88,8	97,5	7,4	11,5	- 11,4	- 9,9
1964 .....	297,4	65,1	5,2	...	367,7	88,0	179,7	6,3	98,2	108,5	7,8	11,1	- 11,4	- 12,0
1965 .....	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	- 11,4	- 13,3
1966 .....	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,7	4,6	15,7	- 12,0	- 13,9
1967 .....	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,9	13,0	156,9	170,8	4,1	17,5	- 13,5	- 16,2
1968 .....	376,5	125,8	8,8	...	511,1	86,1	231,5	16,8	182,5	196,4	6,8	21,0	- 16,5	- 17,1
1969 Décembre .....	386,3	149,3	14,7	...	550,3	93,6	252,0	19,5	197,2	207,4	5,4	26,7	- 21,0	- 23,1
1970 Mars .....	390,1	155,1	13,2	...	558,4	97,6	257,0	20,5	198,6	210,4	4,2	27,9	- 22,4	- 25,0
Juin .....	410,8	157,5	13,5	...	581,8	102,0	260,3	22,2	207,9	218,0	6,3	27,1	- 23,4	- 20,6
Septembre .....	399,2	165,6	12,9	...	577,7	103,6	252,4	25,0	207,7	218,3	6,3	30,7	- 24,2	- 23,8
Décembre .....	418,5	165,7	11,4	...	595,6	104,8	254,4	28,8	219,7	232,4	5,4	35,2	- 25,6	- 27,1
1971 Mars .....	417,3	174,4	10,0	...	601,7	112,4	245,6	25,1	223,9	234,4	3,9	39,0	- 27,3	- 20,9
Juin .....	451,3	181,1	10,0	...	642,4	125,9	261,9	27,0	231,6	242,3	5,9	38,5	- 28,4	- 20,0
Septembre .....	446,8	190,8	10,4	...	648,0	129,4	264,5	28,5	235,2	246,0	4,4	40,3	- 29,6	- 24,7
Décembre .....	463,9	198,7	9,7	...	672,3	132,5	266,8	32,5	255,7	268,1	4,4	38,9	- 30,4	- 28,1
1972 Mars .....	469,6	212,0	8,8	...	690,4	136,8	p 271,7	p 32,0	261,0	270,2	6,8	p 38,8	- 31,9	p - 24,8

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets  
2 Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 3, septembre 1968].  
3 Y compris les créances sur les fonds de pension et sur les organismes de sécurité sociale.  
4 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les

écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre, et, à partir de 1970, la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I. N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV<sup>e</sup> année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXX<sup>e</sup> année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 5, novembre 1958 — XLII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 1, janvier 1967, vol. II, n° 3, septembre 1967.  
— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.  
— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

### XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	30-6-72
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>																
1. Or .....	68,6	72,5	77,9	76,2	74,0	76,2	76,0	76,0	76,5	73,5	73,3	79,2	78,6	77,2	77,2	77,5
2. F.M.I. — Participation .....	7,1	8,7	12,2	15,2	14,7	10,3	7,8	15,4	16,8	19,6	23,2	25,8	29,9	30,0	29,9	25,7
— Prêts <sup>1</sup> .....	—	1,5	3,4	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux .....	—	—	—	—	—	—	—	4,7	4,7	10,2	15,0	17,8	20,3	20,3	23,7	23,9
3. Obligations .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	4,1	4,3	6,7	7,6	8,0	14,2	9,8	7,1	0,2	1,9	0,2	0,3	0,2	5,8	3,5	4,7
5. Créances sur l'U.E.P. <sup>2</sup> .....	0,1	0,1	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères .....	21,5	27,0	21,9	21,4	36,1	18,1	35,6	33,9	41,5	39,0	42,2	37,1	42,4	35,0	40,7	52,2
b) en francs belges .....	1,5	1,5	1,5	1,5	3,0	0,3	...	...	...	0,2	0,1	0,1	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	103,0	115,7	123,7	125,4	137,8	124,1	129,2	137,1	139,7	144,4	154,0	160,8	171,4	168,3	175,0	184,0
<b>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</b>																
1. Pièces et billets .....	0,2	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,2	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4
2. Autres :																
a) sur la B.N.B. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	0,3	0,2	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</b>																
1. Sur l'Etat <sup>3</sup> :																
a) à un an au plus .....	9,3	9,8	9,0	9,6	2,7	15,3	15,5	15,9	15,7	13,2	6,6	15,8	13,5	4,9	...	13,0
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	2,3	2,4	2,5	2,7	2,7	2,6	2,5	2,5	2,5	2,3	2,2	2,1	1,9	1,9	2,1	2,0
— autres .....	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para- étatiques administratifs :																
a) à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para- étatiques d'exploitation :																
a) acceptations bancaires .....	1,7	0,1	2,7	4,0	0,8	1,8	1,9	1,9	...	1,5	...	...	...	4,4	1,8	2,2
b) effets commerciaux .....	3,5	2,6	2,9	3,9	5,0	10,0	6,9	3,2	1,8	3,2	2,6	1,3	1,2	4,9	4,0	3,0
c) avances .....	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	0,2	...	0,3	...	0,3	...	...
d) à un an au plus <sup>4</sup> .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	0,2	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	0,6	0,4	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																
a) à un an au plus .....	0,8	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	36,4	40,2	36,2	38,4	53,8	37,2	58,4	56,2	64,3	55,9	51,6	45,5	58,6	41,9	37,6	45,6
<b>TOTAL DE L'ACTIF ...</b>	<b>192,3</b>	<b>206,1</b>	<b>211,8</b>	<b>219,0</b>	<b>237,9</b>	<b>226,7</b>	<b>249,7</b>	<b>252,2</b>	<b>259,5</b>	<b>256,2</b>	<b>252,9</b>	<b>261,7</b>	<b>282,7</b>	<b>262,7</b>	<b>256,8</b>	<b>286,1</b>

<sup>1</sup> Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1968).

<sup>2</sup> Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

<sup>3</sup> Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes

monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) .  
XLIIE année, vol. II, n° 8, septembre 1968.

<sup>4</sup> Autres que des effets commerciaux.

## a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	30-6-72
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>																
1. Envers le F.M.I. ....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...
b) en francs belges <sup>1</sup> .....	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	1,0	0,7	0,6	0,8	1,0	1,0	1,5	8,4	3,5	2,1	1,9
Total des engagements envers l'étranger .....	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,2	0,9	0,8	1,0	1,3	1,4	1,8	8,7	3,8	2,4	2,2
<b>B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :</b>																
1. Pièces et billets <sup>2</sup> .....	2,8	3,0	3,5	3,5	4,0	4,4	4,9	5,3	4,8	5,0	5,4	5,8	5,4	5,4	5,5	p 5,5
2. Autres :																
a) envers la B.N.B. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,4	...	1,0	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire .....	—	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4	0,1	...	...	...
— autres .....	2,3	0,7	1,4	1,3	2,2	0,8	1,0	0,1	0,1	1,2	0,8	0,1	0,1	1,0	0,3	p 0,1
<b>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</b>																
1. Monnaie fiduciaire <sup>3</sup> .....	147,7	157,3	166,8	171,8	173,6	178,8	178,1	181,9	178,7	183,2	177,9	193,3	190,7	196,4	194,7	p215,3
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises et particuliers <sup>4</sup> ..	0,5	0,6	0,4	0,5	0,4	0,8	0,4	0,4	0,6	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6	0,4	0,6
b) détenue par les pouvoirs publics .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,7	...	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...
D. Autres .....	38,2	42,4	38,7	41,0	56,8	40,7	64,4	63,7	72,6	65,1	65,5	57,8	76,2	55,5	53,4	p 62,4
TOTAL DU PASSIF ...	192,3	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	252,2	259,5	256,2	252,9	261,7	282,7	262,7	256,8	286,1

<sup>1</sup> Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

<sup>2</sup> Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

<sup>3</sup> Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

<sup>4</sup> Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et mensuels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-7-71	31-8-71	30-9-71	31-10-71	30-11-71	31-12-71	31-1-72	29-2-72	31-3-72	30-4-72	31-5-72	30-6-72
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>																				
1. Or .....	68,6	72,5	77,9	76,2	74,0	76,2	76,0	73,5	80,0	79,2	78,6	78,2	78,2	77,2	77,2	77,2	77,2	77,2	77,5	77,5
2. F.M.I. — Participation .....	7,1	8,7	12,2	15,2	14,7	10,3	7,8	19,6	25,0	29,9	29,9	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	29,9	25,7	25,7	25,7
— Prêts <sup>1</sup> .....	—	1,5	3,4	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux .....	—	—	—	—	—	—	—	10,2	17,8	20,3	20,3	20,3	20,3	20,3	23,7	23,7	23,7	23,7	23,9	23,9
3. Obligations .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation	4,1	4,3	6,7	7,6	8,0	14,2	9,8	1,9	4,4	1,4	0,2	9,7	4,3	5,8	5,3	0,6	3,5	9,1	10,5	4,7
5. Créances sur l'U.E.P. <sup>2</sup> .....	0,1	0,1	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	21,5	27,0	21,9	21,4	36,1	18,1	35,6	39,0	41,7	42,6	42,4	38,2	38,1	35,0	36,1	41,9	40,7	43,4	39,2	52,2
b) en francs belges .....	1,5	1,5	1,5	1,5	3,0	0,3	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	103,0	115,7	123,7	125,4	137,8	124,1	129,2	144,4	168,9	173,4	171,4	176,4	170,9	168,3	172,3	173,4	175,0	179,1	176,8	184,0
<b>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</b>																				
1. Pièces et billets .....	0,2	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
2. Autres :																				
a) sur la B.N.B. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	0,3	0,2	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</b>																				
1. Sur l'Etat <sup>3</sup> :																				
a) à un an au plus .....	9,3	9,8	9,0	9,6	2,7	15,3	15,5	13,2	5,9	3,3	13,5	...	...	4,9	...	...	...	0,2	5,0	13,0
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,4	2,5	2,7	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,1	1,9	2,1	2,1	1,9	2,1	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0
— autres .....	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations bancaires .....	1,7	0,1	2,7	4,0	0,8	1,8	1,9	1,5	3,1	0,3	...	2,9	3,0	4,4	1,7	...	1,8	2,4	3,7	2,2
b) effets commerciaux .....	3,5	2,6	2,9	3,9	5,0	10,0	6,9	3,2	2,4	1,3	1,2	4,3	2,3	4,9	3,9	3,3	4,0	5,4	5,1	3,0
c) avances .....	...	...	...	...	...	0,1	...	0,2	0,3	0,2	...	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	...	...	...	...
d) à un an au plus <sup>4</sup> .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	0,2	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	0,6	0,4	...	0,3	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	0,8	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>D. Autres</b> .....	36,4	40,2	36,2	38,4	53,8	37,2	58,4	55,9	49,3	52,7	58,6	53,7	51,9	41,9	41,7	44,4	37,6	37,1	33,2	45,6
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b> ...	192,3	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	268,0	269,3	282,7	275,6	266,4	262,7	258,3	259,7	256,8	262,5	262,1	286,1

<sup>1</sup> Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

<sup>2</sup> Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

<sup>3</sup> Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes moné-

taires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

<sup>4</sup> Autres que des effets commerciaux.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et mensuels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-7-71	31-8-71	30-9-71	31-10-71	30-11-71	31-12-71	31-1-72	20-2-72	31-3-72	30-4-72	31-5-72	30-6-72
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>																				
1. Envers le F.M.I. ....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges <sup>1</sup> .....	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	1,0	0,7	1,0	1,2	3,5	8,4	8,0	5,8	3,5	2,0	1,9	2,1	1,9	1,7	1,9
Total des engagements envers l'étranger .....	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,2	0,9	1,3	1,5	3,8	8,7	8,3	6,1	3,8	2,3	2,2	2,4	2,2	2,0	2,2
<b>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</b>																				
1. Pièces et billets <sup>2</sup> .....	2,8	3,0	3,5	3,5	4,0	4,4	4,9	5,0	5,5	5,5	5,4	4,9	5,7	5,4	5,7	5,7	5,5	5,3	6,2	5,5
2. Autres :																				
a) envers la B.N.B. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire .....	—	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux .....	—	—	—	—	—	—	—	—	1,8	3,7	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres .....	2,3	0,7	1,4	1,3	2,2	0,8	1,0	1,2	...	...	0,1	...	...	1,0	0,1	...	0,3	...	0,1	0,1
<b>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</b>																				
1. Monnaie fiduciaire <sup>3</sup> .....	147,7	157,3	166,8	171,8	173,6	178,8	178,1	183,2	194,8	190,2	190,7	191,1	188,8	196,4	190,9	190,5	194,7	201,5	203,2	215,3
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers <sup>4</sup> .....	0,5	0,6	0,4	0,5	0,4	0,8	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,4	0,5	0,4	0,4	0,6	0,6
b) détenue par les pouvoirs publics .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires .....																				
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	4,7	...	...	0,1	0,1	0,1	...	...	...
<b>D. Autres .....</b>																				
	38,2	42,4	38,7	41,0	56,8	40,7	64,4	65,1	64,0	65,6	76,2	66,2	65,4	55,5	58,8	60,7	53,4	53,1	50,0	62,4
TOTAL DU PASSIF ...	192,3	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	268,0	269,3	282,7	275,6	266,4	262,7	258,3	259,7	256,8	262,5	262,1	286,1

<sup>1</sup> Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.  
<sup>2</sup> Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

<sup>3</sup> Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

<sup>4</sup> Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires <sup>1</sup> — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-68	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>															
1. Or .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	0,2	0,1	0,1	0,1	0,3	0,1	1,9	1,2	2,3	3,5	0,9	...	0,9	3,2	2,0
5. Créances sur l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :															
a) en monnaies étrangères .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,2	0,1	0,1	0,1	0,3	0,1	1,9	1,2	2,3	3,5	0,9	...	0,9	3,2	2,0
<b>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</b>															
1. Pièces et billets .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,4	...	1,0	...	...
b) sur les organismes publics .....	0,1	0,6	0,1	0,4	0,3	0,6	0,2	0,2	0,2	0,7	0,2	1,1	0,2	0,3	0,3
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	0,2	0,5	...	...	...	...	0,4	2,6	0,1	0,5	...
<b>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</b>															
1. Sur l'Etat :															
a) à un an au plus .....	42,9	48,0	47,1	48,5	48,8	57,4	62,1	61,7	54,4	64,9	59,5	62,8	60,0	68,0	70,4
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	5,7	5,7	6,3	6,5	6,6	6,3	6,7	7,1	7,1	6,9	6,8	7,4	7,1	7,1	7,6
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :															
a) à un an au plus .....	4,3	4,8	6,5	9,6	8,0	10,0	11,4	9,5	11,9	14,5	9,5	11,3	11,9	16,0	12,7
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para-étatiques d'exploitation :															
a) acceptations bancaires .....	0,5	0,4	0,5	0,4	0,8	0,1	1,5	0,1	0,6	0,9	0,3	...	0,2	0,1	0,3
b) effets commerciaux .....	0,6	0,4	0,5	0,5	1,2	1,3	1,3	1,8	1,1	1,1	1,5	1,1	1,3	2,2	2,0
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) à un an au plus <sup>2</sup> .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres .....	0,2	0,4	0,5	0,3	0,5	...	...	2,0	2,0	...	...	2,0	2,0	...	...
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :															
a) à un an au plus .....	...	...	0,2	...	...	...	0,1	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
<b>D. Autres .....</b>	<b>3,0</b>	<b>2,4</b>	<b>2,9</b>	<b>4,9</b>	<b>4,0</b>	<b>4,6</b>	<b>3,0</b>	<b>4,0</b>	<b>3,5</b>	<b>1,0</b>	<b>5,4</b>	<b>5,5</b>	<b>4,5</b>	<b>4,0</b>	<b>5,9</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF ...</b>	<b>57,7</b>	<b>63,0</b>	<b>64,9</b>	<b>71,4</b>	<b>70,9</b>	<b>81,0</b>	<b>88,4</b>	<b>87,8</b>	<b>83,3</b>	<b>94,0</b>	<b>86,1</b>	<b>94,0</b>	<b>89,4</b>	<b>101,9</b>	<b>101,4</b>

<sup>1</sup> O.C.P., Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

<sup>2</sup> Autres que des effets commerciaux.

b) - Organismes publics monétaires <sup>1</sup> — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>															
1. Envers le F.M.I. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges .....	3,1	2,8	2,3	1,2	1,1	0,6	0,4	0,1	0,1	1,3	0,9	0,1	0,3	0,5	0,4
Total des engagements envers l'étranger .....	3,1	2,8	2,3	1,2	1,1	0,6	0,4	0,1	0,1	1,3	0,9	0,1	0,3	0,5	0,4
<b>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</b>															
1. Pièces et billets <sup>2</sup> .....	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,5
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	0,1	0,6	0,1	0,4	0,3	0,6	0,2	0,2	0,2	0,7	0,2	1,1	0,2	0,3	0,3
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	3,1	6,0	5,8	5,8	5,6	5,3	10,1	3,3	4,5	7,1	4,9	1,9	2,9	8,5	4,8
<b>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</b>															
1. Monnaie fiduciaire <sup>3</sup> .....	6,0	6,4	6,6	6,9	6,5	6,6	7,0	7,2	7,3	7,5	7,5	7,7	7,9	8,1	8,0
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entreprises et particuliers <sup>4</sup> ..	33,0	36,0	37,9	41,9	39,5	46,8	44,8	48,3	46,0	50,7	46,7	52,2	49,5	54,5	53,4
b) détenue par les pouvoirs publics .....	12,1	10,8	11,8	14,9	17,4	20,8	25,6	28,4	24,7	25,3	25,5	30,1	28,2	29,7	34,0
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entreprises et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	0,2	...	...	...	0,2	1,1	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	...	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	57,7	63,0	64,9	71,4	70,9	81,0	88,4	87,8	83,3	94,0	86,1	94,0	89,4	101,9	101,4

<sup>1</sup> O.C.P., Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

<sup>2</sup> Uniquement les pièces et billets détenus par la B.N.B.

<sup>3</sup> Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

<sup>4</sup> Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	81-12-63	81-12-64	81-12-65	81-12-66	81-12-67	81-12-68	31-12-69	30-6-70	30-9-70	81-12-70	31-8-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>															
1. Or .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations .....	0,6	0,6	1,4	1,9	2,3	6,1	7,3	9,4	10,0	14,6	17,8	18,1	21,2	24,8	27,5
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	2,7	4,8	5,2	5,6	6,4	6,4	6,5	9,7	13,5	12,6	13,2	17,3	15,9	13,9	16,9
5. Créances sur l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :															
a) en monnaies étrangères .....	23,4	29,0	36,7	52,6	60,1	85,6	134,4	173,3	171,0	198,1	218,4	227,4	221,2	235,3	226,0
b) en francs belges .....	4,5	5,5	6,9	8,3	11,3	18,2	19,9	20,5	21,4	20,8	22,8	24,8	25,5	22,3	25,0
Total des créances sur l'étranger ...	31,2	39,9	50,2	68,4	80,1	116,3	168,1	212,9	215,9	246,1	272,2	287,6	283,8	296,3	295,4
<b>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</b>															
1. Pièces et billets .....	2,8	2,9	3,4	3,4	3,9	4,4	4,8	5,2	4,7	5,0	5,4	5,7	5,3	5,3	5,5
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire .....	—	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	2,3	0,7	1,4	1,3	2,2	0,8	0,9	0,1	0,1	1,2	0,8	2,5	0,1	1,0	0,3
b) sur les organismes publics .....	3,0	6,0	5,8	5,8	5,6	5,3	10,1	3,3	4,5	7,1	4,9	1,9	2,9	8,5	4,8
c) sur les banques de dépôts .....	4,7	5,0	5,1	6,2	7,9	12,9	20,2	23,3	25,0	28,8	29,4	29,8	34,3	46,5	49,5
<b>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</b>															
1. Sur l'Etat <sup>1</sup> :															
a) à un an au plus .....	22,7	24,6	28,8	34,0	34,9	28,1	37,1	41,3	39,4	28,0	25,9	22,7	28,1	17,8	p 15,8
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	29,8	30,6	37,4	37,9	44,7	54,0	61,5	66,2	66,8	71,3	78,4	86,2	87,3	103,3	p 113,3
— autres .....	23,9	24,6	26,8	30,7	33,4	33,9	32,5	31,6	32,5	33,8	32,1	31,0	32,5	29,7	p 28,5
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :															
a) à un an au plus .....	—	—	—	—	—	0,3	0,6	1,1	1,9	1,9	1,6	1,6	1,2	0,4	p 0,9
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	0,3	0,4	0,7	0,9	2,0	3,7	4,7	8,0	8,1	9,3	10,8	10,6	11,8	12,6	p 14,6
— autres .....	1,0	0,8	1,0	1,1	2,6	2,3	2,3	2,9	2,4	2,4	2,4	2,6	2,5	2,8	p 2,7
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para-étatiques d'exploitation :															
a) acceptations bancaires .....	2,4	5,6	5,5	7,3	6,9	4,2	3,9	7,4	9,1	6,3	10,7	12,5	12,3	8,6	11,3
b) effets commerciaux .....	37,7	41,4	45,6	55,5	64,6	67,1	82,3	87,4	85,5	91,7	89,7	91,2	90,7	93,7	95,3
c) avances .....	42,4	47,8	54,8	63,3	77,7	98,0	99,4	106,2	109,5	114,8	119,2	125,2	129,6	141,6	146,2
d) à un an au plus <sup>2</sup> .....	...	0,1	0,1	0,3	1,0	0,9	1,4	2,0	1,8	2,0	1,7	1,8	1,8	0,1	p ...
e) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	2,1	2,0	1,8	1,5	2,9	4,3	4,4	4,7	4,7	6,7	6,8	7,2	7,2	8,9	p 9,2
— autres .....	1,0	2,0	1,8	2,0	3,0	3,7	4,6	4,2	4,3	6,0	6,8	7,4	7,5	7,1	p 7,9
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	6,8	7,4	4,7	4,3	4,2	6,8	5,4	6,3	8,2	6,4	—	—	—	—	—
5. Sur les para-étatiques de crédit :															
a) à un an au plus .....	0,2	0,4	0,2	1,0	1,0	2,1	2,2	1,7	1,9	2,8	4,4	3,0	5,8	3,2	p 1,9
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	10,3	9,8	11,4	13,2	14,1	17,0	20,2	22,8	23,5	27,3	29,0	30,6	31,8	31,8	p 33,3
— autres .....	0,5	0,7	0,9	1,4	2,0	2,2	4,2	5,2	5,4	6,0	6,2	6,5	3,6	4,6	p 4,6
D. Autres .....	31,7	36,2	43,3	49,0	50,1	59,6	62,4	67,9	73,5	71,4	78,0	86,8	87,2	91,2	p 92,3
<b>TOTAL DE L'ACTIF ...</b>	<b>256,8</b>	<b>290,1</b>	<b>330,7</b>	<b>388,5</b>	<b>444,8</b>	<b>527,9</b>	<b>633,2</b>	<b>711,7</b>	<b>728,7</b>	<b>776,3</b>	<b>816,4</b>	<b>854,4</b>	<b>867,3</b>	<b>915,0</b>	<b>933,3</b>

<sup>1</sup> Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitre IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

<sup>2</sup> Autres que des effets commerciaux.

## c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>															
1. Envers le F.M.I. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères .....	34,4	45,9	55,3	78,3	89,3	113,9	169,6	206,6	207,4	236,5	255,8	259,6	254,0	267,0	266,1
b) en francs belges <sup>1</sup> .....	16,9	18,1	20,6	24,3	29,8	38,7	34,7	41,7	45,7	50,2	56,6	61,0	63,6	64,0	66,6
Total des engagements envers l'étranger .....	51,3	64,0	75,9	102,6	119,1	152,6	204,3	248,3	253,1	286,7	312,4	320,6	317,6	331,0	332,7
<b>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</b>															
1. Pièces et billets .....															
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	0,3	0,2	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	0,2	0,5	...	...	...	...	0,4	2,6	0,1	0,5	...
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	4,6	5,0	5,1	6,2	7,9	12,9	20,1	23,3	25,0	28,8	29,4	29,8	34,3	46,5	49,5
<b>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</b>															
1. Monnaie fiduciaire .....															
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entreprises et particuliers ...	78,5	86,3	95,1	103,6	113,1	122,8	130,3	144,6	142,0	151,5	159,2	167,6	170,0	174,7	179,1
b) détenue par les pouvoirs publics .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entreprises et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	27,8	31,5	37,4	42,4	50,4	56,3	77,7	85,6	92,2	91,3	96,4	97,7	101,6	102,6	106,4
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets .....	27,2	33,6	40,0	46,6	57,4	69,4	71,6	71,9	73,4	74,3	78,1	83,4	89,2	96,1	105,6
— dépôts en devises .....	9,1	5,1	4,4	5,7	8,4	8,8	14,7	13,5	12,9	11,3	10,0	10,0	10,4	9,7	8,8
b) détenues par le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires .....															
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit .....	0,3	...	0,2	...	0,1	0,5	0,3	2,8	0,4	1,4	1,0	2,0	1,2	1,4	1,3
c) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>D. Autres .....</b>															
	46,3	53,0	61,2	69,4	74,7	87,1	93,2	98,3	105,5	105,4	102,2	112,3	113,3	122,1	117,9
<b>TOTAL DU PASSIF ...</b>	<b>256,8</b>	<b>290,1</b>	<b>330,7</b>	<b>388,5</b>	<b>444,8</b>	<b>527,9</b>	<b>633,2</b>	<b>711,7</b>	<b>728,7</b>	<b>776,3</b>	<b>816,4</b>	<b>854,4</b>	<b>867,3</b>	<b>915,0</b>	<b>933,3</b>

<sup>1</sup> Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

## d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>																
1. Or .....	68,6	72,5	77,9	76,2	74,0	76,2	76,0	76,0	76,5	73,5	73,3	79,2	78,6	77,2	77,2	
2. F.M.I. — Participation .....	7,1	8,7	12,2	15,2	14,7	10,3	7,8	15,4	16,8	19,6	23,2	25,8	29,9	30,0	29,9	
— Prêts <sup>1</sup> .....	—	1,5	3,4	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
— Droits de tirage spéciaux .....	—	—	—	—	—	—	—	4,7	4,7	10,2	15,0	17,8	20,3	20,3	23,7	
3. Obligations .....	0,7	0,7	1,5	2,0	2,4	6,1	7,3	9,4	10,0	14,6	17,8	18,1	21,2	24,8	27,5	
4. Accept. en francs belges représ. d'export. ....	7,0	9,2	12,0	13,3	14,7	20,7	18,2	18,0	16,0	18,0	14,3	18,1	17,0	22,9	22,4	
5. Créances sur l'U.E.P. <sup>2</sup> .....	0,1	0,1	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
<b>6. Autres :</b>																
a) en monnaies étrangères .....	44,9	56,0	58,6	74,0	96,2	103,7	170,0	207,2	212,5	237,1	260,6	264,5	263,6	270,3	266,7	
b) en francs belges .....	6,0	7,0	8,4	9,8	14,3	18,5	19,9	20,5	21,4	21,0	22,9	24,9	25,5	22,3	25,0	
Total des créances sur l'étranger ...	134,4	155,7	174,0	193,9	218,2	240,5	299,2	351,2	357,9	394,0	427,1	448,4	456,1	467,8	472,4	(6)
<b>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</b>																
1. Pièces et billets .....	3,1	3,4	3,9	3,8	4,3	4,7	5,2	5,6	5,2	5,3	5,9	6,1	5,8	5,7	6,0	
<b>2. Autres :</b>																
a) sur la B.N.B. ....	—	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— réserve monétaire .....	—	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres .....	2,3	0,7	1,4	1,3	2,2	0,8	0,9	0,1	0,1	1,2	2,2	2,5	1,1	1,0	0,3	
b) sur les organismes publics .....	3,1	6,6	5,9	6,2	5,9	5,9	10,3	3,5	4,7	7,8	5,1	3,0	3,1	8,8	5,1	
c) sur les banques de dépôts .....	5,0	5,2	5,1	6,2	8,1	13,9	20,2	23,3	25,0	28,8	29,8	32,4	34,4	47,0	49,5	
<b>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</b>																
<b>1. Sur l'Etat <sup>3</sup> :</b>																
a) à un an au plus .....	74,9	82,4	84,9	92,1	86,4	100,8	114,7	118,9	109,5	106,1	92,0	101,3	101,6	90,7	p 86,2	(7)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	37,8	38,7	46,2	47,1	54,0	62,9	70,7	75,8	76,4	80,5	87,4	95,7	96,3	112,3	p123,0	(7)
— autres .....	57,9	58,6	60,8	64,7	67,4	67,9	66,5	65,6	66,5	67,8	66,1	65,0	66,5	63,7	p 62,5	(7)
<b>2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :</b>																
a) à un an au plus .....	4,3	4,8	6,5	9,6	8,0	10,3	12,0	10,6	13,8	16,4	11,1	12,9	13,1	16,4	p 13,6	(8)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,7	1,1	1,3	2,5	4,2	5,3	8,6	8,7	9,9	11,5	11,5	12,8	13,3	p 14,6	(8)
— autres .....	1,0	0,8	1,0	1,1	2,5	2,3	2,3	2,9	2,4	2,4	2,4	2,6	2,5	2,8	p 3,8	(8)
<b>3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :</b>																
a) acceptations bancaires .....	4,6	6,1	8,7	11,7	8,5	6,1	7,3	9,4	9,7	8,7	11,0	12,5	12,5	13,1	13,4	(9)
b) effets commerciaux .....	41,8	44,4	49,0	59,9	70,8	78,4	90,5	92,4	88,4	96,0	93,8	93,6	93,2	100,8	101,3	(9)
c) avances .....	42,4	47,8	54,8	63,3	77,7	98,1	99,4	106,2	109,5	115,0	119,2	125,5	129,6	141,9	146,2	(9)
d) à un an au plus <sup>4</sup> .....	...	0,1	0,1	0,3	1,0	0,9	1,4	2,0	1,8	2,0	1,7	1,8	1,8	0,1	p ...	(14)
e) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	2,1	2,0	1,8	1,5	2,9	4,5	4,7	5,0	5,0	7,2	7,3	7,6	7,7	9,4	p 9,7	(14)
— autres .....	1,2	2,4	2,3	2,3	3,5	3,7	4,6	6,2	6,3	6,0	6,8	9,4	9,5	7,4	p 7,9	(14)
<b>4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus <sup>5</sup></b>																
<b>5. Sur les paraétatiques de crédit :</b>																
a) à un an au plus .....	1,0	0,4	0,4	1,0	1,3	2,1	2,3	1,7	1,9	3,1	4,4	3,1	5,8	3,5	p 1,9	(12)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	10,3	9,8	11,4	13,2	14,1	17,1	20,3	23,0	23,7	27,5	29,3	30,9	32,0	32,1	p 33,6	(12)
— autres .....	0,6	0,8	1,0	1,5	2,1	2,3	4,3	5,3	5,5	6,1	6,3	6,5	3,7	4,7	p 4,7	(12)
D. Autres .....	71,1	78,8	82,4	92,3	107,9	101,4	123,8	128,1	141,3	128,3	135,0	137,8	150,3	137,1	p135,8	(14)
TOTAL DE L'ACTIF ...	506,8	559,2	607,4	678,9	753,6	835,6	971,3	1.051,7	1.071,5	1.126,5	1.155,4	1.210,1	1.239,4	1.279,6	1.291,5	

Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle le la rubrique est comprise

<sup>1</sup> Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1968).<sup>2</sup> Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.<sup>3</sup> Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) :XLIII<sup>e</sup> année, vol. II, no 8, septembre 1968].<sup>4</sup> Autres que des effets commerciaux.<sup>5</sup> Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D. « Autres ».

## d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>																
1. Envers le F.M.I. ....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	
2. Envers l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères .....	34,4	45,9	55,3	78,3	89,3	113,9	169,6	206,6	207,4	236,5	255,9	259,6	254,0	267,0	266,1	
b) en francs belges <sup>1</sup> .....	20,6	21,6	23,6	26,2	31,6	40,3	35,8	42,4	46,6	52,5	58,5	62,6	72,3	68,0	69,1	
Total des engagements envers l'étranger ...	55,2	67,7	79,1	104,7	121,1	154,4	205,6	249,2	254,2	289,3	314,7	322,5	326,6	335,3	335,5	
<b>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</b>																
1. Pièces et billets <sup>2</sup> .....	3,1	3,4	3,9	3,8	4,3	4,7	5,2	5,6	5,1	5,3	5,8	6,1	5,8	5,7	6,0	
2. Autres :																
a) envers la B.N.B. ....	0,3	0,2	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
b) envers les organismes publics .....	0,1	0,6	0,1	0,4	0,5	1,1	0,2	0,2	0,2	0,7	2,0	3,7	1,3	0,8	0,3	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire .....	—	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— comptes spéciaux .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4	0,1	...	...	
— autres .....	10,0	11,7	12,3	13,3	15,7	19,0	31,2	26,7	29,6	37,1	35,1	31,8	37,3	56,0	54,6	
<b>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</b>																
1. Monnaie fiduciaire <sup>3</sup> .....	153,7	163,7	173,4	178,7	180,1	185,4	185,1	189,1	186,0	190,7	185,4	201,0	198,6	204,5	202,7	(1)
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises et particuliers <sup>4</sup> .....	112,0	122,9	133,4	146,0	153,0	170,4	175,5	193,3	188,6	202,6	206,4	220,3	220,0	229,8	232,9	(1)
b) détenue par les pouvoirs publics .....	12,1	10,8	11,8	14,9	17,4	20,8	25,6	28,4	24,7	25,3	25,5	30,1	28,2	29,7	34,0	(1)
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .....	27,8	31,5	37,4	42,4	50,4	56,3	77,7	85,6	92,2	91,3	96,4	97,7	101,6	102,6	106,4	(2)
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets .....	27,2	33,6	40,0	46,6	57,4	69,4	71,6	71,9	73,4	74,3	78,1	83,4	89,2	96,1	105,6	(2)
— dépôts en devises .....	9,1	5,1	4,4	5,7	8,4	8,8	14,7	13,5	12,9	11,3	10,0	10,0	10,4	9,7	8,8	(3)
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(4)
4. Emprunts obligataires .....	11,4	11,4	11,4	12,0	13,5	16,5	21,0	23,4	24,2	25,6	27,3	28,4	29,6	30,4	32,0	(13)
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes <sup>5</sup> .....	...	...	0,1	...	0,2	...	...	...	1,9	1,1	—	—	—	—	—	(11)
b) envers les paraétatiques de crédit .....	0,3	...	0,2	...	0,1	0,5	0,3	2,8	0,4	1,4	1,0	2,0	1,2	1,4	1,3	(12)
c) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	(7)
D. Autres .....	84,5	95,4	99,9	110,4	131,5	127,8	157,6	162,0	178,1	170,5	167,7	170,7	189,5	177,6	171,3	(14)
TOTAL DU PASSIF ...	506,8	559,2	607,4	678,9	753,6	835,6	971,3	1.051,7	1.071,5	1.126,5	1.155,4	1.210,1	1.239,4	1.279,6	1.291,5	

<sup>1</sup> Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis 1958.

<sup>2</sup> B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

<sup>3</sup> Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la B.N.B. et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

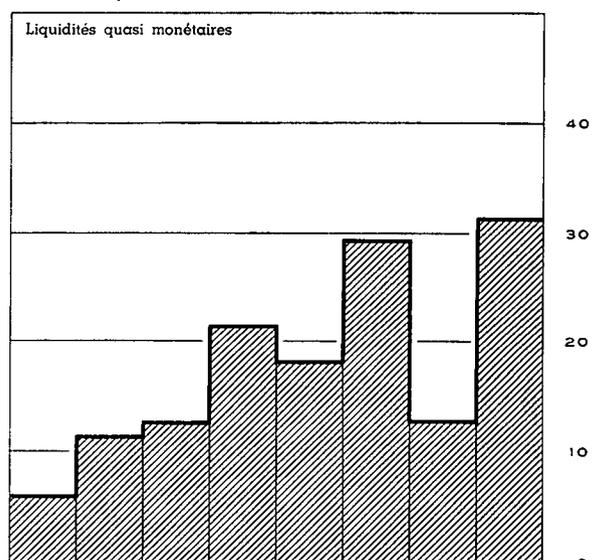
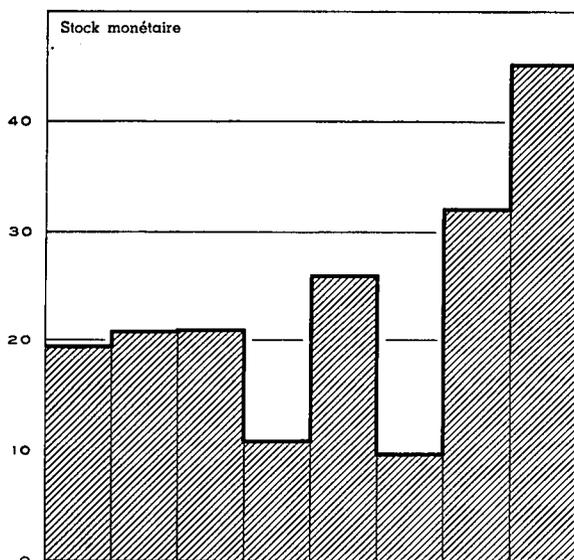
<sup>4</sup> B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D. « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

<sup>5</sup> Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

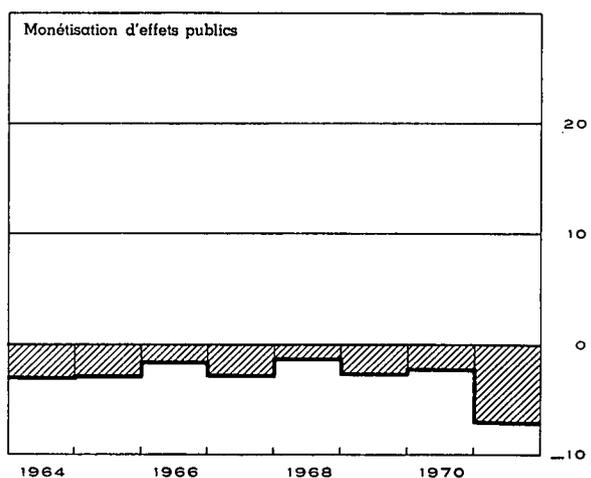
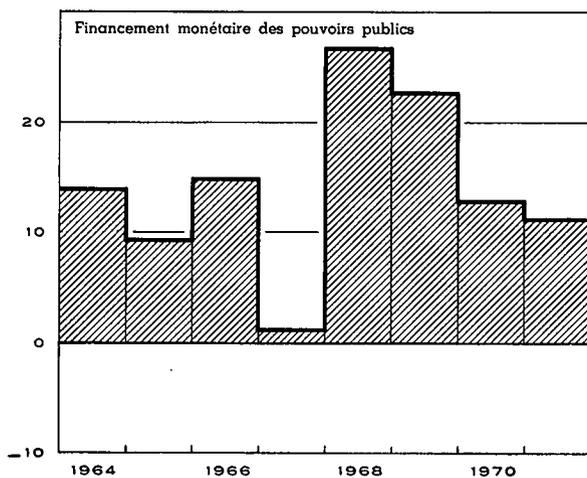
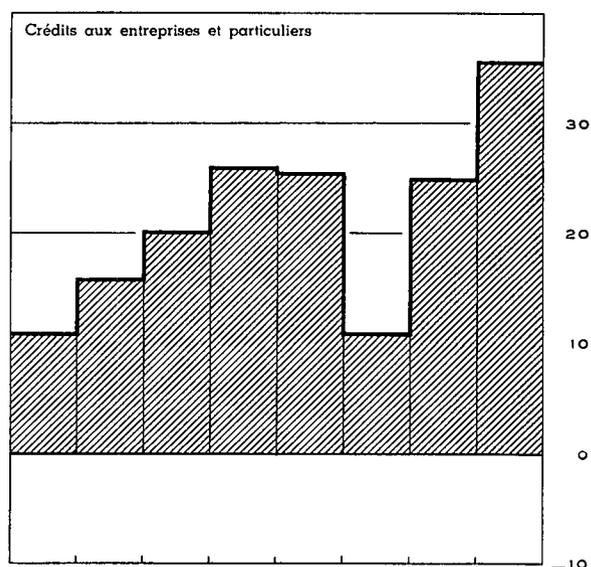
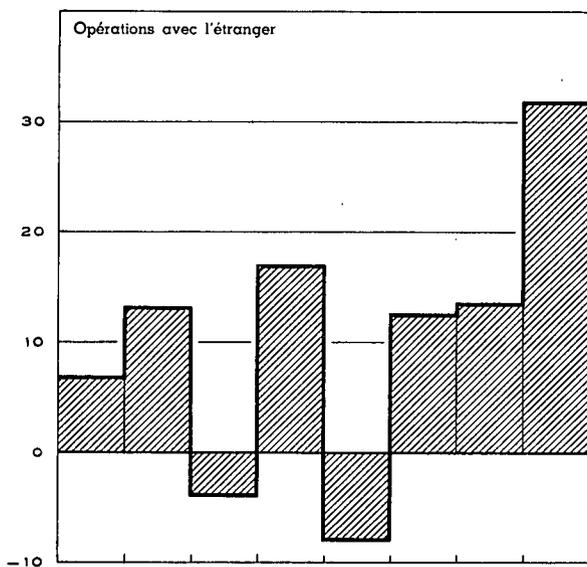
Colonne du tableau XIII-1  
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle le la rubrique est comprise

### XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES (variations en milliards de francs)

#### A. - VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



#### B. - ORIGINE DES VARIATIONS



### XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 2		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Emprunte obligataires des banques de dépôts	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat 3	Autres pouvoirs publics 4	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1964 .....	+ 19,6	+ 6,1	+ 25,7	+ 7,0	+ 11,0	...	- 1,6	+ 12,6	+ 1,5	- 2,2	- 1,0	+ 0,2	...	- 1,8
1965 .....	+ 21,1	+ 11,6	+ 32,7	+ 13,2	+ 16,0	- 1,2	- 1,7	+ 7,0	+ 2,4	- 1,1	- 2,0	+ 1,3	...	- 1,2
1966 .....	+ 21,2	+ 12,8	+ 34,0	- 4,0	+ 20,2	+ 1,1	+ 2,2	+ 11,8	+ 3,2	- 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,6	- 0,6
1967 .....	+ 11,0	+ 21,6	+ 32,6	+ 17,1	+ 26,1	- 2,7	- 4,0	+ 1,4	- 0,1	- 2,0	- 0,9	+ 1,5	- 1,6	- 2,2
1968 .....	+ 26,1	+ 18,2	+ 44,3	- 8,1	+ 25,6	+ 0,8	...	+ 23,7	+ 3,1	- 2,1	+ 0,7	+ 4,0	- 3,0	- 0,4
1969 .....	+ 9,8	+ 29,4	+ 39,2	+ 12,6	+ 11,1	- 2,8	+ 3,5	+ 20,1	+ 2,7	- 2,1	- 0,7	+ 4,9	- 4,4	- 5,7
1970 .....	+ 32,2	+ 13,1	+ 45,3	+ 13,5	+ 25,0	- 4,8	- 2,5	+ 4,5	+ 8,6	- 1,2	- 1,2	+ 8,2	- 4,6	- 0,2
1971 .....	+ 45,3	+ 31,4	+ 76,7	+ 32,1	+ 35,7	+ 3,0	+ 0,3	+ 7,3	+ 3,9	- 1,2	- 6,0	+ 3,6	- 4,8	+ 2,8
1970 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 3,8	+ 4,3	+ 8,1	+ 1,8	+ 3,0	- 1,3	- 1,6	+ 5,6	+ 0,9	- 0,6	- 1,2	+ 1,0	- 1,4	+ 1,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 20,7	+ 2,8	+ 23,5	+ 4,5	+ 7,6	...	+ 1,8	+ 8,7	+ 1,3	- 0,8	- 2,3	- 0,8	- 1,0	+ 4,5
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 11,5	+ 7,4	- 4,1	+ 3,9	+ 0,3	- 2,6	- 0,6	- 9,9	+ 2,8	- 0,2	+ 2,6	+ 3,7	- 0,8	- 3,3
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 19,2	- 1,4	+ 17,8	+ 3,3	+ 14,1	- 0,9	- 2,1	+ 0,1	+ 3,6	+ 0,4	- 0,3	+ 4,3	- 1,4	- 3,3
1971 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 1,3	+ 7,4	+ 6,1	+ 6,2	+ 2,0	- 0,7	+ 2,3	- 8,9	- 3,6	- 0,4	- 2,5	+ 3,8	- 1,7	+ 9,6
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 34,0	+ 6,6	+ 40,6	+ 13,3	+ 7,9	+ 3,1	- 0,3	+ 15,5	+ 2,1	- 0,3	- 0,6	- 0,6	- 1,1	+ 1,6
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 4,5	+ 10,1	+ 5,6	+ 8,1	+ 3,7	- 1,6	- 0,1	- 2,5	+ 1,7	- 0,4	+ 0,8	+ 1,9	- 1,2	- 4,8
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 17,1	+ 7,3	+ 24,4	+ 4,5	+ 22,1	+ 2,2	- 1,6	+ 3,2	+ 3,7	- 0,1	- 3,7	- 1,5	- 0,8	- 3,6
1972 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 5,7	+ 12,3	+ 18,0	+ 4,0	+ 2,1	- 0,8	+ 3,2	+ 2,5	- 0,5	- 0,3	+ 2,8	- 0,1	- 1,6	+ 6,7

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.  
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.  
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires.

2 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires.

3 Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitre IX, Balances des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 8, septembre 1968).

4 Y compris les fonds de pension et les organismes de sécurité sociale.

### XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	Monnaie scripturale				Stock de monnaie scripturale	Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire
	Billets et monnaies du Trésor <sup>2</sup>	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire <sup>3</sup>		détenue par les entreprises et particuliers <sup>1</sup>						
					comptes courants à la B.N.B. <sup>3</sup>	avoirs à l'O.C.P. <sup>3</sup>	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques <sup>3</sup>	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1963 .....	6,1	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,1	277,8	55,3
1964 .....	6,4	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	55,0
1965 .....	6,6	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966 .....	6,9	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967 .....	6,5	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968 .....	6,6	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	49,2
1969 Décembre .....	7,0	183,0	185,2	25,6	0,4	43,9	131,2	175,5	201,1	386,3	47,9
1970 Mars .....	7,0	178,5	180,3	26,9	0,5	43,8	138,6	182,9	209,8	390,1	46,2
Juin .....	7,2	187,1	189,1	28,4	0,4	47,4	145,5	193,3	221,7	410,8	46,0
Septembre .....	7,3	183,5	186,0	24,7	0,7	44,8	143,1	188,6	213,3	399,3	46,6
Décembre .....	7,5	188,2	190,7	25,2	0,4	49,6	152,6	202,6	227,8	418,5	45,6
1971 Mars .....	7,5	183,3	185,4	25,5	0,5	45,4	160,5	206,4	231,9	417,3	44,4
Mai .....	7,7	194,4	196,5	27,8	0,4	49,4	163,0	212,8	240,6	437,1	45,0
Juin .....	7,7	199,1	201,0	30,0	0,4	50,7	169,2	220,3	250,3	451,3	44,5
Juillet .....	7,8	200,3	202,6	27,7	0,4	51,8	164,2	216,4	244,1	446,7	45,4
Août .....	7,8	195,7	198,0	27,9	0,5	47,9	165,9	214,3	242,2	440,2	45,0
Septembre .....	7,9	196,1	198,6	28,2	0,5	47,9	171,6	220,0	248,2	446,8	44,4
Octobre .....	7,9	196,0	199,0	28,1	0,3	50,8	163,5	214,6	242,7	441,7	45,1
Novembre .....	8,0	194,5	196,8	28,4	0,4	49,0	166,6	216,0	244,4	441,2	44,6
Décembre .....	8,1	201,8	204,4	29,7	0,6	52,8	176,4	229,8	259,5	463,9	44,1
1972 Janvier .....	8,1	196,6	199,0	31,6	0,4	54,1	169,5	224,0	255,6	454,6	43,8
Février .....	8,0	196,2	198,5	31,5	0,5	51,1	166,7	218,3	249,8	448,3	44,3
Mars .....	8,0	200,2	202,7	34,0	0,4	51,5	181,0	232,9	266,9	469,6	43,2
Avril .....	8,1	206,8	209,5	31,8	0,4	60,5	180,7	241,6	273,4	482,9	43,4
Mai .....	8,2	209,4	211,4	27,1	0,6	54,9	185,6	241,1	268,2	479,6	44,1

<sup>1</sup> Y compris des organismes paraétatiques administratifs et des organismes publics de crédit.

<sup>2</sup> Déduction faite des avoirs de la B.N.B.

<sup>3</sup> Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements (col. (12)) et celles des organismes monétaires (col. (6)) 4	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 5
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1964 .....	114,8	-26,8	88,0	+12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,7	+ 1,1	...	+ 7,0	+ 1,9	+10,7
1965 .....	122,8	-28,0	94,8	+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+13,2	+ 0,5	+ 7,3
1966 .....	124,5	-35,3	89,2	+ 1,7	- 7,3	- 5,6	- 2,7	...	+ 1,1	- 4,0	+ 0,3	- 5,3
1967 .....	136,9	-39,8	97,1	+12,4	- 4,3	+ 8,1	- 5,8	- 0,5	- 2,7	+17,1	+ 1,5	+ 9,6
1968 .....	122,9	-36,8	86,1	-14,0	+ 3,0	-11,0	- 3,5	- 0,2	+ 0,8	- 8,1	+ 7,3	- 3,7
1969 .....	128,3	-34,7	93,6	+ 5,2 <sup>67</sup>	+ 2,0	+ 7,2	- 2,4	- 0,2	- 2,8	+12,6	+ 7,9	+15,1
1970 .....	143,1	-38,3	104,8	+11,4 <sup>68</sup>	- 3,6	+ 7,8	- 0,5	- 0,4	- 4,8	+13,5	+ 7,4	+15,2
1971 .....	164,5	-32,0	132,5	+17,5 <sup>69</sup>	+ 6,4	+23,9	-11,2	...	+ 3,0	+32,1	+ 1,5	+25,4
1970 1 <sup>er</sup> trimestre .	130,3	-32,7	97,6	- 1,5 <sup>8</sup>	+ 2,1	+ 0,6	+ 0,1	...	- 1,3	+ 1,8	+ 2,8	+ 3,4
2 <sup>e</sup> trimestre .	136,3	-34,3	102,0	+ 6,0	- 1,6	+ 4,4	+ 0,3	- 0,4	...	+ 4,5	+ 1,1	+ 5,5
3 <sup>e</sup> trimestre .	138,7	-35,1	103,6	+ 2,4	- 0,8	+ 1,6	+ 0,3	...	- 2,6	+ 3,9	+ 3,2	+ 4,8
4 <sup>e</sup> trimestre .	143,1	-38,3	104,8	+ 4,5 <sup>6</sup>	- 3,3	+ 1,2	- 1,2	...	- 0,9	+ 3,3	+ 0,3	+ 1,5
1971 1 <sup>er</sup> trimestre .	152,6	-40,2	112,4	+ 6,0 <sup>8</sup>	- 1,9	+ 4,1	- 1,4	...	- 0,7	+ 6,2	+ 0,5	+ 4,6
2 <sup>e</sup> trimestre .	159,0	-33,1	125,9	+ 6,0 <sup>9</sup>	+ 7,1	+13,1	- 3,3	...	+ 3,1	+13,3	- 0,2	+12,9
3 <sup>e</sup> trimestre .	162,7	-33,3	129,4	+ 3,7	- 0,1	+ 3,6	- 2,9	...	- 1,6	+ 8,1	- 4,0	- 0,4
4 <sup>e</sup> trimestre .	164,5	-32,0	132,5	+ 1,8	+ 1,3	+ 3,1	- 3,6	...	+ 2,2	+ 4,5	+ 5,2	+ 8,3
1972 1 <sup>er</sup> trimestre .	172,6	-35,8	136,8	+ 4,7 <sup>8</sup>	- 3,8	+ 0,9	p- 2,2	p- 0,1	- 0,8	p+ 4,0	p- 5,3	p- 4,4

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des parastatiques administratifs, sauf le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII-8.

4 Cette différence est égale à :

— Variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2<sup>e</sup> trimestre de 1968, variations des

effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableaux IX - 1, 2 et 3, rubrique 6.2.

6 Après élimination d'un mouvement purement comptable dans les avoirs extérieurs de la B.N.B., résultant du changement de régime de financement de la contrepartie du compte du F.M.I. auprès de la B.N.B. (loi du 9 juin 1969).

7 Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en marks allemands à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

8 Non compris une augmentation de 8,5 milliards résultant de la répartition des droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

9 Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en francs suisses à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

**XIII - 6 — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION  
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS  
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

**Destination économique apparente**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (10) + (11)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1 (1)	de la construction et de transactions immobilières 2 (2)	de ventes et prêts à tempérament 3 (8)	d'importations (4)				Crédits de caisse 4 (8)	Autres (9)		
					Total (11) = (7) à (9)						
1963 .....	7,7	6,3	10,5	9,1	61,7	95,3	12,0	4,5	2,2	18,7	114,0
1964 .....	10,9	6,9	12,0	9,9	67,1	106,8	14,2	5,3	1,7	21,2	128,0
1965 .....	13,8	8,2	12,8	12,2	75,8	122,8	18,0	7,2	3,1	28,3	151,1
1966 <sup>5</sup> .....	18,4	9,2	14,1	13,2	87,9	142,8	19,6	6,7	2,5	28,8	171,6
1967 <sup>5</sup> .....	23,2	11,5	15,5	13,4	105,1	168,7	23,7	6,9	3,9	34,5	203,2
1968 .....	28,0	13,9	19,8	14,3	118,4	194,4	29,8	14,5	4,1	48,4	242,8
1969 <sup>6</sup> .....	27,6	14,0	23,7	13,7	125,9	204,9	32,4	18,5	2,1	53,0	257,9
1970 Mars .....	28,6	14,7	23,2	13,3	128,2	208,0	33,0	23,3	1,7	58,0	266,0
Juin .....	28,8	15,9	23,7	15,9	132,1	216,4	36,1	29,6	1,4	67,1	283,5
Septembre .....	28,5	16,4	24,7	16,2	131,3	217,1	37,8	38,7	1,4	77,9	295,0
Décembre .....	29,1	16,9	24,8	17,6	141,7	230,1	41,5	43,1	1,5	86,1	316,2
1971 Mars .....	30,2	16,6	24,4	18,0	142,7	231,9	40,1	50,6	0,7	91,4	323,3
Juin .....	30,8	18,3	24,6	21,0	146,0	240,7	40,6	54,2	1,4	96,2	336,9
Septembre .....	30,9	18,1	25,2	21,3	149,2	244,7	40,8	53,4	1,2	95,4	340,1
Décembre .....	30,3	18,2	25,6	23,4	167,4	264,9	46,0	57,7	1,8	105,5	370,4
1972 Mars .....	30,6	17,2	26,0	22,4	170,9	267,1	49,0	55,5	1,8	106,3	373,4

<sup>1</sup> Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus (5 ans ou plus dans l'ancienne série) à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc. L'ancienne série (mars 1964-mars 1969) comprenait un certain montant de crédits finançant des ventes à tempérament. Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (8).

<sup>2</sup> Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

<sup>3</sup> Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. Dans l'ancienne série (mars 1964-mars 1969) une partie des crédits des acheteurs à tempérament figurait dans la colonne (1). Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (8).

<sup>4</sup> Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

<sup>5</sup> Y compris les effets venus à l'échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

<sup>6</sup> Nouvelle série depuis mars 1969.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII<sup>e</sup> année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION  
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS  
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

**Forme et localisation**  
(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts <sup>1</sup>			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques <sup>2</sup>
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)	

**A. Crédits aux entreprises et particuliers**

1963	9,3	43,6	42,4	95,3	6,7	6,1	12,8	2,6	37,5	42,4	82,5	—
1964	10,3	48,7	47,8	106,8	4,7	7,4	12,1	5,6	41,3	47,8	94,7	—
1965	12,6	55,4	54,8	122,8	7,0	9,9	16,9	5,6	45,5	54,8	105,9	—
1966 <sup>3</sup>	13,8	65,7	63,3	142,8	6,4	10,5	16,9	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2
1967 <sup>3</sup>	12,7	78,3	77,7	168,7	5,8	13,8	19,6	6,9	64,5	77,7	149,1	0,1
1968	11,9	84,5	98,0	194,4	7,7	17,5	25,2	4,2	67,0	98,0	169,2	...
1969 Décembre	10,2	95,3	99,4	204,9	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	99,4	185,4	0,1
1970 Mars	10,7	94,8	102,5	208,0	4,9	11,2	16,1	5,8	83,6	102,5	191,9	0,6
Juin	12,8	97,5	106,1	216,4	5,4	10,3	15,7	7,4	87,2	106,1	200,7	0,2
Septembre	13,3	94,2	109,6	217,1	4,2	8,8	13,0	9,1	85,4	109,6	204,1	...
Décembre	14,2	101,0	114,9	230,1	7,9	9,5	17,4	6,3	91,5	114,9	212,7	0,2
1971 Mars	14,6	98,1	119,2	231,9	3,9	8,5	12,4	10,7	89,6	119,2	219,5	0,1
Juin	17,4	98,1	125,2	240,7	5,0	6,9	11,9	12,4	91,2	125,2	228,8	...
Septembre	18,2	97,0	129,5	244,7	5,9	6,4	12,3	12,3	90,6	129,5	232,4	0,1
Décembre	20,7	102,6	141,6	264,9	12,1	9,0	21,1	8,6	93,6	141,6	243,8	0,1
1972 Mars	19,6	101,3	146,2	267,1	8,4	6,1	14,5	11,2	95,2	146,2	252,6	0,1

**B. Crédits à l'étranger**

1963	9,5	4,7	4,5	18,7	6,8	1,6	8,4	2,7	3,1	4,5	10,3	—
1964	11,0	6,2	4,0	21,2	6,2	2,4	8,6	4,8	3,8	4,0	12,6	0,1
1965	14,4	7,3	6,6	28,3	9,2	2,9	12,1	5,2	4,4	6,6	16,2	0,1
1966 <sup>3</sup>	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	0,1
1967 <sup>3</sup>	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,1
1968	20,2	14,3	13,9	48,4	13,8	6,6	20,4	6,4	7,7	13,9	28,0	0,1
1969 Décembre	19,1	15,8	18,1	53,0	12,7	7,9	20,6	6,4	7,9	18,1	32,4	...
1970 Mars	18,7	16,3	23,0	58,0	9,8	7,0	16,8	8,9	9,3	23,0	41,2	...
Juin	20,0	17,6	29,5	67,1	10,3	8,1	18,4	9,7	9,5	29,5	48,7	...
Septembre	21,3	18,1	38,5	77,9	7,8	7,4	15,2	13,5	10,7	38,5	62,7	...
Décembre	23,0	20,0	43,1	86,1	10,4	8,6	19,0	12,6	11,4	43,1	67,1	...
1971 Mars	20,9	19,4	51,1	91,4	7,7	7,7	15,4	13,2	11,7	51,1	76,0	...
Juin	22,3	19,5	54,4	96,2	4,9	7,1	12,0	17,4	12,4	54,4	84,2	...
Septembre	22,1	19,4	53,9	95,4	6,2	7,8	14,0	15,9	11,6	53,9	81,4	...
Décembre	24,8	22,4	58,3	105,5	10,9	8,8	19,7	13,9	13,6	58,3	85,8	...
1972 Mars	25,6	24,6	56,1	106,3	8,6	8,4	17,0	17,0	16,2	56,1	89,3	—

**C. Total**

1963	18,8	48,3	46,9	114,0	13,5	7,7	21,2	5,3	40,6	46,9	92,8	—
1964	21,3	54,9	51,8	128,0	10,9	9,8	20,7	10,4	45,1	51,8	107,3	0,1
1965	27,0	62,7	61,4	151,1	16,2	12,8	29,0	10,8	49,9	61,4	122,1	0,1
1966 <sup>3</sup>	28,8	73,3	69,5	171,6	15,8	13,1	28,9	13,0	60,2	69,5	142,7	0,3
1967 <sup>3</sup>	29,5	89,6	84,1	203,2	16,2	18,8	35,0	13,3	70,8	84,1	168,2	0,2
1968	32,1	98,8	111,9	242,8	21,5	24,1	45,6	10,6	74,7	111,9	197,2	0,1
1969 Décembre	29,3	111,1	117,5	257,9	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	117,5	217,8	0,1
1970 Mars	29,4	111,1	125,5	266,0	14,7	18,2	32,9	14,7	92,9	125,5	233,1	0,6
Juin	32,8	115,1	135,6	283,5	15,7	18,4	34,1	17,1	96,7	135,6	249,4	0,2
Septembre	34,6	112,3	148,1	295,0	12,0	16,2	28,2	22,6	96,1	148,1	266,8	...
Décembre	37,2	121,0	158,0	316,2	18,3	18,1	36,4	18,9	102,9	158,0	279,8	0,2
1971 Mars	35,5	117,5	170,3	323,3	11,6	16,2	27,8	23,9	101,3	170,3	295,5	0,1
Juin	39,7	117,6	179,6	336,9	9,9	14,0	23,9	29,8	103,6	179,6	313,0	...
Septembre	40,3	116,4	183,4	340,1	12,1	14,2	26,3	28,2	102,2	183,4	313,8	0,1
Décembre	45,5	125,0	199,9	370,4	23,0	17,8	40,8	22,5	107,2	199,9	329,6	0,1
1972 Mars	45,2	125,9	202,3	373,4	17,0	14,5	31,5	28,2	111,4	202,3	341,9	0,1

<sup>1</sup> Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

<sup>2</sup> Il s'agit d'effets commerciaux.

<sup>3</sup> Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié. N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIII<sup>e</sup> année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION  
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER  
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la Banque Nationale (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général			
	Effets commer- ciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Accep- tations bancaires (4)	Effets commer- ciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Accep- tations bancaires (7)	Effets commer- ciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) à (9) = (8) + (9)

**A. Crédits aux entreprises et particuliers**

1963	2,2	...	2,2	1,7	1,3	3,0	1,7	3,5	...	5,2
1964	1,7	...	1,7	0,1	0,9	1,0	0,1	2,6	...	2,7
1965	1,8	...	1,8	2,7	1,1	3,8	2,7	1,9	...	5,6
1966 <sup>1</sup>	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9
1967 <sup>1</sup>	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6
1968	1,9	...	1,9	1,9	7,5	9,4	1,9	9,4	...	11,3
1969 Décembre	2,5	...	2,5	1,9	4,1	6,0	1,9	6,6	...	8,5
1970 Mars	2,4	...	2,4	0,6	0,6	1,2	0,6	3,0	...	3,6
Juin	1,6	...	1,6	1,8	1,7	3,5	1,8	3,3	...	5,1
Septembre	1,2	...	1,2	...	0,5	0,5	...	1,7	...	1,7
Décembre	2,1	0,2	2,3	1,4	1,1	2,5	1,4	3,2	0,2	4,8
1971 Mars	2,5	...	2,5	...	0,1	0,1	...	2,6	...	2,6
Juin	1,3	0,3	1,6	...	0,1	0,1	...	1,4	0,3	1,7
Septembre	1,2	...	1,2	...	...	...	...	1,2	...	1,2
Décembre	2,9	0,3	3,2	4,6	1,8	6,4	4,6	4,7	0,3	9,6
1972 Mars	3,0	...	3,0	1,9	0,9	2,8	1,9	3,9	...	5,8

**B. Crédits à l'étranger**

1963	...	...	...	4,0	0,1	4,1	4,0	0,1	...	4,1
1964	...	...	...	4,1	0,2	4,3	4,1	0,2	...	4,3
1965	...	...	...	6,5	0,2	6,7	6,5	0,2	...	6,7
1966 <sup>1</sup>	...	...	...	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6
1967 <sup>1</sup>	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1
1968	0,1	...	0,1	11,3	2,8	14,1	11,3	2,9	...	14,2
1969 Décembre	0,1	...	0,1	8,5	1,2	9,7	8,5	1,3	...	9,8
1970 Mars	0,1	...	0,1	3,7	0,9	4,6	3,7	1,0	...	4,7
Juin	0,3	...	0,3	5,4	1,4	6,8	5,4	1,7	...	7,1
Septembre	0,1	...	0,1	...	...	...	...	0,1	...	0,1
Décembre	0,2	...	0,2	1,3	0,3	1,6	1,3	0,5	...	1,8
1971 Mars	0,2	...	0,2	...	...	...	...	0,2	...	0,2
Juin	0,2	...	0,2	0,5	0,1	0,6	0,5	0,3	...	0,8
Septembre	0,2	...	0,2	...	...	...	...	0,2	...	0,2
Décembre	0,2	...	0,2	4,7	0,9	5,6	4,7	1,1	...	5,8
1972 Mars	...	—	...	2,9	0,6	3,5	2,9	0,6	—	3,5

**C. Total**

1963	2,2	...	2,2	5,7	1,4	7,1	5,7	3,6	...	9,3
1964	1,7	...	1,7	4,2	1,1	5,3	4,2	2,8	...	7,0
1965	1,8	...	1,8	9,2	1,3	10,5	9,2	3,1	...	12,3
1966 <sup>1</sup>	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5
1967 <sup>1</sup>	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7
1968	2,0	...	2,0	13,2	10,3	23,5	13,2	12,3	...	25,5
1969 Décembre	2,6	...	2,6	10,4	5,3	15,7	10,4	7,9	...	18,3
1970 Mars	2,5	...	2,5	4,3	1,5	5,8	4,3	4,0	...	8,3
Juin	1,9	...	1,9	7,2	3,1	10,3	7,2	5,0	...	12,2
Septembre	1,3	...	1,3	...	0,5	0,5	...	1,8	...	1,8
Décembre	2,3	0,2	2,5	2,7	1,4	4,1	2,7	3,7	0,2	6,6
1971 Mars	2,7	...	2,7	...	0,1	0,1	...	2,8	...	2,8
Juin	1,5	0,3	1,8	0,5	0,2	0,7	0,5	1,7	0,3	2,5
Septembre	1,4	...	1,4	...	...	...	...	1,4	...	1,4
Décembre	3,1	0,3	3,4	9,3	2,7	12,0	9,3	5,8	0,3	15,4
1972 Mars	3,0	...	3,0	4,8	1,5	6,3	4,8	4,5	...	9,3

<sup>1</sup> Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII<sup>e</sup> année, vol. II, n<sup>o</sup> 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 9 — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION  
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES  
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires 1				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 2				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 3
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) + (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)		(5)	(6)		(8)	(9)	(10)		(12)

**A. Crédits aux entreprises et particuliers**

1963	9,3	45,8	42,4	97,5	4,7	4,0	8,7	4,6	41,8	42,4	88,8	—
1964	10,3	50,4	47,8	108,5	4,3	6,0	10,3	6,0	44,4	47,8	98,2	—
1965	12,6	57,2	54,8	124,6	3,9	8,2	12,1	8,7	49,0	54,8	112,5	—
1966 4	13,8	67,6	63,3	144,7	2,2	7,8	10,0	11,6	59,8	63,3	134,7	0,2
1967 4	12,7	80,5	77,7	170,9	4,2	9,9	14,1	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2
1968	11,9	86,4	98,0	196,3	5,8	8,6	14,4	6,1	77,8	98,0	181,9	0,6
1969 Décembre	10,2	97,8	99,4	207,4	2,9	7,8	10,7	7,3	90,0	99,4	196,7	0,5
1970 Mars	10,7	97,2	102,5	210,4	3,1	9,4	12,5	7,6	87,8	102,5	197,9	0,6
Juin	12,8	99,1	106,1	218,0	3,4	6,9	10,3	9,4	92,2	106,1	207,7	0,2
Septembre	13,3	95,4	109,6	218,3	3,6	7,5	11,1	9,7	87,9	109,6	207,2	0,2
Décembre	14,2	103,2	115,0	232,4	5,5	7,4	12,9	8,7	95,8	115,0	219,5	0,2
1971 Mars	14,5	100,7	119,2	234,4	3,5	7,0	10,5	11,0	93,7	119,2	223,9	0,1
Juin	17,4	99,4	125,5	242,3	5,0	5,7	10,7	12,4	93,7	125,5	231,6	...
Septembre	18,2	98,2	129,5	245,9	5,7	5,1	10,8	12,5	93,1	129,5	235,1	0,1
Décembre	20,7	105,5	141,9	268,1	7,5	5,0	12,5	13,2	100,5	141,9	255,6	0,1
1972 Mars	19,6	104,3	146,2	270,1	6,1	3,1	9,2	13,5	101,2	146,2	260,9	0,1

**B. Crédits à l'étranger**

1963	9,5	4,7	4,5	18,7	2,6	1,5	4,1	6,9	3,2	4,5	14,6	—
1964	11,0	6,2	4,0	21,2	2,0	2,2	4,2	9,0	4,0	4,0	17,0	0,1
1965	14,4	7,3	6,6	28,3	2,6	2,7	5,3	11,8	4,6	6,6	23,0	0,1
1966 4	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	5,4	6,2	24,5	0,1
1967 4	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,1
1968	20,2	14,4	13,9	48,5	2,4	3,8	6,2	17,8	10,6	13,9	42,3	0,1
1969 Décembre	19,1	15,9	18,1	53,1	3,1	5,9	9,0	16,0	10,0	18,1	44,1	...
1970 Mars	18,7	16,4	23,0	58,1	4,8	5,5	10,3	13,9	10,9	23,0	47,8	...
Juin	20,0	17,9	29,5	67,4	4,1	6,2	10,3	15,9	11,7	29,5	57,1	...
Septembre	21,3	18,2	38,5	78,0	5,9	7,0	12,9	15,4	11,2	38,5	65,1	...
Décembre	23,0	20,2	43,1	86,3	6,3	7,6	13,9	16,7	12,6	43,1	72,4	...
1971 Mars	21,0	19,6	51,1	91,7	7,1	7,5	14,6	13,9	12,1	51,1	77,1	...
Juin	22,3	19,7	54,4	96,4	4,4	7,0	11,4	17,9	12,7	54,4	85,0	...
Septembre	22,1	19,6	53,9	95,6	5,5	7,5	13,0	16,6	12,1	53,9	82,6	...
Décembre	24,8	22,6	58,3	105,7	3,8	7,0	10,8	21,0	15,6	58,3	94,9	...
1972 Mars	25,6	24,6	56,1	106,3	4,5	7,1	11,6	21,1	17,5	56,1	94,7	...

**C. Total**

1963	18,8	50,5	46,9	116,2	7,3	5,5	12,8	11,5	45,0	46,9	103,4	—
1964	21,3	56,6	51,8	129,7	6,3	8,2	14,5	15,0	48,4	51,8	115,2	0,1
1965	27,0	64,5	61,4	152,9	6,5	10,9	17,4	20,5	53,6	61,4	135,5	0,1
1966 4	28,8	75,2	69,5	173,5	4,3	10,0	14,3	24,5	65,2	69,5	159,2	0,3
1967 4	29,5	91,8	84,1	205,4	7,2	14,0	21,2	22,3	77,8	84,1	184,2	0,3
1968	32,1	100,8	111,9	244,8	8,2	12,4	20,6	23,9	88,4	111,9	224,2	0,7
1969 Décembre	29,3	113,7	117,5	260,5	6,0	13,7	19,7	23,3	100,0	117,5	240,8	0,5
1970 Mars	29,4	113,6	125,5	268,5	7,9	14,9	22,8	21,5	98,7	125,5	245,7	0,6
Juin	32,8	117,0	135,6	285,4	7,5	13,1	20,6	25,3	103,9	135,6	264,8	0,2
Septembre	34,6	113,6	148,1	296,3	9,5	14,5	24,0	25,1	99,1	148,1	272,3	0,2
Décembre	37,2	123,4	158,1	318,7	11,8	15,0	26,8	25,4	108,4	158,1	291,9	0,2
1971 Mars	35,5	120,3	170,3	326,1	10,6	14,5	25,1	24,9	105,8	170,3	301,0	0,1
Juin	39,7	119,1	179,9	338,7	9,4	12,7	22,1	30,3	106,4	179,9	316,6	...
Septembre	40,3	117,8	183,4	341,5	11,2	12,6	23,8	29,1	105,2	183,4	317,7	0,1
Décembre	45,5	128,1	200,2	373,8	11,3	12,0	23,3	34,2	116,1	200,2	350,5	0,1
1972 Mars	45,2	128,9	202,3	376,4	10,6	10,2	20,8	34,6	118,7	202,3	355,6	0,1

1 Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts [colonne (4) du tableau XIII-7] et par la Banque Nationale de Belgique [colonne (8) du tableau XIII-8].

2 Crédits logés dans les banques de dépôts, à la B.N.B., au Crédit Communal de Belgique et à l'I.R.G. (crédits que cet organisme finance par un recours aux organismes monétaires).

3 Il s'agit d'effets commerciaux.

4 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié. N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XLIIe année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

### XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 31 décembre
<b>ACTIF</b>									
Encaisse en or .....	68,6	72,6	77,9	76,2	74,0	76,2	75,9	73,5	77,2
<b>Fonds Monétaire International :</b>									
Participation .....							7,8	19,6	30,0
Prêts .....							...	...	...
Droits de tirage spéciaux .....							...	10,2	20,3
<i>Total des éléments de couverture</i> <sup>1</sup> ...	68,6	72,6	77,9	76,2	74,0	76,2	83,7	103,8	127,5
<b>Monnaies étrangères</b> .....	21,5	27,0	21,9	21,4	36,1	18,1	35,6	39,0	35,0
<b>Monnaies étrangères et or à recevoir</b> .....	10,9	9,3	9,7	11,5	12,5	12,3	17,5	10,7	0,3
<b>Avoirs à l'étranger, en francs belges</b> .....	1,5	1,5	1,5	1,5	3,0	—	—	—	—
<b>Accords internationaux :</b>									
Union Européenne des Paiements .....	0,1	...	...	—	—	—	—	—	—
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Fonds Monétaire International :</b>									
Participation .....	7,1	8,7	12,2	15,2	14,7	10,3			
Prêts <sup>2</sup> .....	—	1,5	3,4	3,4	1,9	5,0			
Autres accords .....	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...
<b>Débiteurs pour change et or, à terme</b> ...	21,1	26,4	21,4	21,3	35,5	18,2	34,0	37,8	34,8
<b>Effets de commerce</b> .....	9,3	7,0	12,3	15,5	13,8	26,7	18,6	6,5	15,1
<b>Avances sur nantissement</b> .....	1,7	0,6	...	0,3	0,3	0,6	0,1	0,2	0,3
<b>Effets publics :</b>									
Effets publics belges .....	9,3	9,8	9,0	9,6	2,7	14,7	15,6	13,3	4,9
Effets publics luxembourgeois .....	—	—	—	—	—	0,2	...	...	...
<b>Monnaies divisionnaires et d'appoint</b> .....	0,2	0,4	0,5	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3
<b>Avoirs à l'Office des Chèques Postaux</b> ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Créance consolidée sur l'Etat</b> .....	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
<b>Fonds publics</b> .....	2,7	2,8	2,9	3,2	3,4	3,5	3,6	3,7	3,8
<b>Immeubles, matériel et mobilier</b> .....	1,6	1,7	1,8	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2
<b>Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel</b> .....	1,4	1,6	1,8	2,0	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5
<b>Divers</b> .....	1,2	1,2	1,5	1,7	1,4	1,9	1,8	2,0	1,0
	192,2	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7
<b>Compte d'ordre :</b>									
<b>Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale (Pacte scolaire)</b> .....	1,5	1,5	1,4	1,4	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3
<b>PASSIF</b>									
<b>Billets en circulation</b> .....	150,5	160,3	170,3	175,3	177,5	183,2	183,0	188,2	201,8
<b>Comptes courants :</b>									
<b>Trésor public</b> <span style="font-size: 2em; vertical-align: middle;">}</span>									
compte ordinaire ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
taxe exceptionnelle de conjunct. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
compte spécial liquidation U.E.P. ....	...	...	...	—	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin. . .	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,7	0,4	0,5	0,7
Comptes courants divers et valeurs à payer .....	3,3	1,6	2,3	2,3	3,2	2,5	4,5	4,2	3,2
<b>Accords internationaux :</b>									
Accord Monétaire Européen .....	0,1	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2	0,5	1,1
Autres accords .....	0,4	0,4	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	2,0
<i>Total des engagements à vue</i> ...	154,6	162,8	173,5	178,5	181,6	186,9	188,4	193,7	208,8
<b>Fonds Monétaire International :</b>									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette .....	—	—	—	—	—	—	—	3,5	7,0
<b>Banques belges, réserve monétaire</b> .....	—	1,3	...	...	...	...	...	...	...
<b>Monnaies étrangères et or à livrer</b> .....	32,0	35,7	31,1	32,8	48,2	30,7	51,8	48,7	35,8
<b>Caisse de Pensions du Personnel</b> .....	1,4	1,6	1,8	2,0	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5
<b>Divers</b> .....	1,4	1,8	2,2	2,4	2,3	2,9	3,0	3,4	3,5
<b>Capital</b> .....	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
<b>Réserves et comptes d'amortissement</b> ...	2,4	2,5	2,8	2,9	3,1	3,2	3,3	3,4	3,7
	192,2	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7
<b>Compte d'ordre :</b>									
<b>Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire)</b> .....	1,5	1,5	1,4	1,4	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

<sup>1</sup> Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des action-

naires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969. Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.

<sup>2</sup> Bons spéciaux du Trésor Belge (Loi du 4-1-1968. Convention du 1-2-1968).

**XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Rubriques	1971 5 avril	1972 10 avril	1971 10 mai	1972 8 mai	1971 7 juin	1972 5 juin	1971 5 juillet	1972 10 juillet
<b>ACTIF</b>								
Encaisse en or .....	73,3	77,2	79,4	77,2	79,3	77,5	79,2	77,5
<b>Fonds Monétaire International :</b>								
Participation .....	23,2	29,9	19,9	25,7	19,5	25,7	25,8	26,0
Prêts .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux .....	15,0	23,7	15,7	23,7	17,8	23,9	17,8	23,9
<i>Total des éléments de couverture</i> <sup>1</sup> ...	111,5	130,8	115,0	126,6	116,6	127,1	122,8	127,4
Monnaies étrangères .....	42,1	40,2	44,3	41,3	46,6	38,9	36,1	54,1
Monnaies étrangères et or à recevoir .....	5,1	...	4,6	...	3,6	...	1,5	...
<b>Accords internationaux :</b>								
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres accords .....	0,1	...	0,1	...	...	...	0,2	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	39,5	29,8	43,5	27,4	44,8	25,2	34,6	37,3
Effets de commerce .....	2,7	6,2	2,3	11,9	2,0	27,3	7,3	8,7
Avances sur nantissement .....	...	0,1	...	0,1	...	6,1	1,1	...
<b>Effets publics :</b>								
Effets publics belges .....	10,5	3,4	14,5	7,8	7,4	2,6	14,9	14,0
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint .....	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,4
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	...	...	...	...	...	...	...	...
Créance consolidée sur l'Etat .....	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Fonds publics .....	3,8	4,1	3,8	4,1	3,8	4,1	3,8	4,1
Immeubles, matériel et mobilier .....	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel .....	3,3	3,7	3,3	3,7	3,3	3,8	3,3	3,8
Divers .....	0,9	1,4	1,1	1,4	1,7	1,5	1,9	2,1
<b>Compte d'ordre :</b>	256,1	256,3	269,0	260,8	266,3	273,1	263,9	288,1
<b>Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale (Pacte scolaire) .....</b>	1,9	1,4	1,7	1,1	1,5	0,8	1,3	0,6
<b>PASSIF</b>								
Billets en circulation .....	186,6	200,7	189,9	207,1	195,4	220,5	203,5	223,0
<b>Comptes courants :</b>								
Trésor public { compte ordinaire ...	...	...	...	...	...	...	...	...
{ taxe exceptionnelle de conjunct. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger, comptes ordin. .	0,6	0,7	0,6	0,8	0,6	0,6	0,8	0,6
Comptes courants divers et valeurs à payer .....	6,0	0,9	11,6	1,0	2,2	1,5	3,5	1,2
<b>Accords internationaux :</b>								
Accord Monétaire Européen .....	0,3	0,8	0,3	1,2	0,4	1,1	0,5	1,1
Autres accords .....	0,4	0,4	0,6	0,3	0,6	0,3	0,6	0,4
<i>Total des engagements à vue</i> ...	193,9	203,5	203,0	210,4	199,2	224,0	208,9	226,3
<b>Fonds Monétaire International :</b>								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette .....	7,0	10,5	7,0	10,5	7,0	10,5	7,0	10,5
Banques belges, réserve monétaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer .....	44,8	30,9	48,3	28,4	48,8	26,3	36,4	38,6
Caisse de Pensions du Personnel .....	3,3	3,7	3,3	3,7	3,3	3,8	3,3	3,8
Divers .....	3,3	3,6	3,6	3,7	4,1	4,4	4,5	4,8
Capital .....	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement ...	3,4	3,7	3,4	3,7	3,5	3,7	3,4	3,7
<b>Compte d'ordre :</b>	256,1	256,3	269,0	260,8	266,3	273,1	263,9	288,1
<b>Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire) .....</b>	1,9	1,4	1,7	1,1	1,5	0,8	1,3	0,6

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.  
<sup>1</sup> Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7

alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969.

**XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX**

Source : O.C.P.

	Milliers de comptes  (fin de période)	Avoir global <sup>1</sup>  (moyennes journalières) <sup>3</sup>	Avoirs des particuliers <sup>2</sup>  (moyennes mensuelles ou mois)	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(milliards de francs)					
1964 .....	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965 .....	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1966 .....	995	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1967 .....	1.004	60,6	41,3	89,0	194,5	89,2	194,5	567,1	93
1968 .....	1.013	63,4	42,7	98,6	209,7	97,8	209,7	607,6	94
1969 .....	1.017	68,0	45,1	112,5	234,0	112,5	234,0	693,0	94
1970 .....	1.023	72,5	47,8	127,2	252,1	126,4	252,1	757,8	94
1971 .....	1.036	79,8	51,4	147,3	288,6	147,3	288,6	871,9	95
1970 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.021	70,1	46,8	115,1	238,9	117,2	238,9	710,1	94
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.020	70,8	48,2	126,7	244,6	125,2	244,6	741,1	94
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.023	73,8	46,9	127,7	254,5	129,7	254,5	766,4	94
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.030	75,6	49,2	139,3	270,3	133,6	270,3	813,6	94
1971 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.030	79,3	52,0	135,1	274,5	138,5	274,5	822,7	95
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.027	79,2	52,3	148,9	281,8	147,2	281,8	859,8	95
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.029	81,3	51,1	147,7	291,3	149,3	291,3	879,6	95
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.059	79,3	50,1	157,6	306,8	154,2	306,8	925,4	95
1972 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.061	81,4	53,7	159,7	281,2	161,1	281,2	883,1	95
1971 Mai .....	1.027	76,2	53,3	145,1	276,1	146,7	276,1	844,0	95
Juin .....	1.026	85,1	53,0	158,9	299,0	158,5	299,0	915,4	94
Juillet .....	1.025	93,7	53,8	170,0	334,2	172,9	334,2	1.011,3	94
Août .....	1.026	75,8	49,9	132,9	269,2	138,0	269,2	809,2	95
Septembre .....	1.036	74,5	49,7	140,1	270,6	136,9	270,6	818,4	95
Octobre .....	1.048	77,6	50,0	151,9	297,5	151,3	297,5	898,2	95
Novembre .....	1.069	77,5	49,6	144,7	288,6	146,1	288,6	868,0	95
Décembre .....	1.060	82,9	50,8	176,1	334,3	165,2	334,3	1.009,9	95
1972 Janvier .....	1.060	87,2	53,3	157,9	267,5	157,3	267,5	850,2	94
Février .....	1.061	83,9	52,5	158,4	291,3	164,3	291,3	905,3	95
Mars .....	1.062	83,6	53,4	162,9	284,7	161,7	284,7	893,9	95
Avril .....	1.062	82,0	55,3	148,3	245,2	139,8	245,2	778,4	94
Mai .....	1.064	90,5	57,7	178,7	310,4	182,0	310,4	981,5	94

<sup>1</sup> Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

<sup>2</sup> Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 8 du chapitre XVI du présent bulletin).

<sup>3</sup> Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

### XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES <sup>1</sup>

(milliards de francs)

**Actif**

Rubriques	1968	1969	1970	1971	1971	1972	1971	1972
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	30 avril	30 avril	31 mai	31 mai
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	10,5	12,3	10,1	11,8	6,7	6,8	7,6	8,5
Prêts au jour le jour .....	4,9	11,9	11,0	9,9	4,2	7,5	7,1	9,1
Banquiers .....	72,6	111,8	138,9	163,8	131,1	179,1	137,2	184,0
Maison-mère, succursales et filiales .....	13,1	15,6	38,8	55,5	56,9	44,4	54,0	43,1
Autres valeurs à recevoir à court terme .....	21,1	30,9	24,9	27,1	39,3	43,3	46,1	46,8
Portefeuille-effets .....	119,0	142,2	156,7	147,4	161,6	153,7	157,4	146,1
a) Effets publics .....	37,7	46,8	41,0	25,2	39,8	26,4	38,5	26,4
b) Effets commerciaux <sup>2</sup> .....	81,3	95,4	115,7	122,2	121,8	127,3	118,9	119,7
Reports et avances sur titres .....	1,6	1,4	1,8	1,9	2,3	1,9	2,1	1,9
Débiteurs par acceptations .....	32,0	29,3	37,2	45,5	37,9	46,5	39,4	46,8
Débiteurs divers .....	110,3	116,0	156,2	198,0	178,5	206,4	181,7	210,4
Valeurs mobilières .....	3	141,4	175,7	224,4	191,3	246,5	200,7	250,2
a) Fonds publics belges .....	3	133,0	159,7	197,4	170,5	214,1	180,4	216,1
b) Autres titres d'emprunt .....	3	8,2	15,8	26,7	20,5	32,1	19,8	33,8
c) Actions et parts de sociétés .....	3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,1
d) Autres valeurs mobilières .....	3	—	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Valeurs de la réserve légale .....	3	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2	1,2	1,3
Participations .....	3	6,6	7,9	8,4	8,2	8,6	8,2	8,6
a) Filiales .....	3	2,3	2,4	2,7	2,5	2,8	2,5	2,8
b) Autres participations .....	3	4,3	5,5	5,7	5,7	5,8	5,7	5,8
Frais de constitution et de premier établissement .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Immeubles .....	3,7	4,2	5,0	5,9	5,1	6,1	5,1	6,2
Participations dans les filiales immobilières .....	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4
Créances sur les filiales immobilières .....	0,1	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	0,1
Matériel et mobilier .....	0,5	0,6	0,8	0,9	0,8	0,9	0,8	0,9
Divers .....	5,6	7,3	9,6	12,6	9,5	12,0	10,2	11,2
<b>Total de l'actif ...</b>	<b>527,8</b>	<b>633,1</b>	<b>776,3</b>	<b>915,0</b>	<b>835,2</b>	<b>965,7</b>	<b>859,5</b>	<b>975,7</b>

<sup>1</sup> La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actifs des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**2 Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques**

(milliards de francs)

1968 31 décembre .....	82,9	1970 31 décembre .....	19,3	1971 30 avril .....	10,5	1971 31 mai .....	16,8
1969 31 décembre .....	21,2	1971 31 décembre .....	21,3	1972 30 avril .....	19,4	1972 31 mai .....	28,5

**3 Ancienne subdivision avant le 31 mars 1969 :**

Portefeuille-titres .....	192,2
a) Valeurs de la réserve légale .....	0,9
b) Fonds publics belges .....	119,2
c) Fonds publics étrangers .....	6,1
d) Actions de banques .....	3,1
e) Autres titres .....	2,9

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES <sup>1</sup>

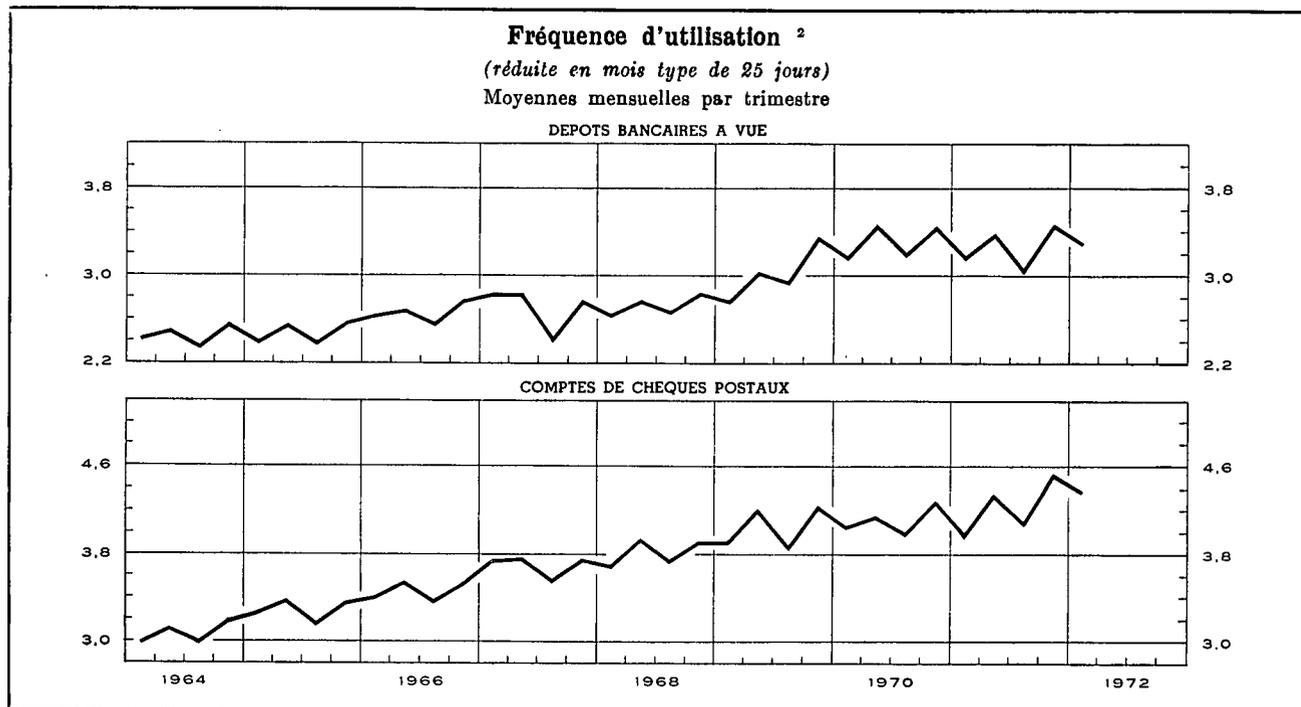
(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1968	1969	1970	1971	1971	1972	1971	1972
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	30 avril	30 avril	31 mai	31 mai
<b>Exigible :</b>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles .....	1,3	0,9	1,0	1,4	1,0	3,6	0,9	0,8
a) Créanciers garantis par des privilèges .....	0,5	0,6	0,7	0,9	0,8	0,9	0,6	0,7
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles .....	0,8	0,3	0,3	0,5	0,2	2,7	0,3	0,1
Emprunts au jour le jour .....	8,7	6,9	10,0	13,2	13,4	18,3	17,7	14,1
a) Couverts par des sûretés réelles .....	2,4	1,6	1,3	2,6	5,0	4,8	3,0	1,9
b) Non couverts par des sûretés réelles .....	6,3	5,3	8,7	10,6	8,4	13,5	14,7	12,2
Banquiers .....	120,0	164,5	243,3	286,4	258,8	302,5	265,8	306,4
Maison-mère, succursales et filiales .....	9,9	12,4	17,3	34,1	28,6	28,6	26,2	28,2
Acceptations .....	32,0	29,3	37,2	45,5	37,9	46,5	39,4	46,8
Autres valeurs à payer à court terme .....	14,0	22,5	18,0	17,0	29,4	29,1	33,4	35,7
Créditeurs pour effets à l'encaissement .....	2,0	1,9	1,8	1,7	1,7	1,5	1,5	1,7
<b>Dépôts et comptes courants .....</b>	<b>281,4</b>	<b>322,6</b>	<b>365,8</b>	<b>422,7</b>	<b>379,3</b>	<b>438,8</b>	<b>389,5</b>	<b>448,1</b>
a) A vue .....	122,4	124,0	140,6	164,0	141,9	171,7	152,3	178,7
b) A un mois au plus .....	18,5	26,3	33,0	36,8	36,6	31,0	33,2	30,3
c) A plus d'un mois .....	56,3	85,1	96,5	96,9	97,2	97,0	96,6	96,3
d) A plus d'un an .....	7,4	6,1	8,5	15,0	10,6	16,4	12,5	16,7
e) A plus de deux ans .....	5,0	7,4	10,7	11,2	11,2	11,7	11,3	11,8
f) Carnets de dépôts .....	69,8	71,9	74,6	96,6	79,9	108,7	81,7	112,1
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets .....	2,0	1,8	1,9	2,2	1,9	2,3	1,9	2,2
Obligations et bons de caisse .....	16,5	18,7	23,3	28,4	25,4	30,5	25,8	30,9
Montants à libérer sur titres et participations .....	1,2	1,2	1,2	1,5	1,4	1,4	1,4	1,4
Divers .....	13,3	17,4	19,3	23,3	19,1	24,2	18,7	20,8
<b>Total de l'exigible ...</b>	<b>500,3</b>	<b>598,3</b>	<b>738,2</b>	<b>875,2</b>	<b>796,0</b>	<b>925,0</b>	<b>820,3</b>	<b>934,9</b>
<b>Exigible spécial :</b>								
Passifs subordonnés .....	—	2,4	3,9	3,7	3,9	3,6	3,9	3,6
<b>Non exigible :</b>								
Capital .....	17,8	20,4	21,1	21,7	21,3	21,8	21,3	21,8
Fonds indisponibles par prime d'émission .....	2,9	4,3	4,3	4,1	4,3	4,2	4,3	4,2
Réserve légale (art. 13, A.R. 185) .....	0,9	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2	1,2	1,3
Réserve disponible .....	5,6	6,4	7,3	8,4	8,0	9,3	8,0	9,3
Provisions .....	0,3	0,3	0,4	0,7	0,5	0,6	0,5	0,6
<b>Total du non exigible :</b>	<b>27,5</b>	<b>32,4</b>	<b>34,2</b>	<b>36,1</b>	<b>35,3</b>	<b>37,1</b>	<b>35,3</b>	<b>37,2</b>
<b>Total du passif ...</b>	<b>527,8</b>	<b>633,1</b>	<b>776,3</b>	<b>915,0</b>	<b>835,2</b>	<b>965,7</b>	<b>859,5</b>	<b>975,7</b>

<sup>1</sup> La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS  
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES  
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX <sup>1</sup>**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation <sup>2</sup>		
	dépôts bancaires à vue <sup>3</sup>	avoirs à l'O.C.P. <sup>4</sup>	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
				dépôts bancaires à vue <sup>3</sup>	dépôts bancaires à vue <sup>3</sup>	avoirs à l'O.C.P. <sup>4</sup>
(milliards de francs)						
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1966	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47
1967	210,3	163,9	374,2	2,74	2,72	3,71
1968	236,6	174,0	410,6	2,78	2,74	3,83
1969	280,6	194,9	475,5	3,06	3,03	4,07
1970	325,7	207,3	533,0	3,36	3,33	4,13
1971	375,7	234,4	610,1	3,31	3,28	4,24
1970 1 <sup>er</sup> trimestre	291,8	197,5	489,3	3,18	3,18	4,07
2 <sup>e</sup> trimestre	341,6	211,3	552,9	3,47	3,47	4,15
3 <sup>e</sup> trimestre	319,3	199,5	518,8	3,29	3,20	4,01
4 <sup>e</sup> trimestre	349,9	221,0	570,9	3,50	3,46	4,30
1971 1 <sup>er</sup> trimestre	341,5	222,7	564,2	3,22	3,18	3,98
2 <sup>e</sup> trimestre	387,6	245,4	633,0	3,35	3,39	4,35
3 <sup>e</sup> trimestre	360,3	225,9	586,2	3,14	3,06	4,10
4 <sup>e</sup> trimestre	413,4	243,6	657,0	3,53	3,48	4,53
1972 1 <sup>er</sup> trimestre	401,4	253,5	654,9	3,37	3,29	4,38
1971 Mai	379,5	270,3	649,8	3,07	3,33	4,74
Juin	405,9	239,3	645,2	3,55	3,41	4,14
Juillet	370,0	236,0	606,0	3,25	3,13	4,06
Août	347,7	223,3	571,0	2,97	2,97	4,17
Septembre	363,3	218,3	581,6	3,21	3,08	4,07
Octobre	391,8	230,3	622,1	3,43	3,29	4,26
Novembre	395,4	242,1	637,5	3,28	3,41	4,57
Décembre	452,9	258,4	711,3	3,89	3,74	4,76
1972 Janvier	408,8	242,3	651,1	3,37	3,37	4,18
Février	394,5	273,1	667,6	3,26	3,26	4,75
Mars	400,9	245,2	646,1	3,49	3,23	4,20
Avril	422,0	241,8	663,8	3,15	3,28	4,00
Mai	464,4	309,6	774,0	3,33	3,46	5,05

<sup>1</sup> Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

<sup>2</sup> La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

<sup>3</sup> Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

<sup>4</sup> Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*. XXVe année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1950-1960*, Tome I. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLe année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLIIe année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

## XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

### 4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

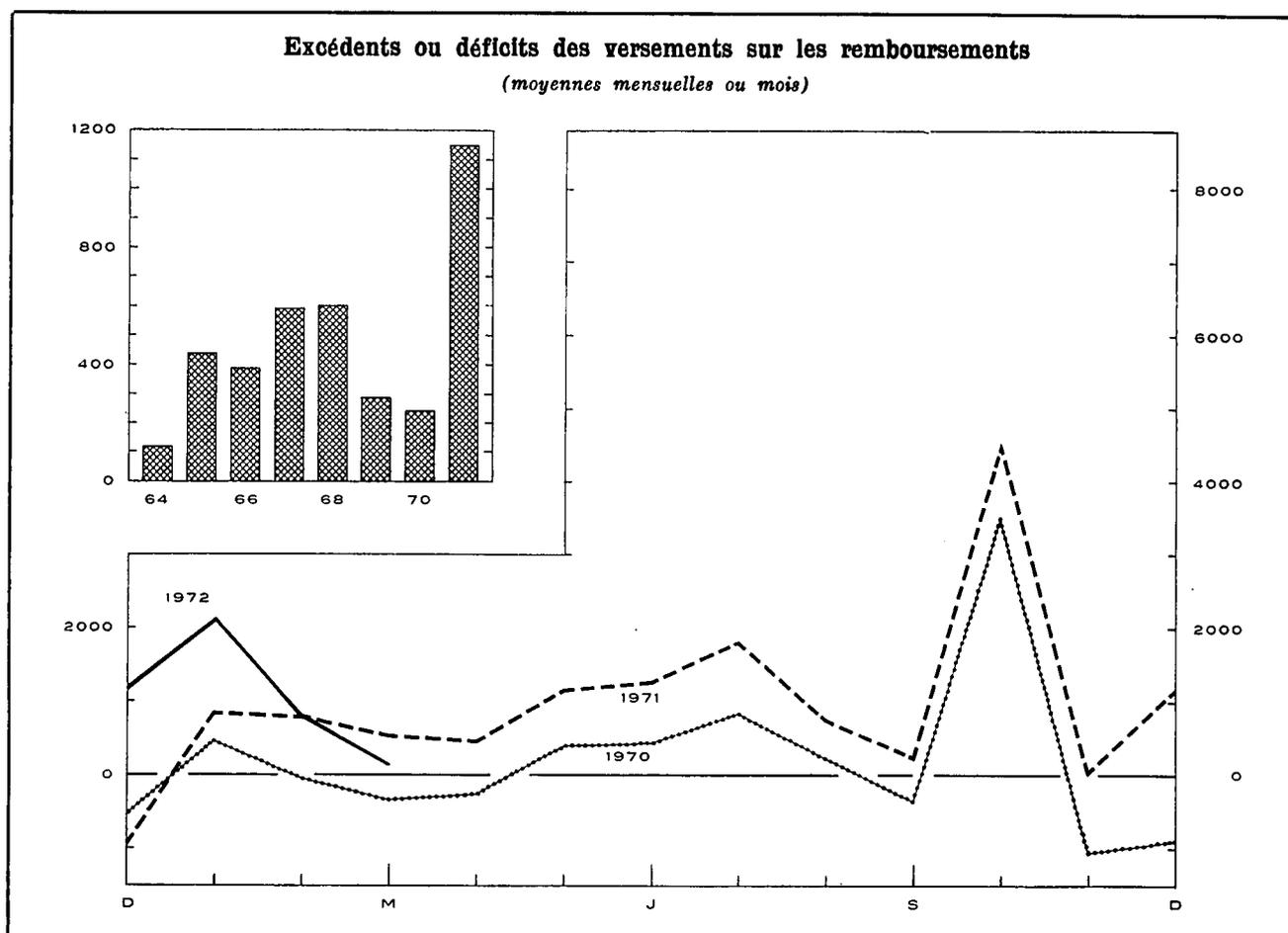
Fin de période	Actifs					Passifs		
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					
valeur nominale								
1963 .....	8,4	2,7	...	...	...	6,5	0,9	0,6
1964 .....	6,8	4,1	...	...	...	7,4	...	0,4
1965 .....	6,3	2,7	...	0,1	...	5,9	...	...
1966 .....	6,4	3,3	...	...	...	4,5	1,6	0,3
1967 .....	5,9	3,6	...	...	0,1	6,3	...	...
1968 Septembre .....	7,7	3,7	1,5	...	2,5	9,0	0,1	2,9
Décembre .....	8,0	5,1	...	...	0,4	8,9	1,3	...
1969 Mars .....	8,1	3,7	2,4	...	...	9,2	1,4	...
Juin .....	8,7	4,4	3,5	...	...	10,5	0,7	1,8
Septembre .....	9,4	5,0	2,4	...	...	6,0	5,1	2,0
Décembre .....	7,8	4,7	...	...	...	8,4	0,6	...
1970 Janvier .....	7,9	4,3	...	...	0,9	9,5	...	...
Février .....	7,0	4,3	...	...	3,5	11,1	...	...
Mars .....	7,1	4,3	...	...	...	7,7	0,2	...
Avril .....	7,5	4,6	...	...	0,3	8,8	...	...
Mai .....	7,3	4,2	...	...	2,9	10,9	...	...
Juin .....	7,2	5,1	2,8	...	...	10,1	1,5	...
Juillet .....	6,8	4,2	0,4	...	2,2	10,1	...	...
Août .....	7,2	4,2	...	...	2,7	10,4	...	...
Septembre .....	7,3	4,2	1,0	1,7	0,2	10,9	...	...
Octobre .....	7,2	4,6	...	...	3,0	11,3	...	...
Novembre .....	6,9	4,2	...	0,4	3,4	11,4	...	...
Décembre .....	6,9	4,2	...	...	1,1	8,7	...	...

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts				P.M. Bons d'épargne
	Versements 1 (1)	Remboursements (2)	Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)	Soldes des dépôts à fin de période 2 (4)	Montant en circulation à fin de période (5)
1964 .....	28,2	26,7	1,5	102,4	—
1965 .....	32,4	27,2	5,2	112,2	—
1966 .....	37,4	32,8	4,6	120,3	—
1967 .....	45,4	38,3	7,1	131,1	—
1968 .....	51,0	43,8	7,2	142,3	1,7
1969 .....	60,5	57,0	3,5	150,4	3,6
1970 .....	73,7	70,7	3,0	158,7	7,2
1971 .....	91,9	78,1	13,8	178,2	12,2
1971 1 <sup>er</sup> trimestre .....	16,9	16,8	0,1	150,5	4,6
2 <sup>e</sup> trimestre .....	17,5	16,9	0,6	151,1	5,5
3 <sup>e</sup> trimestre .....	17,5	16,8	0,7	151,8	6,3
4 <sup>e</sup> trimestre .....	21,8	20,2	1,6	158,7	7,2
1971 1 <sup>er</sup> trimestre .....	21,0	18,8	2,2	160,9	9,2
2 <sup>e</sup> trimestre .....	22,1	19,1	3,0	163,9	10,7
3 <sup>e</sup> trimestre .....	21,6	18,8	2,8	166,7	11,6
4 <sup>e</sup> trimestre .....	27,2	21,4	5,8	178,2	12,3
1972 1 <sup>er</sup> trimestre .....	26,7	23,5	3,2	181,4	12,0
1971 Avril .....	6,8	6,3	0,5	161,4	10,0
Mai .....	7,2	6,0	1,2	162,6	10,3
Juin .....	8,1	6,8	1,3	163,9	10,7
Juillet .....	8,2	6,4	1,8	165,7	11,0
Août .....	6,7	5,9	0,8	166,5	11,3
Septembre .....	6,7	6,5	0,2	166,7	11,6
Octobre .....	11,6	7,1	4,5	171,2	11,8
Novembre .....	6,9	6,8	0,1	171,3	11,9
Décembre .....	8,7	7,5	1,2	178,2	12,3
1972 Janvier .....	9,2	7,0	2,2	180,4	11,8
Février .....	8,6	7,8	0,8	181,2	12,3
Mars .....	8,9	8,7	0,2	181,4	12,0
Avril .....	8,6	7,5	1,1	182,5	12,3

1 Y compris les intérêts échus sur livrets pour dépôts à terme.

2 Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965,

la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER. Pour l'année 1971, les intérêts capitalisés s'élevèrent à 5,7 milliards de francs.

## XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

### 5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre
<b>ACTIF</b>								
Disponible <sup>1</sup> .....	0,3	1,9	0,3	1,2	0,5	2,3	0,7	0,8
Placements provisoires <sup>2</sup> :								
Effets sur la Belgique .....	18,0	20,7	24,7	26,5	29,9	33,0	37,9	39,7
Avances à l'industrie .....	9,5	11,0	12,2	16,4	17,8	18,0	16,1	15,2
Crédit agricole .....	0,1	...	...	0,1	0,2	0,5	0,4	...
Crédit d'exportation .....	0,7	0,8	1,0	1,1	1,5	1,5	1,9	2,7
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels .....	—	—	—	—	—	0,1	0,4	0,4
Acceptations bancaires .....	2,7	3,7	3,9	3,8	4,1	9,7	4,0	5,5
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes .....	5,4	4,1	4,8	4,9	11,2	10,0	10,4	15,8
Prêts au jour le jour .....	0,9	...	0,5	...	1,4	...	1,9	1,6
Total <sup>2</sup> ...	37,3	40,2	47,0	52,8	66,1	72,8	73,0	80,9
Placements définitifs <sup>2 3</sup>								
Dette directe de l'Etat .....	23,4	21,9	21,4	20,6	19,5	19,7	20,9	20,4
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat .....	17,5	18,6	20,8	21,7	22,8	24,5	27,0	27,3
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes .....	1,5	1,5	1,9	2,3	2,4	2,7	3,3	3,2
Obligations de sociétés belges et divers .	1,0	0,9	0,8	1,2	1,1	1,0	1,1	1,5
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers .....	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,2	1,2
Prêts hypothécaires .....	5,3	5,9	6,5	7,0	7,6	8,6	10,2	11,6
Crédit agricole .....	4,0	4,4	4,7	5,2	5,6	6,0	6,4	6,5
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construc- tion d'habitations sociales .....	25,0	24,6	25,8	26,7	27,5	29,0	30,6	31,7
Ouvertures de crédit (Industriel, agri- cole, professionnel et universitaire) .	—	—	—	—	—	1,5	6,6	10,9
Total <sup>2</sup> ...	78,3	78,5	82,6	85,5	87,5	94,1	107,3	114,3
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts .....	3,1	2,8	2,9	3,1	3,3	3,6	4,1	4,4
Valeurs échues du portefeuille .....	—	3,4	3,0	3,9	4,1	5,3	5,8	7,0

### PASSIF

<i>Exigible :</i>								
Dépôts sur livrets et bons d'épargne <sup>4</sup> :								
Particuliers .....	97,8	102,2	112,0	120,1	131,0	143,9	153,9	165,7
Dotations des prisonniers .....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
Etablissements publics et autres .....	5,1	5,1	5,5	5,6	6,9	8,4	9,9	11,5
Total ...	103,1	107,5	117,7	125,9	138,1	152,5	163,9	177,3
Dépôts en comptes courants <sup>4</sup> .....	4,7	6,8	5,6	6,0	7,3	8,7	9,4	11,9
<i>Non exigible <sup>3</sup> :</i>								
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions .	10,6	11,6	11,5	13,7	14,9	16,2	17,5	18,0

<sup>1</sup> Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.P.

<sup>2</sup> A partir de 1964, la CGER comptabilise ses placements provisoires et définitifs en valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

<sup>3</sup> A partir de 1966, les chiffres du portefeuille-titres ont été majorés à concurrence des amortissements passés au « Fonds de réserve pour dépréciation du portefeuille ». Ces amortissements s'élèvent à 0,9 milliard. Ils ont été ajoutés également au montant du « Non exigible ».

<sup>4</sup> Y compris les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER.

**XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

**5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite**

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre
<b>ACTIF</b>								
Placements définitifs <sup>1</sup> :								
Dette directe de l'Etat .....	7,2	7,4	7,3	7,6	7,6	7,5	8,1	7,7
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat .....	13,3	14,5	15,6	16,1	17,3	14,0	13,6	13,9
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes .....	0,9	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	0,9
Obligations de sociétés belges et divers .....	0,9	0,8	0,8	0,7	0,7	0,6	0,5	0,6
Prêts hypothécaires .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances à la Caisse publique de prêts, divers .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	...
Total ...	22,5	24,0	25,0	25,7	26,8	23,4	23,5	23,2
<b>PASSIF</b>								
Fonds des Rentes <sup>2</sup> .....	13,7	13,9	13,9	14,0	14,0	14,1	14,0	13,9
Réserves mathématiques <sup>3</sup> .....	10,8	11,8	12,8	13,8	14,4	9,8 <sup>4</sup>	9,8	10,3
Total ...	24,5	25,7	26,7	27,8	28,4	23,9	23,8	24,2

<sup>1</sup> A partir de 1964, la CGER comptabilise ses placements définitifs en valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

<sup>2</sup> Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions, mais pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865, qui figurent aux bilans de la Caisse

d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

<sup>3</sup> Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

<sup>4</sup> En 1968, les réserves de la gestion « Pension des Indépendants » (4,8 milliards de francs) ont été cédées à l'Office National d'Assurances sociales pour Travailleurs Indépendants.

**XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

**5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie**

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre
<b>ACTIF</b>								
Placements définitifs <sup>1</sup> :								
Dette directe de l'Etat .....	3,1	2,9	2,7	2,7	2,8	2,7	2,7	3,1
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat .....	3,8	4,7	5,2	5,8	6,5	7,4	8,2	8,4
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges .....	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
Prêts hypothécaires .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées à la Société Nationale du Logement .....	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5
Total ...	7,7	8,4	8,7	9,2	10,0	10,9	11,6	12,3
<b>PASSIF</b>								
Réserves mathématiques et provisions <sup>2</sup> .....	5,7	6,1	6,5	6,6	6,7	7,1	7,6	7,9
Fonds de réserve et de répartition .....	2,2	2,6	2,4	3,1	3,3	3,6	4,0	4,3
Total ...	7,9	8,7	8,9	9,7	10,0	10,7	11,6	12,2

<sup>1</sup> A partir de 1964, la CGER comptabilise ses placements définitifs en valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

<sup>2</sup> Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865.

## XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Principaux moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : O.C.P.E.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts obligations et bons de caisse	Crédits aux entreprises et particuliers				Portefeuille-titres 1							
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Dette directe et indirecte de l'Etat 2	Pouvoirs subordonnés	Organismes de la sécurité sociale	Parastatutiques de crédit	Parastatutiques d'exploitation	Sociétés privées et divers	Etranger	Total du portefeuille-titres
1963	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,7	1,0	0,1	6,2	2,1	0,4	0,1	20,6
1964 3	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,6	1,0	0,1	6,2	2,0	0,4	0,1	21,4
1965	40,7	13,8	11,1	65,6	5,4	40,8	0,6	46,8	12,8	1,1	0,1	6,6	2,5	0,7	0,1	23,9
1966	46,3	16,7	12,5	75,5	6,5	47,3	0,8	54,6	13,8	1,4	0,1	7,2	3,0	0,8	0,1	26,4
1967 4	51,8	17,3	20,1	89,2	8,0	54,5	0,7	63,2	14,9	2,0	...	9,4	3,3	0,8	0,1	30,5
1968	59,1	19,0	24,3	102,4	8,7	59,2	0,5	68,4	18,0	3,1	0,1	12,5	3,4	1,0	0,1	38,2
1969 Décembre	65,6	20,7	29,4	115,7	8,3	69,1	0,4	77,8	18,2	3,7	0,1	12,9	3,5	1,9	0,2	40,5
1970 Mars	66,5	21,3	31,6	119,4	8,9	70,7	0,5	80,1	18,6	4,2	0,1	13,9	3,5	2,2	0,2	42,7
Juin	68,1	21,7	33,1	122,9	9,5	72,5	0,5	82,5	19,9	4,1	0,1	14,2	3,9	2,3	0,2	44,7
Septembre	69,9	22,1	34,4	126,4	10,4	74,1	0,7	85,2	20,7	4,0	0,1	14,7	4,0	2,6	0,3	46,4
Décembre	72,8	22,7	35,7	131,2	9,1	76,6	0,6	86,3	20,9	4,3	0,1	15,3	4,3	2,9	0,3	48,1
1971 Mars	74,6	23,6	38,2	136,4	9,6	77,8	0,5	87,9	21,6	5,1	0,1	17,4	4,0	3,3	0,3	51,8
Avril	75,2	23,7	38,6	137,5												
Mai	77,2	23,8	38,9	139,9												
Juin	79,1	23,9	39,3	142,3	9,8	79,7	0,6	90,1	23,2	5,8	0,1	17,8	4,3	3,5	0,4	55,1
Juillet	80,2	24,1	39,8	144,1												
Août	82,1	24,3	40,1	146,5												
Septembre	82,0	24,6	40,7	147,3	10,0	81,4	0,6	92,0	23,3	7,0	0,1	19,5	4,3	4,0	0,6	58,8
Octobre	84,1	24,7	41,1	149,9												
Novembre	84,9	24,9	41,4	151,2												
Décembre	89,1	25,2	41,8	156,1	10,1	83,3	0,6	94,0	24,8	6,9	0,1	20,3	5,0	4,3	0,9	62,3
1972 Janvier	91,0	25,6	42,5	159,1												
Février	92,2	25,9	42,8	160,9												
Mars	92,1	26,1	43,5	161,7	9,5	85,1	0,6	95,2	26,0	8,3	0,1	21,0	4,8	4,7	1,2	66,1
Avril	94,0	26,2	43,8	164,0												

1 Non compris les actions et les participations

2 Y compris des certificats émis par l'Etat et le Fonds des Rentes.

3 De 1963 à 1964, les postes « Obligations et bons de caisse » et « Débiteurs hypothécaires » sont gonflés respectivement de 8,7 milliards et de 4 milliards, du fait de la prise en considération dans la statistique de sociétés nouvellement agréées entre ces dates.

4 A partir de juin 1967, nouvelle série comprenant des dépôts visés par les nouvelles dispositions légales régissant les caisses d'épargne privées. A partir de cette même date les « Bons et certificats d'épargne » figurent dans la colonne « Obligations et bons de caisse » et non plus dans les colonnes des « Dépôts ».

## XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
<b>ACTIF</b>									
En-cours des crédits :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1° garantis par l'Etat	11,7	12,0	12,6	16,5	22,2	24,2	26,7	28,4	30,3
2° garantis par banques et organismes financiers	8,0	9,9	11,1	13,6	14,6	18,0	23,4	29,2	33,4
3° dont le risque est à charge de l'Institution	19,6	24,1	25,5	31,4	34,9	41,5	44,8	49,1	53,3
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,5	1,3	1,2	1,2	1,1	1,0	0,9	1,0	0,9
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	0,3	0,5	0,3	0,1	...	—	—
Crédits commerciaux	1,5	1,4	1,0	0,9	0,9	1,3	1,8	1,5	1,3
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,3	1,5	1,5	1,5	2,1	2,1	2,7	3,8	3,1
Crédits gérés pour compte de l'Etat 1	2,7	2,9	3,1	3,3	4,0	5,0	5,7	5,9	6,2
Placements divers à court terme	7,5	5,6	11,3	6,4	8,0	9,2	13,9	18,7	19,6
<b>PASSIF</b>									
Obligations	39,4	40,9	45,6	49,7	57,4	65,6	75,6	87,1	98,5
Bons de caisse	8,4	8,8	9,3	9,0	9,1	12,1	15,3	19,2	18,7
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	1,0	3,4	5,9	8,0	8,8	9,3	11,7	13,0	12,9
Etat belge :									
Fonds d'Aide Marshall	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2	1,2
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,3	1,6	1,7	2,0	2,5	3,3	3,6	4,0	4,4

1 Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficultés, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'In-

dustrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

## XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : *Credit Communal de Belgique.*

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs	débiteurs					
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs		Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces et autres recettes	Total	Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extraordinaires						Total		
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1964	4,4	8,8	2,1	1,4	12,3	0,3	12,1	12,4	4,3	66,7	5,0	1,8	2,7	31,8	
1965	4,3	6,9	1,9	1,6	10,4	0,3	10,5	10,8	3,9	72,6	4,4	1,6	4,3	35,5	
1966	3,9	8,0	1,9	1,7	11,6	0,3	10,8	11,1	4,4	78,8	5,4	1,8	4,9	42,6	
1967	4,4	10,1	2,4	2,0	14,5	0,3	12,8	13,1	5,8	87,1	8,9	2,4	4,5	54,0	
1968	5,8	13,1	2,7	3,0	18,8	0,4	16,6	17,0	7,6	98,4	10,2	3,5	4,0	63,5	
1969	7,6	15,9	3,0	5,0	23,9	0,8	21,9	22,7	8,8	111,7	10,0	4,0	5,5	80,8	
1970	8,7	19,8	3,0	4,0	26,8	0,5	25,1	25,6	9,9	127,2	10,3	4,7	6,5	99,7	
1971	10,0	18,9	3,3	5,7	27,9	0,8	26,8	27,6	10,3	140,2	15,3	5,1	7,3	108,5	
1970 2 <sup>e</sup> trimestre	9,1	4,7	0,5	0,9	6,1	0,1	5,0	5,1	10,1	119,3	12,6	4,7	6,4	17,3	
1970 3 <sup>e</sup> trimestre	10,1	5,5	0,9	1,0	7,4	0,1	6,5	6,6	10,9	123,2	11,5	4,3	7,3	20,7	
1970 4 <sup>e</sup> trimestre	10,9	5,2	0,7	1,1	7,0	0,1	7,9	8,0	9,9	127,2	10,3	4,5	7,2	32,6	
1971 1 <sup>er</sup> trimestre	10,0	4,3	0,9	1,2	6,4	0,1	6,9	7,0	9,4	128,7	10,9	5,8	6,2	35,0	
1971 2 <sup>e</sup> trimestre	9,4	4,4	0,5	1,2	6,1	0,1	5,4	5,5	10,0	133,4	14,0	5,2	7,2	21,7	
1971 3 <sup>e</sup> trimestre	10,0	4,9	0,9	1,4	7,2	0,2	6,4	6,6	10,6	137,3	13,9	4,2	8,3	27,7	
1971 4 <sup>e</sup> trimestre	10,6	5,3	1,0	1,0	8,2	0,4	8,1	8,5	10,3	140,2	15,3	5,1	7,6	24,1	
1972 1 <sup>er</sup> trimestre	10,3	6,0	0,9	1,5	8,4	0,1	8,0	8,1	10,6	144,6	13,2	5,1	8,1	32,8	
1972 2 <sup>e</sup> trimestre	10,6	4,8	0,6	1,6	7,0	0,2	6,7	6,9	10,7	148,5	15,0	5,7	8,1	23,3	
1971 Juin	9,9	1,7	0,2	0,4	2,3	0,1	2,1	2,2	10,0	133,4	14,0	6,1	6,8	6,8	
1971 Juillet	10,0	1,6	0,3	0,3	2,2	...	2,2	2,2	10,0	133,9	14,5	4,0	9,1	12,1	
1971 Août	10,0	1,5	0,3	0,5	2,3	0,1	2,0	2,1	10,2	135,2	14,4	4,5	7,9	8,0	
1971 Septembre	10,2	1,8	0,3	0,6	2,7	0,1	2,2	2,3	10,6	137,3	13,9	4,0	7,8	7,6	
1971 Octobre	10,6	1,7	0,4	0,9	3,0	0,3	2,3	2,6	11,0	136,1	14,6	3,5	8,6	8,1	
1971 Novembre	11,0	1,7	0,4	0,4	2,5	...	2,8	2,8	10,7	138,2	14,2	6,1	7,1	8,1	
1971 Décembre	10,7	1,9	0,2	0,6	2,7	0,1	3,0	3,1	10,3	140,2	15,3	5,6	7,1	7,9	
1972 Janvier	10,3	2,3	0,3	0,5	3,1	...	2,6	2,6	10,8	140,5	13,2	4,6	8,7	13,5	
1972 Février	10,8	1,6	0,3	0,4	2,3	...	2,4	2,4	10,7	142,4	13,5	4,8	8,4	7,8	
1972 Mars	10,7	2,1	0,3	0,6	3,0	0,1	3,0	3,1	10,6	144,6	13,2	5,8	7,2	11,5	
1972 Avril	10,6	1,1	0,2	0,5	1,8	...	1,7	1,7	10,7	144,5	14,8	5,1	7,8	9,0	
1972 Mai	10,7	1,9	0,2	0,4	2,5	0,1	2,3	2,4	10,8	146,6	15,2	4,7	8,6	6,6	
1972 Juin	10,8	1,8	0,2	0,7	2,7	0,1	2,7	2,8	10,7	148,5	15,0	7,2	7,9	7,7	

## XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

### Sociétés belges

Source : M.A.E., Service des Assurances.

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
<b>ACTIF</b>								
Immeubles .....	3,5	3,7	4,2	5,1	6,2	7,2	8,3	9,3
Prêts hypothécaires .....	12,1	14,2	15,4	16,7	18,2	19,2	21,1	22,6
Prêts sur police .....	1,4	1,5	1,6	1,9	2,1	2,2	2,5	2,7
Valeurs mobilières :								
Fonds publics belges .....	5,9	6,2	6,6	7,4	7,7	8,4	8,2	} 21,6
Titres des organismes parastataux de crédit .....	5,0	5,1	6,0	6,3	6,9	8,1	8,2	
Titres des autres organismes parastataux .....	1,6	1,9	1,9	2,2	2,6	2,5	2,5	
Titres des provinces et communes .....	1,9	1,8	1,5	1,6	1,9	2,3	1,9	
Valeurs étrangères .....	2,0	2,0	2,1	2,3	2,2	3,0	3,3	3,5
Obligations de sociétés belges .....	9,0	9,2	10,8	11,4	11,9	12,0	13,1	14,0
Actions de sociétés belges .....	2,9	3,0	3,2	3,3	3,5	4,0	4,2	5,0
Total des valeurs mobilières ...	28,3	29,2	32,1	34,5	36,7	40,3	41,4	44,1
<b>PASSIF</b>								
Cautionnements déposés .....	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6
Réserves mathématiques <sup>1</sup> .....	45,3	49,1	54,1	59,2	64,1	69,2	74,2	80,1

### Sociétés étrangères

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
<b>ACTIF</b>								
Immeubles .....	1,7	2,0	2,4	2,5	2,6	2,7	2,9	3,1
Prêts hypothécaires .....	3,6	4,2	4,4	4,8	5,2	5,6	6,2	6,6
Prêts sur police .....	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7
Valeurs mobilières :								
Fonds publics belges .....	3,7	3,8	3,9	4,3	4,7	5,0	5,0	} 8,4
Titres des organismes parastataux de crédit .....	0,8	0,9	1,1	1,1	1,4	1,5	1,5	
Titres des autres organismes parastataux .....	1,1	1,0	0,9	1,0	1,0	1,0	1,1	
Titres des provinces et communes .....	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	
Valeurs étrangères .....	0,5	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8
Obligations de sociétés belges .....	0,6	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1,2	1,6
Actions de sociétés belges .....	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0
Total des valeurs mobilières ...	7,9	8,0	8,2	8,7	9,7	10,4	10,9	11,8
<b>PASSIF</b>								
Cautionnements déposés .....	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Réserves mathématiques <sup>1</sup> .....	13,6	14,7	15,4	16,5	17,7	19,1	20,4	21,7

<sup>1</sup> Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

## XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1964	1965	1966	1967
<b>I. Particuliers :</b>				
A. <i>Thésaurisation</i> <sup>1</sup> :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôts</i> <sup>2</sup> :				
Caisses d'épargne .....	9,6	17,3	16,1	21,4
Banques .....	6,7	15,1	13,1	19,7
Institutions paraétatiques de crédit .....	2,7	3,7	2,6	1,0
Mutualités .....	0,3	0,3	0,2	0,2
Total ...	19,3	36,4	32,0	42,3
Doubles emplois <sup>3</sup> ...	— 1,6	— 10,2	— 7,4	— 8,0
Total net ...	17,7	26,2	24,6	34,3
C. <i>Epargne-réserves</i> <sup>2 4</sup> :				
Organismes de pensions .....	1,3	1,3	1,7	1,4
Organismes d'assurance-accidents du travail .....	1,4	1,4	1,4	1,5
Caisses de vacances annuelles .....	1,0	0,6	0,7	0,3
Organismes d'assurance-vie .....	6,3	5,4	6,9	6,4
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	0,8	2,0	1,7	1,9
Total ...	10,8	10,7	12,4	11,5
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :				
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires .....	12,8	14,4	14,7	16,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers) .....	11,2	18,4	7,6	11,8
Total ...	24,0	32,8	22,3	27,9
E. <i>Emissions de capitaux</i> :				
Nouveaux placements du public .....	21,8	19,6	26,6	35,8
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i> .....	— 1,8	— 1,9	— 1,4	— 2,0
Epargne nette totale ...	72,5	87,4	84,5	107,5
Amortissements sur habitations ...	10,6	11,8	12,6	13,8
Epargne brute totale ...	83,1	99,2	97,1	121,3
<b>II. Entreprises :</b>				
A. <i>Entreprises privées</i> :				
Epargne nette .....	16,1	15,3	11,6	13,0
Amortissements .....	47,1	47,7	52,4	60,6
Epargne brute ...	63,2	63,0	64,0	73,6
B. <i>Entreprises publiques autonomes</i> :				
Epargne nette .....	1,7	0,5	1,8	1,8
Amortissements .....	3,3	3,8	4,7	4,5
Epargne brute ...	5,0	4,3	6,5	6,3
Total général particuliers et entreprises ...				
Epargne nette ...	90,3	103,2	97,9	122,3
Epargne brute ...	151,3	166,5	167,6	201,2

<sup>1</sup> Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

<sup>2</sup> Accroissement de l'année.

<sup>3</sup> Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

<sup>4</sup> A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

## XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

### 1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur <sup>2</sup>					Titres non accessibles à tout placeur <sup>4</sup>			Total émissions nettes à plus d'un an <sup>1</sup>
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet	Emissions nettes totales	Emissions brutes	Amortissements	Emissions nettes	
		Emissions brutes	Amortissements <sup>3</sup>	Emissions nettes						
					(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2
	1966	31,3	19,4	11,9	—	11,9	1,3	0,2	1,1	13,0
	1967	37,8	26,3	11,5	—	11,5	3,0	2,3	0,7	12,2
	1968	40,9	22,9	18,0	—	18,0	1,6	1,0	0,6	18,6
	1969	56,6	43,6	13,0	—	13,0	8,3	3,8	4,5	17,5
	1970	56,0	43,8	12,2	—	12,2	3,8	5,5	- 1,7	10,5
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale .....	1964	5,4	1,1	4,3	—	4,3	7,0 <sup>5</sup>	3,5 <sup>5</sup>	3,5	7,8
	1965	5,5	4,8	0,7	—	0,7	3,8	1,7	2,1	2,8
	1966	0,4	2,1	- 1,7	—	- 1,7	4,0	1,9	2,1	0,4
	1967	12,3	2,6	9,7	—	9,7	4,7	2,2	2,5	12,2
	1968	8,3	1,3	7,0	—	7,0	5,5	3,3 <sup>6</sup>	2,2	9,2
	1969	9,5	4,3	5,2	—	5,2	8,7	3,3	5,4	10,6
	1970	10,3	2,3	8,0	—	8,0	7,9	3,7	4,2	12,2
3. Intermédiaires financiers publics (y compris CGER) .....	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3
	1966	1,1	0,4	0,7	4,0	4,7	4,9	2,0	2,9	7,6
	1967	2,9	0,2	2,7	6,8	9,5	5,5	2,5	3,0	12,5
	1968	0,5	0,4	0,1	12,7	12,8	6,3	2,4	3,9	16,7
	1969	2,0	1,3	0,7	8,1	8,8	3,8	1,7	2,1	10,9
	1970	5,5	2,6	2,9	15,2	18,1	6,5	3,0	3,5	21,6
4. Pouvoirs subordonnés, Intercom. E3 et E5 et Crédit Communal .....	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0
	1966	9,1	3,2	5,9	5,8	11,7	0,4	0,2	0,2	11,9
	1967	5,3	2,2	3,1	9,0	12,1	0,8	0,1	0,7	12,8
	1968	9,0	2,3	6,7	9,2	15,9	0,3	0,7	- 0,4	15,5
	1969	9,2	2,7	6,5	9,8	16,3	...	...	...	16,3
	1970	11,0	2,4	8,6	11,0	19,6	...	0,1	- 0,1	19,5
5. Organismes paraétatiques d'exploitation .....	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1
	1965	2,0	2,7	- 0,7	—	- 0,7	2,2	0,8	1,4	0,7
	1966	4,5	3,3	1,2	—	1,2	2,8	0,8	2,0	3,2
	1967	6,8	4,2	2,6	—	2,6	1,8	1,4	0,4	3,0
	1968	7,3	2,6	4,7	—	4,7	1,9	1,6	0,3	5,0
	1969	6,0	4,6	1,4	—	1,4	2,4	1,0	1,4	2,8
	1970	8,5	5,0	3,5	—	3,5	4,2	0,9	3,3	6,8
<b>Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge</b> .....	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,5	23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	12,8	6,3	6,5	39,0
	1966	46,4	28,4	18,0	9,8	27,8	13,4	5,1	8,3	36,1
	1967	65,1	35,5	29,6	15,8	45,4	15,8	8,5	7,3	52,7
	1968	66,0	29,5	36,5	21,9	58,4	15,6	9,0	6,6	65,0
	1969	83,3	56,5	26,8	17,9	44,7	23,2	9,8	13,4	58,1
	1970	91,3	56,1	35,2	26,2	61,4	22,4	13,2	9,2	70,6

<sup>1</sup> Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

Jusqu'en 1965, les émissions au robinet de bons de caisse à un an au plus des intermédiaires financiers publics et du Crédit Communal de Belgique sont comprises dans les montants des émissions nettes au robinet, faute d'avoir pu être isolées. A partir de 1966, les chiffres de la colonne (4) ne comprennent plus que les émissions nettes à plus d'un an; le montant des émissions nettes à un an au plus des années 1966, 1967, 1968, 1969 et 1970 qui s'élevaient respectivement à « Intermédiaires financiers publics » : néant, - 0,3 milliard, 2,2 milliards, - 2,3 milliards et 8,9 milliards; « Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal » 0,6 milliard, 1,6 milliard, 1,2 milliard, 2,4 milliards et 5,9 milliards ne figure donc plus dans le présent tableau.

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à un an au plus en FB de l'Etat en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4; en 1966 : 4,5; en 1967 : - 5,6; en 1968 : 16,9; en 1969 : - 0,4; en 1970 : 15,2 milliards.

<sup>2</sup> Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue; ceux faisant habituellement

l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

<sup>3</sup> Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

<sup>4</sup> Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

<sup>5</sup> Le chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de la Guerre comprennent en émissions brutes 2,8 milliards de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance) et 1,6 milliard en remboursements ayant trait aux années 1961 à 1963.

<sup>6</sup> Non compris 3,8 milliards de titres de l'Office National des Pensions pour travailleurs indépendants annulés à la suite de la cession par la CGER de la gestion « Pension des Indépendants » à l'Office National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC <sup>1</sup>

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis <sup>2</sup> (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission <sup>3</sup>	Rendement pour le porteur <sup>4</sup>		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1969	Janvier	9	Intercom. Autor. E3 1969-81	6,75	98,50	12 ans	5.000	7,00	—	6,99
	Février	17	Etat belge 1969-75-82	6,50 — 6,75 <sup>5</sup>	99,00	6 ou 13 ans	5.650	6,78	6,71	6,88
	Février	17	Etat belge 1969-80	6,75	98,50	11 ans 6 m. 22 jours	11.600	6,97	—	6,93
	Mars	20	S.N.C.B. 1969-77-84	6,75	99,25	8 ou 15 ans	3.500	6,99	6,88	7,07
	Avril	28	Fonds des Routes 1969-81	7,00	98,50	12 ans	9.200	7,25	—	7,19
	Juin	16	Etat belge 1969-75-81	7,00 — 7,25 <sup>5</sup>	99,00	6 ou 12 ans	9.450	7,28	7,21	7,34
	Juin	16	Etat belge 1969-87	7,50	99,50	18 ans	5.550	7,57	—	7,55
	Septembre	1	Intercom. Autor. E5 1969-84 <sup>6</sup>	5,00	100,00	15 ans	2.000	7,61	—	—
	Septembre	9	C.N.C.P. 1969-75	7,10	99,00	6 ans	500	—	—	7,45
	Octobre	13	Etat belge 1969-75-81 <sup>7</sup>	8,00 — 8,25 <sup>5</sup>	99,50	5 a. 6 m. ou 11 a. 6 m.	24.345	8,39	8,13	8,51
	Novembre	24	R.T.T. 1969-81	8,25	99,00	12 ans	3.500	8,44	—	8,44
	Décembre	10	Ville de Liège 1969-83	8,25	98,50	14 ans	1.000	8,64	—	8,64
	Décembre	10	Ville d'Anvers 1969-83	8,25	98,50	14 ans	2.000	8,64	—	8,64
	Décembre	15	S.N.C.I. 1969-80	8,25	99,00	11 ans	1.500	8,45	—	8,45
							84.795			
1970	Janvier	7	C.N.C.P. 1970-78	8,25	99,00	8 ans	500	—	—	8,43
	Janvier	14	Etat belge 1970-80	8,25	99,50	10 ans	5.250	8,42	—	8,46
	Janvier	14	Etat belge 1970-75-81	8,00 — 8,25 <sup>5</sup>	99,50	5 a. 3 m. ou 11 a. 3 m.	9.800	8,37	8,10	8,50
	Mars	2	Intercom. Autor. E3 1970-78	8,25	99,50	8 ans	5.000	8,50	—	8,52
	Mars	2	Intercom. Autor. E5 1970-78	8,25	99,50	8 ans	3.000	8,50	—	8,52
	Avril	13	Etat belge 1970-76	8,00	99,25	6 ans	6.950	8,18	—	8,16
	Avril	13	Etat belge 1970-80, 2 <sup>e</sup> s.	8,25	99,50	9 ans 9 mois	8.250	8,44	—	8,48
	Mai	19	S.N.C.B. 1970-76-82	8,00 — 8,25 <sup>5</sup>	99,00	6 ou 12 ans	3.500	8,46	8,29	8,54
	Juin	18	Fonds des Routes 1970-76-83	8,00 — 8,25 <sup>5</sup>	99,00	6 ou 13 ans	10.250	8,37	8,22	8,50
	Septembre	14	Etat belge 1970-83	8,50	99,00	13 ans	10.160	8,69	—	8,72
	Septembre	14	Etat belge 1970-76-82	8,25 — 8,50 <sup>5</sup>	99,00	6 ou 12 ans	15.540	8,55	8,47	8,63
	Octobre	5	C.N.C.P. 1970-76	8,25	99,00	6 ans	500	—	—	8,47
	Octobre	12	S.N.C.I. 1970-77-83	8,25 — 8,50 <sup>5</sup>	99,00	7 ou 13 ans	2.000	8,57	8,45	8,60
	Octobre	26	S.N.L. 1970-80	8,50	99,00	10 ans	2.500	8,68	—	8,65
	Novembre	16	R.T.T. 1970-84	8,50	99,00	14 ans	5.000	8,68	—	8,70
	Décembre	7	Ville de Liège 1970-78-84	8,25 — 8,50 <sup>5</sup>	98,60	8 ou 14 ans	1.000	8,54	8,50	8,62
	Décembre	7	Ville d'Anvers 1970-78-84	8,25 — 8,50 <sup>5</sup>	98,60	8 ou 14 ans	2.000	8,54	8,50	8,62
							91.200			
1971	Janvier	14	Etat belge 1971-84	8,50	100,00	13 ans	13.500	8,50	—	8,50
	Janvier	14	Etat belge 1971-77-83	8,25 — 8,50 <sup>5</sup>	100,00	6 ou 12 ans	19.500	8,31	8,25	8,34
	Février	17	S.N.C.I. 1971-79	8,00	100,00	8 ans	5.000	8,00	—	8,00
	Février	22	Ville de Gand 1971-81	8,00	99,50	10 ans	1.000	8,09	—	8,07
	Mars	8	Intercom. Autor. E3 1971-83	7,75	99,50	12 ans	6.000	7,82	—	7,82
	Mars	29	S.N.C.B. 1971-85	7,75	99,50	14 ans	3.500	7,83	—	7,81
	Mai	10	Etat belge 1971-78-86	7,50 — 7,75 <sup>5</sup>	99,50	7 ou 15 ans	21.500	7,64	7,59	7,66
	Mai	10	Etat belge 1971-86	7,75	99,75	15 ans	13.000	7,79	—	7,78
	Juin	21	Intercom. Autor. E5 1971-83	7,75	99,50	12 ans	6.000	7,82	—	7,82
	Juillet	26	Ville d'Anvers 1971-82	7,75	99,50	11 ans	2.500	7,83	—	7,82
	Septembre	6	Ville de Liège 1971-82	7,75	99,50	11 ans	1.500	7,83	—	7,82
	Octobre	4	Etat belge 1971-87	7,50	100,00	15 ans 6 mois	21.300	7,51	—	7,51
	Octobre	4	Etat belge 1971-80-87	7,25 — 7,50 <sup>5</sup>	100,00	8 a. 6 m. ou 15 a. 6 m.	25.700	7,30	7,26	7,34
	Décembre	6	R.T.T. 1971-83	7,25	100,00	12 ans	7.000	7,25	—	7,25
							147.000			
1972	Janvier	10	Intercom. Autor. E3 1972-84	7,25	100,00	12 ans	7.000	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-87	7,25	100,00	15 ans	15.800	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-79-87	7,00 — 7,25 <sup>5</sup>	99,50	7 ou 15 ans	25.200	7,14	7,09	7,16
	Mars	6	Ville de Liège 1972-82	7,00	99,00	10 ans	1.503	7,17	—	7,14
	Mars	6	Ville d'Anvers 1972-82	7,00	99,00	10 ans	3.000	7,17	—	7,14
	Avril	10	Ville de Bruxelles 1972-84	6,75	99,00	12 ans	1.000	6,90	—	6,88
	Avril	10	S.N.C.B. 1972-84	6,75	99,00	12 ans	3.500	6,90	—	6,88
	Mai	2	Etat belge 1972-87	6,75	99,75	15 ans	7.040	6,79	—	6,78
	Mai	2	Etat belge 1972-79-87	6,50 — 6,75	99,75	7 ou 15 ans	12.000	6,60	6,55	6,63
	Juin	21	Intercom. Autor. E5 1972-82	6,75	99,00	10 ans	5.000	6,90	—	6,89

<sup>1</sup> Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

<sup>2</sup> Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

<sup>3</sup> Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et

primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission.

<sup>4</sup> Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

<sup>5</sup> Intérêts : le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire, le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

<sup>6</sup> Emprunt à lots.

<sup>7</sup> Y compris 1.595 millions de souscriptions reçues du 1<sup>er</sup> au 10 décembre en échange de titres de l'emprunt de l'Etat 1964-69-75.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a. — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) <sup>2</sup>	Dettes reprises de la République du Zaïre <sup>3</sup>	Dettes totales (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) <sup>2</sup>
	en francs belges					en monnaies étrangères							
	consolidée <sup>1</sup>	à moyen terme	à court terme	Avoirs libes des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée <sup>2</sup>	à moyen et court terme	totale <sup>2</sup>	Total de la dette directe <sup>2</sup>				
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968	335,0	9,1	66,2	54,5	464,8	11,5	43,4	54,9	519,7	47,6	567,3	3,0	570,3
1969	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1969 Décembre	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970 Mars	349,5	13,8	79,8	49,0	492,1	10,9	47,7	58,6	550,7	52,5	603,2	2,5	605,7
Juin	354,4	12,2	77,7	49,9	494,2	10,4	46,5	56,9	551,1	56,1	607,2	2,4	609,6
Septembre	353,1	11,1	72,2	46,6	483,0	10,1	46,4	56,5	539,5	62,1	601,6	2,3	603,9
Décembre	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1971 Mars	377,0	14,0	86,8	50,3	528,1	9,7	31,3	41,0	569,1	59,7	628,8	2,1	630,9
Mai	397,2	14,9	84,7	52,3	549,1	9,5	25,5	35,0	584,1	58,2	642,3	2,0	644,3
Juin	394,3	13,7	92,0	53,0	553,0	9,3	21,6	30,9	583,9	58,3	642,2	2,0	644,2
Juillet	393,2	12,9	81,5	53,8	541,4	9,1	20,8	29,9	571,3	58,1	629,4	2,0	631,4
Août	392,5	13,2	83,8	50,0	560,5	9,0	17,7	26,7	587,2	58,0	624,1	2,0	626,1
Septembre	391,6	13,9	96,3	49,5	551,3	8,9	17,1	26,0	577,3	57,7	635,0	1,9	636,9
Octobre	429,2	13,7	70,7	52,0	565,6	8,8	15,8	24,6	590,2	57,5	647,7	1,9	649,6
Novembre	427,4	13,3	64,6	51,2	556,5	8,8	14,1	22,9	579,4	57,4	636,8	1,9	638,7
Décembre	426,7	13,3	66,8	57,2	564,0	8,2	14,0	22,2	586,2	56,7	642,9	1,8	644,7
1972 Janvier	424,7	14,0	73,1	57,9	569,7	8,2	13,8	22,0	591,7	56,4	648,1	1,8	649,9
Février	457,7	14,3	69,1	54,1	595,2	8,2	11,8	20,0	615,2	56,3	671,5	1,7	673,2
Mars	457,2	14,1	79,7	55,4	606,4	7,5	6,9	14,4	620,8	56,2	677,0	1,6	678,6
Avril	454,2	15,1	83,7	62,7	615,7	7,3	6,6	13,9	629,6	56,5	686,1	1,6	687,7
Mai	472,5	15,1	84,5	57,7	629,8	7,2	5,7	12,9	642,7	55,4	698,1	1,6	699,7

<sup>1</sup> Y compris l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

<sup>2</sup> Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

<sup>3</sup> Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) <sup>1</sup>	Dettes reprises de la République du Zaïre <sup>2</sup>	Dettes totales <sup>3</sup>	Variations comptables à éliminer				Doubles emplois à éliminer	Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds <sup>7</sup>	Pour mémoire : Variations de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes des Routes <sup>7</sup>	
				Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. <sup>4</sup>	Certificats de trésorerie souscrits par la B.N.B. pour le financement des prêts au F.M.I. <sup>5</sup>	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte du Ministère de l'Education Nationale <sup>6</sup>	Divers				Certificats de trésorerie souscrits avec le produit d'emprunts indirects
1964	+ 16,1	- 1,2	+ 14,9	- 1,7	+ 1,5	+ 0,1	...	...	+ 15,0	...	
1965	+ 22,5	- 2,1	+ 20,4	- 3,5	+ 1,9	- 0,1	...	...	+ 22,1	...	
1966	+ 18,9	- 0,5	+ 18,4	+ 1,3	...	...	...	...	+ 17,1	...	
1967	+ 21,9	- 0,4	+ 21,5	+ 0,5	- 1,5	+ 0,3	...	...	+ 22,2	+ 0,8	
1968	+ 41,9	- 0,5	+ 41,4	+ 4,4	+ 3,1	+ 0,8	...	...	+ 33,1	+ 1,0	
1969	+ 28,5	- 0,4	+ 28,1	+ 2,3	- 5,0	+ 0,2	+ 0,7 <sup>8</sup>	...	+ 29,9	- 1,8	
1970	+ 23,7	- 0,4	+ 23,3	- 9,0	...	...	...	...	+ 32,3	...	
1971	+ 23,4	- 0,4	+ 23,0	- 10,4	...	- 0,3	- 0,1 <sup>9</sup>	...	+ 33,8	...	
1971 5 prem. mois	+ 22,8	- 0,2	+ 22,6	- 0,3	...	- 1,0	+ 0,8 <sup>10</sup>	...	+ 23,1	...	
1972 5 prem. mois	+ 55,2	- 0,2	+ 55,0	+ 4,1	...	- 1,4	- 0,5 <sup>11</sup>	...	+ 52,8	...	

<sup>1</sup> Variations de la colonne (1) du tableau XVI - 3a.

<sup>2</sup> Variations de la colonne (2) du tableau XVI - 3a. La dette reprise de la République du Zaïre ne figure toutefois à ce tableau que depuis la ratification de la convention du 6 février 1965.

<sup>3</sup> Variations de la colonne (3) du tableau XVI - 3a, depuis 1966.

<sup>4</sup> Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le Fonds.

<sup>5</sup> La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la B.N.B. finance les prêts consentis au F.M.I. dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.

<sup>6</sup> Les variations de l'avoir de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte du Ministère de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'Education Nationale auprès des mouvements de la B.N.B.

<sup>7</sup> Le total des colonnes (9) et (10) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) « Besoins nets de financement de l'Etat » du tableau XI-B.

<sup>8</sup> Réévaluation du Deutsche Mark.

<sup>9</sup> B.I.R.D. : + 0,5; réévaluation du franc suisse : + 0,3; Conclusions de la Conférence du Groupe des Dix à Washington des 17 et 18-12-1971 : - 0,8 (dollars U.S.) et - 0,1 (francs suisses).

<sup>10</sup> B.I.R.D. : + 0,5; réévaluation du franc suisse : + 0,8.

<sup>11</sup> B.I.R.D. : - 0,5.

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN  
DU SECTEUR PUBLIC**

**a) Ventilation par débiteurs**

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers 3	Total	Pour mémoire : Titres zairois et titres du Fonds du Belgo- Congolais d'Amortisse- ment et de Gestion 4
	Etat 2	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs			

**Titres accessibles à tout placeur 1**

1963 .....	238,8	28,4	—	27,2	113,2	407,6	10,1
1964 .....	250,8	28,6	—	26,5	120,3	426,2	10,1
1965 .....	268,0	27,9	—	30,4	132,6	458,9	11,4
1966 .....	277,1	30,1	—	35,9	144,9	488,0	11,5
1967 .....	298,0	33,0	—	39,4	165,3	535,7	11,4
1968 .....	322,7	38,0	—	46,6	191,0	598,3	11,1
1969 .....	340,6	39,7	—	53,6	209,4	643,3	11,0
1970 ..... p	360,8	43,5	—	62,5	248,8	715,6	n.d.

**Titres non accessibles à tout placeur**

1963 .....	64,4	6,2	11,7	11,1	23,3	116,7	0,8
1964 .....	64,2	6,5	13,2	13,2	25,3	122,4	0,8
1965 .....	64,8	8,1	14,6	13,9	27,3	128,7	—
1966 .....	65,8	10,0	16,1	14,9	29,5	136,3	—
1967 .....	66,4	10,8	17,9	16,3	31,8	143,2	—
1968 .....	67,0	11,9	14,0	16,5	34,8	144,2	—
1969 .....	71,8	13,3	19,1	16,9	37,1	158,2	—
1970 ..... p	70,9	16,8	22,1	17,3	39,7	166,8	—

**Total**

1963 .....	303,2	34,6	11,7	38,3	136,5	524,3	10,9
1964 .....	315,0	35,1	13,2	39,7	145,6	548,6	10,9
1965 .....	332,8	36,0	14,6	44,3	159,9	587,6	11,4
1966 .....	342,9	40,1	16,1	50,8	174,4	624,3	11,5
1967 .....	364,4	43,8	17,9	55,7	197,1	678,9	11,4
1968 .....	389,7	49,9	14,0	63,1	225,8	742,5	11,1
1969 .....	412,4	53,0	19,1	70,5	246,5	801,5	11,0
1970 ..... p	431,7	60,3	22,1	79,8	288,5	882,4	n.d.

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris les bons de caisse à un an au plus.

4 Titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN  
DU SECTEUR PUBLIC**

**b) Ventilation par détenteurs**

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	
			2	3	4			3		

**Titres accessibles à tout placeur <sup>1</sup>**

1963	214,2	3,6	1,9	1,5	51,7	7,5	48,1	69,1	10,0	407,6
1964	229,3	3,8	1,9	2,6	52,2	5,9	47,0	73,6	9,9	426,2
1965	245,3	3,8	2,1	4,8	61,5	5,4	50,0	76,0	10,0	458,9
1966	264,9	3,8	2,9	6,8	64,3	5,5	51,1	78,5	10,2	488,0
1967	294,2	3,8	3,0	4,1	74,8	5,0	54,2	86,9	9,7	535,7
1968	319,3	4,4	3,0	4,6	91,0	7,1	61,4	89,8	17,7	598,3
1969	347,2	4,4	3,0	5,0	102,4	6,9	64,5	91,2	18,7	643,3
1970	387,2	4,1	3,0	5,4	127,3	6,0	68,9	95,3	18,4	715,6

**Titres non accessibles à tout placeur**

1963	5,7	0,5	0,1	1,2	58,6	—	17,6	31,7	1,3	116,7
1964	6,0	0,2	0,1	1,5	59,3	—	20,0	34,7	0,6	122,4
1965	6,5	0,2	0,1	1,3	60,9	—	21,1	37,9	0,7	128,7
1966	7,7	0,3	0,1	1,6	62,4	—	22,6	40,5	1,1	136,3
1967	9,5	0,4	0,1	1,5	64,2	—	23,6	43,0	0,9	143,2
1968	6,4	0,2	0,2	1,4	64,4	—	25,8	44,6	1,2	144,2
1969	6,2	0,3	0,2	1,3	65,0	—	27,9	50,5	6,8	158,2
1970	7,3	0,4	0,2	1,9	68,7	—	29,8	53,5	5,0	166,8

**Total**

1963	219,9	4,1	2,0	2,7	110,3	7,5	65,7	100,8	11,3	524,3
1964	235,3	4,0	2,0	4,1	111,5	5,9	67,0	108,3	10,5	548,6
1965	251,8	4,0	2,2	6,1	122,4	5,4	71,1	113,9	10,7	587,6
1966	272,6	4,1	3,0	8,4	126,7	5,5	73,7	119,0	11,3	624,3
1967	303,7	4,2	3,1	5,6	139,0	5,0	77,8	129,9	10,6	678,9
1968	325,7	4,6	3,2	6,0	155,4	7,1	87,2	134,4	18,9	742,5
1969	353,4	4,7	3,2	6,3	167,4	6,9	92,4	141,7	25,5	801,5
1970	394,5	4,5	3,2	7,3	196,0	6,0	98,7	148,8	23,4	882,4

<sup>1</sup> Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

<sup>2</sup> A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

<sup>3</sup> Les montants à fin 1966 et à fin 1967 des secteurs « Sécurité sociale »

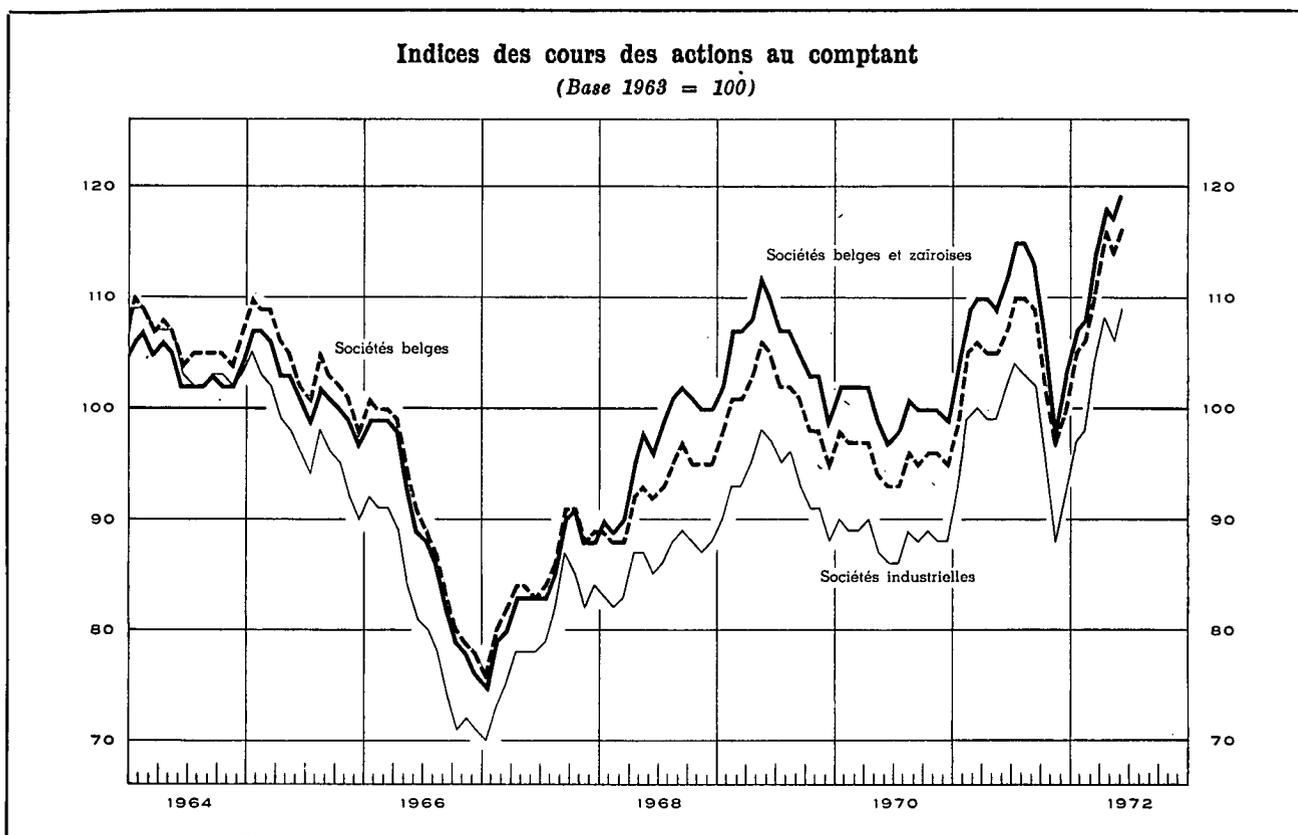
et « Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension » ne sont pas comparables du fait du passage d'avoirs s'élevant à 3,4 milliards à fin 1966 du premier au second de ces secteurs à la suite de la reprise par l'Office national des pensions pour travailleurs salariés, organisme classé dans le second de ces secteurs, du patrimoine de l'Office national des pensions pour ouvriers, organisme qui figurait dans le premier.

<sup>4</sup> A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLIII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLV<sup>e</sup> année, vol. I, n° 3, mars 1970 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — *Statistiques Economiques belges 1950-1960*.

— *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVI<sup>e</sup> année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». XXXVIII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». XL<sup>e</sup> année, vol. I, n° 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement

**XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE  
ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS**  
1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS  
ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Moyennes mensuelles ou mois	Capitaux traités		Indice global du cours des actions						Taux de rendement <sup>3 5</sup>					
	moyennes par séances (millions de francs) 1 5		Au comptant						Valeurs belges					
			Valeurs belges et zairoises	Valeurs belges		A terme	Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles	en %			
				Ensemble	Sociétés industrielles									
(Base 1963 = 100) 2 4														
1964 .....	91		104		106		105		99		3,2		3,0	
1965 .....	83		102		104		97		98		3,4		3,5	
1966 .....	71		88		90		80		88		4,1		4,2	
1967 .....	81		84		85		79		91		4,2		4,0	
1968 .....	134		97		93		86		118		3,8 <sup>6</sup>		3,8 <sup>6</sup>	
1969 .....	149		106		101		93		141		3,7		3,4	
1970 .....	112		100		95		88		128		4,9		5,2	
1971 .....	169		109		105		98		133		5,2		5,9	
		1971	1972	1971	1972	1971	1972	1971	1972	1971	1972	1971	1972	
Janvier .....	208	152	104	107	99	105	93	97	128	132	5,0	5,2	5,7	5,9
Février .....	210	152	109	108	105	106	99	98	134	132	4,9	4,9	5,7	5,3
Mars .....	173	191	110	114	106	111	100	104	135	138	5,0	4,7	5,8	5,1
Avril .....	205	214	110	118	105	116	99	108	136	142	5,0	4,2	5,6	3,9
Mai .....	183	224	109	117	105	114	99	106	135	143	5,1	3,9	5,8	3,6
Juin .....	181		112	119	107	116	102	109	137	148	5,0	4,0	5,7	3,6
Juillet .....	187		115		110		104		142		4,9		5,4	
Août .....	150		115		110		103		141		5,1		5,8	
Septembre .....	156		113		109		102		136		5,5		6,4	
Octobre .....	134		106		102		95		125		5,5		6,3	
Novembre .....	130		98		97		88		117		5,4		6,1	
Décembre .....	110		103		100		92		124		5,4		6,1	

<sup>1</sup> Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant)

<sup>2</sup> Source : I.N.S. : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois seulement.

<sup>3</sup> Source : Kredietbank : Rapport au cours à la fin du mois du dernier dividende net annoncé ou payé.

<sup>4</sup> Bourses de Bruxelles et d'Anvers.

<sup>5</sup> Bourse de Bruxelles.

<sup>6</sup> Nouvelle série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1</sup>

Chiffres annuels

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés <sup>3</sup>
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques <sup>4</sup>

1964	53	6,8	5,2	1,5	...	0,8	0,1	11,1	0,5
1965	55	9,1	4,8	1,8	...	0,9	0,1	11,1	0,5
1966	54	9,4	5,9	1,8	...	1,0	0,1	11,6	0,5
1967	50	10,1	7,2	1,9	...	1,1	0,1	13,1	0,6
1968	50	10,4	8,1	2,1	...	1,1	0,1	16,0	0,7
1969	52	14,5	8,8	2,4	...	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	24,7	1,2

Sociétés financières et immobilières <sup>5</sup>

1964	1.712	35,9	20,4	3,8	0,2	2,4	0,1	15,8	0,7
1965	1.778	37,6	21,6	3,9	0,3	2,4	0,1	17,6	0,9
1966	1.819	39,0	23,0	4,4	0,3	2,5	0,2	19,8	1,0
1967	1.865	44,4	26,2	4,4	0,4	2,8	0,2	23,7	1,1
1968	1.892	48,1	27,3	4,9	0,5	2,9	0,2	28,1	1,4
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,4	2,2

Industries des fabrications métalliques

1964	1.264	18,6	13,6	3,7	0,6	1,1	0,1	1,8	0,1
1965	1.379	20,0	15,8	4,5	0,9	1,6	0,2	1,8	0,1
1966	1.396	21,5	17,3	4,8	0,9	1,3	0,2	2,1	0,1
1967	1.391	22,9	19,3	4,0	1,4	1,3	0,2	2,4	0,1
1968	1.361	23,9	21,3	4,0	1,3	1,5	0,1	2,3	0,1
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,4	0,1

Métallurgie du fer

1964	100	17,9	16,1	1,1	0,7	0,3	...	6,3	0,3
1965	100	19,4	17,7	1,0	0,4	0,7	...	6,9	0,4
1966	96	21,3	18,2	0,6	0,2	0,3	...	6,6	0,4
1967	93	23,9	18,5	0,8	0,4	0,2	...	5,6	0,4
1968	90	26,2	19,3	0,5	0,1	0,3	...	5,1	0,3
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	...	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3

Industrie textile

1964	912	11,2	10,4	1,3	0,4	0,4	0,1	0,3	...
1965	981	12,0	11,1	1,1	0,4	0,3	0,1	0,3	...
1966	986	12,8	11,1	1,3	0,8	0,4	0,1	0,3	...
1967	976	13,1	11,4	1,3	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1968	957	13,2	12,0	1,1	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	...
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	...

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

**XVII - 2 — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1</sup> (suite)**

Chiffres annuels

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dettes obligataires en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés <sup>3</sup>
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

**Industrie alimentaire**

1964	685	11,0	7,5	1,4	0,2	0,6	0,1	0,9	0,1
1965	723	11,6	8,7	1,6	0,2	0,6	0,1	0,9	0,1
1966	725	12,1	9,5	1,7	0,2	0,7	0,1	0,9	0,1
1967	729	12,9	10,8	2,1	0,3	0,8	0,1	0,9	0,1
1968	717	14,7	10,2	2,5	0,4	0,9	0,1	0,8	0,1
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1

**Industrie chimique**

1964	542	17,0	8,5	2,4	0,4	1,2	0,1	0,8	0,1
1965	601	18,7	9,3	2,9	0,4	1,2	0,1	0,7	0,1
1966	606	20,2	9,8	2,8	0,4	1,5	0,1	0,6	...
1967	607	22,3	10,7	2,7	0,6	1,5	0,1	0,5	...
1968	627	35,1	25,8	4,1	0,9	2,2	0,1	0,4	...
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	...
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	...

**Electricité**

1964	29	23,3	3,8	2,2	...	1,8	0,1	8,9	0,5
1965	28	23,7	4,2	2,3	...	2,0	0,1	12,3	0,6
1966	24	23,5	4,3	2,3	...	1,9	0,1	13,3	0,8
1967	16	14,6	2,2	1,3	...	1,2	...	14,2	0,9
1968	17	28,0	5,8	2,6	...	2,3	0,1	14,2	0,9
1969	17	27,2	5,3	2,6	...	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	...	2,6	0,1	15,9	1,0

**Industrie du charbon**

1964	36	7,0	1,0	0,4	0,4	0,3	...	0,3	...
1965	35	8,0	1,6	0,2	0,7	0,1	...	0,3	...
1966	30	7,0	2,0	0,2	0,6	0,1	...	0,3	...
1967	30	7,0	1,8	0,1	0,8	0,1	...	...	...
1968	26	4,9	1,7	0,1	0,5	0,1	...	...	...
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	...	...	...	...
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	...	...	...

**Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique <sup>6</sup>**

1964	14.498	205,9	126,9	26,6	4,2	12,4	1,3	52,1	2,8
1965	14.706	220,4	136,0	29,5	4,7	13,5	1,4	57,5	3,0
1966	14.913	231,7	145,6	30,4	5,1	13,5	1,5	61,1	3,4
1967	14.986	240,3	156,4	28,7	7,4	13,1	1,4	66,9	3,6
1968	15.037	279,0	183,1	33,0	7,9	15,9	1,4	73,3	4,1
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	103,2	5,3

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

## XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1</sup> (suite)

Chiffres annuels

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés <sup>3</sup>
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

### B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1964	316	41,0	28,9	3,0	0,9	1,4	0,1	0,7	...
1965	302	41,3	30,5	3,5	0,6	1,6	0,1	1,1	...
1966	299	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1	1,8	...
1967	277	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1	1,8	0,1
1968	264	40,2	28,6	4,4	0,6	2,7	0,2	3,8	0,1
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,8	0,3

### C. — Total général des sociétés par actions <sup>6</sup>

1964	14.814	246,9	155,8	29,6	5,1	13,8	1,4	52,8	2,8
1965	15.008	261,7	166,5	33,0	5,3	15,1	1,5	58,6	3,0
1966	15.212	273,1	178,3	33,9	6,0	15,6	1,6	62,9	3,4
1967	15.263	280,6	189,1	31,4	12,6	15,4	1,5	68,7	3,7
1968	15.301	319,2	211,7	37,4	8,5	18,6	1,6	77,1	4,2
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,0	5,6

<sup>1</sup> Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

<sup>2</sup> Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

<sup>3</sup> Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

<sup>4</sup> Non compris la B.N.B.

<sup>5</sup> Non compris la S.N.C.I.

<sup>6</sup> Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

## XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1</sup>

Chiffres cumulés

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts <sup>3</sup>
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

### A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique <sup>4</sup>

1968 12 mois (avec supplément) <sup>5</sup> .....	15.088	280,5	183,7	33,2	8,0	16,0	3,7
1969 3 premiers mois .....	1.545	25,2	19,0	4,2	0,6	1,7	0,7
6 premiers mois .....	10.185	244,0	135,3	28,9	5,0	13,9	1,6
9 premiers mois .....	11.286	257,6	143,4	31,0	5,7	14,6	2,2
12 mois .....	12.501	288,2	165,8	35,2	6,1	16,8	3,2
12 mois (avec supplément) <sup>5</sup> .....	15.322	311,5	181,0	39,3	7,0	18,0	3,2
1970 1 <sup>er</sup> mois .....	104	1,4	1,1	0,2	...	0,1	0,5
2 premiers mois .....	261	5,2	4,8	1,0	0,1	0,3	0,7
3 premiers mois .....	1.502	21,6	15,9	3,9	0,7	1,4	1,1
4 premiers mois .....	3.948	63,9	34,3	9,5	1,6	3,9	1,5
5 premiers mois .....	7.429	161,1	73,4	20,9	3,8	9,2	2,0
6 premiers mois .....	9.774	225,3	112,3	29,1	4,5	13,8	2,3
7 premiers mois .....	10.345	233,0	118,7	30,4	4,6	14,2	2,7
8 premiers mois .....	10.543	235,5	119,7	30,7	4,7	14,3	3,0
9 premiers mois .....	10.857	238,1	121,3	31,1	4,8	14,4	3,3
10 premiers mois .....	11.284	244,4	125,3	32,1	5,4	14,9	3,7
11 premiers mois .....	11.624	251,2	130,0	33,2	5,5	15,2	4,2
12 mois .....	12.019	262,3	136,7	34,7	6,0	16,1	4,9
12 mois (avec supplément) <sup>5</sup> .....	15.589	344,5	191,6	47,5	9,2	21,1	4,9

Notes - voir page suivante.

**XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1</sup> (suite)**

Chiffres cumulés

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts <sup>3</sup>
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

**B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger**

1968 12 mois (avec supplément) <sup>5</sup> .....	265	40,3	28,7	4,5	0,6	2,7	0,1
1969 3 premiers mois .....	17	0,5	0,1	...	...	...	0,1
6 premiers mois .....	170	33,3	22,7	4,6	0,1	2,6	0,1
9 premiers mois .....	200	36,2	24,7	4,7	0,1	2,7	0,1
12 mois .....	241	40,3	27,3	5,1	0,1	3,0	0,3
12 mois (avec supplément) <sup>5</sup> .....	252	41,3	27,7	5,1	0,1	3,0	0,3
1970 1 <sup>er</sup> mois .....	1	...	0,1	...	...	...	...
2 premiers mois .....	2	...	0,1	...	...	...	0,1
3 premiers mois .....	13	0,4	0,2	0,1	...	0,1	0,1
4 premiers mois .....	29	0,9	0,6	0,1	...	0,1	0,1
5 premiers mois .....	65	3,5	1,7	0,3	0,1	0,2	0,1
6 premiers mois .....	144	10,8	5,5	1,0	0,2	0,7	0,1
7 premiers mois .....	158	11,8	7,2	1,1	0,3	0,8	0,1
8 premiers mois .....	163	12,7	8,1	1,1	0,3	0,9	0,1
9 premiers mois .....	168	13,4	8,3	1,1	0,3	0,9	0,1
10 premiers mois .....	181	14,8	8,9	1,3	0,3	0,9	0,1
11 premiers mois .....	192	16,7	10,0	1,4	0,3	1,1	0,1
12 mois .....	203	17,9	10,7	1,5	0,4	1,1	0,2
12 mois (avec supplément) <sup>5</sup> .....	241	41,4	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2

**C. — Total général <sup>4</sup>**

1968 12 mois (avec supplément) <sup>5</sup> .....	15.353	320,8	212,4	37,7	8,6	18,7	3,8
1969 3 premiers mois .....	1.562	25,7	19,1	4,2	0,6	1,7	0,8
6 premiers mois .....	10.355	277,3	158,0	33,5	5,1	16,5	1,7
9 premiers mois .....	11.486	293,8	168,1	35,7	5,8	17,3	2,3
12 mois .....	12.742	328,5	193,1	40,3	6,2	19,8	3,5
12 mois (avec supplément) <sup>5</sup> .....	15.574	352,8	208,7	44,4	7,1	21,0	3,5
1970 1 <sup>er</sup> mois .....	105	1,4	1,2	0,2	...	0,1	0,5
2 premiers mois .....	263	5,2	4,9	1,0	0,1	0,3	0,8
3 premiers mois .....	1.515	22,0	16,1	4,0	0,7	1,5	1,2
4 premiers mois .....	3.977	64,8	34,9	9,6	1,6	4,0	1,6
5 premiers mois .....	7.494	164,6	75,1	21,2	3,9	9,4	2,1
6 premiers mois .....	9.918	236,1	117,8	30,1	4,7	14,5	2,4
7 premiers mois .....	10.503	244,8	125,9	31,5	4,9	15,0	2,8
8 premiers mois .....	10.706	248,2	127,8	31,8	5,0	15,2	3,1
9 premiers mois .....	11.025	251,5	129,6	32,2	5,1	15,3	3,4
10 premiers mois .....	11.465	259,2	134,2	33,4	5,7	15,8	3,8
11 premiers mois .....	11.816	267,9	140,0	34,6	5,8	16,3	4,3
12 mois .....	12.222	280,2	147,4	36,2	6,4	17,2	5,1
12 mois (avec supplément) <sup>5</sup> .....	15.830	385,9	221,3	53,9	11,8	24,7	5,1

<sup>1</sup> Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

<sup>2</sup> Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

<sup>3</sup> Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

<sup>4</sup> Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

<sup>5</sup> Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

**XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIETES <sup>1</sup>**

Chiffres annuels

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. 2).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations	
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

**Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique**

1964	21,5	11,6	3,8	2,1	1,7	1,0	2,7	14,3	14,2
1965	22,8	11,0	6,1	2,0	4,1	1,3	5,4	16,4	17,8
1966	29,9	14,8	3,1	2,1	1,0	1,9	2,9	17,7	16,0
1967	33,5	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	51,4	20,4	1,7	2,5	- 0,8	4,3	3,5	23,9	35,0
1969	46,6	n.d.	4,3	3,1	1,2	4,5	5,7	n.d.	29,8
1970	44,0	n.d.	p 5,1	p 3,3	p 1,8	p 5,3	p 7,1	n.d.	p 40,7

**Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger**

1964	1,7	...	...	...	...	...	...	...	...
1965	0,5	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,5
1966	0,7	...	0,8	0,1	0,7	...	0,7	0,7	0,7
1967	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,1
1968	1,6	...	2,0	...	2,0	...	2,0	2,0	1,9
1969	0,8	n.d.	0,5	0,1	0,4	...	0,4	n.d.	0,4
1970	1,7	n.d.	p ...	p 0,4	p -0,4	p ...	p -0,4	n.d.	p -0,4

**Total général**

1964	23,2	11,6	3,8	2,1	1,7	1,0	2,7	14,3	14,2
1965	23,3	11,0	6,6	2,1	4,5	1,3	5,8	16,8	18,3
1966	30,6	14,8	3,9	2,2	1,7	1,9	3,6	18,4	16,7
1967	33,6	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,1
1968	53,0	20,4	3,7	2,5	1,2	4,3	5,5	25,9	36,9
1969	47,4	n.d.	4,8	3,2	1,6	4,5	6,1	n.d.	30,2
1970	45,7	n.d.	p 5,1	p 3,7	p 1,4	p 5,3	p 6,7	n.d.	p 40,3

<sup>1</sup> Sociétés anonymes, en commandites par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

<sup>2</sup> Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N. B. — Col. (1) et (9) : montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

## XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS <sup>1</sup>

Chiffres mensuels <sup>2</sup>

(milliards de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. <sup>3</sup>).  
Chiffres provisoires : Commission bancaire + B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continuées brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continuées brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1968 12 mois .....	51,4	17,7	1,7	19,4	1,6	...	2,0	2,0
1969 3 premiers mois ...	3,9	2,3	0,5	2,8	...	...	0,5	0,5
6 premiers mois ...	14,8	6,6	2,2	8,8	0,7	...	0,5	0,5
9 premiers mois ...	19,9	8,8	2,5	11,3	0,7	...	0,5	0,5
12 mois .....	46,6	16,9	4,3	21,2	0,8	...	0,5	0,5
1970 3 premiers mois ...	4,2	1,7	1,0	2,7	...	...	...	...
6 premiers mois ...	26,4	11,2	1,4	12,6	0,2	...	...	...
9 premiers mois ...	30,1	12,3	2,2	14,5	0,9	...	...	...
12 mois .....	44,0	15,7	p 5,1	p 20,8	1,7	...	...	...
1971 Mars ..... p	1,5	0,6	2,0	2,6	1,2	...	...	...
Avril ..... p	2,9	0,7	...	0,7	...	...	...	...
Mai ..... p	1,5	0,4	...	0,4	2,8	2,6	...	2,6
Juin ..... p	5,0	3,8	3,3	7,1	...	...	...	...
Juillet ..... p	1,7	0,5	0,7	1,2	...	...	...	...
Août ..... p	0,7	0,3	...	0,3	...	...	...	...
Septembre ..... p	1,2	0,6	1,5	2,1	...	...	...	...
Octobre ..... p	2,5	0,4	...	0,4	...	...	...	...
Novembre ..... p	3,5	0,8	0,9	1,7	...	...	...	...
Décembre ..... p	4,9	2,4	1,0	3,4	...	...	...	...
1972 Janvier ..... p	0,6	0,3	...	0,3	...	...	...	...
Février ..... p	1,2	0,6	0,5	1,1	...	...	1,1	1,1
Mars ..... p	4,0	3,1	...	3,1	...	...	...	...

<sup>1</sup> Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

<sup>2</sup> Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

<sup>3</sup> Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII - 4.].

**XVII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS <sup>1</sup>**

**Ventilation d'après les organismes qui ont accordé les crédits à leur origine**

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes monétaires			Organismes non monétaires				Total général	
	Banques	B.N.B.	Total <sup>2</sup>	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées		Total
				les crédits professionnels	le crédit à l'habitation				
1963 .....	95,3	2,2	97,5	64,8	33,5	72,8	33,9	205,0	302,5
1964 .....	106,8	1,7	108,5	75,7	36,1	79,7	39,4	230,9	339,4
1965 .....	122,8	1,8	124,6	82,1	38,7	86,4	46,3	253,5	378,1
1966 ..... <sup>3</sup>	142,8	1,9	144,7	97,9	41,6	94,4	54,0	287,9	432,6
1967 ..... <sup>3</sup>	168,7	2,2	170,9	114,9	45,1	100,4	62,1	322,5	493,4
1968 .....	194,4	1,9	196,3	133,3	48,5	109,6	67,2	358,6	554,9
1969 Décembre .....	204,9	2,5	207,4	155,2	52,3	122,4	75,7	405,6	613,0
1970 Mars .....	208,0	2,4	210,4	159,1	53,5	121,1	77,1	410,8	621,2
Juin .....	216,4	1,6	218,0	162,8	54,9	122,0	79,1	418,8	636,8
Septembre .....	217,1	1,2	218,3	169,0	56,5	123,3	81,3	430,1	648,4
Décembre .....	230,1	2,3	232,4	174,5	57,8	128,8	84,2	445,3	677,7
1971 Mars .....	231,9	2,5	234,4	176,9	59,7	128,3	85,2	450,1	684,5
Juin .....	240,7	1,6	242,3	181,7	62,1	131,3	87,0	462,1	704,4
Septembre .....	244,8	1,2	246,0	187,5	64,0	133,4	88,9	473,8	719,8
Décembre .....	264,9	3,2	268,1	187,4	65,3	142,2	91,4	486,3	754,4
1972 Mars .....	267,1	3,0	270,1	188,1	p 67,6	142,9	92,8	p491,4	p761,5

<sup>1</sup> Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les achats nets par la CGER d'obligations des entreprises (y compris les organismes publics d'exploitation), mais non les opérations similaires par d'autres organismes.

<sup>2</sup> Cf. tableau XIII-9, A, col. (4).

<sup>3</sup> Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

**XVII - 7. — INSCRIPTIONS  
HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliarde de francs <sup>1</sup>
1964 .....	3,93
1965 .....	3,89
1966 .....	4,51
1967 .....	4,91
1968 .....	5,09
1969 .....	5,91
1970 .....	4,92
1971 .....	5,60
1970 1 <sup>er</sup> trimestre .	4,64
2 <sup>e</sup> trimestre .	4,99
3 <sup>e</sup> trimestre .	4,93
4 <sup>e</sup> trimestre .	5,10
1971 1 <sup>er</sup> trimestre .	5,30
2 <sup>e</sup> trimestre .	5,21
3 <sup>e</sup> trimestre .	5,87
4 <sup>e</sup> trimestre .	6,03
1972 1 <sup>er</sup> trimestre .	6,19

<sup>1</sup> Montants estimés d'après les droits d'inscriptions perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin mensuel des Statistiques* (Com-

mission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur belge* : Ministère des Finances : Situations des opérations en matière d'impôts. Droite d'hypothèque.

## XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

### 1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR \*

(milliards de francs)

Moyennes journalières <sup>1</sup>	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes <sup>2</sup>	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes <sup>3</sup>	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	
1964 .....	1,8	...	2,6	1,3	0,5	1,6	1,0	4,4
1965 .....	1,8	0,7	2,5	1,4	...	2,4	1,2	5,0 <sup>4</sup>
1966 .....	1,9	0,3	2,6	1,2	0,8	1,7	1,1	4,8
1967 .....	2,0	1,1	3,3	1,7	0,3	3,4	1,0	6,4
1968 .....	2,1	1,5	3,0	2,4	...	3,1	1,1	6,6
1969 .....	3,8	0,1	3,3	1,3	1,8	3,5	0,6	7,2
1970 .....	3,8	1,6	3,2	1,4	0,1	6,7	0,4	8,6
1971 .....	4,4	1,2	3,2	1,9	0,3	6,1	0,5	8,8
1970 2 <sup>e</sup> trimestre .....	4,0	1,8	3,0	1,3	...	7,1	0,4	8,8
1970 3 <sup>e</sup> trimestre .....	3,7	1,5	3,1	1,4	0,2	6,3	0,4	8,3
1970 4 <sup>e</sup> trimestre .....	3,4	2,3	3,3	1,6	...	6,8	0,6	9,0
1971 1 <sup>er</sup> trimestre .....	4,1	0,5	3,4	1,5	0,3	5,8	0,4	8,0
1971 2 <sup>e</sup> trimestre .....	4,8	0,6	3,1	1,9	0,2	5,8	0,6	8,5
1971 3 <sup>e</sup> trimestre .....	4,4	1,6	3,2	1,9	...	6,9	0,4	9,2
1971 4 <sup>e</sup> trimestre .....	4,1	1,9	3,6	2,5	0,5	6,0	0,6	9,6
1972 1 <sup>er</sup> trimestre .....	5,0	1,1	2,8	1,8	0,6	5,9	0,6	8,9
1972 2 <sup>e</sup> trimestre .....	5,1	0,9	3,3	2,4	0,1	6,3	0,5	9,3
1971 Juin .....	4,5	0,5	2,8	2,1	...	5,1	0,6	7,8
1971 Juillet .....	3,5	1,8	3,0	2,1	...	5,8	0,4	8,3
1971 Août .....	5,3	1,3	3,3	1,6	...	8,0	0,3	9,9
1971 Septembre .....	4,4	1,8	3,0	2,0	...	6,6	0,6	9,2
1971 Octobre .....	4,7	1,7	3,1	2,6	0,1	6,1	0,7	9,5
1971 Novembre .....	2,9	3,8	3,8	2,9	...	7,1	0,5	10,5
1971 Décembre .....	4,8	0,2	3,7	2,1	1,3	4,8	0,5	8,7
1972 Janvier .....	4,5	...	3,4	1,6	1,8	4,0	0,5	7,9
1972 Février .....	5,2	0,6	2,8	1,9	0,1	6,1	0,5	8,6
1972 Mars .....	5,3	2,5	2,4	1,9	...	7,6	0,7	10,2
1972 Avril .....	3,4	0,7	2,9	2,4	...	4,3	0,3	7,0
1972 Mai .....	5,5	0,5	3,4	1,9	0,2	7,0	0,3	9,4
1972 Juin .....	6,2	1,5	3,6	2,9	0,1	7,4	0,9	11,3

\* Du 17 novembre 1959 au 30 avril 1960, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour a été régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Depuis le 1<sup>er</sup> mai 1960, un nouveau « Protocole régissant le marché du call money garanti » est intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôt ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 8 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ces Protocoles.

<sup>1</sup> Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

<sup>2</sup> Cette colonne comprend notamment la CGER, la S.N.C.I., le Crédit Communal, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1960) et divers prêteurs « hors Protocole ».

<sup>3</sup> Cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I., le Crédit Communal, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1960).

<sup>4</sup> Retraits de capitaux : 0,1 milliard.

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX  
ESCOMPTE PAR LES BANQUES DE DEPOTS  
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES <sup>1</sup>**

*(milliards de francs)*

Moyennes des encours à fin de mois <sup>2</sup>	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts	à l'I.R.G. <sup>3</sup>	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger	à la B.N.B. <sup>4</sup>	
	(1)	(2)	(3)	(4)	
1964 .....	47,3	1,2	15,7	5,3	69,5
1965 .....	56,6	1,9	15,0	4,0	77,5
1966 .....	62,6	0,8	15,8	8,8	88,0
1967 .....	74,3	2,5	17,7	6,8	101,3
1968 .....	86,6	1,8	21,5	10,8	120,7
1969 .....	89,9	2,2	19,5	26,0	137,6
1970 .....	110,4	5,8	20,8	7,6	144,6
1971 .....	124,1	4,6	23,5	4,1	156,3
1969 4 <sup>e</sup> trimestre .....	98,0	4,4	16,9	21,2	140,5
1970 1 <sup>er</sup> trimestre .....	102,5	5,4	18,9	12,2	139,0
2 <sup>e</sup> trimestre .....	107,4	4,3	21,2	10,7	143,6
3 <sup>e</sup> trimestre .....	113,9	6,4	20,3	4,7	145,3
4 <sup>e</sup> trimestre .....	118,0	7,2	22,8	2,7	150,7
1971 1 <sup>er</sup> trimestre .....	122,1	5,7	26,3	1,0	155,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	126,7	2,2	23,3	2,2	154,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	125,8	5,4	20,7	3,4	155,3
4 <sup>e</sup> trimestre .....	121,8	5,2	23,5	9,8	160,3
1972 1 <sup>er</sup> trimestre .....	128,9	2,6	28,4	5,8	165,7

<sup>1</sup> Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les parafinanciers d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.

<sup>2</sup> Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

<sup>3</sup> Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réeompte de la B.N.B.

<sup>4</sup> Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII<sup>e</sup> année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET DE VISA DES BANQUES  
A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

Fin de période	Plafonds		Encours imputés		Marges disponibles				
	En pour cent des moyens d'action retenus <sup>1</sup> (formule générale uniquement)	Montants (formule générale et formule forfaitaire)	Effets visés <sup>2</sup>	Effets non visés réescomptés <sup>3</sup>					
						(milliards de francs)			
						(1)	(2)	(3)	(4)
1969 Décembre .....	12	44,0	29,7	4,2	10,1				
1970 Mars .....	10	37,6	27,2	1,1	9,3				
Juin .....	9 1/2	36,8	26,0	2,2	8,6				
Septembre .....	9	37,1	20,5	4,3	12,3				
Décembre .....	9	38,0	20,7	6,2	11,1				
1971 Mars .....	8 2/3	37,5	19,4	5,1	13,0				
Mai .....	8	35,6	19,3 <sup>4</sup>	5,6 <sup>4</sup>	10,7				
Juin .....	8	35,5	19,3	3,3	12,9				
Juillet .....	8	35,5	18,3 <sup>4</sup>	7,4 <sup>4</sup>	9,8				
Août .....	8	36,5	17,9	7,0	11,6				
Septembre .....	8	36,5	18,0	4,3	14,2				
Octobre .....	8	36,6	17,7 <sup>4</sup>	8,2 <sup>4</sup>	10,7				
Novembre .....	8	37,6	18,5	7,8	11,3				
Décembre .....	9	43,9	19,0	9,4	15,5				
1972 Janvier .....	9	43,9	19,3	7,2	17,4				
Février .....	9	45,6	19,7	10,5	15,4				
Mars .....	9	45,6	19,6	6,0	20,0				
Avril .....	9	45,6	19,2 <sup>4</sup>	8,0 <sup>4</sup>	18,4				
Mai .....	9	48,0	20,7	11,1	16,2				

N. B. — Pour la signification de ce tableau, et notamment de la colonne (5) « Marges disponibles », voir le *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. XLVI<sup>e</sup> année, tome I, n° 1, janvier 1971, p. V.

<sup>1</sup> Les moyens d'action retenus comprennent les fonds propres, les emprunts émis sous forme d'obligations et bons de caisse et les dépôts en francs belges reçus à vue, à terme et en carnets, à l'exclusion des comptes créditeurs bancaires.

<sup>2</sup> Effets réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir (ayant un an au plus à courir pour les effets Creditexport depuis le 31 mars 1970).

<sup>3</sup> Y compris les effets certifiés réescomptés et les effets réescomptables auprès de la B.N.B. et mobilisés sur le marché hors banque tenu par l'I.R.G.

<sup>4</sup> Après déduction des effets échéant le dernier jour du mois, mais qui, du fait que ce jour était un samedi ou un jour férié, n'ont pu être encaissés qu'au début du mois suivant.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXX<sup>e</sup> année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire

en Belgique » — XXXVII<sup>e</sup> année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1<sup>er</sup> janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ».

## XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

### 1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte							Avances en compte courant et prêts sur *				
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 366 jours 1	autres effets publics 2		
		d'importations	d'exportations		domiciliées en banque	non domiciliées en banque						
Taux en vigueur au 31-12-63 .....	4,25	4,25	3,75	5,00	5,75	6,25	6,25	4,50	5,25	6,25		
1964 3 juillet .....	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	5,00	5,50	6,50		
18 décembre .....	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	5,25	5,75	6,50		
1966 2 juin .....	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	5,75	6,25	7,00		
27 octobre .....	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	6,00	6,25	7,00		
1967 2 février .....	5,00	5,00	4,50	5,75	6,25	6,75	6,75	6,00	6,25	6,75		
23 mars .....	4,75	4,75	4,25	5,50	6,00	6,50	6,50	6,00	6,25	6,50		
20 avril .....	4,75	4,75	4,25	5,50	6,00	6,50	6,50	5,75	6,00	6,50		
11 mai .....	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	5,50	5,75	6,25		
14 septembre .....	4,25	4,25	3,75	5,00	5,50	6,00	6,00	5,25	5,50	6,00		
26 octobre .....	4,00	4,00	3,50	4,75	5,25	5,75	5,75	5,00	5,25	5,75		
1968 7 mars .....	3,75	3,75	3,25	4,50	5,00	5,50	5,50	4,75	5,00	5,50		
19 décembre .....	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	5,50	5,75	6,25		
1969 1 janvier .....	4,50	4,50	pays de la C.E.E.	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	5,50	5,75	6,25
			autres pays									
6 février .....	4,50	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	5,75	6,00	6,25	
6 mars .....	5,00	5,00	5,00	4,50	5,75	6,25	7,00	7,00	6,50	6,75	7,00	
10 avril .....	5,50	5,50	5,50	5,00	6,25	6,75	7,50	7,50	7,00	7,25	7,50	
29 mai .....	6,00	6,00	6,00	5,50	6,75	7,25	8,00	8,00	7,50	7,75	8,00	
31 juillet .....	7,00			9,00				8,50	8,75	9,00		
18 septembre .....	7,50			9,50				9,00	9,25	9,50		
Traites acceptées domiciliées en banque, warrants et acceptations visées ou certifiées représentatives d'opérations de commerce extérieur.												
1970 1 juin .....	7,50			9,50				9,00	9,25	9,50		
22 octobre .....	7,00			9,00				8,50	8,75	9,00		
10 décembre .....	6,50			8,50				8,00	8,25	8,50		
1971 25 mars .....	6,00			7,50				7,00	7,25	7,50		
23 septembre .....	5,50			7,00				6,50	6,75	7,00		
1972 6 janvier .....	5,00			6,50				6,00	6,25	6,50		
3 février .....	4,50			6,00				5,50	5,75	6,00		
2 mars .....	4,00			5,00				5,00	5,00	5,00		

\* Quotité de l'avance au 30 juin 1972

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours 1 ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) ..... max. 80 %

1 Durée maximum portée à 374 jours à partir du 20 décembre 1967.

2 Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT  
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE  
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Moyennes <sup>1</sup>	Fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme <sup>2</sup>			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes <sup>3</sup>		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication <sup>4</sup>			
		1 mois	2 mois	3 mois	4 G	5 G		6 mois	9 mois	12 mois	
1964 .....	3,35										
1965 .....	3,17										
1966 .....	3,88	1963 .....	3,50	3,80	4,10	4,35	3,65	1963 10 déc.	*	4,60	4,75
1967 .....	3,19	1964 .....	4,25	4,50	4,75	5,25	4,89	1964 8 déc.	5,40	5,55	5,65
1968 .....	2,84	1965 .....	4,10	4,40	4,75	5,15	5,04	1965 14 déc.	5,30	5,45	5,50
1969 .....	5,40	1966 .....	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1966 13 déc.	6,05	6,10	6,25
1970 .....	6,25	1967 .....	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15
1971 .....	3,70	1968 .....	4,00	4,50	5,00	5,25	4,44	1968 10 déc.	5,25	5,30	5,30
		1969 .....	7,50	8,00	8,50	8,75	7,14	1969 9 déc.	8,80	8,80	8,80
1970 2 <sup>e</sup> trimestre .....	6,52	1970 1 <sup>er</sup> trim.	7,25	7,65	8,10	8,35	8,52	1970 8 sept.	8,15	8,20	8,25
3 <sup>e</sup> trimestre .....	6,21	2 <sup>e</sup> trim.	7,15	7,55	8,00	8,25	8,27	8 déc.	7,45	*	7,75
4 <sup>e</sup> trimestre .....	6,03	3 <sup>e</sup> trim.	6,85	7,25	7,65	7,95	8,15	1971 9 mars	6,00	6,35	6,45
1971 1 <sup>er</sup> trimestre .....	4,00	4 <sup>e</sup> trim.	6,15	6,55	6,95	7,25	7,46	11 mai	5,55	5,85	6,35
2 <sup>e</sup> trimestre .....	2,67	1971 1 <sup>er</sup> trim.	4,15	4,50	4,85	5,25	6,29	8 juin	5,55	5,85	6,35
3 <sup>e</sup> trimestre .....	4,07	1971 Juin ..	4,10	4,45	4,80	5,15	5,15	13 juill.	5,55	5,85	6,35
4 <sup>e</sup> trimestre .....	4,00	Juillet ..	4,15	4,55	4,90	5,30	5,27	10 août	5,55	5,85	6,35
1972 1 <sup>er</sup> trimestre .....	2,45	Août ..	4,00	4,35	4,70	5,05	5,19	14 sept.	5,45	5,75	6,25
2 <sup>e</sup> trimestre .....	2,08	Sept. ..	3,95	4,30	4,60	4,90	4,97	12 oct.	5,35	5,65	6,15
		Oct. ...	3,95	4,30	4,60	4,80	4,83	9 nov.	5,25	5,55	6,05
1971 Juin .....	2,64	Nov. ..	3,95	4,30	4,60	4,85	4,82	14 déc.	5,35	5,65	6,15
Juillet .....	4,80	Déc. ..	4,10	4,45	4,80	5,15	5,01	1972 11 janv.	5,35	5,65	6,15
Août .....	3,61	1972 Janv. .	4,10	4,45	4,80	5,15	5,15	8 févr.	5,20	5,50	6,00
Septembre .....	3,88	Févr. .	3,00	3,50	4,00	4,50	4,80	14 mars	4,00	4,30	5,10
Octobre .....	3,28	Mars .	2,95	3,20	3,45	3,65	3,83	11 avril	3,90	4,20	5,00
Novembre .....	4,59	Avril .	3,00	3,25	3,50	3,75	3,69	9 mai	3,90	4,20	5,00
Décembre .....	4,10	Mai ...	3,00	3,25	3,50	3,80	3,78	13 juin	4,00	4,30	5,00
1972 Janvier .....	3,70	Juin ..	3,00	3,25	3,50	3,80	3,80	11 juill.	4,10	4,40	5,10
Février .....	2,22										
Mars .....	1,69										
Avril .....	2,58										
Mai .....	1,79										
Juin .....	2,00										

<sup>1</sup> Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre des protocoles dressés en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ces protocoles.)

<sup>2</sup> Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3238).

<sup>3</sup> Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du

secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957.

<sup>4</sup> Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

<sup>5</sup> Moyenne pondérée des taux fixes par les adjudications hebdomadaires de l'année ou du mois.

<sup>6</sup> Taux uniques valables pour tous les certificats adjudgés (taux les plus élevés retenus).

\* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES <sup>1</sup>**

Dates de changements	Comptes de dépôts à				
	vue	15 jours de préavis <sup>2</sup>	Terme <sup>2</sup>		
			1 mois	3 mois	6 mois
Taux en vigueur au 31-12-1963 .....	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50
1964 23 mars .....	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80
<b>24 juin</b> .....	0,50	1,20	2,50	3,30	3,80
13 juillet .....	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00
1966 1 <sup>er</sup> juillet .....	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30
1967 1 <sup>er</sup> mai .....	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10
1968 1 <sup>er</sup> janvier .....	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00
8 avril .....	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50
1969 15 février .....	0,50	1,25	2,70	3,50	4,00
1 <sup>er</sup> avril .....	0,50	1,50	3,20	4,00	4,50
10 juin .....	0,50	2,00	4,00	4,75	5,25
1 <sup>er</sup> septembre .....	0,50	2,50	4,50	5,25	5,50
10 novembre .....	0,50	3,00	5,00	6,00	6,25
1970 9 novembre .....	0,50	3,00	4,50	5,50	6,00
1971 1 <sup>er</sup> février .....	0,50	3,00	4,25	5,25	5,75
1 <sup>er</sup> avril .....	0,50	2,50	3,50	4,50	5,25
2 novembre .....	0,50	2,00	3,00	4,00	4,75
1972 15 janvier .....	0,50	1,50	2,50	3,50	4,50
13 mars .....	0,50	0,75	1,75	2,75	3,75

<sup>1</sup> Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.  
<sup>2</sup> Les variations des taux des dépôts à préavis et à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paie-

ments et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES  
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Période	1 <sup>re</sup> tranche 1		2 <sup>e</sup> tranche 2	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité <sup>3</sup>	Taux d'intérêt	Prime de fidélité <sup>3</sup>
1964 .....	3,00	0,40	2,00	0,30
1965 à 1968 .....	3,00	0,50	2,00	0,40
1969 .....	3,00	1,00 <sup>4</sup>	2,00	1,00 <sup>4</sup>
1970 et 1971 .....	3,50	1,00	2,50	1,00
1972 du 1 <sup>er</sup> janvier au 15 mars .....	3,50	0,75	2,50	0,75
à partir du 16 mars .....	3,25	0,75	2,25	0,75

<sup>1</sup> Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à : 250.000 F pour la période du 1-1-1958 au 31-12-1964; 350.000 F pour la période du 1-1-1965 au 31-12-1966; 500.000 F à partir du 1-1-1967.  
<sup>2</sup> Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au 1.

<sup>3</sup> La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret durant l'année civile entière. A partir de 1965 : entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année.  
<sup>4</sup> La prime de fidélité pour l'exercice 1969 fut portée, en avril 1969, respectivement à 0,75 p.c. (1<sup>re</sup> tranche) et 0,60 p.c. (2<sup>e</sup> tranche) et, en juin 1969, à 1 p.c. pour tous les dépôts sans limitation.

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,  
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES \***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 <sup>er</sup> décembre 1962						Emprunts émis après le 1 <sup>er</sup> décembre 1962				
	Dette unifiée 4 % 1 <sup>er</sup> s.  (rendement en regard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans <sup>1</sup>		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée) <sup>2</sup>	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans <sup>1</sup>		Taux moyen pondéré <sup>2</sup>
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	
1964 .....	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	—	—	5,98	5,95	5,98
1965 .....	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,53	—	—	6,43	6,55	6,47
1966 .....	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	—	—	6,45	6,54	6,49
1967 .....	4,07	5,83	5,82	5,85	5,84	5,84	—	—	6,76	6,81	6,80
1968 .....	4,06	5,67	5,56	5,70	5,70	5,66	—	—	6,58	6,68	6,64
1969 .....	4,06	5,82	5,37	5,58	5,76	5,69	6,61	6,62	6,65	6,71	6,69
1970 Avril .....	4,09	6,80	6,73	5,93	6,61	6,59	6,99	7,48	7,64	7,97	7,75
Juillet .....	4,09	6,89	6,89	5,94	6,54	6,66	6,97	7,61	7,83	8,00	7,87
Octobre .....	4,11	7,08	7,09	6,08	6,47	6,77	7,10	7,87	8,05	8,19	8,07
1971 Janvier .....	4,11	6,74	6,52	5,70	6,39	6,50	6,92	7,37	7,79	7,97	7,78
Avril .....	4,11	6,18	6,06	5,54	6,16	6,13	6,82	7,06	7,37	7,47	7,37
Juin .....	4,11	6,16	5,92	5,46	6,06	6,04	6,85	7,09	7,35	7,44	7,36
Juillet .....	4,11	5,90	5,87	5,43	5,96	5,93	6,81	6,87	7,28	7,31	7,27
Août .....	4,11	5,78	5,80	5,43	5,96	5,89	6,78	6,84	7,32	7,31	7,28
Septembre .....	4,11	5,57	5,57	5,28	5,92	5,75	6,68	6,78	7,15	7,17	7,14
Octobre .....	4,11	5,68	5,58	5,46	5,90	5,82	6,80	6,91	7,29	7,21	7,25
Novembre .....	4,11	5,67	5,61	5,43	5,96	5,81	6,93	6,85	7,21	7,20	7,20
Décembre .....	4,11	5,41	5,54	5,37	5,95	5,71	6,88	6,83	7,17	7,16	7,16
1972 Janvier .....	4,11	5,35	5,52	5,33	5,92	5,66	6,87	6,83	7,17	7,11	7,14
Février .....	4,11	5,41	5,45	5,34	5,83	5,62	6,91	6,77	7,18	7,10	7,13
Mars .....	4,11	5,17	5,27	5,23	5,79	5,50	6,76	6,64	7,01	6,92	6,96
Avril .....	4,11	4,45	4,94	5,12	5,43	5,13	6,48	6,27	6,84	6,69	6,76
Mai .....	4,11	4,62	5,08	5,16	5,44	5,22	6,63	6,32	7,07	6,84	6,95
Juin .....	4,11	4,53	5,09	5,23	5,48	5,28	6,70	6,36	7,07	6,87	6,97
Juillet .....	4,11	4,58	5,03	5,24	5,50	5,28	6,73	6,36	7,07	6,91	6,98

\* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

<sup>1</sup> Non compris les emprunts perpétuels.

<sup>2</sup> Y compris les emprunts de sociétés à plus de 5 ans.

N. B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXI<sup>e</sup> année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI<sup>e</sup> année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII<sup>e</sup> année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au

jour le jour (call money) » ; XXXII<sup>e</sup> année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV<sup>e</sup> année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII<sup>e</sup> année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1<sup>er</sup> janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

**XIX - 7. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS  
EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel <sup>1</sup>	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel <sup>1</sup>	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel <sup>1</sup>	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel <sup>1</sup>
Taux en vigueur au 31-12-1963	4,50	100,00	4,50	5,80	100,00	5,80	5,90	100,00	5,90	6,00	99,00	6,09
1964 16 février ...	4,75	100,00	4,75	6,00	99,50	6,12	6,25	99,00	6,39	6,50	100,00	6,50
1966 4 mars .....	4,75	100,00	4,75	6,25	100,00	6,25	6,50	100,00	6,50	6,50	99,00	6,59
1 <sup>er</sup> juillet ...	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	100,00	6,75	6,75 7,00	97,50 100,00	6,99 7,00
1967 1 <sup>er</sup> février ..	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	98,75	6,93	6,75 7,00	97,50 100,00	6,99 7,00
1 <sup>er</sup> décembre	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,89
1968 15 mars .....	5,00	100,00	5,00	6,50	100,00	6,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,89
1969 15 avril .....	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,96	6,75	97,50	6,99
16 juin .....	6,00	100,00	6,00	7,00	99,75	7,06	7,25	100,00	7,25	7,50	100,00	7,50
1 <sup>er</sup> novembre	7,00	100,00	7,00	8,00	100,00	8,00	8,25	99,50	8,33	8,25	98,00	8,46
1971 25 janvier ...	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,00	99,00	8,10
18 février ...	6,00	100,00	6,00	7,00	100,00	7,00	7,50	100,00	7,50	7,50	99,00	7,60
16 septembre ..	6,00	100,00	6,00	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
18 octobre .....	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
20 décembre ...	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
1972 17 janvier ...	5,65	100,00	5,65	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,00	100,00	7,00
13 mars .....	5,25	100,00	5,25	6,25	100,00	6,25	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00

<sup>1</sup> Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

# XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

## 1. — TAUX D'ESCOMPTE \*

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande-Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-63		3,—		3,50		4,—		4,—		3,50		3,50		4,—		2,—
1964 Janvier ...											6	4,—				
Février ...							27	5,—								
Juin .....											4	4,50				
Juillet ...															3	2,50
Novembre .			24	4,—			23	7,—					23	4,25		
1965 Janvier ...	22	3,50														
Avril .....					9	3,50										
Juin .....							3	6,—								
Août .....	13	4,—														
Décembre .			6	4,50									6	4,75		
1966 Mars .....													14	5,25		
Mai .....	27	5,—									2	5,—				
Juillet ...							14	7,—							6	3,50
1967 Janvier ...	6	4,50					26	6,50								
Février ...	17	4,—														
Mars .....							16	6,—			15	4,50				
Avril .....	14	3,50	7	4,—									7	4,50		
Mai .....	12	3,—					4	5,50							10	3,—
Juillet ...																
Septembre .													28	5,—		
Octobre ...							19	6,—								
Novembre .							9	6,50								
Novembre .			20	4,50			18	8,—								
1968 Janvier ...																
Mars .....			22	5,—			21	7,50					22	7,—		
Avril .....			19	5,50									15	7,50		
Juillet ...					4	5,—							2	7,—		
Juillet ...													29	6,50		
Août .....			30	5,25												
Septembre .							19	7,—					3	6,—		
Novembre .					13	6,—										
Décembre .			18	5,50							20	5,—	18	6,50		
1969 Février ...																
Mars .....													3	7,—		
Avril .....	18	4,—	4	6,—							9	5,50				
Juin .....	20	5,—			13	7,—							11	7,50		
Juillet ...																
Août .....													16	8,—		
Septembre .	11	6,—							1	5,— <sup>2</sup>						
Octobre ...					8	8,—			1,4	5,50	4	6,—				15
1970 Mars .....	9	7,50														
Avril .....							5	7,50		9	7,—					
Mai .....							15	7,—								
Juin .....																
Juillet ...	16	7,—														
Août .....							27	7,50								
Septembre .																
Octobre ...							20	7,—						1	6,50	
Novembre .	18	6,50	13	5,75										12	6,00	
Décembre .	3	6,00	4	5,50												
1971 Janvier ...			8	5,25	8	6,50										
Janvier ...			22	5,—												
Février ...			19	4,75										15	5,75	
Février ...														24	5,25	
Avril .....	1	5,00							1	6,00	5	6,50	5	5,50		
Mai .....							13	6,75								
Juillet ...			16	5,00												
Septembre .									2	5,00		15	5,00			
Octobre ...	14	4,50					28	6,50		14	6,00				4,75	
Novembre .			19	4,75												
Décembre .	23	4,00	17	4,50												
1972 Janvier ...							13	6,—					6	4,50		
Février ...	25	3,00														
Mars .....																
Avril .....					6	5,75							2	4,00		
Juin .....									22	6,00						

\* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « *International Financial Statistics* » (F.M.I.).

1 Federal Reserve Bank of New York.

<sup>2</sup> Depuis le 1er juillet 1969, il y a deux taux en Italie. Celui qui est repris ici est le taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au réescompte pour un montant supérieur à 5 p.c. de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédent celui de l'opération.

## XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 6 mai	1972 4 mai	1971 10 juin	1972 8 juin
<b>ACTIF</b>								
Encaisse en or .....	4.322	4.322	4.862	4.862	4.862	4.862	4.862	4.862
Disponibilités à vue à l'étranger .....	25.618	16.356	15.238	21.392	24.077	32.466	24.206	32.666
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes <sup>1</sup> .....	4.683	1.216	1.368	3.407	4.280	7.505	4.276	7.492
<i>Concours au Fonds Monétaire International</i> .....	4.423	1.216	1.368	2.083	2.083	2.318	2.083	2.334
<i>Acquisition de droits de tirage spéciaux</i> .....	—	—	—	952	1.946	2.927	1.947	2.929
<i>Autres opérations</i> .....	260	...	...	372	251	2.260	246	2.229
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B. ....	1.380	1.290	1.341	1.161	1.070	886	1.070	886
Monnaies divisionnaires .....	7	32	44	18	54	109	86	64
Comptes courants postaux .....	1.194	1.514	252	301	224	306	134	210
Prêts à l'Etat <sup>2</sup> .....	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat <sup>3</sup> .....	3.153	3.368	2.899	1.651	3.452	2.329	3.452	3.452
Effets achetés sur le marché monétaire <sup>4</sup> .....	3.443	12.251	22.499	16.423	51.451	40.168	51.492	42.695
Effets escomptés .....	25.185	36.468	37.546	35.434				
Effets publics .....	—	—	—	—	11.818	6.757	11.846	6.083
Bons ou Obligations à moyen terme émis par les organismes à statut légal spécial .....	—	—	—	—	2.029	2.158	2.105	2.139
Mobilisation de créances sur la France								
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Obligations cautionnées</i> .....	1.810	839	901	98	1.619	...	2.014	1.081
<i>Effets garantis par l'Office des Céréales</i> <sup>5</sup> .....	1.859	2.930	2.907	2.709	1.142	363	1.108	644
<i>Autres effets sur la France</i> .....	7.697	10.643	8.278	7.124	15.997	11.652	15.530	13.324
Effets représentatifs de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i> .....	2.565	4.751	4.707	4.769	...	...	...	...
<i>Autres crédits à moyen terme</i> .....	2.249	4.335	6.632	4.290	1.050	544	1.035	2.546
Mobilisation de créances sur l'étranger								
Effets représentatifs de crédits à court terme .....	4.722	7.760	7.310	8.429	9.276	8.921	9.269	8.861
Effets de mobilisation de créances à moyen terme .....	4.283	5.210	6.811	8.015	8.520	9.773	8.585	8.017
Avances à 30 jours sur effets publics ...	212	—	—	—	—	—	—	—
Avances sur titres .....	86	142	130	60	59	61	62	56
Effets en cours de recouvrement .....	1.638	3.375	2.806	4.724	1.978	2.987	1.770	2.230
Divers .....	1.815	5.432	2.082	1.718	1.878	2.056	1.900	2.399
Total ...	<b>78.186</b>	<b>91.216</b>	<b>96.517</b>	<b>96.601</b>	<b>98.835</b>	<b>99.185</b>	<b>98.760</b>	<b>102.462</b>

### PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation .....	70.508	72.194	72.398	75.621	73.412	77.105	72.608	77.636
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves .....	3.606	7.056	5.262	7.663	13.202	13.097	15.976	16.781
Autres comptes créditeurs .....	1.761	5.074	12.133	7.471	7.255	2.439	5.317	2.392
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	1	1	1	...	...	...	...
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i> .....	246	3.405	9.727	5.781	5.805	875	3.893	860
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i> .....	1.515	1.668	2.405	1.689	1.450	1.564	1.424	1.532
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux .....	—	—	—	919	1.811	2.694	1.811	2.694
Plus-value de réévaluation 1969 <sup>6</sup> .....	—	—	2.351	—	—	—	—	—
Capital de la Banque .....	250	250	250	250	250	250	250	250
Divers .....	2.061	6.642	4.123	4.677	2.905	3.600	2.798	2.709
Total ...	<b>78.186</b>	<b>91.216</b>	<b>96.517</b>	<b>96.601</b>	<b>98.835</b>	<b>99.185</b>	<b>98.760</b>	<b>102.462</b>

<sup>1</sup> Convention du 27 juin 1949.

<sup>2</sup> Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 8 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

<sup>3</sup> Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

<sup>4</sup> Décret du 17 juin 1968.

<sup>5</sup> Loi du 15 août 1960, décret du 29 juillet 1959 et loi du 19 mai 1941.

<sup>6</sup> Convention du 4 décembre 1969 approuvée par la loi du 24 décembre 1969.

**XX - 3. — BANK OF ENGLAND**

(millions of £)

	1968 February 28	1969 February 28	1970 February 28	1971 February 28	1971 May 5	1972 May 10	1971 June 9	1972 June 7
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------	----------------	----------------	----------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt .....	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities .....	3.038	3.188	3.202	3.450	3.367	3.343	3.375	3.470
Other Securities .....	1	1	37	239	272	521	339	519
Total ...	<b>3.050</b>	<b>3.200</b>	<b>3.250</b>	<b>3.700</b>	<b>3.650</b>	<b>3.875</b>	<b>3.725</b>	<b>4.000</b>

Notes Issued :								
In Circulation .....	3.016	3.140	3.243	3.662	3.615	3.853	3.695	3.972
In Banking Department .....	34	60	7	38	35	22	30	28
Total ...	<b>3.050</b>	<b>3.200</b>	<b>3.250</b>	<b>3.700</b>	<b>3.650</b>	<b>3.875</b>	<b>3.725</b>	<b>4.000</b>

BANKING DEPARTMENT

Government Securities .....	526	486	403	700	676	461	674	371
Advances and Other Accounts .....	88	70	91	74	68	25	83	29
Premises, Equipment and Other Securities	31	89	89	44	84	75	81	181
Notes .....	34	60	7	38	35	22	30	28
Coin .....	1	1	2	2	2	...	1	...
Total ...	<b>680</b>	<b>706</b>	<b>592</b>	<b>858</b>	<b>865</b>	<b>583</b>	<b>869</b>	<b>609</b>

Capital .....	15	14	15	15	15	15	15	15
Rest .....	4	4	4	3	3	—	3	—
Public Deposits .....	13	12	15	18	12	20	11	17
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits .....	218	231	220	398	408	—	404	—
Other Deposits :								
Bankers Deposits .....	302	301	199	195	174	182	220	219
Reserves and Other Accounts .....	128	144	139	229	253	366	216	358
Total ...	<b>680</b>	<b>706</b>	<b>592</b>	<b>858</b>	<b>865</b>	<b>583</b>	<b>869</b>	<b>609</b>

**XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS <sup>1</sup>**

(millions of \$)

	1968 December 31	1969 December 31	1970 December 31	1971 December 31	1971 May 5	1972 May 10	1971 June 9	1972 June 7
<b>ASSETS</b>								
Gold certificate account .....	10.026	10.036	10.457	9.875	10.475	9.475	10.075	10.303
Special Drawing Rights certificate account	—	—	400	400	400	400	400	400
Cash .....	207	110	221	261	261	329	272	315
Discounts and advances .....	188	183	335	39	802	493	590	136
Acceptances :								
Bought outright .....	58	64	57	80	58	82	62	76
Held under repurchase agreement .....	...	...	...	181	81	...	...	54
Federal agency obligations :								
Bought outright .....	—	—	—	485	—	979	—	1.118
Held under repurchase agreement .....	...	...	...	101	137	...	...	12
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills .....	18.756	22.266	25.965	30.156	26.643	30.381	26.504	30.622
Certificates .....	...	...	...	...	...	...	582	...
Notes .....	28.706	31.392	33.236	35.554	34.180	36.448	34.307	36.448
Bonds .....	5.475	3.496	2.941	3.286	3.220	3.540	3.220	3.540
Total bought outright ...	52.937	57.154	62.142	68.996	64.043	70.369	64.613	70.610
Held under repurchase agreement .....	...	...	...	1.222	1.136	...	...	148
Total U.S. Government securities ...	52.937	57.154	62.142	70.218	65.179	70.369	64.613	70.758
Total loans and securities .....	53.183	57.401	62.534	71.104	66.257	71.923	65.265	72.154
Cash items in process of collection .....	9.417	10.564	11.178	11.887	10.910	10.874	9.945	11.135
Bank premises .....	113	116	128	150	136	163	141	163
Other assets .....	2.894	2.627	995	918	1.080	1.017	814	730
Total assets ...	<b>75.840</b>	<b>80.854</b>	<b>85.913</b>	<b>94.595</b>	<b>89.519</b>	<b>94.181</b>	<b>86.912</b>	<b>95.200</b>

**LIABILITIES**

Federal Reserve notes .....	44.726	47.473	50.323	53.819	50.200	53.964	51.220	54.476
Deposits :								
Member bank reserves .....	21.773	22.085	24.150	27.788	27.559	26.807	24.880	27.139
U.S. Treasurer - general account .....	703	1.312	1.156	2.020	493	2.686	7	2.356
Foreign .....	216	134	148	294	148	121	194	145
Other .....	747	807	1.233	999	685	606	668	615
Total deposits ...	23.439	24.338	26.687	31.101	28.885	30.220	25.749	30.255
Deferred availability cash items .....	6.020	7.124	6.917	7.544	8.121	7.830	7.598	8.027
Other liabilities and accrued dividends ...	395	581	582	647	570	552	550	570
Total liabilities ...	<b>74.580</b>	<b>79.516</b>	<b>84.509</b>	<b>93.111</b>	<b>87.776</b>	<b>92.566</b>	<b>85.117</b>	<b>93.328</b>

**CAPITAL ACCOUNTS**

Capital paid in .....	630	669	702	742	721	762	725	771
Surplus .....	630	669	702	742	702	742	702	742
Other capital accounts .....	...	...	...	...	320	111	368	359
Total liabilities and capital accounts ...	<b>75.840</b>	<b>80.854</b>	<b>85.913</b>	<b>94.595</b>	<b>89.519</b>	<b>94.181</b>	<b>86.912</b>	<b>95.200</b>
Contingent liabilities on acceptances purchased for foreign correspondents .....	109	146	250	254	237	265	241	56

<sup>1</sup> Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

**XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK**

(miljoenen guldens)

	1968 31 december	1969 31 december	1970 31 december	1971 31 december	1971 10 mei	1972 8 mei	1971 7 juni	1972 5 juni
<b>ACTIVA</b>								
Goud .....	6.115	6.198	6.437	6.875	6.712	6.875	6.727	6.898
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten .....	984	1.344	2.772	1.287	3.727	3.036	2.523	2.950
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens .....	19	6	8	...	8	...	4	...
Bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F. .....	—	—	521	2.063	1.155	2.332	1.701	2.352
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto .....	211	463	184	17	...	...	...	...
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 <sup>o</sup> van de Bankwet 1948) .....	1.613	1.043	1.388	1.681	660	504	811	505
Voorschotten in rekening-courant en bele- ningen .....	418	876	19	180	9	166	7	86
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten .....	28	30	28	28	23	25	23	30
Belegging van kapitaal en reserves .....	226	254	300	345	339	377	340	377
Gebouwen en inventaris .....	...	...	...	179	...	179	...	179
Diverse rekeningen .....	21	47	47	182	13	141	17	142
Totaal ...	<b>9.635</b>	<b>10.261</b>	<b>11.704</b>	<b>12.837</b>	<b>12.646</b>	<b>13.635</b>	<b>12.153</b>	<b>13.519</b>

**PASSIVA**

Bankbiljetten in omloop .....	8.703	9.276	9.766	10.251	9.581	10.345	9.856	10.713
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen .....	472	433	973	1.080	1.958	1.565	1.163	1.071
<i>s' Rijks schatkist</i> .....	394	288	829	1.001	1.426	1.514	660	988
<i>Banken in Nederland</i> .....	31	87	103	39	502	23	467	55
<i>Anderen ingezetenen</i> .....	47	58	41	40	30	28	36	28
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen .....	61	70	78	152	90	227	95	219
<i>Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...</i> .....	42	59	60	128	67	192	75	176
<i>Anderen niet-ingezetenen</i> .....	19	11	18	24	23	35	20	43
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten .....	7	8	4	4	4	6	4	4
Tegenwaarde toegewezen bijzondere trek- kingsrechten in het I.M.F. ....	—	—	316	587	587	856	587	856
Kapitaal .....	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves .....	244	268	320	357	320	357	320	357
Diverse rekeningen .....	128	186	227	386	86	259	108	279
Totaal ...	<b>9.635</b>	<b>10.261</b>	<b>11.704</b>	<b>12.837</b>	<b>12.646</b>	<b>13.635</b>	<b>12.153</b>	<b>13.519</b>

N. B - Circulatie der door de Bank namens de  
Staat in het verkeer gebrachte munt-  
biljetten .....

24	18	16	14	15	14	15	14
----	----	----	----	----	----	----	----

**XX - 6. — BANCA D'ITALIA**

(miliardi di lire)

(Ancienne présentation des postes de la situation mensuelle)

	1968 dicembre	1969 dicembre	1970 dicembre	1971 dicembre p
Oro in cassa .....	1.827	1.847	1.804	1.802
Cassa <sup>1</sup> .....	37	37	39	45
Portafoglio <sup>2</sup> .....	1.333	1.652	1.035	1.057
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...
Anticipazioni <sup>3</sup> .....	1.337	1.644	842	885
Prorogati pagamenti .....	...	...	...	...
Ufficio italiano dei cambi .....	2.086	1.626	1.687	2.404
Disponibilità in divisa all'estero .....	...	...	...	...
Titoli emessi o garantiti dallo Stato <sup>4</sup> ...	1.035	2.447	3.221	4.462
Immobili .....	...	...	...	...
Debitori diversi .....	531	680	943	997
Anticipazioni straordinarie al Tesoro .....	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria .....	287	...	1.592	1.380
Servizi diversi per conto dello Stato .....	91	138	78	208
Spese .....	179	230	281	281
<b>Totale attivo ...</b>	<b>9.082</b>	<b>10.643</b>	<b>11.861</b>	<b>13.860</b>
Circolazione dei biglietti <sup>5</sup> .....	5.390	6.100	6.619	7.281
Vaglia, assegni e debiti a vista <sup>6</sup> .....	110	106	193	106
Conti correnti liberi .....	186	87	284	267
Conti correnti vincolati .....	2.425	2.784	3.305	4.380
Creditori diversi .....	775	1.200	1.139	1.489
C/c servizio tesoreria .....	...	113	—	—
Capitale .....	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario .....	9	10	12	17
Fondo di riserva straordinario .....	7	7	10	14
Rendite .....	180	236	299	306
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—
<b>Total passivo e patrimonio ...</b>	<b>9.082</b>	<b>10.643</b>	<b>11.861</b>	<b>13.860</b>
Depositanti di titoli e valori .....	8.089	11.378	11.351	13.231
<sup>1</sup> Compresi biglietti e monete di Stato .....	14	11	10	12
<sup>2</sup> Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :				
— aziende di credito .....	506	556	605	649
— istituti speciali .....	324	349	371	398
<sup>3</sup> Comprese anticipazioni a :				
— aziende di credito .....	1.332	1.624	817	861
— altri .....	6	20	25	24
<sup>4</sup> Compresi BOT .....	80	337	—	50
<sup>5</sup> Compresi biglietti presso il Tesoro .....	2	3	3	n.d.
<sup>6</sup> Compresi vaglia cambiari .....	20	20	26	25

**XX - 6. — BANCA D'ITALIA**

(Miliardi di lire)

(Nouvelle présentation des postes de la situation mensuelle)

	1970 dicembre	1971 dicembre p	1972 marzo	1972 marzo p	1971 aprile	1972 aprile p
<b>ATTIVO</b>						
Oro .....	1.804	1.802	1.803	1.803	1.803	1.802
Cassa <sup>1</sup> .....	39	45	71	39	52	63
Portafoglio .....	59	9	44	6	46	7
Risconto per finanziamenti ammassi obblig. <sup>2</sup> .....	977	1.047	951	1.070	950	1.072
Anticipazioni <sup>3</sup> .....	842	885	490	591	502	634
Attività verso l'estero in valuta .....	4	2	5	5	5	4
Ufficio italiano dei cambi <sup>4</sup> .....	2.407	2.970	2.746	2.836	2.820	2.782
Titoli emessi o garantiti dello Stato <sup>5</sup> ...	3.221	4.462	3.497	4.330	3.530	4.343
Investimento fondi di riserva e fondi diversi <sup>6</sup> .....	348	385	349	385	350	385
Anticipazioni straordinarie al Tesoro .....	339	339	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria .....	1.592	1.380	1.641	1.209	1.372	1.457
Servizi diversi per conto dello Stato .....	166	245	230	268	230	266
Immobili .....	...	...	...	...	...	...
Partite varie .....	136	207	92	145	90	144
Spese .....	280	281	32	34	41	45
<b>Totale attivo ...</b>	<b>12.214</b>	<b>14.059</b>	<b>12.290</b>	<b>13.060</b>	<b>12.130</b>	<b>13.343</b>
<b>PASSIVO</b>						
Circolazione dei biglietti <sup>7</sup> .....	6.619	7.281	6.062	6.823	6.153	6.946
Vaglia cambiari e altri debiti a vista <sup>8</sup> .	193	106	80	98	76	107
Conti correnti liberi .....	284	266	161	76	77	79
Conti correnti vincolati <sup>9</sup> .....	3.288	4.327	4.304	4.568	4.234	4.727
Conti dell'estero in lire e valuta .....	742	623	792	507	779	531
Servizi diversi per conto dello Stato .....	89	37	111	47	87	47
Servizi di cassa per conto di enti vari ...	68	274	30	36	30	54
Fondi accantonati .....	407	408	407	408	407	503
Partite varie .....	203	400	285	402	219	267
Capitale .....	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario .....	12	17	12	17	12	17
Fondo di riserva straordinario .....	10	14	10	14	10	14
Rendite .....	299	306	36	38	46	51
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	26	—	—
<b>Totale passivo e patrimonio ...</b>	<b>12.214</b>	<b>14.059</b>	<b>12.290</b>	<b>13.060</b>	<b>12.130</b>	<b>13.343</b>
Depositanti di titoli e valori .....	7.048	7.593	6.581	7.662	6.475	7.453
1 Di cui : biglietti e monete di Stato .....	10	12	12	14	11	14
2 » aziende di credito .....	605	649	570	665	570	667
» istituti speciali .....	371	398	380	404	380	405
3 » aziende di credito .....	817	861	475	579	487	621
» altri .....	25	24	15	12	15	13
4 » c/c ordinario .....	1.687	2.404	1.985	2.380	2.074	2.294
5 » titoli di stato e ob- { BOT e titoli » bligaz. p/c Tesoro { a breve ... » altri .....	175 3.046	549 3.726	343 3.154	499 3.644	418 3.113	531 3.626
6 » titoli di stato e obblig. p/c Tesoro ...	189	216	187	213	187	213
7 » biglietti presso il Tesoro .....	3	6	7	3	5	n.d.
8 » vaglia cambiari .....	26	25	25	27	29	31
9 » per riserve obbligatorie .....	3.288	4.018	3.708	4.021	3.768	4.074

**XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK**

(Millionen DM)

(Ancienne présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1967 31. Dezember	1968 31. Dezember	1969 31. Dezember	1970 31. Dezember
<b>AKTIVA</b>				
Gold .....	16.647	17.881	14.700	14.340
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland .....	10.353	11.503	5.693	28.362
Sonstige Geldanlagen im Ausland und Forderungen an das Ausland .....	1.000	3.715	4.200	2.339
Ziehungsrechte in der Goldtranche .....	—	—	—	3.357
Sonderziehungsrechte .....	—	—	—	943
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	1.953	3.134	3.445	2.911
Deutsche Scheidemünzen .....	200	191	138	162
Postscheckguthaben .....	418	470	451	447
Inlandswechsel .....	2.922	2.139	11.425	14.152
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	...	5	578	285
Lombardforderungen .....	950	875	2.797	1.682
Kassenkredite .....	2.220	1.344	1.974	2.434
Wertpapiere .....	2.317	1.688	1.031	760
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung .....	6.438	6.148	6.653	8.683
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen .....	3.639	4.053	1.173	...
Forderung an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe .	1.534	783	722	386
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite .....	2.448	3.969	1.699	1.992
<i>darunter : a) an I.W.F.</i> .....	670	2.082	...	...
<i>b) an Weltbank</i> .....	1.447	1.644	1.544	1.925
<i>c) aus der Abwicklung der             E.Z.U.</i> .....	331	243	155	67
Sonstige Aktiva .....	830	813	2.017	1.655
	<b>53.869</b>	<b>58.711</b>	<b>58.696</b>	<b>84.890</b>
<b>PASSIVA</b>				
Banknotenumlauf .....	31.574	32.499	34.617	36.479
Einlagen von .....	17.628	21.255	21.089	29.618
<i>Kreditinstituten</i> .....	15.179	17.579	16.890	26.231
<i>Öffentlichen Einlegern</i> .....	2.115	3.299	3.826	2.987
<i>Anderen inländischen Einlegern</i> .....	334	377	373	400
Sondereinlagen .....	—	—	—	5.382
<i>Konjunkturausgleichsrücklagen</i> .....	—	—	—	2.937
<i>Konjunkturzuschlag zu den Einkom-     mensteuern</i> .....	—	—	—	2.189
<i>Sonstige (Bundesbildungsanleihe)</i> .....	—	—	—	256
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft .....	643	365	472	380
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i> .....	506	322	383	343
<i>Sonstige</i> .....	137	43	89	37
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonder- ziehungsrechte .....	—	—	—	738
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobi- lisierungs- und Liquiditätspapieren ...	—	—	—	7.532
Rückstellungen .....	1.925	2.110	1.170	1.170
Grundkapital .....	290	290	290	290
Rücklagen .....	1.080	1.180	860	860
Sonstige Passiva .....	729	1.012	198	2.441
	<b>53.869</b>	<b>58.711</b>	<b>58.696</b>	<b>84.890</b>

# XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

(Nouvelle présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1970 31. Dezember	1971 31. Dezember	1971 7. Mai	1972 7. Mai	1971 7. Juni	1972 7. Juni
<b>AKTIVA</b>						
Gold, Auslandsforderungen und sonstige Auslandsaktiva .....	51.338	62.219	70.757	67.001	71.845	67.268
Gold .....	14.340	14.688	14.520	14.688	14.582	14.721
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland .....	28.362	37.638	46.725	41.975	47.772	42.131
Sonstige Geldanlagen im Ausland .....	2.200	2.000	2.200	2.240	2.200	2.240
Reserveposition im Internationalen Währungsfonds und Sonderziehungsrechte .....	4.300	5.581	5.145	5.648	5.140	5.728
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	2.131	2.308	2.159	2.436	2.144	2.436
Sorten .....	5	4	8	5	7	3
Kredite an inländische Kreditinstitute .....	18.739	18.811	14.188	20.484	14.554	19.545
Inlandswechsel .....	14.152	15.802	11.938	18.737	11.988	17.782
Auslandswechsel .....	2.905	1.612	2.117	1.625	2.081	1.669
Lombardforderungen .....	1.682	1.397	133	122	485	94
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte .	11.788	11.149	9.288	8.918	9.201	8.834
Kassenkredite (Buchkredite) .....	2.434	2.349	219	194	132	110
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen .....	285	76	...	...	...	...
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung .....	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683
Forderung an Bund wegen Forderungserwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe .....	386	41	386	41	386	41
Kredite an Bundesbahn und Bundespost .....	—	—	—	20	—	...
Kassenkredite (Buchkredite) .....	—	—	—	...	—	...
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen .....	—	—	—	20	—	...
Wertpapiere .....	760	588	1.159	383	1.106	258
Deutsche Scheidemünzen .....	163	251	186	279	175	294
Postscheckguthaben .....	447	367	164	199	193	236
Sonstige Aktiva .....	1.655	1.654	1.119	1.887	1.196	2.094
Ausgleichsbedarf für Neubewertung der Fremdwährungsforderungen und -verbindlichkeiten .....	—	5.996	—	3.101	—	3.101
Insgesamt ...	<b>84.890</b>	<b>101.035</b>	<b>96.861</b>	<b>102.272</b>	<b>98.270</b>	<b>101.630</b>
<b>PASSIVA</b>						
Banknotenumlauf .....	36.480	39.494	36.132	39.840	36.243	39.060
Einlagen von Kreditinstituten .....	26.250	32.609	34.103	31.976	34.792	32.950
auf Girokonto .....	26.231	32.590	34.080	31.958	34.763	32.931
sonstige .....	19	19	23	18	29	19
Einlagen von öffentlichen Haushalten .....	6.735	10.943	9.836	12.639	10.116	12.699
Bund .....	32	69	826	1.373	421	876
Lastenausgleichsfonds und E.R.P. Sondervermögen .....	236	286	440	235	396	237
Länder .....	1.030	510	1.144	1.147	1.505	1.707
Andere öffentliche Einleger .....	55	67	25	39	32	33
Sondereinlagen .....	5.382	10.011	7.401	9.845	7.762	9.846
Einlagen von anderen inländischen Einlegern .....	2.033	2.227	1.176	1.508	1.374	1.325
Bundesbahn .....	4	5	4	4	3	5
Bundespost (einschl. Postscheck- und Postspar-kassenämter) .....	1.629	1.735	809	1.105	937	933
sonstige Einleger .....	400	487	363	399	384	387
Guthaben auf Sonderkonten Bardepot .....	—	—	—	1.159	—	589
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft .....	361	967	627	1.009	629	938
Einlagen ausländischer Einleger .....	343	941	610	953	616	926
sonstige .....	18	26	17	56	13	12
Ausgleichsposten für zugeweilte Sonderziehungsrechte	738	1.364	1.364	1.985	1.364	1.985
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren .....	7.532	6.477	8.947	7.881	8.900	7.719
Rückstellungen .....	1.170	2.370	2.370	2.370	2.370	2.370
Grundkapital .....	290	290	290	290	290	290
Rücklagen .....	860	1.080	1.080	1.080	1.080	1.080
Sonstige Passiva .....	2.441	3.214	936	535	1.112	625
Insgesamt ...	<b>84.890</b>	<b>101.035</b>	<b>96.861</b>	<b>102.272</b>	<b>98.270</b>	<b>101.630</b>

**XX - 8. -- BANQUE NATIONALE SUISSE**

(millions de francs suisses)

	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1971 7 mai	1972 5 mai	1971 7 juin	1972 7 juin
<b>ACTIF</b>								
Encaisse or .....	11.356	11.435	11.821	11.879	12.144	11.880	11.454	11.880
Devises .....	5.601	5.793	8.441	10.323	7.358	8.360	4.151	7.382
Bons du Trésor étrangers en FS .....	1.442	1.851	1.851	4.278	2.926	4.278	2.926	4.278
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères .....	108	—	—	—	—	—	—	—
Portefeuille effets sur la Suisse :								
Effets de change .....	281	613	328	81	108	76	92	73
Bons du Trésor de la Confédér. suisse ..	7	118	71	...	...	...	...	...
Avances sur nantissement .....	160	277	224	29	13	6	11	11
Titres :								
pouvant servir de couverture .....	17	43	51	6	54	—	53	—
autres .....	164	127	105	5	96	—	96	—
Correspondants en Suisse .....	100	89	83	72	31	41	38	37
Correspondants à l'étranger .....	22	20	25	23	33	25	25	27
Reconnaissance de dette de la Confédération selon l'arrêté fédéral du 15-12-1971 ..	—	—	—	1.244	—	1.244	1.244	1.244
Autres postes de l'actif .....	57	91	70	50	116	82	74	69
Total ...	<b>19.315</b>	<b>20.457</b>	<b>23.070</b>	<b>27.990</b>	<b>22.879</b>	<b>25.992</b>	<b>20.164</b>	<b>25.001</b>

**PASSIF**

Fonds propres .....	60	61	62	63	63	64	63	64
Billets en circulation .....	12.047	12.518	13.106	14.310	12.370	13.764	12.448	13.637
Engagements à vue :								
Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie .....	5.776	6.354	7.750	10.702	7.655	7.307	4.658	5.775
Autres engagements à vue .....	638	601	660	1.153	1.079	1.561	1.251	1.708
Avoirs minimaux des banques sur :								
les engagements en Suisse .....	—	—	—	—	—	1.147	—	1.213
les engagements envers l'étranger .....	—	—	—	516	—	699	—	1.025
Engagements à terme :								
Rescriptions de stérilisation .....	233	142	202	313	313	313	313	313
Compte spécial P.T.T. ....	—	—	200	—	200	—	200	—
Autres postes du passif .....	561	781	1.090	933	1.199	1.137	1.231	1.266
Total ...	<b>19.315</b>	<b>20.457</b>	<b>23.070</b>	<b>27.990</b>	<b>22.879</b>	<b>25.992</b>	<b>20.164</b>	<b>25.001</b>

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1971 30 avril	1972 30 avril	1971 31 mai	1972 31 mai
<b>I. Or</b> .....	4.145	4.397	4.031	4.248	4.034	4.148
<b>II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue</b> .	48	55	42	69	53	49
<b>III. Bons du Trésor</b> .....	1.046	1.064	1.059	932	1.087	834
<b>IV. Effets div. remobilis. sur dem</b> .....	—	—	—	—	—	—
<b>V. Dépôts à terme et avances</b> : .....	17.026	12.925	14.211	13.631	13.376	13.737
a) à 3 mois au maximum .....	13.726	9.266	11.354	9.863	11.951	10.562
b) à 3 mois au maximum (or) .....	48	169	48	249	48	214
c) à plus de 3 mois .....	3.237	3.490	2.794	3.519	1.362	2.961
d) à plus de trois mois (or) .....	15	—	15	—	15	—
<b>VI. Titres à terme</b> : .....	2.484	11.073	4.825	7.763	6.054	7.774
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum .....	268	85	215	59	237	84
b) à plus de 3 mois .....	152	192	160	221	140	196
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum .....	1.459	9.970	4.046	6.244	5.128	6.365
b) à plus de 3 mois .....	605	826	404	1.239	550	1.129
<b>VII. Divers</b> .....	1	1	1	1	1	1
<i>Total de l'actif</i> ...	<b>24.750</b>	<b>29.515</b>	<b>24.169</b>	<b>26.644</b>	<b>24.605</b>	<b>26.543</b>

**XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE**

**Situations en millions de francs or**

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

**Passif**

	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1971 30 avril	1972 30 avril	1971 31 mai	1972 31 mai
<b>I. Capital :</b>						
Actions libérées de 25 % .....	290	301	290	301	290	301
<b>II. Réserves .....</b>	<b>248</b>	<b>331</b>	<b>249</b>	<b>331</b>	<b>249</b>	<b>331</b>
1. Fonds de Réserve Légale .....	29	30	29	30	29	30
2. Fonds de Réserve Générale .....	99	144	100	144	100	144
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ..	22	37	22	37	22	37
4. Fonds de Réserve Libre .....	98	120	98	120	98	120
<b>III. Dépôts (or) : .....</b>	<b>5.492</b>	<b>3.893</b>	<b>4.431</b>	<b>3.715</b>	<b>4.113</b>	<b>3.614</b>
1. Banques centrales :						
a) à vue .....	2.035	3.201	2.801	3.067	3.115	2.960
b) à 3 mois au maximum .....	2.967	261	1.092	120	526	137
c) à plus de 3 mois .....	333	262	379	361	313	344
2. Autres déposants :						
a) à vue .....	157	169	159	167	159	173
b) à 3 mois au maximum .....	—	—	—	—	—	—
c) à plus de 3 mois .....	—	—	—	—	—	—
<b>IV. Dépôts (monnaies) : .....</b>	<b>18.071</b>	<b>24.219</b>	<b>18.482</b>	<b>21.475</b>	<b>19.163</b>	<b>21.457</b>
1. Banques centrales :						
a) à vue .....	97	34	84	29	85	41
b) à 3 mois au maximum .....	17.061	21.478	17.153	18.216	16.704	18.386
c) à plus de 3 mois .....	536	2.118	883	2.710	1.265	2.519
2. Autres déposants :						
a) à vue .....	19	19	22	25	21	27
b) à 3 mois au maximum .....	308	534	339	333	1.048	334
c) à plus de 3 mois .....	50	36	1	162	40	150
<b>V. Effets .....</b>	<b>469</b>	<b>487</b>	<b>468</b>	<b>485</b>	<b>494</b>	<b>486</b>
a) à 3 mois au maximum .....	469	487	313	325	494	486
b) à plus de 3 mois .....	—	—	155	160	—	—
<b>VI. Divers .....</b>	<b>131</b>	<b>202</b>	<b>168</b>	<b>255</b>	<b>211</b>	<b>272</b>
<b>VII. Comptes de profits et pertes .....</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
<b>VIII. Dividende payable le 1<sup>er</sup> juillet .....</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
<b>IX. Provision .....</b>	<b>49</b>	<b>82</b>	<b>81</b>	<b>82</b>	<b>85</b>	<b>82</b>
<i>Total passif ...</i>	<b>24.750</b>	<b>29.515</b>	<b>24.169</b>	<b>26.644</b>	<b>24.605</b>	<b>26.543</b>

## LEGISLATION ECONOMIQUE

*Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois de juin.*

*Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.*

*Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.*

*Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :*

*1. Economie générale; 2. Monnaie, crédit et banque; 3. Finances publiques; 4. Agriculture; 5. Industrie; 6. Travail; 7. Commerce intérieur; 8. Commerce extérieur; 9. Transports; 10. Prix et salaires; 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers; 12. Communauté Economique Européenne.*

### 1. — ECONOMIE GENERALE

#### **Arrêté royal du 9 mai 1972**

*déclarant d'application l'aide régionale complémentaire prévue par l'article 2, b, de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique (Moniteur du 20 juin 1972, p. 7231).*

#### **Arrêté royal du 16 juin 1972**

*régulant la procédure en ce qui concerne l'initiative de créer les sociétés de développement régional (Moniteur du 17 juin 1972, p. 7184).*

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

**Arrêté royal du 17 mai 1972**

*fixant les charges d'intérêt et d'amortissement à supporter par la Société nationale du Logement sur les tranches de ses emprunts à lever au cours de l'année 1972 (Moniteur du 16 juin 1972, p. 7116).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — Sur les tranches d'emprunts à lever par la Société nationale du Logement au cours de l'année 1972, le taux de l'intérêt simple à supporter par ladite société est fixé à 2,50 p.c. l'an et ce dès la levée des fonds.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1974, la Société nationale supportera de ce chef une annuité comprenant l'intérêt ci-dessus et l'amortissement en soixante-six ans.

.....

**Arrêté royal du 17 mai 1972**

*fixant les charges d'intérêt et d'amortissement à supporter par la Société nationale terrienne sur les tranches de ses emprunts à lever durant l'année 1972 (Moniteur du 16 juin 1972, p. 7117).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — Sur les tranches de ses emprunts à lever durant l'année 1972, le taux de l'intérêt simple à supporter par la Société nationale terrienne est fixé à 4,75 p.c. l'an et ce, dès la levée des fonds.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1973, la Société nationale terrienne supportera une annuité comprenant l'intérêt ci-dessus et l'amortissement en trente ans.

.....

**Arrêté royal du 24 mai 1972**

*portant relèvement du plafond des engagements de l'Institut national de Crédit agricole (Moniteur du 6 juin 1972, p. 6694).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — Le plafond des engagements de l'Institut national de Crédit agricole est porté par libération de la quatrième et dernière tranche, de onze milliards deux cent cinquante millions de francs à douze milliards de francs.

.....

**Arrêté royal du 26 mai 1972**

*autorisant la Société nationale d'Investissement à procéder à une augmentation de capital à concurrence d'une seconde tranche de 500 millions de francs et déterminant les modalités d'octroi de la garantie de l'Etat pour cette tranche (Moniteur du 13 juin 1972, p. 6973).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — La Société nationale d'Investissement est autorisée à procéder à une augmentation de capital à concurrence d'une seconde tranche de F 500 millions.

*Art. 2.* — Les institutions financières d'intérêt public ont décidé de souscrire à cette augmentation du capital dans les limites suivantes en agissant en vertu soit de droits acquis, soit en emploi de droits acquis par elles :

50.000.000	Banque Nationale de Belgique
50.000.000	Caisse générale d'Epargne et de Retraite
41.666.000	Crédit communal de Belgique
20.000.000	Société nationale de Crédit à l'Industrie
<u>2.071.000</u>	Institut national de Crédit agricole
163.737.000	

*Art. 3.* — La souscription immédiate de l'Etat s'élève à 262.411.000 francs. A l'assemblée générale extraordinaire du 5 juin 1972, l'Etat libérera 20 p.c. de sa souscription soit 52.482.200 francs.

*Art. 4.* — L'Etat garantit la souscription du solde à concurrence de 73.852.000 francs dans la mesure où les autres actionnaires n'auront pas exercé leur droit de préférence. A l'expiration de la période de souscription soit le 16 juillet 1972, l'Etat souscrira le solde non souscrit et libérera 20 p.c. de sa souscription complémentaire.

#### **Arrêté royal du 31 mai 1972**

*modifiant l'arrêté royal du 27 juillet 1950 déterminant les besoins vitaux à satisfaire pour l'exécution de la loi du 19 août 1948 relative aux prestations d'intérêt public en temps de paix (Moniteur du 7 juin 1972, p. 6749).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — L'article 1<sup>er</sup> (...) de l'arrêté royal du 27 juillet 1950 (...) est complété comme suit :

« 5. En ce qui concerne le secteur financier, pour autant qu'il ne relève pas du ressort de la Commission paritaire pour les banques :

- » a) le fonctionnement de la Caisse de l'Etat;
  - » b) le fonctionnement de l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change;
  - » c) le fonctionnement du Marché des Rentes;
  - » d) le fonctionnement du Marché du call money;
  - » e) le fonctionnement du Marché des Changes;
  - » f) les opérations nécessaires pour assurer la présentation au paiement, l'encaissement et la protestation des effets de commerce arrivés à échéance;
  - » g) les opérations de crédit documentaire.
- » A défaut d'accord entre les employeurs et les travailleurs intéressés, les personnes chargées d'exécuter ces prestations seront désignées par une commission ad hoc composée de représentants des employeurs désignés par le Ministre des Finances. Cette commission sera présidée par un fonctionnaire désigné par le Ministre de l'Emploi et du Travail.

» Si cette commission n'est pas constituée ou si elle n'a pas désigné ces personnes, celles-ci seront désignées par le Ministre de l'Emploi et du Travail agissant sur proposition du Ministre des Finances ».

.....

### 3. — FINANCES PUBLIQUES

#### **Loi du 30 mars 1972**

*contenant le budget de l'Education nationale — secteur commun aux régimes français et néerlandais — pour l'année budgétaire 1971 (Moniteur du 21 juin 1972, p. 7253).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année 1971 afférentes à l'Education nationale — secteur commun aux régime français et régime néerlandais — (...) des crédits s'élevant à la somme de 5.457.445.000 francs.

.....

#### **Loi du 30 mars 1972**

*contenant le budget de l'Education nationale — régime français — pour l'année budgétaire 1971 (Moniteur du 22 juin 1972, p. 7322).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1971 afférentes à l'Education nationale, régime francophone, (...) des crédits s'élevant à la somme de 23.610.985.000 francs.

.....

#### **Loi du 9 mai 1972**

*contenant le budget des Pensions pour l'année budgétaire 1972 (Moniteur du 13 juin 1972, p. 6957).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1972 afférentes au budget des Pensions (...) des crédits s'élevant à la somme de 40.232.168.000 francs.

*Art. 2.* — Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux (...) sont évaluées à 16.653.106.000 francs pour les recettes et à 16.745.335.000 francs pour les dépenses.

.....

#### **Loi du 18 mai 1972**

*modifiant le Code des impôts sur les revenus, en matière d'immunité fiscale de certaines libéralités (Moniteur du 24 juin 1972, p. 7509).*

#### **Loi du 29 mai 1972**

*contenant le budget du Ministère de l'Intérieur pour l'année budgétaire 1972 (Moniteur du 27 juin 1972, p. 7563).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1972 afférentes au Ministère de l'Intérieur (...) des crédits s'élevant à la somme de 24.686.456.000 francs.

.....

**Arrêté royal du 30 mai 1972**

*autorisant la Société nationale terrienne à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt d'un milliard de francs (Moniteur du 13 juin 1972, p. 6971).*

**Loi du 1<sup>er</sup> juin 1972**

*établissant un décime additionnel à l'impôt des sociétés et à l'impôt des non-résidents dû par des sociétés ou collectivités étrangères (Moniteur du 27 juin 1972, p. 7579).*

**Loi du 6 juin 1972**

*contenant le budget du Ministère des Finances pour l'année budgétaire 1972 (Moniteur du 28 juin 1972, p. 7634).*

*Article 1<sup>er</sup>. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1972 afférentes au Ministère des Finances (...) des crédits s'élevant à la somme de 37.029.620.000 francs.*

*Art. 11. — Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux (...) sont évaluées à 40.097.032.000 francs pour les recettes et à 39.314.688.000 francs pour les dépenses.*

**9. — TRANSPORTS**

**Arrêté royal du 30 mai 1972**

*portant fixation de tarifs principaux en matière de télécommunications (Moniteur du 1<sup>er</sup> juin 1972, p. 6426).*

**12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE**

**Décision du Conseil du 20 décembre 1971 (72/212/C.E.E.)**

*portant conclusion d'un accord entre la Communauté économique européenne et le gouvernement du Japon concernant le commerce des textiles de coton (Journal officiel du 12 juin 1972, n° L 134, p. 31).*

**Conseil et Commission**

*Treizième rapport d'activité du Comité Monétaire (Bruxelles, le 16 février 1972) (Journal officiel du 6 juin 1972, n° C 58, p. 1).*

**Directive du Conseil du 30 mai 1972 (72/211/C.E.E.)**

*concernant l'organisation d'enquêtes statistiques coordonnées de conjoncture dans l'industrie et l'artisanat (Journal officiel du 3 juin 1972, n° L 128, p. 28).*

**Directive du Conseil du 6 juin 1972 (72/221/C.E.E.)**

*concernant l'organisation d'enquêtes annuelles coordonnées sur l'activité industrielle (Journal officiel du 10 juin 1972, n° L 133, p. 57):*

---

# BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

*Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin de juin 1972. Cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.*

## 1. MONNAIE ET CREDIT

BONTOUX Ch., Les documents seul instrument de vérification du banquier. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXVI, n° 3, 1972, pp. 248-257.*)

GUILHEM Th., Le chèque sans provision. (*Bordas, Connaissance, Paris, 38, série Information, 1971, 127 p.*)

HERNANDEZ-LOPEZ M., La structure des taux d'intérêts d'après les termes. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXVII, n° 5, décembre 1971, pp. 539-583.*)

La programmation financière. (*Bulletin économique et financier de la CGER, Bruxelles, n° 4, décembre 1971, pp. 1-5.*)

MICHAUX B., Les émissions de titres fonciers, nouveau moyen de financement du leasing immobilier. (*Répertoire fiscal, Bruxelles, n° 12, décembre 1971, pp. 317-339.*)

## 3. INSTITUTIONS MONETAIRES

BRUYNEEL A., De quelques observations relatives aux compétences et au pouvoir de la Commission bancaire. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXVI, n° 3, 1972, pp. 208-220.*)

La banque dans un monde moderne. Guide de l'exposition organisée par le Ministère de l'Education Nationale en collaboration avec l'Association Belge des Banques. (*Association Belge des Banques*, 1972, 73 p.)

MERTENS R., Toepassing van kwantitatieve beheerstechnieken in het bankwezen. (*Revue de la Banque, Bruxelles*, XXXVI, n° 3; 1972, pp. 223-244.)

PIRENNE J.H., Les jubilés bancaires et le marché financier belge. (*Revue de la Banque, Bruxelles*, XXXVI, n° 3, 1972, pp. 195-206.)

PLANTENGA P., Centres financiers dans le monde de demain. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires et financières, Bruxelles, cahier n° 192, mars 1972, 28 p.*)

## 5. MARCHES FINANCIERS - BOURSES DE VALEURS MOBILIERES

CLEMENTS A.W., The International Money and Bond Markets - A Borrower's Eye View. (*Euromoney, Londres*, III, n° 12, mai 1972, pp. 6-12.)

SIAENS A., La conjoncture des cours boursiers. Analyse du marché belge des actions (1952-1971). (*Recherches économiques de Louvain, Louvain*, XXXVII, n° 5, décembre 1971, pp. 513-538.)

## 6. FINANCES PUBLIQUES

PRUS-YARNUTOWSKI S., Le P.P.B.S. face à la rationalité d'optimisation. (*Revue des Sciences économiques, Liège*, n° 169, mars 1972, pp. 3-6.)

SLEEBUS L., La rationalisation de la gestion publique. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles*, n° 1, janvier 1972, pp. 5-25.)

TUROT P., Taxer le capital ou ses plus-values? (*Revue politique et parlementaire, Paris*, LXXIV, n° 831, avril 1972, pp. 43-54.)

VERHEGGE A., La répercussion de l'impôt des sociétés. (*Revue générale de Fiscalité, Bruxelles*, III, n° 4, avril 1972, pp. 99-108.)

## 8. REVENU NATIONAL - EPARGNE - INVESTISSEMENTS - CONSOMMATION

CRACCO E. et ROSTENNE J., Les dimensions du consommateur. (*Annales de Sciences économiques appliquées, Louvain*, XXIX, n° 5, décembre 1971, pp. 401-427.)

DUVIVIER P., La répartition de la fortune mobilière en Belgique. (*Courrier hebdomadaire du CRISP, Bruxelles, n° 561, 5 mai 1972, pp. 1-23.*)

L'analyse technique du placement. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVII, n° 17, 28 avril 1972, pp. 177-182.*)

Le rôle de l'épargne dans la croissance économique. (*Bulletin économique et financier de la CGER, Bruxelles, n° 4, décembre 1971, pp. 6-14.*)

Les investissements industriels des régions linguistiques de 1955 à 1969. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LVIII, n° 4, avril 1972, pp. 103-120.*)

Version rapide des comptes nationaux de 1971. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LVIII, n° 4, avril 1972, pp. 130-138.*)

## 9. INVESTISSEMENTS ETRANGERS

MAUER L.J. et SCAPERLANDA A., Remittances from United States Direct Foreign Investment in the European Economic Community : An Exploratory Estimate of their Determinants. (*Economia Internazionale, Gênes, XXV, n° 1, février 1972, pp. 33-43.*)

## 11. EMPLOI ET CHOMAGE

Glijdende werktijd. (*Ondernemen, Bruxelles, n° 4, avril 1972, pp. 194-199 et n° 5, mai 1972, pp. 253-258.*)

Les syndicats face à l'Europe. (*Socialisme, Bruxelles, n° 110, avril 1972, pp. 105-176.*)

## 12. SECURITE SOCIALE

Evolution des sources principales de financement de la sécurité sociale des travailleurs salariés pour la période 1945-1969. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, XIV, n° 2, février 1972, pp. 228-271.*)

GOETHALS H., De hervorming van de Maatschappelijke Zekerheid. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXVI, n° 1, février 1972, pp. 3-16.*)

VAN HAUWAERT F., La revalorisation des prestations de sécurité sociale au cours de la période du 1<sup>er</sup> juillet 1960 au 1<sup>er</sup> juillet 1970. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, XIV, n° 1, janvier 1972, pp. 63-81.*)

VAN HAUWAERT F., L'indexation dans le cadre de la sécurité sociale belge pour travailleurs salariés. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, XIV, n° 1, janvier 1972, pp. 82-100.*)

VOS H., Le problème des droits futurs de pension. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, XIV, n° 2, février 1972, pp. 193-219.*)

### **13. PRIX ET SALAIRES**

Evolution récente des salaires des ouvriers dans l'industrie. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LVIII, n° 4, avril 1972, pp. 127-129.*)

Les accords à la commission paritaire nationale auxiliaire pour employés. (*Editions de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, 1972, 41 p.*)

Réglementation des prix. Coordination officieuse des arrêtés ministériels des 22 décembre 1971 et 20 avril 1972 prescrivant la déclaration de hausse des prix suivie des commentaires publiés par le Ministère des Affaires économiques. (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, supplément au n° 14, 15 mai 1972, 12 p.*)

### **14. SITUATION ECONOMIQUE**

La conjoncture en Europe occidentale : printemps 1972. (*Chroniques d'Actualité du S.E.D.E.I.S., Paris, VI, n° 5, mai 1972, pp. 238-264.*)

La conjoncture s'éclaircit. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVII, n° 20, 19 mai 1972, pp. 209-219.*)

SIAENS A. et autres, La conjoncture économique internationale. (*Service mensuel de Conjoncture de Louvain, Louvain, XXVI, n° 5, mai 1972, pp. 1-8.*)

### **15. POLITIQUE ECONOMIQUE**

COLLARD R., L'Office de Promotion Industrielle. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, XI, n° 2, mars-avril 1972, pp. 91-99.*)

VAN BOCXLAER F., De evolutie van de economische planning in België. (*Economie, Tilburg, XXXVI, n°s 7-8, avril-mai 1972, pp. 367-382.*)

## 17. ECONOMIE REGIONALE

DECOOMAN R., La part du Hainaut dans le programme d'investissement décennal 70-80 de la S.N.C.B. (*Bulletin économique du Hainaut, Mons, IV, n° 13, mars 1972, pp. 13-21.*)

La Société Intercommunale de Développement pour la Campine (I.O.K.). (*Crédit Communal de Belgique, Bruxelles, XXVI, n° 100, avril 1972, pp. 71-80.*)

LOOR R., L'infrastructure autoroutière du Hainaut. (*Bulletin économique du Hainaut, Mons, n° 13, mars 1972, pp. 5-12.*)

PIERARD R., Les voies navigables en Hainaut. (*Bulletin économique du Hainaut, Mons, IV, n° 13, mars 1972, pp. 22-25.*)

SEGHIN A., Un aéroport en Hainaut. (*Bulletin économique du Hainaut, Mons, IV, n° 13, mars 1972, pp. 30-35.*)

VAES E., Le Hainaut et la politique portuaire. (*Bulletin économique du Hainaut, Mons, IV, n° 13, mars 1972, pp. 26-29.*)

## 21. ENTREPRISES

DE BODT G., La notion de fonds de roulement net hors trésorerie. (*Annales de Sciences économiques appliquées, Louvain, XXIX, n° 5, décembre 1971, pp. 431-451.*)

Principes de gestion financière des entreprises : le problème de l'endettement. (*Bulletin de la Société Générale de Banque, Bruxelles, XI, n° 113, avril 1972, pp. 1-4.*)

## 26. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

BACH Ch. L., U.S. Balance-of-Payments Problems and Policies in 1971. (*Federal Reserve Bank of St.-Louis Review, St.-Louis, LIV, n° 4, avril 1972, pp. 8-15.*)

DUPRIEZ L.H., L'étalon monétaire international reconsidéré. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXVII, n° 5, décembre 1971, pp. 499-512.*)

GOLDSTEIN H.N., Monetary Reform - The Barber Proposals. (*National Westminster Bank Quarterly Review, Londres, mai 1972, pp. 20-32.*)

HEYMANN P., Les monnaies n'ont pas fini de danser. (*Vision, Paris, n° 19, 15 juin 1972, pp. 30-35.*)

- IKLE M., Prospects for a U.S. Balance-of-Payments Turnround in 1972. (*Money Management, Londres, mars-avril 1972, pp. 22-25.*)
- JOHNSON H.G., We're Going to Have to Live With Bretton Woods. (*Money Management, Londres, mars-avril 1972, pp. 30-31 + 56.*)
- KAHN J., Pour comprendre les crises monétaires : explications nouvelles. (Monnaie et crise de la société.) (*Editions sociales, Paris, 2<sup>e</sup> édition, 1972, 281 p.*)
- KATZ S.I., The Case for the Par-value System 1972. (Essays in International Finance, 92.) (*International Finance Section, Princeton (N.J.), 1972, 32 p.*)
- KRIZ M.A., Dollar - Heading for Controls? (*Euromoney, Londres, III, n° 12, mai 1972, pp. 52-55.*)
- KUENG E., L'avenir du système monétaire international. (*Bulletin du Crédit suisse, Zurich, avril-mai 1972, pp. 9-13.*)
- Les mouvements internationaux de capitaux; passé, présent et avenir. (*Fonds Monétaire International, Per Jacobsson Foundation, Washington, 1971, 89 p.*)
- LEVY L., De l'accord de Washington au rétrécissement des marges entre les monnaies de la C.E.E. (*Industrie, Bruxelles, n° 4, avril 1972, pp. 242-246.*)
- MAKIN J.H., The Composition of International Reserve Holdings : A Problem of Choice Involving Risk. (*The American Economic Review, Menasha, LXI, n° 5, décembre 1971, pp. 818-832.*)
- MENDELSON M.S., What Future for the Fund? (*International Currency Review, Londres, IV, n° 2, mars-avril 1972, pp. 25-28.*)
- MOSSE R., Les faux privilèges du dollar. (*Moneta e Credito, Rome, XXV, n° 97, mars 1972, pp. 51-70.*)
- MOSSE R., De Bretton Woods, méconnu et inachevé, à une union monétaire universelle. (*Banque, Paris, n° 307, mai 1972, pp. 431-433.*)
- OSSOLA R., Reflections on New Currency Solutions. (*Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review, Rome, n° 100, mars 1972, pp. 65-81.*)
- SCHLOSS H.H., The Euro-Bond Market and the United States Balance of Payments. (*Economia Internazionale, Gênes, XXV, n° 1, février 1972, pp. 115-121.*)
- SIMONNOT Ph., L'avenir du système monétaire. (*Laffont, Paris, 1972, 291 p.*)
- THIELEMANS E., Verbetering in de internationale en Europese monetaire evolutie. (*V.K.W. Mededelingen, Anvers, XXVII, n° 4, avril 1972, pp. 164-167.*)

TUROT P., Les origines de la crise monétaire : 1960-1972. (*Hommes et Techniques, Paris, n° 330, avril 1972, pp. 390-399.*)

VOLCKER P.A., The Aftermath of August. (*Money Management, Londres, mars-avril 1972, pp. 5-10.*)

## 27. TIERS MONDE

ABBOTT G.C., Aid and Indebtedness - A Proposal. (*National Westminster Bank Quarterly Review, Londres, mai 1972, pp. 55-67.*)

HEMMER H.R., Die Bedeutung ausländischer Direktinvestitionen für die wirtschaftliche Entwicklung der Dritten Welt. (*Zeitschrift für Wirtschafts- und Sozialwissenschaften, Berlin, XCII, n° 2, avril 1972, pp. 155-167.*)

KUZNETS S., Problems in Comparing Recent Growth Rates for Developed and Less Developed Countries. (*Economic Development and Cultural Change, Chicago, XX, n° 2, janvier 1972, pp. 185-209.*)

Mc NAMARA R.S., Discours prononcé devant la conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. (Santiago du Chili, le 14 avril 1972.) (*Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, Washington, 1972, 22 p.*)

Memorandum de la Commission sur une politique communautaire de coopération au développement. Programme pour une première série d'actions. (*Bulletin des Communautés européennes, Bruxelles, supplément n° 2, février 1972, pp. 1-24.*)

PIRET B., L'aide belge au Congo et le développement inégal du capitalisme monopoliste d'Etat. (*Contradictions, Bruxelles, n° 1, janvier-juin 1972, pp. 111-137.*)

VAN DER MENSBRUGGHE J., L'épargne intérieure dans les pays en voie de développement. (*Finance et Développement, Washington, IX, n° 1, mars 1972, pp. 44-47.*)

## 28. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

ADOLFSE J.Th., Is de Europese Investeringsbank een Wereldbank in het klein ? (*Economie, Tilburg, XXXVI, n° 7-8, avril-mai 1972, pp. 383-398.*)

BASEDOW H., E.W.G.-Bankbilanzierungs-Vergleich. (2) (*Zeitschrift für das Gesamte Kreditwesen, Francfort/M., XXV, n° 9, 1<sup>er</sup> mai 1972, pp. 330-333.*)

- CASSELL F., The Role of Sterling in the E.E.C. (*The Bankers' Magazine*, Londres, n° 1538, mai 1972, pp. 222-226.)
- CASSELL F., The Role of Sterling after Britain's Entry into the E.E.C.; a British View. (*Société universitaire européenne de Recherches financières*, Tilburg, séries 5A, 1972, 12 p.)
- DE LA SERRE F., L'adhésion de la Grande-Bretagne aux Communautés Européennes. 1. La seconde candidature, 1967-1969. (*Notes et Etudes documentaires*, Paris, n°s 3882-83, 19 avril 1972, pp. 1-84.)
- DENIAU J.F., Le Marché Commun. 10<sup>e</sup> édit. (*Presses universitaires de France*, Paris, *Que Sais-Je ?*, 778, 1971, 126 p.)
- de NORMAN d'AUDENHOVE Ph., Intégration économique et monétaire européenne. (*Centre d'Etudes européennes de l'Université catholique de Louvain*, Bruylant, Louvain, 1972, 48 p.)
- La politique technologique de la Communauté. Aspects juridiques et institutionnels. (*Revue du Marché Commun*, Paris, n° 153, avril 1972, pp. 269-463.)
- L'approvisionnement en énergie primaire dans la C.E.E. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*, Bruxelles, XXVII, n° 18, 5 mai 1972, pp. 189-193.)
- LEEMAN A., L'avenir des centres financiers dans l'union monétaire européenne. (*Société universitaire européenne de Recherches financières*, Tilburg, série 7 B, 1972, 11 p.)
- LE PORTZ Y., La Banque Européenne d'Investissement et la construction de l'Europe. (*Banque*, Paris, n° 307, mai 1972, pp. 423-429.)
- MACESICH G., Monetary Policy in the Common Market Countries : Rules Versus Discretion. (*Weltwirtschaftliches Archiv*, Tubinge, n° 1, mars 1972, pp. 29-51.)
- MAGNIFICO G., European Money Now. (*The Banker*, Londres, n° 555, mai 1972, pp. 609-612.)
- MASERA F., Monetary and Exchange Rate Policy of the E.E.C. Countries. (*Société universitaire européenne de Recherches financières*, Tilburg, séries 6 A, 1972, 16 p.)
- NASH J.E., The Future of Financial Centres in a European Monetary Union. (*Société universitaire européenne de Recherches financières*, Tilburg, séries 4 A, 1972, 23 p.)
- RAETTIG L.R., Verwendung der Rechnungseinheit in der E.W.G. (*Kredit und Kapital*, Berlin, V, n° 1, mars 1972, pp. 87-102.)

- REITSMA A.J., De monetaire crisis, het vraagstuk van het optimale valuta-  
areaal en de Europese monetaire unie. (*De Economist, Harlem, n° 2, mars-  
avril 1972, pp. 153-174.*)
- VAN ALTEN V., Cross Border Mergers and Acquisitions Within the E.E.C.  
(*Euromoney, Londres, III, n° 12, mai 1972, pp. 20-24.*)
- VAN DEN BERGE G., De vlucht naar voren : monetaire blokvorming in de  
Gemeenschap. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, LVII,  
n° 2850, 24 mai 1972, pp. 504-506.*)
- VANDERSANDEN G., Le régime juridique des investissements dans la Com-  
munauté Economique Européenne. (*Revue du Marché Commun, Paris,  
n° 154, mai 1972, pp. 494-502.*)
- WILLGERODT H. et autres, Wege und Irrwege zur europäischen Währungs-  
union. (Beiträge zur Wirtschaftspolitik, 16.) (*Rombach, Freiburg im Breis-  
gau, 1972, 334 p.*)

## 29. SOCIETES MULTINATIONALES

- HAYS R.D. et autres, International Business : An Introduction to the World  
of the Multinational Firm. (*Prentice-Hall, Englewood Cliffs (N.J.), 1972,  
XIV + 411 p.*)
- HOLBIK K., The Multinational Corporation as an Instrument of World Trade  
Cohesion. (*Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali,  
Milan, XIX, n° 3, mars 1972, pp. 205-228.*)
- The Multinational Firm and the Nation State. (*Collier-Macmillan Canada,  
Ontario, 1972, X + 182 p.*)

## 30. INFORMATIQUE - AUTOMATISATION

- Actes du colloque sur les aspects institutionnels, juridiques et déontologiques de  
l'informatique, Bruxelles, 14 et 15 mai 1971. (*Institut belge des Sciences  
administratives, Bruxelles, 1972, 298 p.*)
-